

Un document important qui jette une lumière très instructive sur certains traits communs anti-marxistes du révisionnisme thorézien et du révisionnisme maoïste.

DU « PARTI DE THOREZ » A LA « PENSEE DE MAO »

(Combat communiste/marxiste-léniniste — Nouveau Bureau d'Edition, 1980.)

SOMMAIRE :

PRESENTATION (p. 3)

INTRODUCTION (p. 5)

PREMIERE PARTIE : Critique de la pensée philosophique développée par la "pensée mao tsétoung" (p. 6)

I - LE CONFUCIANISME. (p. 7)

1. Rappel historique.
2. Marxisme et confucianisme.
3. Quelques conséquences.
 - a) *Le moralisme et la politesse.*
 - b) *Servir le peuple.*
 - c) *Le perfectionnement individuel.*
 - d) *L'établissement.*

II - MAO TSETOUNG THEORICIEN MARXISTE CHINOIS. (p. 14)

1. Le « cas » Fen You-lan.
2. Mao, philosophe chinois.
3. La question du « marxisme national ».

III - LA « FRANCISATION » DU MARXISME PAR LE PCF. (p. 21)

1. Le PCF : parti français.
2. Une grande mystification à propos des origines du matérialisme français.
3. Le courant althussérien.

IV - QUELQUES TRAITS DU « MOUVEMENT » MARXISTE-LENINISTE EN FRANCE. (p. 26)

1. Le courant se réclamant de la « pensée mao-tsétoung ».
2. Le courant prétendant critiquer Mao Tsétoung.

DEUXIEME PARTIE : Critique de la notion de front uni mondial avancée par le PCC et le PCF (p. 28)

I - LA NATURE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN. (p. 29)

1. La méthode d'analyse.
2. Les tentatives de justification historique.

II - APPLICATION DE LA THEORIE DU FRONT UNI MONDIAL AUX PAYS IMPERIALISTES DE SECOND RANG. (p. 31)

III - LA ZONE DES TEMPETES. (p. 33)

1. Une époque prétendument nouvelle.
2. Le retentissement de ce concept sur la lutte du prolétariat des métropoles impérialistes.
3. Les origines de ces théories.

IV - LES RACINES DE LA PENSEE DE MAO TSETOUNG. (p. 37)

V - LA NOTION DE FRONT UNI MONDIAL ET LES PRETENDUS MARXISTES-LENINISTES FRANÇAIS (p. 39)

TROISIEME PARTIE : Critique de la conception du parti développée par Mao Tsétoung et Thorez (p. 43)

I - BREF HISTORIQUE SUR LA NOTION DU PARTI DE MARX, ENGELS, LENINE ET STALINE. (p. 43)

II - LE PARTI DE MAO TSETOUNG. (p. 46)

1. Confusion entre lutte anti-impérialiste et construction du socialisme.
2. Sur le fonctionnement du Parti.

III - LE PARTI DE THOREZ. (p. 54)

1. Le parti de plusieurs classes.
2. La liaison Parti-masses.

IV - SUR LA QUESTION DES DIRIGEANTS. (p. 58)

QUATRIEME PARTIE : La question de la démocratie. (p. 59)

I - LES ORIGINES DE LA DEMOCRATIE NOUVELLE. (p. 59)

1. Bases économiques. Critique des théories économiques défendues par Boukharine.
2. Bases politiques. Critique de la notion de démocratie telle que la voyait Trotsky.

II - L'EXPERIENCE A TIRER DES REVOLUTIONS AYANT ECHOUÉ. (p. 66)

1. La révolution allemande.
2. L'exemple de la Hongrie.

III - L'ILLUSION DES DEMOCRATIES POPULAIRES. (p. 69)

IV - LE PCF. (p. 73)

1. Quel pouvait être le contenu d'un gouvernement de démocratie populaire en France ?
2. Les conceptions « théoriques » du PCF.
 - a) *Sur la démocratie.*
 - b) *Sur l'économie.*
3. Une ligne continue : 1936-1946.

V - LA DEMOCRATIE NOUVELLE EN CHINE. (p. 79)

1. Les problèmes de la Révolution chinoise.
2. La démocratie dite nouvelle.
 - a) *Une conception trotskyste.*
 - b) *Une conception boukharinienne.*
3. La question agraire.
4. Quelques caractéristiques propres à la pensée de Mao Tsétoung.
 - a) *Dans la question de l'artisanat.*
 - b) *La question des minorités nationales.*
 - c) *La politique des « cent fleurs ».*
5. De la démocratie populaire à la révolution culturelle.

CONCLUSION. (p. 95)

NOTES. (p. 97)

PRESENTATION

Lors de l'accession du khrouchtchévisme au pouvoir, avec son soutien aux pays impérialistes et sa trahison des luttes de libération nationale, les révolutionnaires et les communistes dans de très nombreux pays avaient fondé un immense espoir dans le Parti communiste chinois et dans Mao Tsétoung. En effet, notamment pour les révolutionnaires des pays soumis à l'impérialisme, la Chine semblait montrer la voie de l'émancipation nationale, et le refus de la soumission au système impérialiste. De plus, grâce à la mise en avant qui en a été faite par le PCC, Mao Tsétoung apparaissait comme le théoricien qui avait le mieux analysé les erreurs du Parti Communiste d'Union soviétique et qui ouvrait une nouvelle voie dans la lutte contre le révisionnisme moderne. Et bien qu'aucune analyse théorique de Mao Tsétoung n'ait été publiée par le PCC, la pensée-maotsétoung était avancée comme le marxisme-léninisme de notre époque. Le PCC avait réduit rapidement sa critique du révisionnisme au niveau « idéologique ». Or sous ce terme c'est la lutte morale qui était principalement envisagée. L'analyse des causes économiques qui avaient permis à une nouvelle bourgeoisie de se développer et d'arriver à prendre le pouvoir fut très vite esquivée. Cette critique aurait en effet impliqué les propres thèses du PCC. Ainsi le Parti communiste chinois limita-t-il la diffusion de sa critique théorique du révisionnisme khrouchtchévien à une série de brochures regroupées sous le titre : Débat sur la ligne générale. Il se garda d'éditer les oeuvres de Mao Tsétoung postérieures aux années soixante, alors que, dans le même temps, il demandait aux communistes du monde entier de reconnaître Mao Tsétoung comme un classique du marxisme-léninisme. Comme ses oeuvres n'étaient pas éditées, force était de reconnaître Mao Tsétoung non pas sur son analyse du révisionnisme, mais sur la puissance du mouvement de masse qu'il était capable d'engendrer. Or le marxisme avait depuis longtemps enseigné que les idées des hommes étaient déterminées par leur situation de classe, que les classes n'existaient que dans un système économique déterminé. Le Parti communiste chinois esquiva ce problème de l'analyse matérialiste des causes qui permirent la montée du révisionnisme en URSS en lançant des slogans tendant à révolutionnariser ses membres.

Ainsi la critique théorique du révisionnisme fut remplacée par une soi-disant critique « pratique » par laquelle on espérait pouvoir soit préserver le parti comme instrument en faisant pression sur les militants pour que leur conduite fut la plus morale possible, pour qu'ils soient le plus possible « liés aux masses », soit mettre sur pied un « parti de type nouveau » de l'époque de la pensée-maotsétoung. La lutte morale prit le pas sur l'analyse objective. La « Révolution culturelle » poussa le phénomène à l'extrême, et les quelques tentatives de lutte théorique contre le révisionnisme moderne qui avaient été esquissées par des éléments du Parti communiste chinois furent rapidement abandonnées ou principalement limitées aux intérêts d'Etat de la Chine.

Malgré l'absence d'analyse du révisionnisme, la Révolution culturelle enthousiasmait les esprits, et beaucoup de révolutionnaires et de communistes peu formés se saisirent de cet exemple pensant qu'il représentait pratiquement la riposte contre le révisionnisme moderne. Le mouvement de contestation qui grandissait dans les années 65-70 dans de nombreux pays poussait effectivement ceux qui prétendaient défendre le prolétariat à adopter rapidement une pratique visant à tenter de gagner à n'importe quel prix les larges masses. La lutte théorique contre le révisionnisme moderne passait au second plan et cela était justifié du fait des problèmes immédiats qu'ils rencontraient ; la pensée-maotsétoung devint tout naturellement leur étendard. Loin de s'étonner de la faiblesse de l'analyse des causes de la prise du pouvoir par les révisionnistes en URSS, ils se mirent au contraire à exalter la lutte pratique contre le révisionnisme incarnée par la Révolution culturelle. Or il devient clair que la Révolution culturelle a opposé deux ou plusieurs clans révisionnistes pour la conquête du pouvoir politique. On comprend dès lors que la mort de Mao et les événements qui l'ont suivie, où l'on a vu, selon ses intérêts du moment, la République populaire de Chine emboîter carrément le pas à l'impérialisme américain, a créé un grand désarroi parmi ceux qui se réclamaient de l'exemple chinois et de la pensée-maotsétoung. Pour tous ceux qui plus ou moins ouvertement et profondément avaient soutenu Mao Tsétoung et le Parti communiste chinois contre Khrouchtchev et le PCUS il existait quatre solutions :

- la première consistait à emboîter le pas aux dirigeants actuels de la Chine, en brûlant ce que l'on avait adoré quelques années plus tôt ;
- la seconde consistait à condamner les dirigeants actuels de la Chine en continuant à se référer à Mao Tsétoung comme à un classique du marxisme-léninisme ;
- la troisième consistait à supprimer toute référence à Mao Tsétoung, sans faire d'auto-critique sur ses positions antérieures, sans essayer de chercher à savoir pourquoi et comment la pensée-maotsétoung avait pu apparaître comme le dernier cri du marxisme de notre époque ;
- la quatrième enfin, consistait à entreprendre l'étude du terreau qui avait permis à la pensée-maotsétoung de germer si facilement dans les cervelles des révolutionnaires de nombreux pays.

Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que si l'opportunisme peut prendre des visages différents suivant les pays et suivant les groupes ou partis qui le pratiquent, il y a une racine profonde commune à toutes ses différentes

variétés. Et l'on ne pourra pas extirper l'opportunisme par des références incantatoires aux classiques du marxisme-léninisme, il faut, au contraire, assimiler le matérialisme dialectique et le matérialisme historique de façon à pouvoir les appliquer concrètement aux nouvelles situations auxquelles le prolétariat révolutionnaire se trouve confronté.

L'ouvrage que nous présentons ici a pour objet de montrer en quoi la pensée maotsétoung est révisionniste et comment elle a pu s'implanter en France. Son titre peut sembler déroutant car le rapprochement entre Thorez et Mao peut paraître a priori artificiel. Cependant, en étudiant la question, des similitudes troublantes surgissent. Dès 1936 Mao et Thorez préconisent pour leur pays une voie originale pour accéder au socialisme, et très vite il vont essayer de faire de cette voie originale un exemple international. Mao appartenant à un pays colonisé ou semi-colonisé, et Thorez représentant les intérêts d'un pays impérialiste, auront certes entre eux des divergences, mais leur refus commun de suivre la voie historique suivie par le PC(b), va les entraîner à présenter des convergences. Ainsi leur soutien nominal de Staline ne les préservera pas de sombrer dans la critique de Staline, et chez ces deux apôtres, derrière cette critique, c'est la dictature du prolétariat qui sera mise en cause. Et si Thorez et Mao ont eu des réticences à condamner Staline ce n'est pas par fidélité au grand dirigeant marxiste-léniniste qu'il fût, mais par souci tout d'abord, de maintenir leur statut de chef de parti. Ainsi, contrairement à une opinion largement répandue, il faut comprendre que le PCF a ouvert la voie, non seulement au rejet ouvert du marxisme-léninisme tel qu'il est opéré par Marchais, mais aussi, et en même temps, qu'il a favorisé l'adoption de la pensée-maotsétoung par les oppositionnels qui en étaient issus. C'est pourquoi l'étude du développement de la pensée-maotsétoung en France, entreprise dans cet ouvrage, pour être menée à bien devait envisager l'étude de cette pensée dans le prolongement logique des tares héritées du thorézisme.

L'Editeur.

INTRODUCTION

Dans notre Plateforme, adoptée en mai 1979, nous écrivions :

“CC./ML. héritant des tares léguées par les courants opportunistes, a considéré jusqu'en 1977 Mao Tsétoung comme un marxiste-léniniste conséquent. Ceci a eu de très graves répercussions en notre sein et a entraîné trois séries d'erreurs principales :

- le fait d'hésiter sur la nature de classe du parti et le fait de mettre en avant le mot d'ordre unité - ouvrier paysan, comme étant applicable au niveau même de l'Organisation. Cette erreur fut liquidée en 1975 après l'élaboration de notre brochure *La Question paysanne* ;
- le fait de penser pouvoir construire un parti en s'appuyant sur les divers groupes qui se réclamaient du marxisme-léninisme sans voir qu'ils étaient en fait opportunistes et que l'unité avec eux ne pouvait être compatible avec le fait qu'il fallait construire une organisation défendant une seule ligne ;
- le fait d'hésiter à exclure de notre sein les membres qui faisaient obstacle à l'application de la ligne.

La liaison entre ces différentes erreurs et la recherche de leur racine devait nous amener, dès 1976, à remettre progressivement en cause le rôle de Mao Tsétoung comme dirigeant marxiste-léniniste. Mais ce n'est que depuis la fin de l'année 1978 que nous avons réussi à cerner la nature véritable de la « pensée maotsétoung », qui ne représentait en fait que le prolongement des théories révisionnistes dont Thorez et le PCF furent depuis longtemps les propagateurs en France”. [I]

L'ouvrage que nous présentons aujourd'hui [II] est la première démarcation que nous opérons avec la pensée de Mao Tsétoung. Il doit donc être considéré comme une auto-critique de nos positions antérieures sur cette question. Car, comme nous allons le montrer, le marxisme-léninisme est incompatible avec les thèses mises en avant par Mao Tsétoung. Puis, nous nous attacherons à montrer comment la conception de front uni à l'échelle mondiale et celle du parti, résultèrent des conceptions anti-marxistes de Mao. Enfin, dans la dernière partie nous étudierons la théorie économique prônée par Mao Tsétoung en recherchant les racines dans les théories défendues par les opportunistes au sein du PC(b) de l'URSS. La reprise, quasiment à l'échelle mondiale, de la thèse de la « pensée maotsétoung » comme étant le « marxisme-léninisme de notre époque », impose à tous les authentiques marxistes-léninistes qui ont défendu cette thèse, de faire leur auto-critique en recherchant l'aspect spécifique de l'héritage révisionniste qui les a amenés à considérer Mao Tsétoung comme le plus éminent des marxistes-léninistes. C'est pourquoi, en ce qui nous concerne, nous essaierons de montrer la filiation qu'il y avait entre les thèses thoréziennes et celles qui furent mises en avant, dans notre pays, par les soi-disant marxistes-léninistes qui se réclamaient de Mao.

C'est pourquoi, aussi nous nous sommes attachés à critiquer les oeuvres de Mao Tsétoung qui furent diffusées de son vivant, particulièrement les textes qui étaient pris comme un développement de la théorie marxiste-léniniste, à savoir : *De la pratique, De la contradiction, De la juste solution des contradictions au sein du peuple, L'Intervention à la Conférence nationale du PCC sur le travail de propagande, en ne faisant que d'occasionnelles références au tome V (où pourtant les conceptions maoïstes apparaissent de façon exacerbées).*

Combat communiste/marxiste-léniniste.

[I] Ed. NBE, Paris, 1979.

[II] Les trois premières parties de cette étude ont été publiées dans le Bulletin International n° 14 (février 1979), n° 16 (avril 1979) et le n° 19-20 (juillet août 1979). Quelques corrections et surtout des développements ont été apportés par cette nouvelle publication. La quatrième partie de cette étude est publiée ici pour la première fois.

PREMIERE PARTIE : Critique de la pensée philosophique développée par la "pensée maotsetoung"

La dégénérescence ouverte du Parti Communiste Chinois pose le problème de l'explication de celle-ci, entreprise avec tant de vigueur par le Parti du Travail d'Albanie, car comme l'indique le camarade José Amazonas (dirigeant du Parti Communiste du Brésil)

La vie a prouvé que faire la révolution n'est pas tout. Un pays socialiste peut devenir un pays capitaliste sous des formes trompeuses, si le prolétariat, en tant que classe dirigeante, perd le contrôle de la situation et s'il est pris dans les pièges montés même par la démagogie des bureaucrates et des technocrates dégénérés, qui usurpent la direction du parti et de l'appareil d'Etat. Il y a 30 ans que la Yougoslavie a trahi la révolution. Elle est aujourd'hui un pays capitaliste comme tout autre pareil pays. A partir de la trahison de Khrouchtchev, l'Union Soviétique est devenue une superpuissance, socialiste en paroles et impérialiste en actes, qui rivalise pour l'hégémonie mondiale. La Chine suit aussi les traces de l'Union Soviétique. Elle abandonne la voie révolutionnaire et s'efforce de devenir une superpuissance^[1].

Le problème du bilan du PCC et de l'oeuvre de Mao Tséoung est donc posé, ce d'autant plus que son influence a été et demeure grande dans le monde. Il est impossible de donner une réponse définitive à toutes les questions que ce problème soulève, mais malgré tout il est devenu nécessaire de les poser et d'amener, tout au moins, quelques éléments de réponse. En effet nous avons soutenu en divers points le PCC dans sa politique opportuniste et nous nous sommes réclamés de la pensée de Mao. Ce début d'analyse correspond à une première démarche auto-critique. Comme toute théorie opportuniste, la « pensée mao-tséoung » a pris un caractère spécifique dans chaque pays où elle fut appliquée. Nous savons en effet que l'opportunisme de Kautsky ne fut pas le même que celui de Guesde ; bien que dans le fond leurs conceptions aient été similaires, leur forme fut différente, car le terrain sur lequel elles se développèrent ne fut pas le même. L'adoption par nombre de partis dans le monde de la « pensée mao-tséoung » comme marxisme-léninisme de notre époque, témoigne d'un affaiblissement général du niveau de conscience des marxistes-léninistes de ces partis. Cet affaiblissement s'est effectué progressivement et, en France, le révisionnisme a contaminé très tôt tant le POF^[2] que le PCF, car le révisionnisme a des racines très profondes dans la pensée des révolutionnaires français.

Nous essayerons donc de montrer comment en France la « pensée mao-tséoung » a permis de faire le lien entre les diverses théories opportunistes, qui agitaient ce que l'on a coutume d'appeler le mouvement marxiste-léniniste français au moment où elle y fut introduite. L'introduction de la « pensée mao-tséoung » allait permettre aux divers opportunistes français de poursuivre les traditions chauvines qu'avaient si bien personnifiées Guesde puis Thorez. La liquidation de l'internationalisme prolétarien qui en résulta eut de graves conséquences pour les communistes qui luttaient dans les pays colonisés ou néo-colonisés par notre impérialisme, ainsi qu'en fait foi cette déclaration des communistes congolais :

Notre parti considère l'isolement de la Révolution Congolaise comme la réussite temporaire de la politique contrerévolutionnaire de l'impérialisme en Afrique d'une part, et d'autre part comme la conséquence de la dégénérescence des partis communistes au pouvoir dans le monde dont les leaders ne comptent désormais que sur les intérêts immédiats de leur propre pays, leur influence dans le monde, et non pas sur le triomphe des révolutions dans les autres coins du monde^[3].

C'est en effet un des points clé qui permet de comprendre la dégénérescence du PCC : le non-respect de l'internationalisme prolétarien au nom d'un marxisme aux couleurs nationales. Il n'est pas possible pour nous, en France, d'établir un bilan définitif du PCC, mais par contre ayant été marqués par la « pensée mao-tséoung », il est impérieux de la critiquer afin de retrouver la voie marxistéléniniste. Car tous ceux qui se sont réclamés de la « pensée mao-tséoung » ont participé à la liquidation de la théorie marxiste-léniniste, la « pensée mao-tséoung » n'étant en fait comme nous allons le démontrer qu'une sinisation du marxisme. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, un courant révisionniste essaya de faire du marxisme-léninisme le prolongement des philosophies antérieures. Le PC(b), par la voix de Jdanov, s'éleva contre cette déformation du marxisme-léninisme qui représente avant tout une rupture d'avec les philosophies antérieures. Presque tous les partis et les communistes qui avaient commis cette erreur rectifièrent ou firent semblant, seul le PCC persévéra - comme nous le verrons - à considérer Mao Tséoung comme le continuateur de la philosophie chinoise. C'est pourquoi il nous faut étudier quelques éléments de la philosophie traditionnelle chinoise, en particulier le confucianisme.

I - LE CONFUCIANISME

1. RAPPEL HISTORIQUE.

Confucius vécut entre le IV^e et le V^e siècle avant J.C. Sa doctrine a été pendant de nombreux siècles l'idéologie officielle dans les pays asiatiques. Donc pendant tout ce temps l'éducation reposait sur la doctrine confucéenne et ses trois principes : Morale - Humanisme - Ritualisme. Chez les marxistes d'Asie, l'influence de cette doctrine demeure, bien que le PCC ait été le premier à tenter d'en faire une critique. Mais le « grand mouvement de critique contre Confucius », en 1974 et 75, semble s'être limité à présenter Lin Biao comme continuateur de la pensée confucéenne parce qu'il voulait restaurer les rites, et à dénoncer Confucius comme représentant de la classe des esclavagistes et s'opposant aux légistes, les représentants de la classe des propriétaires fonciers. Il faut noter que le PCC n'a jamais repris à son compte l'analyse de Marx sur le mode de production asiatique. Marx pensait en effet qu'en Asie on ne pouvait pas distinguer comme dans les pays européens un stade esclavagiste et un stade féodal. Il semble difficile d'affirmer si cette distinction peut être reprise en Chine, ou si au contraire l'évolution économique s'y est opérée d'une façon originale. Quoiqu'il en soit, il est intéressant de noter, comme le souligne Nguyen Khac Vien (directeur de la revue Etudes vietnamiennes), que le confucianisme a subsisté comme idéologie dominante jusqu'à nos jours, ce qui semblerait prouver qu'il ne représentait pas les intérêts de la classe esclavagiste mais de la classe exploiteuse en général. Dans son étude, cet auteur note de plus que le confucianisme fut traversé par un double courant de pensée : le confucianisme mandarinal et le confucianisme populaire.

Le lettré moyen - c'est-à-dire la majorité - défendait sciemment ou inconsciemment le régime traditionnel (comme les intellectuels de toutes les époques). Mais les grands lettrés, vivant quotidiennement près du peuple, ne pouvaient s'empêcher de voir le revers de la médaille. Tant que la société traditionnelle connaissait des périodes « d'ordre et de prospérité », mandarins et lettrés communiaient dans la même vénération de l'empereur et s'accordaient à commenter dans le même sens les textes classiques. Advienne une inondation catastrophique, une sécheresse prolongée, le règne d'un roi débauché, les paysans pauvres exaspérés se révoltaient. Des lettrés de village prenaient alors la tête du mouvement, se réclamant de l'humanisme et du moralisme confucéens pour essayer de renverser la monarchie régnante. Au nom de Confucius également, les mandarins conduisaient l'armée royale pour réprimer la révolte des « pirates ». Se retrouvaient ainsi souvent face à face des élèves d'un même maître, issus de la même école. [...] Il y eut ainsi un double courant de pensée confucéenne pendant des siècles. Tout le monde vénérât le Grand Maître, personne n'osait s'attaquer à sa doctrine, mais chaque école interprétait les textes à sa manière. Le grave défaut d'un livre comme celui de Paul Mus sur la sociologie vietnamienne a été de ne présenter que l'aspect orthodoxe, mandarinal des idées et des croyances traditionnelles au Vietnam.

Il faut également noter que le confucianisme s'est opposé au bouddhisme, qui prêchait l'irréalité du monde, en « affirmant que les efforts de l'homme sur lui-même importaient plus que les hommages rendus aux dieux ». Confucius avait été parmi les premiers penseurs de l'humanité à centrer toute l'attention des hommes sur des problèmes purement humains. Il avait été le premier humaniste, au sens plein du mot^[4].

2. MARXISME ET CONFUCIANISME.

Pour bien comprendre combien il est important d'insister sur l'aspect de rupture que représente le marxisme par rapport aux philosophies précédentes, il faut souligner qu'en Asie nombre de partis, comme le PCC et le PTVN, qui ont essayé d'amalgamer marxisme et confucianisme, ne pouvaient que sombrer dans le révisionnisme. L'article de Nguyen Khac Vien illustre parfaitement ce fait : en insistant sur le fait que le marxisme va reprendre les « bonnes traditions » du confucianisme populaire, il va nous montrer comment le marxisme perdra son caractère scientifique pour ne devenir qu'une doctrine morale dans la droite lignée de celle des confucéens.

Le marxisme est ainsi venu au Vietnam, non comme une doctrine entre d'autres, mais comme un instrument de libération, après l'échec des lettrés confucéens, les tentatives sans vigueur et sans lendemain des intellectuels bourgeois contre le régime colonial et féodal. Il a succédé au confucianisme pour donner au pays une doctrine politique et sociale, pour lui permettre de résoudre des problèmes pratiques ; il se heurtera au confucianisme, il le rencontrera sur le terrain de l'évolution historique, et non au cours de joutes académiques. [...] Les grands lettrés patriotes, Phan Boi Chau, Huynh Thuc Khang, pour ne citer que les plus célèbres, sympathisèrent immédiatement avec la nouvelle doctrine, dès son apparition au Vietnam. Adversaires résolu du régime colonial, ils se sentaient profondément liés à ces militants révolutionnaires d'un type nouveau, dévoués comme eux corps et âme à la cause nationale.

Entre les marxistes et les confucéens authentiques, il y avait plus qu'une communauté d'objectifs politiques ; il y avait aussi une parenté dans le domaine de la pensée qui facilitait le rapprochement, et parfois le bond d'une doctrine à l'autre. Le confucianisme ayant depuis des siècles habitué les esprits à ne plus spéculer sur l'au-delà, le marxisme a eu moins de mal à se faire admettre qu'en terre islamique ou chrétienne. Les confucéens avaient réagi d'une manière bien plus vigoureuse contre le christianisme, non seulement parce que les missionnaires catholiques jouaient souvent le rôle de fourriers du colonialisme, mais aussi parce que les notions de grâce divine, de sacrements, de Dieu incarné, étaient étrangères à la pensée confucéenne. Le marxisme ne déroutait nullement les confucéens en centrant les réflexions de l'homme sur les problèmes politiques et sociaux; l'école confucéenne ne faisait pas autrement. En définissant l'homme par la totalité de ses rapports sociaux, le marxisme ne choquait guère les lettrés qui considéraient que le but suprême de l'homme est d'assumer correctement ses obligations sociales. [...] Les militants marxistes, de leur côté, reprennent volontiers à leur compte le moralisme politique des confucéens. L'idée que les responsables doivent faire montre d'une moralité exemplaire est profondément ancrée dans les pays confucéens, et, en lui donnant une signification différente, les militants marxistes de nos jours continuent la tradition des lettrés célèbres des temps anciens. Ne pas se laisser corrompre par les richesses, détourner de son chemin par la misère, ne pas courber la tête devant la force, ces sentences confucéennes ont été chantonnées à maintes reprises par des marxistes. [...] On peut même dire qu'au Vietnam (et en Chine) le confucianisme déteint souvent sur le marxisme ; en terre confucéenne, la moralité révolutionnaire tend souvent à l'emporter sur la notion de loi du développement historique. [...] Dans la grande famille des partis communistes, le parti vietnamien (et chinois) apporte certainement une note moralisante plus marquée que les partis militant dans des pays où la bourgeoisie avait déjà exercé pendant longtemps la direction idéologique. Ici, c'est l'amoralisme bourgeois qui déteint parfois sur les militants marxistes, qui ont tendance à négliger les problèmes de moralité individuelle. Ce moralisme peut parfois conduire à une sorte de volontarisme, qui veut que n'importe quelle tâche devienne possible dès que les militants tendent suffisamment leur ressort^[5].

Le fait que certains confucéens aient épousé la cause des pauvres et de la libération nationale permet à l'auteur d'estomper le caractère profondément réactionnaire du confucianisme. Ce phénomène s'est déjà vu en Afrique du Nord où les militants communistes n'osaient pas affronter l'Islam, pour la raison que certains chefs religieux participaient à la lutte de libération nationale ; certains militants parleront même du caractère apolitique de l'Islam. Dans le cas du confucianisme, il faut bien voir que le fait que les lettrés confucéens étaient habitués à envisager les problèmes sociaux n'avait rien de particulièrement progressiste, car les lettrés qui accédaient à leurs examens devenaient mandarins et dirigeaient ipso facto le peuple. Cet intérêt aux problèmes sociaux n'avait donc aucun caractère de mansuétude, mais bien un caractère réactionnaire. Hegel avait déjà critiqué Confucius en montrant qu'en fait il n'apportait rien à la pensée philosophique :

[...] pour l'essentiel, ses pensées sont, d'une part, des doctrines morales, d'autre part des prescriptions en partie fort insipides concernant le culte et les usages. La morale est bonne et honnête, sans plus ; ne nous attendons pas à y rencontrer de profondes recherches philosophiques ; il faut encore moins songer à trouver chez lui de la spéculation. Confucius fut un homme d'affaires, d'une sagesse pratique. Pour nous, il n'y a rien à glaner dans son enseignement^[6].

Nous savons que Hegel était un philosophe bourgeois, c'est pourquoi il considère que la morale de Confucius est bonne et honnête. Par ses applications cette morale n'avait rien d'une morale prolétarienne. Mais avant d'aborder les applications de cette morale, il faut examiner pourquoi la morale a joué un si grand rôle chez les « marxistes asiatiques ». En fait cela provient de ce qu'au lieu de se saisir du matérialisme dialectique, ils ont repris la conception dialectique qui était celle de l'ancienne société et qui découlait de la philosophie antique chinoise, en particulier le Yin et le Yang. Or la dialectique traditionnelle chinoise ne rendait pas compte, de même que celle d'Héraclite, de la progression par bonds des phénomènes, c'était une dialectique non scientifique, inconsciente. Engels disait à ce sujet :

Les hommes ont pensé dialectiquement longtemps avant de savoir ce qu'était la dialectique, de même qu'ils parlaient déjà en prose bien avant qu'existât le terme de prose^[7].

Et ce n'est pas un hasard si, dans *De la contradiction*, Mao écrit en reprenant à son compte l'ancienne dialectique chinoise :

Nous autres, Chinois, nous disons souvent : « Les choses s'opposent l'une à l'autre et se complètent l'une l'autre. »^[8].

Parlant de cette dialectique propre aux Chinois, Hegel souligne :

Il faut assurément avoir en haute estime que les Chinois n'en soient pas restés au sensible ou au symbole ; les pensées pures parviennent aussi comme telles à la conscience ; toutefois ils n'ont pas dépassé l'entendement le plus abstrait. Ils en viennent bien aussi, ils est vrai, au concret, mais ils ne le comprennent pas, ils ne l'étudient pas spéculativement ; mais il est recueilli plutôt historiquement par l'entendement, il est raconté, traité suivant les intuitions de la perception ordinaire et de l'ordinaire détermination de l'entendement, en sorte qu'il ne faut pas voir dans cette collection de principes concrets une compréhension des puissances naturelles ou spirituelles supérieures, ni même une appréhension judicieuse des pensées^[9].

Ainsi, malgré sa conception idéaliste, Hegel avait déjà noté l'impuissance de la dialectique primitive à appréhender l'évolution sociale et spirituelle d'une société. Nous développerons plus loin ce point si caractéristique dans l'oeuvre de Mao Tséoung, mais dès maintenant nous pouvons comprendre pourquoi la morale individuelle, héritée de la pensée confucéenne, va jouer un si grand rôle chez les marxistes chinois. Chez ces « marxistes », en effet, comme l'avait noté Hegel, bien qu'ils en arrivent au concret, comme pour Confucius, l'appréhension du concret ne dépasse pas le niveau du matérialisme primitif. En effet, pour eux, le matérialisme consiste à se reporter à la pratique, à l'expérience, mais c'est à la pratique, à l'expérience immédiate qu'ils font référence. Ainsi Mao écrit dans *De la Contradiction* :

« Si l'on considère l'ordre suivi par le mouvement de la connaissance humaine, on voit que celle-ci part toujours de la connaissance du particulier et du spécifique pour s'élargir graduellement jusqu'à atteindre celle du général.^[10]

Pour lui donc il n'y a qu'un élargissement graduel qui sépare la connaissance du particulier de celle du général. Et, pour Mao, la connaissance du particulier, c'est en fait l'expérience immédiate. Ainsi, il écrit dans *De la Pratique* :

Dans le processus de leur activité pratique, les hommes ne voient, au début, que tes côtés apparents des choses et des phénomènes, leurs aspects isolés et leur liaison externe. [...] Ce degré du processus de la connaissance se nomme le degré de la perception sensible, c'est-à-dire le degré des sensations et des représentations.^[11]

C'est un trait particulier du matérialisme primitif qui ne peut comprendre que la vérité scientifique ne peut s'élaborer, non pas grâce à l'accumulation de l'expérience immédiate, mais seulement grâce à une critique de l'expérience immédiate. Marx avait déjà relevé ce caractère de la vérité scientifique. Ainsi, dans *Salaire, Prix et Profit*, il écrit :

Cela paraît paradoxal et en contradiction avec vos observations journalières. Il est paradoxal aussi de dire que la Terre tourne autour du Soleil et que l'eau se compose de deux gaz très inflammables. Les vérités scientifiques sont toujours paradoxales lorsqu'on les soumet au contrôle de l'expérience de tous les jours qui ne saisit que l'apparence trompeuse des choses^[12].

On voit ici, nettement, ce qui distingue le matérialisme primitif qui considère que toute expérience immédiate représente une connaissance et le matérialisme dialectique qui affirme que la vérité scientifique ne peut naître que de la critique de l'expérience immédiate qui ne nous révèle que « l'apparence trompeuse des choses ». Et l'on comprend pourquoi Mao ne pouvait que développer des thèses dualistes. En effet, dès lors qu'est associé au matérialisme primitif une dialectique ancestrale, la conception moniste de l'histoire est supprimée au profit de conceptions dualistes. Plékhanov avait déjà remarqué comment le dualisme des utopistes les amenaient à rejeter la notion moderne de « loi scientifique des processus historiques et sociaux »

Si c'est l'étude de la nature humaine qui permet de comprendre l'histoire, il m'importe moins d'étudier les données de fait de l'histoire que de bien comprendre cette nature. Dès l'instant que j'ai acquis une notion exacte de ladite nature, je perds à peu près tout intérêt pour la réalité sociale telle qu'elle est, et je concentre la totalité de mon attention sur la réalité sociale telle qu'elle doit être selon la nature humaine^[13].

Ainsi, dès lors que le matérialisme dialectique sera réduit à la dialectique ancestrale, l'évolution de la société ne sera pas étudiée selon ses lois propres, mais l'attention sera centrée sur les progrès de l'individu. Ainsi s'explique

le poids de la morale, en particulier la reprise des thèmes chers aux confucéens, chez les « marxistes asiatiques ». Pour illustrer notre propos nous allons montrer quelques conséquences de l'influence de ce moralisme.

3. QUELQUES CONSÉQUENCES

a) Le moralisme et la politesse.

Si nous insistons sur le poids séculaire des idées héritées de la philosophie confucéenne, c'est qu'il nous semble qu'elles ont conféré au « marxisme asiatique » son aspect « idéologiste » que nous lui connaissons. Nous noterons simplement ici que nous sommes partisans du maintien et de la lutte pour préserver l'idéologie prolétarienne dans nos rangs. Mais, quand nous critiquons l'aspect « idéologiste », c'est la réduction de l'idéologie à la morale pure et simple et la suppression de la lutte théorique que nous critiquons. En effet, réduire le marxisme-léninisme à la seule morale c'est lui enlever son caractère scientifique.

Il semble bien que le PCC ait eu cette tendance à gommer la lutte théorique et politique contre l'opportunisme de droite ou de gauche au seul profit de la lutte idéologique dans son sens moral, et non plus dans le sens où Marx, Engels, Lénine et Staline l'ont employé, à savoir que le marxisme-léninisme est l'idéologie du prolétariat en ce qu'elle traduit fidèlement les lois objectives du développement de la société et exprime les nécessités du développement historique de l'époque de la révolution prolétarienne et de la construction du socialisme. Ce n'est pas le caractère scientifique de l'idéologie qui sera mis en avant par Mao, mais bien le caractère moral, comme en témoigne cette définition que le « mouvement marxistéléniniste » a si souvent reprise :

Un communiste doit être franc et ouvert, dévoué et actif ; il placera les intérêts de la révolution au-dessus de sa propre vie et leur subordonnera ses intérêts personnels^[14].

De même au Xe Congrès du PCC, une des citations de Mao, qui sera reprise comme cheval de bataille, met en avant les qualités morales :

Pratiquer le marxisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la scission ; faire preuve de franchise et de droiture, et ne pas tramer complots et intrigues^[15].

On peut s'interroger sur ce que signifie exactement « pratiquer le marxisme et non le révisionnisme » ? Peut-on réduire la lutte contre le révisionnisme à une pratique différente de celle des révisionnistes ? Si c'était le cas la lutte contre le révisionnisme serait grandement facilitée et les masses elles-mêmes pourraient juger aisément qui est communiste et qui ne l'est pas. Malheureusement l'expérience historique nous enseigne que ce n'est absolument pas le cas. En fait cette conception de la lutte idéologique sous-tend celle de la démarcation dans la pratique qui fut et qui reste si chère à tant de nos soi-disant marxistesléninistes français, qui s'ingénierent et continuent à s'ingénier à se « démarquer » des révisionnistes dans la pratique et en particulier dans la pratique syndicale. Cette méconnaissance totale du marxisme-léninisme en tant que théorie scientifique et son rabaissement à quelques règles de vie quotidiennes favorisera le rapprochement puis la fusion avec le courant anarcho-syndicaliste toujours puissant dans notre pays. Et, si la lutte idéologique définie par la « pensée maotsetoung » peut permettre de voir que son voisin est un révisionniste parce qu'il vous marche sur le pied, elle ne permettra en aucune façon de se dégager de l'héritage des anciennes idées propagées par les classes exploiteuses, en particulier confucéennes pour la Chine. On comprend ainsi pourquoi il était facile de qualifier les révisionnistes soviétiques de « nouveaux tsars » au lieu de mener une lutte tant théorique que politique contre eux ; ainsi on exacerbe le chauvinisme chinois au lieu de prendre en main la nécessaire lutte contre le révisionnisme moderne, qu'il soit soviétique ou autre. Nous pouvons maintenant comprendre pourquoi et comment « la bande des quatre » a été combattue : les prétextes moraux, idéologistes (vestmentaires, caractériels, « cinématographiques », etc.) ont remplacé les arguments politiques et théoriques. Il était plus facile, effectivement, de centrer la critique des « quatre » sur leurs habitudes de vie, ou sur leur ambition, plutôt que d'expliquer en quoi la ligne politique qu'ils suivaient était erronée. Kim IL Sung, lui aussi, développe un aspect de l'influence du moralisme confucéen, qui est typique de l'aspect « idéologiste » du marxisme en Asie

Notre langue est aussi très bonne pour l'éducation des gens dans la morale communiste parce qu'elle est apte à traduire avec précision les règles de la politesse^[16].

b) Servir le peuple.

Un autre exemple de l'influence confucéenne sur le marxisme en Asie est le fameux mot d'ordre « Servir le peuple ». Confucius lui-même indiquait :

Que le prince donne lui-même l'exemple de toutes les vertus, prête secours au peuple dans ses travaux^[17].

Et Mao Tsétoung, quant à lui, reprenait :

Servir le peuple de tout coeur, sans nous couper un seul instant des masses; partir, en tout, des intérêts du peuple et non des intérêts de l'individu ou d'un petit groupe[...]^[18].

De même, Ho Chi Minh :

Les cadres et les membres du parti sont tenus de porter haut le sens des responsabilités vis-à-vis du parti et des masses, de se mettre entièrement au service du peuple. Il faut qu'ils aient le véritable respect de la souveraineté du peuple. Qu'ils se gardent bien de se comporter en « mandarins de la révolution » dictant leurs ordres de haut^[19].

Pour nous, un marxiste-léniniste ne saurait tenir compte de l'intérêt du prolétariat de son seul pays (surtout si c'est un pays impérialiste comme le nôtre), il doit garder en vue les intérêts du prolétariat mondial et des peuples opprimés en lutte. La reprise de ce mot d'ordre «servir le peuple» entraînera chez les soi-disant marxistes-léninistes français - outre le chauvinisme et le nationalisme - un dédain complet pour la théorie, une surestimation du peuple (toutes classes confondues), une soumission aux idées des masses, un rabaissement général du rôle des marxistes-léninistes et du parti. De plus, cette idée de «servir le peuple» fut présentée par les soi-disants marxistes-léninistes français comme le mot d'ordre qui aurait permis de les différencier des révisionnistes. Or ce mot d'ordre a de longues traditions dans le mouvement révisionniste français. Ainsi Waldeck Rochet écrit, en 1969 :

Servir le Peuple dont ils font partie intégrante, telle est la devise des communistes^[20].

Et Maurice Thorez expliquait, dans l'Humanité du 17 juillet 1939, comment il concevait la notion de peuple

Il faut en effet, plus que jamais, l'union de tous les républicains, de tous les démocrates, de tous les anti-fascistes et en premier lieu de la classe ouvrière pour sauver la paix et la liberté, pour sauver notre peuple et notre pays, pour faire une France libre, forte et heureuse^[21].

On le voit dans notre pays, la mise en avant du peuple a contribué à renforcer le chauvinisme et à liquider le concept de dictature du prolétariat. Une France «forte et heureuse », telle que la souhaite Thorez, n'est qu'une France impérialiste, car il ne parle même pas de la nécessité de la révolution prolétarienne pour réaliser ce mot d'ordre. Dans le cadre de la liquidation du concept de dictature du prolétariat et du renforcement du chauvinisme, il faut souligner la liquidation du concept scientifique de prolétariat par un élargissement de celui-ci à des couches non productives (en particulier de la sphère de la circulation) et son remplacement par le concept de travailleur.

c) Le perfectionnement individuel.

Les marxistes chinois vont reprendre à leur compte un autre aspect du moralisme politique des confucéens. Laissons parler Confucius :

Le Maître dit : « Chenn (Tseng Tzeu), ma doctrine se réduit à une seule chose qui embrasse tout. » Tseng Tzeu répondit : « Certainement. » Lorsque le Maître se fut retiré, ses disciples demandèrent ce qu'il avait voulu dire. Tseng Tzeu répondit : « Toute la sagesse de notre maître consiste à se perfectionner soi-même et à aimer les autres comme soi-même. »^[22]

Un lettré confucien du XV^e siècle, Nguyen Trai, s'exprime ainsi à ce propos :

J'avais émergé des ronces et des épines, payé de ma personne pour chasser les agresseurs, porté comme vêtements la cotte de mailles, couché en pleins champs, j'avais connu périls et dangers, bravé sabres et épées et balayé ainsi nuages et ouragans pour fonder l'Empire, au prix de multiples difficultés. Toi qui, grâce à mes oeuvres, prends ma succession, ne cherche pas le plaisir, applique-toi, déploie tous tes efforts pour suivre toutes les règles qui permettent de sauvegarder le patrimoine national, de commander à l'armée, tous les principes qui t'enseignent à te discipliner toi-même et à gouverner le pays^[23].

En octobre 1938, Mao Tséoung concevait ainsi le comportement des communistes :

Dans son travail parmi les masses, il se conduira en ami et non en supérieur, en maître qui instruit inlassablement et non en politicien bureaucrate. Jamais et nulle part il ne placera au premier plan ses intérêts personnels, il les subordonnera aux intérêts de la nation et des masses populaires. C'est pourquoi l'égoïsme, le relâchement dans le travail, la corruption, l'ostentation, etc. méritent le plus grand mépris, alors que le désintéressement, l'ardeur au travail, le dévouement à l'intérêt public, l'effort assidu et acharné commandent le respect ^[24].

Kim IL Sung, quant à lui, affirme :

C'est toujours, et avant tout en nous-mêmes, que nous devons rechercher la cause de l'erreur et nous devons nous efforcer de nous en corriger.

Et Ho Chi Minh indique :

Pour le militant qui veut devenir un révolutionnaire authentique, il n'y a rien de difficile. Tout dépend de lui. S'il ne connaît d'autre intérêt que l'intérêt du parti, l'intérêt de la patrie et de ses compatriotes, il parviendra à devenir l'homme tout dévoué au bien public, totalement désintéressé. De ce fait, ses défauts iront diminuant, ses vertus seront chaque jour plus évidentes. En bref, ces vertus révolutionnaires sont au nombre de cinq : humanité, sens du devoir, savoir, courage, intégrité. [...] Ceux qui ne convoitent rien, ne craignent rien, n'ont peur de rien, réussiront toujours à accomplir toutes les tâches justes. [...] Le fleuve coupé de sa source se tarit, l'arbre coupé de ses racines s'étiole, le révolutionnaire sans moralité n'arrivera jamais, quels que soient ses talents, à diriger le peuple. On voudrait libérer son peuple, libérer l'humanité, quelle grande oeuvre, mais si l'on est soi-même, sans moralité, sans fondement, si l'on est soi-même dégradé, sans vertu, de quoi pourrait-on être capable ^[25] ?

Ainsi, pour les militants, il ne s'agit plus de savoir si le parti applique une ligne juste, d'étudier le marxisme-léninisme pour pouvoir faire la révolution ou construire le socialisme, et, si besoin est, de lutter pour empêcher le parti de commettre des erreurs ; au contraire, il faut être « pur et dur » et avoir une bonne moralité, la ligne politique est devenue problème de comportement individuel. Ce qui est d'ailleurs significatif, c'est qu'un lexique de philosophie chinois définit ainsi ce qu'est la conception du monde :

[...] la conception du monde est l'unité de la position, du point de vue et de la méthode ^[26].

Cette définition fait apparaître la conception du monde comme résultant de trois composantes mises sur le même plan, la position, le point de vue et la méthode. Or si ces trois composantes sont indissociables, elles ne peuvent être mises sur un pied d'égalité. En effet la position de classe détermine le point de vue matérialiste et implique l'adoption de la méthode dialectique. En dissociant ces composantes le Lexique dénature la conception marxiste du monde qui est le reflet dans la pensée humaine du monde extérieur comme l'indique Marx.

Pour moi, au contraire, le mouvement de la pensée n'est que la réflexion du mouvement réel, transporté et transposé dans le cerveau de l'homme ^[27].

C'est à cette seule condition que l'on peut comprendre pourquoi la conception prolétarienne a un caractère scientifique, et, comme l'a indiqué Engels :

En conséquence, le socialisme n'apparaissait plus maintenant comme une découverte fortuite nécessaire de la lutte de deux classes produites par l'histoire, le prolétariat et la bourgeoisie. Sa tâche ne consistait plus à fabriquer un système social aussi parfait que possible, mais à étudier le développement historique de l'économie qui avait engendré d'une façon nécessaire ces classes et leur antagonisme, et à découvrir dans la situation économique ainsi créée les moyens de résoudre le conflit ^[28].

En fait le PCC ne préconisait pas l'étude du marxisme-léninisme comme guide pour l'action pour trouver les moyens de trancher, au profit du prolétariat, la lutte de classes propre à la Chine, mais comme moyen de perfectionnement individuel :

Nous devons étudier consciencieusement le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Tséoung, et nous transformer nous-mêmes avec la conception du monde prolétarienne [...] ^[29].

Ceci est un début de réponse expliquant pourquoi le PCC n'a pu étudier correctement le développement historique de l'économie de la Chine, ni résoudre de façon juste le conflit des classes en Chine. Pour prétendre cela, il aurait fallu qu'il critique, tant théoriquement que politiquement, ses origines nationales confucéennes.

d) L'établissement.

Il faut noter que la combinaison de « servir le peuple » et du perfectionnement individuel a amené le PCC et Mao Tsétoung à préconiser l'établissement des intellectuels en renouant ainsi avec la tradition confucianiste des lettrés près du peuple.

Il est très nécessaire que les jeunes qui ont de l'instruction aillent à la campagne pour se faire rééduquer par les paysans pauvres et moyens-pauvres^[30].

Et le critère pour voir si un intellectuel est révolutionnaire est ainsi défini par Mao :

Qu'il se lie aujourd'hui aux masses d'ouvriers et de paysans, il est un révolutionnaire [...]^[31].

Cette pratique s'appuie sur une surestimation des masses et une sous-estimation du rôle du parti et de la théorie marxiste-léniniste. Si nous condamnons l'établissement, ce n'est pas que nous soyons partisans du maintien de la différence entre intellectuels et manuels (sous le socialisme on doit réduire cette différence en faisant notamment participer les intellectuels au travail productif), mais parce que l'établissement ainsi conçu n'est pas une méthode marxiste-léniniste. En effet, s'il s'agit d'introduire des communistes dans les lieux de travail où il n'en existait pas auparavant, cela est juste, mais ce rôle ne saurait être simplement celui des intellectuels. Si, dans le PCC (et dans le PTVN), l'établissement des intellectuels prit une telle importance, cela provient des conceptions subjectives qui unissaient ces partis. C'était une conception utopique, en effet, de penser rééduquer les intellectuels en les envoyant au contact des masses dans la mesure, surtout, où ils avaient pour mission d'y introduire le marxisme-léninisme. Si, dans les masses il n'y avait pas d'authentiques communistes, alors la rééducation des intellectuels était impossible, car l'idéologie dominante y compris dans les masses (d'autant que l'on sait que la « rééducation » n'eut pas lieu dans les usines mais à la campagne) est encore l'idéologie bourgeoise. D'autre part - comme nous allons le voir - remettre dans les mains des intellectuels la formation politique des masses ne rompait pas fondamentalement avec la conception des lettrés confucéens qui étaient près des masses et qui épousaient (tout du moins en apparence) leur cause. En effet, préconiser la ligne « d'intégration aux ouvriers, paysans et soldats » a revêtu un autre aspect : faire pénétrer le marxisme dans les masses.

[...] C'est une question qui concerne l'éducation et la formation des millions de continuateurs de la cause révolutionnaire du prolétariat [...]^[32].

Cet aspect de l'établissement est une marque de la sous-estimation des masses, car cela veut dire qu'elles sont incapables de comprendre le marxisme-léninisme sans la présence physique des intellectuels sur leurs lieux de travail. Si le PCC a adopté cette ligne de l'établissement, c'est probablement parce qu'il a été incapable de former des militants issus des masses ouvrières et paysannes sur la base du marxisme-léninisme, et qu'il a été obligé de recourir à cette méthode qui laisse le savoir aux mains des intellectuels. Alors que Lénine indiquait que, dans le parti, il ne devait pas y avoir de différence entre militants intellectuels et manuels, car le parti se doit de former ses militants pour qu'ils deviennent tous des intellectuels communistes^[33]. Ainsi, sous prétexte de rééducation des intellectuels, la ligne de l'établissement préconisé par le PCC (et le PTVN) amenait les intellectuels à participer au travail productif, mais ne remettait pas en cause leur rôle de direction sur les masses hérité de la tradition confucéenne. Cela est d'autant plus pernicieux dans un pays comme la Chine où les intellectuels par tradition avaient à jouer un rôle dans les appareils gouvernementaux. Liou Chao-chi avait d'ailleurs bien montré que se mettre au service du peuple permettait de préserver l'intérêt personnel.

Dans une situation socialiste, les gens qui recherchent de toutes leurs forces l'intérêt personnel n'y arriveront pas ; mais au contraire ceux qui travaillent de tout coeur au service du peuple, peuvent obtenir un intérêt personnel. Ils font ainsi d'une pierre deux coups^[34].

Cette conception transparait encore après la Révolution culturelle puisque Hsin Yen-tsé, intellectuelle établie à la campagne, s'exprimait ainsi :

Depuis que je suis devenue membre du comité révolutionnaire et du comité permanent aux échelons divers de la province, de la préfecture et du district, les masses me décernent de plus en plus d'éloges. Je

suis résolue à considérer ceux-ci comme un témoignage d'une plus grande confiance de leur part et comme un nouveau stimulant pour moi ^[35].

Il y eut un grand engouement en France pour ces conceptions de l'établissement, car elles étaient en accord avec deux courants 1° l'anarcho-syndicalisme qui, pour s'opposer au marxisme, prêchait aux ouvriers la méfiance envers tous ceux qui ne faisaient pas de travail productif ; 2° le courant chrétien de gauche qui, pour reprendre de l'influence dans la classe ouvrière, n'hésita pas à préconiser l'établissement en usine de prêtres-ouvriers. Ceux-ci d'ailleurs furent bien souvent des cibles de choix des soi-disant marxistes-léninistes français, d'autant plus que, du fait de leurs origines, ils étaient particulièrement réceptifs aux solutions utopistes et moralisantes prônées au nom de l'exemple chinois. Les intellectuels qui s'établirent le firent le plus souvent au nom de leur perfectionnement individuel (expérience intéressante) ou pour apprendre à diriger les masses, ce qui explique qu'ils ne contribuèrent que très peu à la transformation d'ouvriers en intellectuels révolutionnaires.

II - MAO TSETOUNG THEORICIEN MARXISTE CHINOIS

C'est Liou Chao-chi qui, dans son Rapport au VII^e Congrès du PCC, en mai 1945, a présenté la « pensée mao-tsétoung » et non plus le marxisme-léninisme comme théorie de référence du PCC.

La Pensée de Mao Tsétoung, c'est la pensée qui unit la théorie marxiste-léniniste à la pratique de la révolution chinoise ; c'est le communisme chinois, le marxisme chinois. [...] La Pensée de Mao Tsétoung, de sa conception de l'univers jusqu'à son style de travail, c'est le marxisme sinisé en voie de développement et de perfectionnement... Toutes ces théories et ces politiques sont entièrement marxistes, et en même temps entièrement chinoises. Elles sont la plus haute expression et le niveau théorique le plus élevé de la sagesse nationale chinoise ^[36]

Il faut aussi citer ce que Anna-Louise Strong nous a rapporté des propos de Liou Chao-chi en 1946

La grande contribution de Mao Zédong a été de transformer le marxisme d'une forme européenne en une forme asiatique. Marx et Lénine furent des Européens; ils écrivirent dans des langues européennes sur l'histoire des pays d'Europe et les problèmes européens, parlant rarement de l'Asie ou de la Chine. Les principes fondamentaux du marxisme sont incontestablement adaptés à tous les pays, mais ce n'est pas chose facile que d'appliquer cette vérité générale à la pratique révolutionnaire concrète de la Chine. Mao Zédong est chinois, il analyse les problèmes de la Chine et guide le peuple chinois dans sa lutte pour la victoire. Il se sert des principes marxistes-léninistes pour expliquer l'histoire chinoise et les problèmes pratiques de la Chine. Il est le premier qui ait réussi à le faire... Il a créé une forme chinoise ou asiatique du marxisme. La Chine est un pays semi-féodal, semi-colonial, dans lequel de vastes multitudes de gens vivent au bord de la famine, cultivant de petites parcelles de terre... En tentant d'opérer une transition vers une économie plus industrialisée, la Chine s'expose... aux pressions... des pays industriels avancés. Les conditions dans d'autres pays de l'Asie du sud-est sont semblables. La voie chinoise choisie par la Chine les influencera tous ^[37].

Liou Chao-chi, en faisant de Marx et de Lénine des « penseurs européens », du marxisme-léninisme une doctrine « européenne », va permettre la liquidation de la science prolétarienne au profit d'une théorie « sinisée » : « la pensée mao-tsétoung ». A cet égard le « cas » Feng You-lan est important car il illustre bien la continuité entre la philosophie chinoise et le PCC.

1. LE « CAS » FEN YOU-LAN.

Fen You-lan a été longtemps (nous ne savons pas s'il l'est toujours) professeur à l'université de Pékin ; c'est - comme le note J. Chesneaux dans le n° 55 de la revue La Pensée - « une des personnalités universitaires les plus représentatives de la Chine nouvelle ». J. Chesneaux ajoute qu'il a été adepte jusqu'en 1949 de ce néo-confucianisme vague de l'époque Soung. [...] Mais, depuis l'établissement du pouvoir populaire, non seulement il s'est politiquement rallié à lui, mais il a effectué sur le plan philosophique un progrès décisif. Il est devenu marxiste. Et Fen You-lan illustre lui-même et confirme bien ce que Nguyen Khac Vien nous a indiqué précédemment :

J'ai demandé, par curiosité, à aller participer à la réforme agraire dans les compagnes chinoises. Je suis entré ainsi en contact avec le peuple comme je ne l'avais jamais fait... Je me suis rendu compte, depuis la libération, que lorsqu'une société a atteint le point où une révolution devient inévitable, ceux qui refusent

les changements cherchent refuge dans une théorie commode. Le néo-confucianisme en Chine jouait le rôle du néo-thomisme en Occident. Jusque-là, le marxisme m'était apparu comme une doctrine trop « spécialisée », trop liée à la politique et à la sociologie... Je suis intimement persuadé aujourd'hui que la philosophie a pour but de modifier les hommes et le monde. J'ai repris l'étude de la philosophie chinoise à la lumière de ce principe ...^[38].

Ce philosophe écrira en 1955, et c'est sans doute la conclusion de son étude :

[...] les anciens philosophes de la Chine professaient des conceptions imparfaites sur le problème de la connaissance et de la pratique. Chaque école ne voyait qu'un aspect du processus de la connaissance et de la pratique. Néanmoins, dans l'histoire de la philosophie chinoise, il y a eu une tradition matérialiste en épistémologie. Grâce à un point de vue et une méthodologie absolument neufs, Sur la Pratique résout le problème des rapports entre la connaissance et la pratique, et exprime par là un développement nouveau du matérialisme dialectique. En même temps, il continue et pousse jusqu'à une étape nouvelle la tradition matérialiste dans la théorie de la connaissance de la philosophie chinoise, en résolvant avec succès un problème qui a retenu l'attention de tant de brillants esprits au cours des siècles. Il a résolu le problème des rapports entre la connaissance et l'action dans la philosophie chinoise.^[39]

Au cours du mouvement de critique contre Lin Piao, Feng You-lan fera son auto-critique pour avoir été marqué pendant longtemps par le confucianisme. Mais il continuera dans cette auto-critique à présenter Mao comme le plus pur héritier de la philosophie chinoise

Dirigée par le président Mao en personne, une nouvelle révolution se déroule dans le domaine de l'histoire de la philosophie chinoise^[40].

2. MAO, PHILOSOPHE CHINOIS.

La question posée ici est de savoir ce qui se cache derrière ce terme de philosophie chinoise, car présenter Mao Tséoung comme un leader du prolétariat mondial sous prétexte qu'il a résolu le problème des « rapports entre la connaissance et l'action dans la philosophie chinoise », alors que ce problème des rapports entre la connaissance et l'action (entre la théorie et la pratique) avait déjà été résolu par Marx et Engels, n'est manifestement pas sérieux. En fait, derrière cette « résolution » se cache la tentative de remplacer le marxisme-léninisme par une philosophie dualiste, c'est-à-dire mi-matérialiste, mi-idéaliste. Déjà, dans le texte De la pratique cité par Fen You-lan on voit apparaître des caractères « absolument nouveaux » non pas dans la philosophie chinoise, mais dans la philosophie matérialiste dialectique. Dans cet ouvrage, Mao écrit en effet que pour transformer le monde le prolétariat doit accomplir les tâches suivantes

[...] la transformation du monde objectif, comme celle du monde subjectif de chacun - la transformation des capacités cognitives de chacun comme celle du rapport existant entre le monde subjectif et le monde objectif^[41].

Ainsi pour Mao la transformation du monde objectif est à mettre sur le même plan que la transformation du monde subjectif de chacun. « Oublier » que la transformation du monde subjectif de chacun ne peut découler que de la transformation du monde objectif, c'est précisément nier la conception matérialiste de l'histoire. La deuxième proposition est, quant à elle, beaucoup plus obscure et on peut se demander ce que peut bien vouloir signifier « la transformation du rapport existant entre le monde subjectif et le monde objectif », car la théorie marxiste-léniniste de la connaissance comme reflet du monde objectif ne semble pas pouvoir être « transformée » même par une révolution si idéologiste soit-elle. Si, sous ce vocable, Mao veut dire qu'il faudrait transformer le rapport existant entre les forces productives et les rapports de production (et nous verrons que c'est bien le cas), cela revient à opérer une dangereuse révision idéaliste du marxisme. Dans sa préface à la Contribution à la critique de l'économie politique, Marx avait déjà lutté contre cette conception qui tend à faire des rapports de production un phénomène subjectif. Cette conception fait découler la transformation sociale de l'état de conscience des hommes, alors que Marx avait justement indiqué :

L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel dans son ensemble. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience^[42].

Ce qu'indique ce texte de Marx, c'est que pour le marxisme la relation entre la conscience et l'existence est soumise à la conception matérialiste. Pour le matérialisme, en effet, l'idée n'existe pas en soi, elle n'est que le reflet du monde extérieur ; c'est d'ailleurs ce que souligne Lénine :

Nos sensations, notre conscience ne sont que l'image du monde extérieur, et l'on conçoit que la représentation ne peut exister sans ce qu'elle représente, tandis que la chose représentée peut exister indépendamment de ce qui la représente ^[43].

Or, dans son texte, sur De la Pratique, Mao va s'attaquer insidieusement à la théorie du reflet ; il écrit :

Les marxistes estiment que les hommes n'ont d'autre critère de la vérité de leur connaissance du monde extérieur que leur pratique sociale ^[44].

Il laisse ainsi supposer que le monde intérieur, lui, ne serait pas du domaine de la science et qu'on pourrait ne pas le connaître par la pratique sociale. Le monde « intérieur » serait ainsi inaccessible, sans rapport immédiat avec le monde objectif. On voit ainsi apparaître l'idéalisme de Mao qui est incapable d'aller jusqu'au bout de la théorie matérialiste et qui lui substitue un idéalisme de contrebande. La pensée ne sera pas pour lui le reflet du monde objectif ainsi que l'indiquait Lénine :

La théorie matérialiste, la théorie du reflet des objets par la pensée, est exposée ici en toute clarté : les choses existent hors de nous. Nos perceptions et nos représentations en sont les images ^[45].

Mao, lui, va définir le monde extérieur et le domaine de la connaissance, comme coexistants et ayant des liens entre eux, mais sans admettre que la pensée humaine n'est que le reflet du monde objectif. Il écrit :

Tout mouvement dialectique dans le monde objectif trouve, tôt ou tard, son reflet dans la connaissance humaine ^[46].

Ainsi la connaissance humaine n'est pas pour Mao le reflet du monde objectif, bien au contraire, c'est le monde objectif qui trouve son reflet dans la connaissance humaine, tôt ou tard, ajoute-t-il ! En effet, la pensée étant séparée du monde matériel, il est impossible de dire si, à une époque donnée, une idée est principalement juste ou non, et, préférant éluder cette question de la vérité objective à une époque donnée, Mao substituera un relativisme de la connaissance, en insistant sur le fait que :

[...] dans le flot infini de la vérité absolue, la connaissance qu'ont les hommes d'un processus particulier à chaque degré de son développement n'est qu'une vérité relative. De la somme d'innombrables vérités relatives se constitue la vérité absolue ^[47].

Il élude ainsi la question fondamentale pour les marxistes-léninistes, de la vérité objective à une époque donnée, sous prétexte de la relativité historique de toutes nos connaissances. Mais, comme le note Lénine :

En un mot, toute idéologie est historiquement relative, mais il est certain qu'à chaque idéologie scientifique (contrairement à ce qui se produit, par exemple, pour l'idéologie religieuse) correspond une vérité objective, une nature absolue ^[48].

Et Lénine insiste sur le fait que ce n'est pas par une simple accumulation quantitative de vérités relatives, mais par une conception du monde toujours plus approfondie, que l'on s'approche de la vérité absolue. Certains se demanderont comment ose-t-on critiquer Mao d'être idéaliste, lui, qui se réfère sans cesse à la pratique, comme critère de la vérité ? Nous leur répondrons que c'est précisément dans ce recours au critère de la pratique que Mao montre les points les plus faibles (du point de vue matérialiste) de sa théorie. Il écrit :

La connaissance commence avec l'expérience, c'est là le matérialisme de la théorie de la connaissance ^[49].

Or cette assertion est parfaitement erronée car les empiristes et les sensualistes reconnaissaient, eux aussi, l'importance de l'expérience, et ce n'est pas ce qui les distinguait des matérialistes. On ne peut réduire le matérialisme au fait de reconnaître que la connaissance commence avec l'expérience. A ce sujet Lénine écrit fort pertinemment :

Avenarius et Mach admettent que les sensations sont la source de nos connaissances. Ils se placent donc au point de vue de l'empirisme (tout savoir dérive de l'expérience) ou du sensualisme (tout savoir dérive des sensations). Or, cette conception, loin d'effacer la différence entre les courants philosophiques fondamentaux, idéalisme et matérialisme, y conduit au contraire, quelle que soit la « nouvelle » parure verbale (« éléments ») dont on la revêt. [...] Le premier principe de la théorie de la connaissance est, sans aucun doute, que les sensations sont la seule source de nos connaissances. [...] A partir des sensations, on peut s'orienter vers le subjectivisme qui mène au solipsisme [...], et l'on peut s'orienter vers l'objectivisme qui mène au matérialisme [...]. Du premier point de vue - celui de l'agnosticisme ou, allant un peu plus loin, celui de l'idéalisme subjectif - il ne saurait y avoir de vérité objective. Le second point de vue, c'est-à-dire celui du matérialisme, reconnaît essentiellement la vérité objective^[50].

Comme nous l'avons vu, Mao, ne défendant pas la théorie du reflet, n'est pas un théoricien matérialiste. Il est d'ailleurs curieux de constater que, pour lui comme pour les pragmatistes, le critère de la vérité de la connaissance est tout d'abord son utilité. La réussite dans la pratique, tel est le but principal de Mao, qui l'avoue d'ailleurs clairement :

S'ils [les marxistes] veulent obtenir des succès dans leur travail, c'est-à-dire arriver aux résultats attendus, ils doivent faire en sorte que leurs idées correspondent aux lois du monde extérieur objectif ; si tel n'est pas le cas, ils échouent dans la pratique^[51].

Lénine avait pourtant déjà mis en garde les marxistes contre une conception « utilitariste » et pragmatiste ; il écrivait :

Pour le matérialiste le « succès » de la pratique humaine démontre la concordance de nos représentations avec la nature objective des choses perçues. Pour le solipsiste le « succès » est tout ce dont j'ai besoin dans la pratique, qui peut être considérée indépendamment de la théorie de la connaissance^[52].

Aussi ajoutait-il :

Il ne faut certes pas oublier que le critère de la pratique ne peut, au fond, jamais confirmer ou réfuter complètement une représentation humaine, quelle qu'elle soit^[53].

Ce n'est pas un hasard si les révisionnistes yougoslaves, défendent des thèses très proches de celles de Mao sur l'importance de la pratique. Pour eux aussi, si l'on remporte des succès, c'est que l'on a raison ; et les échecs sont toujours attribués mécaniquement à des erreurs théoriques. Ainsi Kardelj écrit :

Si le dynamisme de notre révolution a vaincu, s'il a remporté des succès, c'est d'abord parce qu'il reposait non sur un dogme subjectiviste ou sur le seul empirisme, mais sur une action révolutionnaire socialiste, consciente et créatrice [...] Nous avons connu une crise chaque fois que cette action a fait défaut, chaque fois qu'elle s'est trouvée peu à peu étouffée par les flots d'une critique stérile qui, se bornant à interpréter les phénomènes, ne pouvait ouvrir la moindre perspective réaliste et progressiste à notre société^[54].

Kardelj, en bon pragmatique, liquide l'importance de la conception du monde au profit de l'action. Or nous avons vu que Mao défend des thèses très proches des siennes sur l'importance de la pratique. Pour eux, si l'on remporte des succès, c'est que l'on a raison ; les échecs sont toujours mécaniquement mis sur le compte de théories erronées. Mais ce n'est pas le seul côté par lequel la théorie de Mao sur la pratique s'apparente à celle des pragmatistes. Pour les pragmatistes, en effet, la vérité résulte d'un flux ininterrompu d'épreuves individuelles. Pour Mao :

La continuité de la pratique sociale amène la répétition multiple de phénomènes qui suscitent chez les hommes des sensations et des représentations. C'est alors qu'il se produit dans leur cerveau un changement soudain (un bond) dans le processus de la connaissance, et le concept surgit^[55].

Le concept surgissant telle Minerve de la cuisse de Jupiter, par l'accumulation d'expériences répétées, voilà ce que plus d'un siècle après Marx et Engels, Mao essaye de faire passer pour du matérialisme dialectique. Ce n'est que du pragmatisme vulgaire, qui nie l'importance du rôle de la théorie, car si tous les ouvriers qui faisaient une expérience répétée du système capitaliste arrivaient spontanément par un « bond » dans leur conscience au marxisme-léninisme, il ne serait point nécessaire d'étudier ce dernier. La conception prolétarienne du monde

s'imposerait fatalement, tôt ou tard, à l'immense majorité des ouvriers grâce à leur pratique individuelle prolongée de la lutte de classes. C'est là une idée qui a gangrené le prétendu « mouvement » marxiste-léniniste en France qui s'est toujours beaucoup plus préoccupé de se lancer dans des luttes plutôt que de se donner les moyens de guider les luttes par la compréhension de la société impérialiste française et de ses traits particuliers à notre époque. Les marxistes-léninistes, d'ailleurs, n'avaient jamais opéré une rupture radicale entre l'apparence d'une chose, d'un phénomène, et son essence, comme devaient le faire Mao et ses défenseurs. Pour les marxistes-léninistes

Le phénomène est manifestation de l'essence ^[56].

Et, précisément

La pensée, en s'élevant du concret à l'abstrait, ne s'éloigne pas - si elle est correcte [...] de la vérité, mais elle s'approche d'elle. L'abstraction de la matière, celle de la loi naturelle, l'abstraction de la valeur, etc., en un mot toutes les abstractions scientifiques (justes, sérieuses, non creuses) reflètent la nature plus profondément, plus fidèlement, plus complètement ^[57].

Opérer une coupure entre les choses, les phénomènes, et leur essence est le résultat de la conception idéaliste qui, ayant séparé l'esprit de la matière, va donner un objet spécifique d'étude à l'esprit : ce sera l'essence des choses. Mao achèvera sa conception pragmatique en définissant ainsi le marxisme-léninisme :

De même, le marxisme-léninisme est reconnu comme vérité non seulement parce que cette doctrine a été scientifiquement élaborée par Marx, Engels, Lénine et Staline, mais parce qu'elle a été confirmée par la pratique ultérieure de la lutte révolutionnaire de classe et de la lutte révolutionnaire pour la libération de la nation ^[58].

La doctrine marxiste-léniniste n'est pas reconnue comme une vérité parce qu'elle a été élaborée scientifiquement, mais c'est parce que, en tant que science, elle rend compte du développement de la société capitaliste qu'elle est juste. Les confirmations ultérieures par des révolutions ponctuelles ne peuvent être considérées au même titre comme rendant compte des lois du capitalisme que la théorie elle-même en tant que reflet général le plus exact de la réalité, que par un pragmatisme vulgaire. Car, du temps de Marx et d'Engels, où la théorie marxiste n'avait pas été couronnée de succès par une révolution était-elle moins juste qu'après la Révolution d'Octobre ? Affirmer de telles stupidités ne revient qu'à remettre en cause le rôle même et l'importance de la théorie pour guider les révolutions. Ainsi Mao a défendu des thèses pragmatistes, et, pour ce faire, il a essayé de réintroduire l'idéalisme dans le marxisme en attaquant la théorie du reflet, et en séparant l'idée de la matière. Et le courant Tel Quelien se servira de cette rupture opérée entre la matière et l'esprit pour mettre en avant la pensée de Mao Tsétoung. Sollers, le décrivant comme « le seul grand théoricien marxiste après Lénine », note qu'il « refond, reformule les conceptions fondamentales du marxisme », et il salue la thèse de Mao : « *La matière se transforme en esprit, l'esprit en matière* » comme définissant « le fond même de la dialectique » ^[59].

Cette conception de Mao est effectivement dialectique, mais c'est une dialectique idéaliste que celle qui permet de mettre sur un pied d'égalité matière et esprit. Nous avons vu que dans la philosophie marxiste l'esprit n'était que le reflet de la matière, et Engels ajoutait :

[...] notre conscience et notre pensée, si transcendantes qu'elles nous paraissent, ne sont que les produits d'un organe matériel, corporel, le cerveau. La matière n'est pas un produit de l'esprit, mais l'esprit n'est lui-même que le produit supérieur de la matière. C'est là, naturellement, pur matérialisme ^[60].

On voit que ce « plus grand théoricien après Lénine » a effectivement reformulé les conceptions fondamentales du marxisme, mais il les a reformulées de telle façon qu'elles ont perdu leur caractère matérialiste. Si Mao est un grand théoricien, c'est un théoricien idéaliste qui a réussi à camoufler ses thèses de façon subtile. Il n'en reste pas moins vrai qu'il a liquidé la théorie fondamentale du marxisme, la théorie du reflet, au profit d'une théorie dualiste où matière et esprit sont désormais mis sur un pied d'égalité. Tous ceux qui ont salué en Mao Tsétoung un grand théoricien de notre époque, et qui n'ont jamais prouvé quel était l'apport de Mao dans le domaine de la philosophie, devraient avoir la franchise de Sollers. Il leur faut reconnaître qu'il a liquidé la théorie matérialiste de la connaissance. C'est d'ailleurs ce qui explique que le courant maoïste ait pu fusionner avec le courant psychanalytique et divers courants chrétiens de gauche. En effet, les psychanalitiques de gauche trouvaient leur compte dans le fait que, pour Mao, le seul monde extérieur était accessible à la pratique sociale. Le monde intérieur restait inaccessible à cette pratique. La pensée humaine n'était pas déterminée par la nature sociale de

l'individu pensant mais par des lois propres au domaine de l'esprit tel que l'inconscient. Pour la même raison, les chrétiens de gauche voyaient leur idéalisme consolidé par les thèses de Mao, et Cardonnel apportera son soutien à Mao en tentant de faire revivre l'humanisme chrétien :

On peut s'inspirer de l'expérience vécue en Chine populaire pour comprendre que la fin ultime d'une révolution renouvelée, c'est la découverte par chacun du génie de tous. Les hommes ne sont pas égaux, ils apprennent à le devenir ^[61].

Cette rupture avec la théorie matérialiste va amener Mao à permuter le rapport existant entre l'infrastructure et la superstructure. Dans *De la Contradiction*, il écrira :

Certes, les forces productives, la pratique et la base économique jouent en général le rôle principal, décisif, et quiconque le nie n'est pas un matérialiste ; mais il faut reconnaître que dans des conditions déterminées, les rapports de production, la théorie et la superstructure peuvent, à leur tour, jouer le rôle principal, décisif ^[62].

De telles conceptions seront à l'origine de ses thèses sur la révolution culturelle où il tentera, par la mobilisation idéologique des masses, par la seule action dans le domaine de la superstructure, de suppléer aux carences du développement économique. Or Engels avait déjà souligné que des thèses semblables n'étaient pas compatibles avec celles du matérialisme historique. Dans sa lettre à Joseph Bloch, du 21 septembre 1890, il écrivait :

D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si quelqu'un dénature cette position en ce sens que le facteur économique est le seul déterminant, il le transforme ainsi en une phrase vide, abstraite, absurde. La situation économique est la base, mais les divers éléments de la superstructure... exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la forme ^[63].

Ainsi, pour Engels, la superstructure ne pouvait devenir la base, elle pouvait jouer un rôle important en déterminant de façon prépondérante la forme du mouvement historique, mais ne pouvait en aucun cas changer sa base. Cette conception est la conséquence de la théorie matérialiste selon laquelle la pensée doit être considérée comme une forme supérieure d'organisation de la matière, mais qu'en aucun cas elle ne peut se transformer en matière. Mao, en restaurant la dualité dans le domaine philosophique, retombe dans la problématique des matérialistes du XVIII^{ème} siècle qui, analysant la contradiction entre la conception matérialiste qu'ils avaient de l'homme produit du milieu et celle, idéaliste, de la société comme produit de l'opinion générale (c'est l'opinion qui gouverne le monde), en arrivèrent à préconiser la solution au niveau de l'éducation. Les Utopistes, tout en allant plus loin, restèrent malgré tout prisonniers de cette dualité en essayant d'agir sur la nature humaine. N'est-ce pas ce que nous propose Mao en voulant « transformer les capacités cognitives de chacun » ? Ce n'est donc pas un hasard si Mao, dans *De la Contradiction*, ouvrage dans lequel il va essayer de réduire la dialectique à la seule loi de la contradiction, écrit :

Lorsque Marx et Engels ont appliqué la loi de la contradiction inhérente aux choses et aux phénomènes à l'étude du processus de l'histoire de la société, ils ont découvert la contradiction existant entre les forces productives et les rapports de production, la contradiction entre la classe des exploités et celle des exploités, ainsi que la contradiction qui en résulte entre la base économique et sa superstructure (politique, idéologie, etc.) ; et ils ont découvert comment ces contradictions engendrent inévitablement différentes sortes de révolutions sociales dans différentes sortes de sociétés de classes ^[64].

Pourtant, Marx lui-même avait déjà protesté contre cette réduction de son oeuvre :

... En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient décrit le développement historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient exprimé l'anatomie économique. Ce que je fis de nouveau, ce fut : 1° de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases de développement historique déterminé de la production ; 2° que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3° que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes... ^[65].

Ainsi, en présentant Mao comme le continuateur de la philosophie chinoise, le PCC a finalement édulcoré le matérialisme dialectique en le réduisant à un matérialisme mécaniste, qui était celui des philosophes du XVIII^e

siècle (et qui, comme on le sait, avaient de larges aspects métaphysiques) et à une dialectique pré-hégélienne (notamment l'opposition entre l'esprit et la matière héritée des conceptions du Yin et du Yang, et qui était parfaitement idéaliste). C'est ce qui nous explique les difficultés qu'eut le PCC à se représenter la liquidation de la bourgeoisie, car pour lui la lutte de classes était éternelle. En effet, il considérait l'évolution historique comme un développement cyclique, où s'opposaient toujours les mêmes contraires, et niait le développement par bond, dans lequel la liquidation d'un des contraires permet le passage à une nouvelle étape de développement. Cette opposition à la conception de la dialectique marxiste de l'évolution est attestée par le fait que, dans son livre *De la Contradiction*, Mao a essayé de présenter la contradiction comme la seule loi de la dialectique. Mais comme le montre Engels, cette conception primitive de la dialectique ne s'oppose nullement au matérialisme prémarxiste :

La deuxième étroitesse spécifique de ce matérialisme consistait dans son incapacité à concevoir le monde comme un processus, comme une matière en voie de développement historique. Cela correspondait au niveau qu'avaient atteint à l'époque les sciences de la nature et à la façon métaphysique, c'est-à-dire antidialectique, de philosopher qui leur était connexe. On savait que la nature était engagée dans un mouvement perpétuel. Mais, selon les idées de l'époque, ce mouvement décrivait un cercle tout aussi perpétuel et, par conséquent, ne progressait jamais ; il produisait toujours les mêmes résultats ^[66].

Ainsi s'explique que, sous couvert de la « pensée maotsetoung », ait été abandonnée l'étude du matérialisme historique, remplacée par un subjectivisme outrancier (se traduisant par des appels aux masses pour exalter leurs vertus révolutionnaires) et un fatalisme démoralisant (la bourgeoisie peut toujours reprendre le pouvoir, des révolutions culturelles successives seront nécessaires, etc.). Plékhanov avait déjà très bien montré le lien qui unissait ces deux positions :

Loin de faire obstacle dans la pratique à une prise de position utopique par rapport au réel, le fatalisme historique y encourage en rompant le fil de la recherche scientifique. Le fatalisme en général va souvent de pair avec le subjectivisme le plus extrême ^[67].

3. LA QUESTION DU « MARXISME NATIONAL ».

Nous savons qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans un grand nombre de partis, les révisionnistes essayèrent de faire passer le marxisme comme le simple prolongement des philosophies antérieures. Ainsi les cas de Feng You-lan et du PCC n'étaient pas des cas isolés, mais s'inscrivaient dans une offensive mondiale du révisionnisme contre le marxisme-léninisme. Nous verrons, dans le paragraphe suivant, le caractère spécifique que ce phénomène a pris en France. Mais ce que nous voulons montrer ici, c'est la lutte que mena le PC(b) par l'intermédiaire de Jdanov contre cette offensive. Critiquant le philosophe soviétique Alexandrov, Jdanov va insister sur l'aspect de « rupture » que représente la philosophie marxiste par rapport aux philosophies antérieures. Nous allons citer des extraits de deux paragraphes d'un article de critique du manuel philosophique d'Alexandrov :

L'auteur représente l'histoire de la philosophie et le progrès des idées et des systèmes philosophiques comme une évolution régulière par l'accumulation de changements quantitatifs. Il crée l'impression que le marxisme est apparu simplement comme le continuateur des doctrines progressives antérieures, au premier rang desquelles le matérialisme français, l'économie politique anglaise, et l'école idéaliste de Hegel. A la page 475 l'auteur dit que les théories philosophiques formées avant Marx et Engels, bien qu'elles aient contenu parfois de grandes découvertes, n'ont pourtant jamais été jusqu'au bout conséquentes et scientifiques dans toutes leurs déductions. Une telle définition ne distingue le marxisme des systèmes philosophiques pré-marxistes que comme une théorie jusqu'au bout conséquente et scientifique dans toutes ses déductions. Ainsi la différence entre le marxisme et les théories philosophiques pré-marxistes résiderait seulement en ceci que ces philosophies n'auraient pas été jusqu'au bout conséquentes et scientifiques et que les vieux philosophes se seraient seulement « trompés ». Comme vous voyez, il ne s'agit que de changements quantitatifs. Mais c'est là de la métaphysique. L'apparition du marxisme fut une véritable découverte, une révolution dans la philosophie. Évidemment comme toute découverte, comme tout bond, toute rupture dans la progression, tout passage à un nouvel état, cette découverte n'a pas pu se produire sans aucune accumulation préalable de changements quantitatifs, dans le cas présent, des apports de la philosophie avant les découvertes de Marx et Engels. Il est manifeste que l'auteur ne comprend pas que Marx et Engels ont fondé une nouvelle philosophie, qualitativement différente de tous les systèmes précédents, quelque progressifs qu'ils fussent. Les rapports de la philosophie de Marx avec toutes les précédentes et la révolution qu'a provoquée le marxisme dans la philosophie, en faisant d'elle une science, sont bien connus. Il est d'autant plus étrange que l'auteur concentre son attention, non point sur ce qu'apporte de nouveau et de révolutionnaire le marxisme, par rapport aux systèmes philosophiques

antérieurs mais sur ce qui l'unit à la philosophie prémarxiste. [...] Les découvertes de Marx et Engels représentent la fin de la vieille philosophie, c'est-à-dire la fin de la philosophie qui prétendait à une explication universelle du monde.

Une philosophie scientifique du prolétariat.

Les formules vagues de l'auteur masquent l'énorme importance révolutionnaire de la géniale découverte de Marx et Engels, en mettant l'accent sur ce qui unit Marx aux philosophies antérieures sans montrer qu'avec Marx commence une période entièrement nouvelle de l'histoire de la philosophie, la philosophie scientifique. A cette erreur est étroitement liée la façon non-marxiste dont le manuel traite l'histoire de la philosophie comme une relève progressive d'une école par l'autre. L'apparition du marxisme comme philosophie scientifique du prolétariat met fin à la période ancienne de l'histoire de la philosophie, quand la philosophie était une occupation de solitaires, l'apanage d'écoles composées d'un petit nombre de philosophes et de disciples, sans communication avec l'extérieur, détachés de la vie et du peuple, étrangers au peuple. Le marxisme n'est pas une école philosophique de cette sorte. Au contraire, il apparaît comme un dépassement de l'ancienne philosophie, lorsque celle-ci était l'apanage de quelques élus, d'une aristocratie de l'esprit, et comme le commencement d'une période entièrement nouvelle où la philosophie devient une arme scientifique entre les mains des masses prolétariennes en lutte pour leur émancipation^[68].

Dans la plupart des pays où la liquidation de la philosophie marxiste avait été entreprise, suite à l'intervention de Jdanov, les partis rectifièrent (ou firent semblant), mais le PCC ne modifiera jamais son attitude et continuera à présenter Mao Tséoung comme le continuateur du « patrimoine historique » chinois. Mao lui-même écrivait :

La Chine d'aujourd'hui résulte du développement de la Chine du passé ; abordant l'histoire en marxistes, nous ne devons pas en rompre le fil. Nous devons faire le bilan de tout notre passé, de Confucius à Sun Yat-Sen, pour recueillir ce précieux héritage^[69].

III - LA « FRANCISATION » DU MARXISME PAR LE PCF

Si la « pensée mao-tséoung » a été adoptée aussi rapidement et avec autant de facilité par ceux qui se prétendaient marxistes-léninistes en France, c'est parce que le terrain avait été préparé depuis longtemps par le PCF. Très tôt, en effet, celui-ci a essayé de présenter le marxisme comme le prolongement de la philosophie matérialiste française du XVIII^e siècle ; plus encore, il a falsifié l'histoire du matérialisme en France en identifiant matérialisme et rationalisme, ce qui lui permettait de liquider le matérialisme au profit de l'idéalisme. Le rationalisme et le mécanisme en philosophie justifiant l'électoratisme au niveau politique et l'absence d'analyse économique, tels sont les traits saillants de ce PCF qui, comme nous allons le voir, n'a rien de marxiste-léniniste.

1. LE PCF : PARTI FRANÇAIS.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, au moment où Liou Chao-chi présentait Mao Tséoung comme continuateur de la philosophie chinoise, Garaudy déclarait :

Dans la pire épreuve de notre histoire, la France n'a pu revivre, la France n'a pu être la France invincible de la Résistance et des partisans, la France du mineur communiste Charles Debarge et de l'étudiant catholique Marcel Weinam, la France d'Estienne d'Orves et de Gabriel Péri, que parce qu'elle n'avait cessé d'être, une et indivisible, la France de Pascal et de Diderot, de Robespierre et de sainte Jeanne. Notre parti communiste a profondément ce sens de nos épreuves et de nos histoires. C'est pourquoi il est ouvert à tous ceux qui aiment l'avenir. Il est le partie de l'Intelligence française^[70].

Nous n'insisterons pas ici sur le caractère politique, sur le chauvinisme, résultant de cette conception du PCF comme parti français et qui s'exprime dans la défense de la grandeur et de la force de la France, pour ne traiter que la question des origines philosophiques de cette déviation. La négation du marxisme et sa réduction au matérialisme du XVIII^e siècle est attestée par cette phrase extraite du livre de Garaudy, intitulé si justement Les Sources françaises du socialisme scientifique :

Un matérialisme conséquent caractérise l'étape nouvelle de la philosophie révolutionnaire ; le prolétariat trouve ses armes intellectuelles chez les penseurs de la bourgeoisie au temps où cette bourgeoisie était, elle aussi, radicale et révolutionnaire ^[71].

Nous savons qu'à la suite de la publication de la critique de Jdanov, Garaudy fera un simulacre d'autocritique ; mais, comme nous allons le voir, c'est tout le parti qui était gangrené par ces conceptions. De ce point de vue, il nous paraît particulièrement important d'esquisser ici une ébauche de critique des conceptions philosophiques défendues par Politzer dans *les Principes élémentaires de philosophie*, toujours édités actuellement par le PCF. Ceci est d'autant plus important que certains marxistes-léninistes les prennent pour «classiques», alors qu'ils jouent le même rôle, dans la liquidation du matérialisme dialectique, que celui joué par De la Contradiction, de Mao. Voyons quelle est la définition donnée par Politzer de la philosophie :

Nous dirons donc, pour définir la philosophie, qu'elle veut expliquer l'univers, la nature, qu'elle est l'étude des problèmes les plus généraux ^[72].

Réduire la philosophie au domaine spéculatif, voilà l'essence de la conception bourgeoise de la philosophie ; c'est ce qu'indiquait clairement Marx dans la onzième thèse sur Feuerbach.

Les philosophies n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, mais il s'agit de le transformer ^[73].

De sa définition de la philosophie, Politzer comme Mao va être conduit à des conceptions dualistes, provenant de la rupture opérée entre la pratique et la théorie. Pour lui, la lutte ou l'action politique et la lutte idéologique ne sont pas liées, mais elles sont parallèles :

Parallèlement à la lutte dans la rue et sur le lieu de travail, les militants doivent mener la lutte idéologique. Leur devoir est de défendre notre idéologie contre toutes les formes d'attaque, et, en même temps, de mener la contre-offensive pour la destruction de l'idéologie bourgeoise dans la conscience des travailleurs ^[74].

Se situant dans la même problématique que Mao, ne considérant pas la conscience humaine comme reflétant le monde objectif et ne comprenant pas que la conscience sociale ne peut changer qu'avec la situation sociale, Politzer, comme Mao, a ainsi développé des conceptions subjectivistes. Et cette conception de la « destruction de l'idéologie bourgeoise dans la conscience des travailleurs », prônée sous le capitalisme, amena tout naturellement nos soi-disant marxistes-léninistes français à lancer le mot d'ordre de révolution culturelle avant la révolution. Ce subjectivisme hérité du PCF explique aussi l'engouement pour la Révolution culturelle. Sa non-compréhension de la théorie du reflet amèneront également Politzer et le PCF à des conceptions idéalistes, qui feront le lien avec les courants structuralistes et psychanalistes. Parlant de l'étude des oeuvres littéraires, Politzer écrit ainsi :

Il faut d'abord faire attention au contenu du livre ou du conte à analyser. L'examiner indépendamment de toute question sociale, car tout ne vient pas de la lutte de classes et des conditions économiques. Il y a des influences littéraires, et nous devons en tenir compte. Essayer de voir à quelle « école littéraire » appartient l'oeuvre ^[75].

Penser que l'influence littéraire et les « écoles littéraires » puissent être indépendantes des classes et des conditions économiques fondait le statut des intellectuels, des représentants de la pensée française, si chers au PCF. Pour le PCF, qui reprend la problématique des philosophes du XVIII^e siècle, les intellectuels auront essentiellement pour mission de prêcher la bonne parole aux masses :

Nous accomplirons cette besogne d'éducation avec l'aide de la phalange d'intellectuels, professeurs, écrivains, qui viennent vers nous parce qu'ils considèrent - et ils ont raison - que notre parti communiste est désormais le seul porteur de la culture de notre pays ^[76].

Pour le PCF la révolution n'est possible que si l'ensemble de la population y adhère psychologiquement. C'est pourquoi l'appel aux masses prendra dans ce parti une telle importance. C'est au nom de l'état d'esprit des masses que Thorez pourra cyniquement refuser d'appliquer les directives de l'Internationale :

Ferrat raisonne sur des textes et parle du gouvernement de Front Populaire, préface à la dictature du prolétariat, tel que l'ont prévu les thèses du Congrès de l'Internationale communiste. Or, j'ai démontré que la situation était inédite par rapport aux thèses du VII^e Congrès de l'Internationale communiste et

aux conditions prévues dans les thèses de l'Internationale communiste. Cela nous oblige donc à chercher non seulement dans les textes et résolutions du VII^e Congrès, mais à nous pencher sur les données concrètes du problème actuel et à faire travailler notre cerveau [...]. Nous voulons assurer l'appui des masses au prochain gouvernement^[77].

Certains - qui sont soit durs d'oreille, soit d'entendement limité ou alors possèdent des connaissances extrêmement réduites - ont voulu faire croire que, parce que nous attaquons le PCF, nous attaquerions la III^e Internationale. Or, d'après le texte que nous venons de citer, il est évident que le PCF, particulièrement en 1936, refusa d'appliquer les directives de l'Internationale. Nous soutenons l'Internationale et critiquons le PCF pour le fait de concevoir le Front populaire non comme ne pouvant être conçu que comme le prélude à la dictature du prolétariat mais comme un but en soi. Et c'est au nom de l'état d'esprit des masses que le PCF justifiera sa non-participation au gouvernement de Front Populaire :

Nous avons la conviction que la présence de communistes au gouvernement, dans les conditions actuelles, ne servirait pas la cause, qu'elle serait le prétexte à des campagnes réactionnaires de panique et d'affolement. Il pourrait en résulter un amoindrissement de l'influence du Front populaire, parmi ceux qui ne partagent pas les conceptions communistes sur l'action des masses pour venir à bout de toutes les difficultés. Dans ce cas, l'intérêt du peuple, c'est que nous soutenions loyalement et sans éclipse le prochain gouvernement de gauche, et que nous assurions le succès du Front populaire, grâce à l'appui des masses^[78].

Nous ne voulons pas dire par là que le PCF devait aller au gouvernement, mais mettre en évidence sa trahison au nom de l'état d'esprit des masses ; car, si la participation au gouvernement bourgeois aurait entraîné des « campagnes réactionnaires », que dire alors de la dictature du prolétariat, sinon qu'elle est impossible !

Si les révisionnistes ne peuvent adopter de véritables positions matérialistes, c'est qu'ils ont besoin, pour justifier l'impossibilité de la révolution, d'occulter l'analyse économique (qui fonde la nécessité de la dictature du prolétariat) au nom du consensus populaire. qui, bien évidemment, ne pourra jamais réclamer de lui-même la dictature du prolétariat. Cette position dualiste fut très bien exprimée par Kautsky dans son livre *La Révolution sociale* (qui, comme on le sait, fut un des premiers « classiques » lu par Mao Tsétoung)

... La domination du prolétariat et la révolution sociale ne pourront pas se produire avant que les conditions préliminaires tant économiques que psychologiques [souligné par nous] d'une société socialiste ne soient suffisamment réalisées^[79].

2. UNE GRANDE MYSTIFICATION A PROPOS DES ORIGINES DU MATÉRIALISME FRANÇAIS.

Dans leur tentative pour liquider le marxisme-léninisme en tant que théorie scientifique du prolétariat, les révisionnistes français allèrent jusqu'à falsifier l'histoire du matérialisme. Dans son livre déjà cité sur les sources françaises du socialisme scientifique, Garaudy, présentant Descartes comme l'ancêtre du matérialisme français, écrit :

De l'ensemble de ses découvertes, Descartes fait un système qui est rigoureusement matérialiste^[80].

De même, Politzer écrit :

On peut situer à partir de Descartes (1596-1650) la naissance en France d'un courant nettement matérialiste^[81].

Qui plus est, l'auteur accorde au célèbre axiome de Descartes : « *Le bon sens est la chose du monde la mieux partagée* » un caractère progressiste, car dit-il :

Par conséquent, tout le monde devant la science a les mêmes droits^[82].

Thorez, bien entendu, ira encore plus loin :

Le cartésianisme a été la première expression de l'esprit encyclopédique. [...] Cette philosophie matérialiste, basée sur la raison et sur l'expérience, aboutit à un optimisme invincible. [...] La connaissance de la vérité est le plus grand des bonheurs^[83].

On voit là que le « sage » français rejoint le « sage » confucéen et l'on comprend pourquoi l'un et l'autre vont prôner le perfectionnement individuel. Un autre caractère de la pensée de Descartes, relevé par Thorez, est que :

Pour mettre sa pensée à la portée de tous, Descartes écrit dans un français accessible aux esprits les moins entraînés.

Pour Thorez c'était une occasion rêvée pour liquider la science prolétarienne que de faire appel au bon sens, qui, comme chacun sait depuis Descartes, est la chose la mieux partagée du monde ! Car, dès 1936, il écrivait :

Les connaissances théoriques doivent compléter le bon sens et le dévouement de nos jeunes et nos vieux militants et assurer la formation d'un cadre à toute épreuve ^[84].

Dès lors on comprend qu'il était important pour Thorez de présenter Descartes comme le précurseur de Marx ; selon lui, Marx ne fera que « pousser plus avant » les « idées de Descartes » ^[85], ajoutant que

Le monde aime la France parce que dans la France, il reconnaît Descartes et ceux qui l'ont continué ^[86].

Or, si Descartes est le père du rationalisme, en tant que philosophe, il ne peut être considéré comme un matérialiste, bien au contraire, comme le note Le Petit Dictionnaire philosophique

Descartes tranche en dualiste la question fondamentale de la philosophie, celle du rapport de la pensée à l'être. Il admet deux substances : celle du corps dont l'attribut est l'étendue et celle de l'âme dont l'attribut est la pensée ; d'où deux principes indépendants : l'un, matériel, l'autre, spirituel [...]. Mais, doutant de tout, il doit toutefois reconnaître qu'il doute, c'est-à-dire qu'il pense. Et Descartes aboutit à cette fameuse conclusion idéaliste : « Je pense, donc je suis. » ^[87].

Mais, comme le note ce manuel

Dans sa physique, Descartes soutient des thèses matérialistes.

Or cela n'a rien qui doive nous surprendre car tout scientifique, en tant qu'il fait progresser une science, procède de façon matérialiste, quelles que soient ses idées philosophiques, comme l'avait déjà indiqué Staline

Pascal et Leibniz n'étaient pas des révolutionnaires, mais la méthode mathématique qu'ils ont découverte est reconnue aujourd'hui une méthode scientifique ^[88].

Si Descartes avait été à son époque le philosophe le plus matérialiste, alors seulement sa défense aurait pu prendre quelque importance. Mais il n'en fut rien, comme l'avait déjà remarqué Marx, le philosophe matérialiste le plus conséquent de cette époque fut Gassendi, qui précisément combattit Descartes

Dès sa première heure, la métaphysique du dix-septième siècle, représentée, pour la France, surtout par Descartes, a eu le matérialisme pour antagoniste. Descartes le rencontre personnellement en Gassendi, restaurateur du matérialisme épicurien ^[89].

Ainsi Marx ne confondait nullement rationalisme et matérialisme. Il avait au contraire parfaitement compris le caractère idéaliste et métaphysique du rationalisme cartésien. Et, comme l'écrit fort justement Le Petit Dictionnaire déjà cité :

Gassendi soumit la doctrine cartésienne à la critique matérialiste : au rationalisme et à la métaphysique de Descartes, il opposait le sensualisme qui considère l'expérience sensible comme la source de la connaissance [...]. Il avance plusieurs thèses contre le scepticisme et le dogmatisme. Dans la physique, qu'il considérait comme la partie la plus importante et la plus « noble » de la philosophie, Gassendi démontre l'existence objective de l'espace et du temps [...]. Gassendi reprend les principes essentiels d'Epicure et de Lucrèce, y compris l'hypothèse d'atomes spéciaux de chaleur, de froid, etc., qui provoqueraient des sensations correspondantes, et aussi d'atomes de l'âme ^[90].

Se situant dans une optique matérialiste, Le Dictionnaire conclut :

Dans les conditions historiques du dix-septième siècle, Gassendi, comme philosophe et comme savant, a joué un rôle progressif ^[91].

De plus il n'est pas inintéressant de voir l'attitude qu'adoptèrent les physiciens de l'époque qui reconnaissaient le système copernicien (ce système démontrait que la Terre tournait autour du Soleil) face à la persécution que leur livra l'Inquisition afin qu'ils se rétractent : Giordano Bruno et Vanini, qui défendirent conséquemment le système copernicien, refusèrent de se rétracter et furent brûlés de ce fait ; de même Galilée opposa une résistance farouche et, malgré son grand âge, fut persécuté par l'Inquisition. Comme l'a dit Staline :

« Galilée fut un de ces courageux combattants de la science, un de ces novateurs hardis qui frayent des voies nouvelles » ^[92].

Descartes, quant à lui, qui savait que Copernic avait raison scientifiquement, préféra se rétracter et cacha le manuscrit où il défendait des thèses proches de celles de Galilée. Or cette attitude couarde lui vaudra des éloges de la part de Thorez

Descartes devra donc, comme il l'écrivit lui-même, « marcher masqué ». [...] Pour faire passer en contrebande sa physique et sa biologie, il les camoufle sous sa métaphysique et fait à la théologie toutes sortes de concessions ^[93].

Ainsi, derrière la défense du soi-disant philosophe matérialiste Descartes, Thorez fait passer en contrebande des thèses idéalistes. Rien n'obligeait Descartes à « marcher masqué ». Giordano Bruno, Vanini et Galilée adoptèrent l'attitude matérialiste conséquente consistant à défendre ce qu'ils savaient être vrai. C'est le bon sens cartésien, son idéalisme qui amena Descartes à faire « toutes sortes de concessions », et seul un révisionniste peut louer une semblable attitude. Car, pour les révisionnistes, l'assentiment populaire est plus important que la vérité scientifique, et, en fait, rejoignant une problématique proche de celle de Mao, ils vont être amenés à définir une nouvelle étape dans laquelle les masses seraient à même d'acquiescer quasi-spontanément la théorie révolutionnaire. Ainsi Fréville écrit :

Des dirigeants socialistes qui l'ont précédé, Maurice Thorez se distingue par ses origines et son siècle. [Ce siècle serait-il celui où les origines sociales remplaceraient la position de classe ? C'est bien ce que semble indiquer la suite de ce texte.] Blanqui, Delescluze, Louise Michel, Jules Guesde, Paul Lafargue, Jean Jaurès sont des intellectuels. [Et que sont donc Lénine et Staline, sont-ils des révolutionnaires du siècle précédent ?] Lui, né dans le coron, n'a passé que par la dure école du travail ^[94].

Ainsi, pour le PCF, une nouvelle époque s'ouvrirait où la dure école du travail remplace l'étude du marxisme-léninisme et où les ouvriers communistes n'ont plus besoin d'être des intellectuels révolutionnaires. Cette conception du parti rejoint étrangement celle de Mao, où la connaissance du marxisme-léninisme n'est pas même nécessaire aux cadres du parti :

Si, parmi les camarades chargés des principales responsabilités dans le travail de direction, il s'en trouve cent à deux cents à posséder une connaissance systématique et non fragmentaire du marxisme-léninisme, une connaissance réelle et non creuse, la capacité combative de notre Parti sera considérablement accrue et la victoire sur l'impérialisme japonais en sera hâtée ^[95].

Ainsi, sous couvert de faire du marxisme-léninisme le prolongement des philosophies nationales antérieures, les révisionnistes tenteront la liquidation de la théorie marxisteléniniste en tant que science. Cette liquidation, opérée en France depuis longtemps, explique l'influence que la « pensée mao-tsétoung » a dans notre pays ; elle permettait de faire l'économie de la lutte pour rechercher les origines de la trahison du PCF. C'est ainsi que la « pensée mao-tsétoung » peut servir de creuset à toutes les oppositions inconséquentes au PCF, au révisionnisme du PCF : elle refléta naturellement une opposition au marxisme-léninisme.

3. LE COURANT ALTHUSSÉRIEN.

Le chef de file de ce courant, Althusser, est l'héritier du courant rationaliste dont Bachelard fut le représentant moderne. Althusser va critiquer Engels pour être « positiviste », car il fixait à la philosophie un rôle qui serait,

positiviste, purement épiphénoménique, du « rassemblement » et de la « généralisation » des résultats scientifiques, et rien d'autre, car la philosophie n'a plus d'objet propre ^[96].

Or, pour Althusser la philosophie doit être une science particulière :

L'objet du matérialisme dialectique est constitué par [...] l'histoire de la production des connaissances en tant que connaissances ^[97].

Comme on le voit, derrière la critique de Engels comme « positiviste », apparaît une conception positiviste, car Althusser rejoint par là Auguste Comte qui prétendait déjà avoir élaboré une nouvelle théorie (la philosophie positive) qui aurait fourni

le seul vrai moyen rationnel de mettre en évidence les lois logiques de l'esprit humain ^[98].

Ainsi, pour Althusser et Comte, l'heure est venue d'étudier les « lois logiques de l'esprit humain » ou de la « production des connaissances en tant que connaissances ». Althusser qui avait - on comprend maintenant pourquoi - la plus grande admiration pour l'ouvrage de Mao De la Contradiction, mais qui méprisait De la Pratique en raison des quelques traits de matérialisme qu'il comportait, a introduit le concept idéaliste de « pratique théorique ». Ce praticien de la théorie resta dans les sphères de la pensée et ne chercha jamais à faire partager ses idées par les masses. Certains de ses disciples par contre, à l'instar d'Auguste Comte, cherchèrent à faire pénétrer leurs idées dans les masses : ce fut l'origine de l'UJCM, qui, à la différence de Comte, ne fit pas de cours théoriques pour les ouvriers, mais préconisa la théorie et la pratique de l'établissement. Les althussériens, anciens et modernes, qui critiquaient - nous l'avons vu - Engels pour son « positivisme », critiquaient aussi Staline pour son « mécanisme ». Ceci est d'autant plus amusant que, définissant sa « nouvelle théorie », Althusser écrit qu'elle

pose la question du mécanisme de la production des connaissances en tant que connaissances ^[99].

Et l'on voit qu'ainsi Althusser et ses disciples n'ont pas été plus loin que les philosophes matérialistes mécanistes, qui prétendaient changer le monde en agissant sur la « nature humaine », sans s'apercevoir que cette nature était conditionnée par les rapports de production de la société dans laquelle l'homme se trouve. Le courant althussérien trouvera tout naturellement, dans De la Contradiction de Mao Tsétoung, sa bible théorique. N'arrivant pas à rompre avec une conception dualiste du monde, il se trouvera enfermé dans un cycle infernal reflétant ce dualisme, qui se concrétisera par son impuissance à saisir le rapport existant entre théorie et pratique. D'une part, il se lancera dans une « pratique théorique » ou un « travail théorique créateur » qui seront considérés comme des buts en eux-mêmes, et qui par là même aboutiront fatalement à une impasse. D'autre part - et souvent en réaction à l'échec auquel la démarche précédente avait abouti - ils se lanceront dans une pratique aveugle. Comme le notait Staline :

Évidemment la théorie devient sans objet si elle n'est pas rattachée à la pratique révolutionnaire ; de même, exactement, que la pratique devient aveugle si sa voie n'est pas éclairée par la théorie révolutionnaire ^[100].

Or la pratique révolutionnaire actuelle impose - comme nous l'avons vu - la critique de la « pensée mao-tsétoung » puisque nous l'avons reprise à notre compte, mais encore et bien plus la lutte théorique contre la liquidation du marxisme-léninisme entreprise par le PCF, ainsi que l'étude des bases économiques dans le cadre desquelles cette liquidation a eu lieu. Si la « pensée mao-tsétoung » a pris une telle ampleur dans notre pays, c'est que depuis longtemps les prétendus défenseurs du marxisme-léninisme avaient liquidé son caractère scientifique.

IV - QUELQUES TRAITS DU «MOUVEMENT» MARXISTE-LENINISTE EN FRANCE

1. LE COURANT SE RÉCLAMANT DE LA « PENSÉE MAO-TSÉTOUNG ».

Ce courant a eu comme caractéristique principale de limiter la trahison du PCF à ses prises de position ouvertement traîtresses (voie parlementaire, soutien chauvin à la bourgeoisie, etc.), mais se garda bien de rechercher comment le PCF avait liquidé la notion même de marxisme-léninisme. Pour ce courant, comme il le dit lui-même, l'important est de « reconstruire le parti ». Les questions organisationnelles vont occulter les questions théoriques et politiques. La question essentielle pour ce courant ne sera pas de savoir sur quelles bases on doit construire le parti, mais celle de savoir si on est « pour ou contre le parti ». Dans cette optique, leur premier souci était la conquête des masses, et non la liquidation de l'héritage révisionniste. Dès lors on s'appuiera sur les conceptions héritées du cartésianisme, sur le bon sens (chose du monde la mieux partagée), sur les idées claires et distinctes ; et on s'appuiera sur la « pensée maotsétoung », la « ligne de masse ». La mise en avant de la liaison aux masses permettra, tout en se situant dans la même problématique idéaliste, de ne pas lutter contre l'idéalisme prôné par le PCF dans sa liquidation du matérialisme transformé en rationalisme. Il est difficile de

critiquer la philosophie développée par ce courant dans la mesure où, à part le fait d'avoir séparé le marxisme-léninisme du matérialisme historique et dialectique, il n'a jamais développé de thèses philosophiques et scientifiques propres (en particulier, absence de toute analyse économique). Par contre les conséquences politiques de la reprise des théories idéalistes du PCF au nom de la « pensée maotsetoung » sont innombrables : elles vont de la création d'« organisations de masse », où le parti dirige sans le dire, tel Descartes qui préférerait « marcher masqué », à la défense de l'indépendance nationale au nom de la volonté d'indépendance du peuple de France. L'impuissance de ce courant à opérer une rupture avec la théorie révisionniste développée depuis de longues années par le PCF, la reprise par ce courant de la même problématique, l'amènera très logiquement à expliquer la division du mouvement se réclamant du marxisme-léninisme par le sectarisme, reprenant ainsi les vieilles conceptions héritées de Thorez et réactivées par Mao, qui essayaient d'éviter le débat théorique qui aurait permis de les démasquer, en faisant de la question de l'unité un problème essentiellement de bonne volonté. Une autre caractéristique, qui fera le lien de ce courant avec les autres, sera la reprise de l'ouvriérisme et la réduction de la lutte idéologique à la seule lutte moralisante.

2. LE COURANT PRÉTENDANT CRITIQUER MAO TSÉTOUNG.

Nous pouvons voir à quel point les idées cartésiennes et métaphysiciennes sont tenaces dans le mouvement qui se réclame du marxisme-léninisme par le niveau des critiques que certains groupes font à Mao. Loin de retrouver le matérialisme dialectique, ces groupes ne font que rejeter la dialectique, ainsi l'ORPCF écrivait :

Il en résulte que, pour la pensée maotsetoung, il n'y a pas de principes, les choses sont à la fois elles-mêmes et leur contraire, elles peuvent ou ne peuvent pas se transformer ^[101].

Nous avons montré que Mao reprenait les vieilles conceptions dialectiques de la philosophie chinoise, mais ce n'est pas la dialectique qu'il faut critiquer, c'est la dialectique ancienne non matérialiste, or dans la critique ci-dessus c'est bien toute la dialectique qui est critiquée. Les acéphales du groupe La Forge ne comprennent pas que les choses puissent être à la fois elles-mêmes et ne pas être, il leur faut des « principes » qui seront, eux, immuables et serviront de base à leurs convictions révolutionnaires. Or Engels avait déjà montré comment la dialectique matérialiste reprenait à son compte, en l'enrichissant, les conceptions héritées de la dialectique primitive :

Cette manière primitive, mais correcte quant au fond, d'envisager le monde est celle des philosophes grecs de l'antiquité, et le premier à la formuler clairement fut Héraclite : Tout est et n'est pas, car tout est fluent, tout est sans cesse en train de se transformer, de devenir et de périr. Mais cette manière de voir, si correctement qu'elle saisisse le caractère général du tableau que présente l'ensemble des phénomènes, ne suffit pourtant pas à expliquer les détails dont ce tableau d'ensemble se compose; et tant que nous ne sommes pas capables de les expliquer, nous n'avons pas non plus une idée nette du tableau d'ensemble ^[102].

Et, critiquant ceux qui croient détenir la vérité « immuable, définitive en dernière analyse », ceux qui comme La Forge ont des principes éternels, Engels ajoute :

Dès que nous appliquons l'opposition entre vérité et erreur en dehors du domaine étroit que nous avons indiqué plus haut, elle devient relative et impropre à l'expression scientifique exacte ; cependant si nous tentons de l'appliquer comme absolument valable en dehors de ce domaine, nous échouons complètement ; les deux pôles de l'opposition se transforment en leur contraire, la vérité devient erreur et l'erreur vérité ^[103].

C'est bien la mésaventure qui arrive au groupe La Forge dont les rédacteurs ajoutent que selon Mao

[...] il y aurait des phénomènes naturels qui sont inévitables, sur lesquels la lutte de classes n'agit pas car ils resurgissent toujours ^[104].

Et cette idée leur paraît critiquable ! C'est la négation de toute science en dehors du matérialisme historique. Mais les phénomènes naturels qui se reproduisent sans cesse, et sur lesquels la lutte de classes n'agit pas, sont innombrables car la Terre, l'Univers existaient bien avant l'apparition de la lutte de classes. Par exemple, la rotation de la Lune autour de la Terre, celle de la Terre autour du Soleil sont des phénomènes naturels, jusqu'à aujourd'hui et pour longtemps, parfaitement inévitables et sur lesquels la lutte de classes n'agit pas. Voulant critiquer Mao, nos acéphales ^[105] en arrivent à des conceptions parfaitement ascientifiques, subjectivistes au

dernier des degrés et que tous les marxistes-léninistes ont toujours combattues. Ainsi Staline définissant la superstructure, note :

La superstructure, ce sont les vues politiques, juridiques, religieuses, artistiques, philosophiques de la société et les institutions politiques, juridiques et autres qui leur correspondent ^[106].

Comme on le voit, Staline ne met pas la science dans la superstructure, et Berman (membre du BP du parti polonais) montrera l'apport de cette conception stalinienne dans la lutte contre les conceptions simplistes qui amenèrent certains pseudo-ascientifiques à rejeter l'acquis scientifique hérité de la bourgeoisie, il écrit :

Nous ne faisons pas mystère que nous étions sous le poids d'une conception simpliste quant au caractère de classe de la science. Il convient d'examiner à la lumière des derniers travaux de Staline le caractère spécifique de chaque aspect de la conscience sociale, du changement de sa fonction et de son rôle dans les différentes formations sociales. L'acquis scientifique permanent et non éphémère qui permet de mesurer dans quelle mesure la pensée humaine se rapproche de la vérité objective, est utilisée non par une seule formation sociale ni par une seule classe, mais par toute la nation et par toute l'humanité ^[107].

Ainsi, on voit qu'il ne suffit pas de crier bien haut que l'on est marxiste-léniniste ou stalinien pour l'être vraiment ; Thorez avait beau se prétendre le premier stalinien de France, il n'a jamais pu réussir à dépasser le cartésianisme sur le plan philosophique. Ceux qui, à l'heure actuelle, veulent reconstruire le parti sans avoir progressé d'un seul pas dans la liquidation de l'héritage révisionniste dans le domaine philosophique, ne pourront que terminer plus bas encore et leur critique de Mao qui s'attaque en fait à l'aspect dialectique de ce dernier, fait reculer encore d'un pas la reconnaissance du matérialisme dialectique. Une telle critique ne peut servir qu'à renforcer les courants maoïstes et ne peut que désarçonner les militants qui tenteront de justifier la critique de Mao sur de telles bases.

Sans lutte contre les conceptions dualistes de la philosophie, sans lutte pour restaurer le matérialisme dialectique comme philosophie du prolétariat, toutes les tentatives pour construire le parti du prolétariat ne peuvent que rester de vains mots. Le révisionnisme a dénaturé le marxisme-léninisme dans tous les domaines, et ce n'est pas par des slogans incantatoires que l'on pourra le restaurer mais seulement par une lutte théorique de longue haleine.

DEUXIEME PARTIE : Critique de la notion de front uni mondial avancée par le PCC et le PCF

Le rejet par le PCC du matérialisme historique et dialectique, opéré au nom de la pensée mao-tsétoung, allait le rendre incapable d'expliquer l'évolution de la situation mondiale, ce qui aurait permis, après la trahison des révisionnistes khrouchtchéviens, et avec le prestige dont il jouissait, de donner la ligne à suivre pour les communistes des différents pays. Cela amènera le PCC, comme le PCF d'ailleurs, à étudier les phénomènes qui se sont développés depuis la Seconde Guerre mondiale, non à l'aide du matérialisme historique, mais en recourant à l'apriorisme et à l'éclectisme. Ces deux méthodes découlent tout naturellement du dualisme adopté par le PCC. L'apriorisme consiste, en effet, à créer un concept à partir d'un objet et à définir ensuite l'objet grâce au concept ainsi obtenu. Cela permet au matérialisme vulgaire de faire coexister matérialisme et métaphysique en faisant de certains objets des concepts que l'on suppose inaltérables. L'éclectisme, quant à lui, consiste à présenter conjointement une analyse juste d'une situation fondée sur le matérialisme historique et dialectique avec une analyse opportuniste. L'éclectisme revient donc à refuser à la théorie marxiste-léniniste, son rôle d'analyse et de guide pour l'action. Nous nous efforcerons ici de critiquer surtout les thèses contenues dans la fameuse « Lettre en 25 points », car c'est elle qui a constitué la base sur laquelle beaucoup de communistes ont tenté de se démarquer des révisionnistes, or cette « Lettre » contient des thèses tout à fait contradictoires entre elles. Beaucoup peuvent penser que la « Lettre en 25 points » était pour l'essentiel correcte car elle signalait les quatre grandes contradictions de notre époque,

[...] contradiction entre le camp socialiste et le camp impérialiste ; contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie au sein des pays capitalistes ; contradiction entre les nations opprimées et l'impérialisme ; contradiction entre pays impérialistes, entre groupes monopolistes ^[108].

Mais, comme nous le verrons, elle niait, en fait, l'existence de ces contradictions et leur égale importance.

I - LA NATURE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

1. LA MÉTHODE D'ANALYSE.

Pour caractériser l'impérialisme américain, pour l'analyser, le PCC va recourir à la méthode aprioriste

[...] qui consiste non pas à connaître les propriétés d'un objet en les tirant de l'objet lui-même, mais à les déduire démonstrativement du concept de l'objet. D'abord on fabrique à partir de l'objet le concept de l'objet ; puis on inverse le tout et on mesure l'objet à sa copie, le concept. Ce n'est pas le concept qui doit se régler sur l'objet, mais l'objet sur le concept ^[109].

Le dualisme du PCC l'amenait tout naturellement à adopter les méthodes d'analyses aprioristes pour définir la situation mondiale. En effet, dans le dualisme, coexistent un matérialisme primitif auquel l'importance des États-unis ne pouvait pas manquer d'échapper et une conception métaphysicienne qui va conduire à décrire l'impérialisme américain comme l'Impérialisme, c'est-à-dire comme représentant l'impérialisme au niveau mondial pendant une longue période. Ayant créé ce concept d'Impérialisme américain comme résumant à lui seul l'impérialisme de notre époque, le PCC ne pouvait être conduit qu'à créer des fronts unis contre l'Impérialisme américain, et il cherchera toujours des arguments pour justifier la création de ce concept, même - nous le verrons - quand le développement de la situation montrera que ce concept n'était qu'une idéalisation de l'état de fait résultant de la Seconde Guerre mondiale. Le PCC, au lieu d'analyser le développement de l'impérialisme américain qui, au sortir de la guerre, avait réussi à établir son hégémonie sur l'ensemble du monde non socialiste, va le décrire comme un nouvel Etat, qualitativement différent des autres États impérialistes qui seraient désormais unis dans une zone dite intermédiaire. Or l'hégémonie momentanée des États-unis (ou d'autres puissances impérialistes), leurs tentatives pour annexer d'autres puissances industrielles, n'est pas un phénomène nouveau. Lénine, qui critiquait ces mêmes thèses chez Kautsky, écrivait

L'impérialisme se caractérise justement par une tendance à annexer non seulement les régions agraires, mais même les régions les plus industrielles [...], car, premièrement, le partage du monde étant achevé, un nouveau partage oblige à tendre la main vers n'importe quels territoires ; deuxièmement, ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie, c'est-à-dire à la conquête de territoires, non pas tant pour elles-mêmes que pour affaiblir l'adversaire et saper son hégémonie [...] ^[110].

L'analyse prônée par le PCC face au développement de l'impérialisme américain est un bon exemple de ce à quoi conduit la méthode aprioriste. De la domination provisoire de l'impérialisme américain on fait un absolu, ce qui conduira à le qualifier ultérieurement de superpuissance. Dès lors, la situation des autres pays impérialistes n'est plus définie clairement comme le montre cette citation de Mao

Une zone très vaste englobant de nombreux pays capitalistes, coloniaux et semi-coloniaux, en Europe, en Asie et en Afrique sépare les États-unis de l'Union soviétique ^[111].

Les États-unis, qui étaient effectivement les principaux adversaires, à cette époque, du camp socialiste, vont être considérés comme les seuls adversaires. C'est d'ailleurs la même analyse que fera Thorez

Dès 1947, il [le plan Marshall] tend à constituer, sous la direction des États-unis, un bloc de tous les États auxquels sont offerts des crédits, à condition que ces États renoncent à leur indépendance économique et politique, et qu'ils soutiennent la politique agressive et antisoviétique du maître américain ^[112].

Et la « Lettre en 25 points », bien que se référant aux quatre contradictions, définira un front uni mondial pour les communistes du monde entier, dirigé, bien entendu, contre les impérialistes américains :

Cette ligne générale est définie en partant de la réalité mondiale existante, prise dans son ensemble, d'une analyse de classe des contradictions fondamentales du monde contemporain, et elle est dirigée contre la stratégie mondiale contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain ^[113].

Il faut souligner ici tout le mal qu'a fait cette « Lettre » dans les pays impérialistes de moindre envergure, comme la France par exemple. Mais justement en ce qui concerne la France, le PCF, lors de la Guerre d'Algérie - c'est-à-dire bien avant la diffusion de cette conception - se préoccupait déjà beaucoup plus de sauvegarder l'Algérie de l'influence américaine que de soutenir la lutte du peuple algérien contre l'impérialisme français. Il est bien

évident que ces positions du PCF, qui cachaient de plus la défense des intérêts de la France impérialiste sous couvert de la lutte contre l'impérialisme américain, étaient parfaitement contre-révolutionnaires^[114].

Mais il faut s'arrêter sur certaines questions. L'impérialisme américain, en tant qu'impérialisme hégémonique le plus puissant, était aussi celui où le développement de l'aristocratie ouvrière et d'autres couches petites-bourgeoises était le plus poussé, et où il existait une « relative paix sociale ». Le Front uni anti-américain laissait dans l'ombre la question de la révolution dans un pays impérialiste moins puissant, maillon faible de la chaîne impérialiste. De plus, la domination des impérialistes américains sur leur propre peuple s'exerce aussi par la discrimination raciale qui permet d'obscurcir la question des classes. Grâce à la discrimination raciale, en effet, les impérialistes entretiennent les divisions artificielles au sein du prolétariat. Et nous allons voir que Mao, loin de réagir en marxiste-léniniste, en montrant l'origine sociale de la discrimination raciale, considérant en pragmatique cette question, va contribuer à sa perpétuation:

[...] les Noirs américains triompheront dans leur juste lutte. L'exécrable système colonialiste et impérialiste dont la prospérité a débuté avec l'asservissement et la traite des Noirs, disparaîtra avec la libération totale des peuples de race noire^[115].

Ainsi Mao envisage la question raciale non pas comme conséquence de la division de classes sous le système bourgeois, mais il réduit la révolution - soi-disant socialiste - à la simple égalité des « races ». Ce faisant, il emboîte le pas à Thorez qui proclamait gaillardement :

Nous, nous sommes vraiment les continuateurs de la grande Révolution française, qui a fait des Nègres du Sénégal ou de la Guadeloupe des citoyens égaux en droits aux artisans de Paris, aux paysans de Beauce ou de Bourgogne^[116].

2. LES TENTATIVES DE JUSTIFICATION HISTORIQUE.

Pour essayer de justifier son front uni mondial contre les États-unis, le PCC va recourir à la méthode métaphysique qui consiste à prôner une tactique adaptée à une situation donnée dans une situation différente. C'est pourquoi le PCC s'efforcera de comparer les États-Unis au camp fasciste tel qu'il existait pendant la guerre d'agression contre l'Union soviétique. Ainsi, dans la « Lettre en 25 points », on peut lire :

Mettant à profit la situation née après la Seconde guerre mondiale et ayant pris la relève des fascistes allemands, italiens et japonais, les impérialistes américains essaient d'établir un immense empire mondial sans précédent dans l'histoire^[117].

Ce parallèle des États-Unis avec le camp des États fascistes, qui conduisit à la tactique de front uni contre eux, est fait sans tenir compte de la situation dans laquelle le PC(b) d'Union soviétique lança le mot d'ordre de Front uni contre les États fascistes. Comme l'a montré le texte de G. Dimitrov publié dans le *Bulletin International*, n° 15, on a vu que l'Internationale, au début de la guerre, ne faisait pas de différence entre les États impérialistes et définissait à juste titre la guerre comme étant inter-impérialiste. Ce n'est qu'après l'agression contre l'Union soviétique par le camp fasciste que le prolétariat mondial se devait de tout faire pour que la patrie du socialisme sorte victorieuse de la guerre. Or, le PCC fera tout pour obscurcir cette question et tentera de faire croire que l'Internationale Communiste et Staline avaient toujours lutté aux côtés des États impérialistes « démocratiques » contre les États fascistes. Il va faire de la juste tactique élaborée par Staline et l'Internationale Communiste pendant la guerre d'agression contre l'URSS une ligne générale applicable à n'importe quel moment. Un texte chinois poussera même le cynisme jusqu'à attribuer à Staline le « mérite », qui fut celui de Mao Tsétoung de définir pour une longue période, sans tenir compte s'il y avait ou non agression contre l'URSS, un front uni mondial :

Un des grands mérites de Staline est d'avoir analysé correctement la lutte des classes sur le plan international, d'avoir défini la principale contradiction existant dans le monde et désigné le principal ennemi de tous les peuples, et par voie de conséquence, d'avoir avancé le juste mot d'ordre du front uni antifasciste et d'être parvenu à rallier toutes les forces antifascistes du monde dans le front uni antifasciste ayant l'Union soviétique et le prolétariat des autres pays comme force principale.^[118]

Il faut remarquer la similitude de la démarche de Thorez qui, lui aussi, se servira constamment de la soi-disant analogie avec la montée du fascisme pour justifier des fronts unis anti-fascistes bien après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Par exemple, lors de son salut au XXII^e Congrès du PC de l'Union soviétique, il aura l'impudence de déclarer :

Nous sommes prêts à collaborer sur tous les terrains, avec tous les partis, tous les groupements, tous les hommes qui se proposent et se proposeront comme but : le rétablissement et le renouvellement de la démocratie, la liquidation du complot fasciste, la paix en Algérie, la paix en Europe et dans le monde^[119].

Ainsi Thorez et Mao se sont toujours servis de justes tactiques élaborées à un moment précis par d'authentiques communistes pour essayer de transformer ces tactiques en ligne générale d'action pour le mouvement communiste international.

II - APPLICATION DE LA THEORIE DU FRONT UNI MONDIAL AUX PAYS IMPERIALISTES DE SECOND RANG

Cette théorie en arrive à nier le caractère impérialiste des impérialismes de second rang. Ceci sera particulièrement visible pour la France. Au lieu de définir un système d'États impérialistes ayant à sa tête l'impérialisme américain et qui exerçait sa domination principalement sur les peuples des colonies et des néo-colonies, le PCC mit l'accent sur la domination presque exclusive des États-unis, en insistant sur leur prépondérance par rapport aux autres pays impérialistes. Il escamotait ainsi la domination impérialiste qui s'exerçait sur certains petits pays et dans certaines zones par les autres pays impérialistes.

Ainsi, dans la « Lettre en 25 points », peut-on lire :

Leur objectif stratégique [des impérialistes américains] a toujours été d'envahir et de dominer la zone intermédiaire située entre les États-unis et le camp socialiste, d'étouffer la révolution des peuples et nations opprimés, de passer à la destruction des pays socialistes, et, par là, de placer tous les peuples, tous les pays du monde, y compris les alliés des États-unis, sous la servitude et la domination du capital monopoleur américain^[120].

Ainsi, tous les peuples, tous les pays ont un même ennemi et, face à l'impérialisme américain, se retrouvent dans le même sac pays impérialistes avec leurs colonies et leurs néo-colonies. D'autres textes chinois essayèrent de mieux cerner cette « zone intermédiaire », car elle recouvrait d'un même voile deux types de pays aussi différents que des pays impérialistes et des pays colonisés et néo-colonisés : aussi un nouveau voile fut-il tendu pour tenter de mieux obscurcir la situation et cette « zone » se trouva divisée en deux « zones intermédiaires ». Ainsi Louo Jouei-king écrivait :

Aujourd'hui, l'impérialisme américain cherche à liquider le socialisme, à s'emparer des vastes régions de la première zone intermédiaire que constituent l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, mais encore à contrôler les pays capitalistes impérialistes d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord, d'Océanie, ainsi que le Japon, c'est-à-dire les pays de la deuxième zone intermédiaire^[121].

Dans ce texte, l'auteur, qui n'a pas « compris » l'essence de la domination impérialiste, et que la lutte des impérialistes entre eux coexiste avec leur unité pour maintenir les pays colonisés et néo-colonisés dans leur orbite, conclut de façon mécaniste :

Cette politique d'hégémonie mondiale ralliera inmanquablement plus de 90 pour cent de la population mondiale contre l'impérialisme américain qui, abandonné et trahi par les siens, cerné de toutes parts par ses ennemis, se verra acculé pas à pas à l'isolement le plus complet.^[122]

Cela montre à quel point l'auteur nie l'essence de l'impérialisme, car de petits États impérialistes, même peu puissants, préféreront s'allier avec les États-unis pour préserver un peu de plus-value qu'ils extorquent des pays colonisés ou néo-colonisés, plutôt que faire un « front » avec ces derniers contre les États-unis, si ce « front » suppose de leur part l'abandon des liens impérialistes qu'ils avaient avec ces pays. Les camarades albanais, dès cette époque, avaient bien mis l'accent sur le fait que la lutte anti-impérialiste ne pouvait se résoudre à la seule lutte contre l'impérialisme américain. Ainsi, ils soulignaient :

L'alliance agressive de l'OTAN traverse de mauvais moments, elle est rongée par de profondes contradictions. La bourgeoisie impérialiste française n'entend pas se soumettre au diktat américain, aussi bien dans le domaine militaire que dans le domaine économique et pour se débarrasser du joug américano-anglais, et ne pas être isolée, la bourgeoisie française s'est liée et s'efforce de renforcer l'alliance avec Bonn qui constitue un danger pour la paix en Europe et dans le monde^[123].

Et les camarades albanais condamnaient :

la sous-estimation des lois générales, l'éloignement de la vérité générale du marxisme-léninisme sur la révolution socialiste et l'édification socialiste, sous le prétexte de phénomènes nouveaux et des particularités nationales [...]^[124].

Ils montraient que, au contraire :

Les phénomènes nouveaux, loin de rejeter le marxisme-léninisme, ses enseignements fondamentaux sur le capitalisme et l'impérialisme, sur la lutte des classes et la révolution, sur l'État et la dictature du prolétariat, etc., ne font que le confirmer encore mieux^[125].

Et ils insistaient sur la justesse de la ligne consistant à ne pas passer de compromis avec « sa » bourgeoisie dans un pays impérialiste où la tâche du prolétariat est d'instaurer le socialisme. La fameuse théorie chinoise des « zones intermédiaires » allait donner, appliquée à l'exemple français, une bien curieuse critique contradictoire. Pour bien voir le caractère contradictoire de cette critique, il faut comprendre qu'en tant que voulant se faire le porte-parole des peuples colonisés et garder son audience révolutionnaire à un moment propice, le PCC était obligé de critiquer l'attitude du PCF pendant la guerre d'Algérie. Mais vu son analyse, sous-estimant quasi totalement le caractère impérialiste de la France, il donnait simultanément aux Français le devoir de lutter pour la défense nationale afin de préserver leur indépendance nationale. Ainsi s'explique cette phrase grossièrement contradictoire :

Depuis de longues années, ils [les dirigeants du PCF] ont abandonné la lutte contre l'impérialisme américain, se refusant à s'opposer énergiquement au contrôle et aux entraves imposés par celui-ci à la France dans les domaines politique, économique et militaire et remettant ainsi définitivement à de Gaulle et autres le drapeau français de la lutte nationale contre l'impérialisme américain ; et d'autre part, ils ont usé des prétextes et des moyens les plus divers pour défendre les intérêts coloniaux des impérialistes français, ils ont refusé leur appui, et se sont même opposés, aux mouvements de libération nationale des colonies françaises, aux guerres révolutionnaires nationales en particulier, et ils ont sombré dans le bourbier du chauvinisme^[126]

Dans sa vaine tentative d'opposer réellement l'impérialisme français et l'impérialisme américain, le PCC a voulu oublier que la défense de la « nation » française, de l'indépendance de la France impérialiste passait par l'alliance obligatoire avec l'impérialisme américain. Ainsi, il n'y a pas deux phénomènes dissociables, mais un seul : l'impérialisme français affaibli qui était pourtant défendu avec tant de véhémence par Thorez et qui cherchait à reprendre sa vigueur

Tous les observateurs sont convaincus que, dans notre pays, le Parti communiste, plus que tout autre, dispose de cette confiance du peuple. C'est pourquoi un gouvernement à présidence communiste aurait infiniment plus de facilités que tout autre pour assurer l'oeuvre de renaissance intérieure comme aussi pour garantir au dehors le respect des droits de la France^[127].

Car il faut dire que Thorez, en tant que représentant de la bourgeoisie française, n'a jamais conçu la France, même socialiste, comme limitée à l'hexagone ! Le socialisme à la Thorez était un « socialisme » étendu aux pays colonisés par la France, il consentait à la « libération » des peuples colonisés si les intérêts français étaient préservés. Il se faisait, en fait, l'ardent défenseur du colonialisme, puis du néo-colonialisme. Aussi Thorez pouvait-il écrire :

Le programme ne néglige pas les problèmes de l'Union française : seules, la liberté et la fraternité des peuples peuvent garantir la pérennité de l'influence française et les cadres politiques correspondants^[128].

Et ce texte de 1946 n'est que l'écho de celui qu'il écrivait dix années plus tôt. Concernant les peuples coloniaux, le programme demande :

la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et morale dans les territoires français d'outre-mer, notamment de l'Afrique française du Nord et en Indochine. De nombreux télégrammes qui nous parviennent d'Algérie, de Tunisie, du Maroc et d'Indochine, disent les espoirs des populations indigènes^[129].

On doit bien comprendre que la défense de l'indépendance de la France, tant qu'elle n'est pas socialiste, ne peut être que la défense de la France impérialiste (à moins, bien entendu, que son Etat soit détruit militairement, politiquement et économiquement et subordonné à un autre Etat impérialiste - à ce moment, il ne s'agit d'ailleurs pas de défense de l'indépendance mais de lutte de libération). Les influences économiques inter-impérialistes sont inévitables au stade de développement atteint par le système impérialiste, et le prolétariat n'a pas et ne doit pas essayer de développer une lutte d'indépendance nationale dans un pays impérialiste car de ce fait il défend obligatoirement les intérêts impérialistes de sa nation. Si, pour le PCC De Gaulle a été le meilleur défenseur des intérêts nationaux de la France, c'est que la bourgeoisie au pouvoir préférerait que ce soit cette fraction de la bourgeoisie, de préférence à celle représentée par le PCF, qui prenne en main cette tâche. Et le mot d'ordre si souvent lancé depuis 1936 : Nous combattons pour l'avenir de notre peuple, pour son bonheur et pour sa grandeur matérielle, intellectuelle et morale ne peut être dissocié de celui-ci

[...] une France ayant retrouvé dans le monde, par l'effort pacifique de notre peuple, une place digne de son rayonnement au cours des siècles écoulés ^[130].

C'est bien l'influence française dans le monde, c'est-à-dire l'impérialisme français, que défend Thorez quand il prône le bonheur et la grandeur matérielle et morale pour le peuple de France. Et il ne peut en être autrement, les communistes ne peuvent soutenir la lutte d'indépendance nationale de leur nation quand cette dernière est impérialiste, sinon ils ne font que représenter les intérêts de leur bourgeoisie. Les communistes authentiques doivent lutter pour la destruction complète des liens de domination hérités du système impérialiste entre leur pays et les pays colonisés et néo-colonisés, et ce, quels que soient les sacrifices matériels à consentir pour y arriver. Et la « Lettre en 25 points » est finalement très claire elle condamne le PCF pour son chauvinisme et son opposition aux luttes de libération nationales, mais elle félicite De Gaulle pour sa lutte pour l'indépendance nationale. Or De Gaulle ne fut jamais que le porte-parole de la bourgeoisie impérialiste française, qui, tout en s'opposant dans une certaine limite à l'emprise politique des États-Unis sur notre pays, préconisa la transformation de certaines colonies où la situation militaire devenait dangereuse, en États néocolonisés où la France gardait une influence certaine. En fait, le reproche adressé dans la « Lettre en 25 points » au PCF, alors que celui-ci a toujours eu la même attitude que De Gaulle face à l'indépendance nationale, montre bien l'attitude ambiguë adoptée par le PCC vis-à-vis des pays impérialistes de second rang : d'une part on critique le chauvinisme des partis révisionnistes dans la question des pays colonisés et néo-colonisés, mais de l'autre on soutient la lutte dite nationale menée par les dirigeants bourgeois (tel De Gaulle) contre l'impérialisme américain, en omettant de préciser que cette lutte, dite d'indépendance, n'est qu'une lutte pour la sauvegarde de l'influence de l'impérialisme français dans le monde. De ce point de vue le prolétariat n'a et n'avait aucune couronne à déposer aux pieds de De Gaulle sous prétexte qu'il a conservé ce qui pouvait être conservé de la « grandeur » française. Quant au prolétariat français, il doit au contraire agir pour abattre sa bourgeoisie et liquider tous les intérêts qu'elle a dans le monde et que garantit la « grandeur française ». Et quand, dans certaines brochures, le PCC était contraint de reconnaître le caractère impérialiste qui animait la politique française comme dans la brochure de Fan Sieu-tchou :

[...] les pays d'Europe occidentale s'insurgent contre ce contrôle et mettent sérieusement l'hégémonie américaine au défi. Les contradictions entre la France et les États-Unis sont devenues un antagonisme à l'échelle planétaire ^[131].

c'était pour conclure :

Quand il s'agit d'en finir avec une bande de malfaiteurs, il importe avant tout, de mettre la main sur le chef, et la première tâche de tous les marxistes-léninistes, de tous les révolutionnaires, est de faire l'unité entre les peuples, de diriger la pointe de leur combat contre l'impérialisme américain ^[132].

III - LA ZONE DES TEMPÊTES

1. UNE ÉPOQUE PRÉTENDUMENT NOUVELLE.

Le PCC, pour caractériser l'époque prétendument nouvelle qu'il décrivait comme étant celle de la « pensée Maotsetoung », mit en avant l'essor des mouvements de libération nationale. Il ira, dans la « Lettre en 25 points », jusqu'à définir une seule contradiction (vers laquelle toutes convergent) :

C'est dans les vastes régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine que convergent les différentes contradictions du monde contemporain, que la domination impérialiste est la plus faible, et elles

constituent aujourd'hui la principale zone des tempêtes de la révolution mondiale qui assène des coups directs à l'impérialisme^[133].

L'analyse de Thorez, en 1960, n'était pas très éloignée de cette thèse ; il écrivait, en effet :

Un autre des traits principaux de notre époque est l'éveil des peuples naguère encore écrasés sous le joug colonial. Le développement du mouvement de libération nationale, impulsé par la Révolution d'Octobre et par le succès du camp socialiste, précipite la décomposition de l'impérialisme, qui a cessé d'exercer sa domination sur la majeure partie de l'humanité^[134].

Cette définition d'une nouvelle époque est le reflet d'une démarche aprioriste car, s'il ne vient à personne l'idée de nier qu'à cette époque les luttes de libération nationale ont connu un essor sans précédent dans l'histoire, il ne faut pas perdre de vue que nous sommes toujours à l'époque de la révolution prolétarienne. Tant que l'impérialisme continuera d'exister, tout pays colonisé qui ne s'affranchira pas du joug de l'impérialisme sous direction de son parti prolétarien, mais sous la direction de sa bourgeoisie nationale, ne peut espérer arriver au socialisme mais retombera dans l'ornière néo-colonialiste. Le tour de passe-passe que va opérer le PCC sera, premièrement, mettre sur le même plan mouvement révolutionnaire national et démocratique et mouvement socialiste :

Le mouvement révolutionnaire national et démocratique de ces régions et le mouvement révolutionnaire socialiste dans le monde sont les deux grands courants historiques de notre époque^[135].

Et ceci pour, dans un deuxième temps, fondre ces deux mouvements en un seul :

Les révolutions nationales et démocratiques de ces régions constituent une partie intégrante importante de la révolution mondiale prolétarienne de notre époque^[136].

Si la révolution démocratique constitue à elle seule une partie de la révolution prolétarienne, le parti du prolétariat n'a plus de rôle spécifique à jouer dans la lutte de libération nationale. Et, sur ce point, on peut voir comment les conceptions empiriques sont néfastes pour les communistes. En effet, le PCC et Mao n'ont fait que généraliser leur expérience immédiate. Ouvrant dans une situation où la voie pour l'accès au socialisme ne pouvait être ouverte que par la lutte de libération nationale, ils ont confondu socialisme et libération nationale, en soumettant tout, y compris les intérêts du prolétariat, à la lutte de libération. C'est d'ailleurs ce qu'affirme clairement Mao :

C'est un principe établi que, durant la Guerre de Résistance, tout doit être subordonné aux intérêts de la Résistance. C'est pourquoi les intérêts de la lutte des classes devront être subordonnés à ceux de la Guerre de Résistance et non aller à leur rencontre^[137].

Dès lors, des couches extrêmement larges vont être partie prenante de la lutte pour le socialisme :

Elles englobent non seulement des ouvriers, des paysans, des intellectuels et des éléments petits-bourgeois, mais aussi la bourgeoisie nationale patriote, et même certains rois, princes et aristocrates patriotes^[138].

Et ce n'est pas un hasard si la « Lettre en 25 points », parlant des pays qui ont nouvellement acquis leur indépendance, ne prend pas comme critère, pour les distinguer, de savoir quel parti dirige - et l'on peut être surpris par les conseils donnés à ces pays :

Les pays nationalistes qui ont récemment conquis leur indépendance politique ont encore devant eux les tâches ardues de la consolidation de l'indépendance politique, de la liquidation complète des forces impérialistes et de la réaction intérieure, de la réalisation de la réforme agraire et d'autres réformes sociales, et du développement de l'économie et de la culture nationales^[139].

Ne pas mettre en avant l'émancipation économique qui, elle seule, peut permettre une véritable indépendance politique, c'est prêcher en fait pour les néo-colonialistes, car parler d'indépendance politique pour un pays économiquement dépendant d'un ou plusieurs impérialismes n'est qu'une supercherie. Un tel pays ne peut pas prendre, en effet, de positions indépendantes, mais il peut seulement, ponctuellement, prendre ses distances vis-à-vis des pays qui le dominent. Laisser croire, en effet, que des pays dirigés par une bourgeoisie « progressiste » puissent avoir une juste politique anti-impérialiste, c'est précisément défendre là un des fondements de l'analyse

révisionniste, car il passe sous silence le fait que seul un pays dirigé par un parti prolétarien peut avoir une politique véritablement juste. Et les tenants de la thèse révisionniste se servent de telle ou telle déclaration momentanée ou ponctuelle des dirigeants bourgeois des pays néo-colonisés pour essayer de leur décerner le label de luttteur acharné contre l'impérialisme. Rien ne doit donc nous étonner si Thorez reprend cette analyse à son compte :

Si la plupart de ces jeunes États d'Asie et d'Afrique restent dans le cadre d'une société capitaliste, beaucoup d'entre eux, loin de constituer un arrière politiquement sûr pour l'impérialisme, combattent résolument ce dernier. Ce groupe forme avec les pays socialistes une vaste zone de paix.^[140]

2. LE RETENTISSEMENT DE CE CONCEPT SUR LA LUTTE DU PROLÉTARIAT DES MÉTROPOLES IMPÉRIALISTES.

Pour Thorez, « l'heure a sonné la disparition du régime colonial sous toutes ses formes » et « le poids de l'impérialisme français dans la politique mondiale ne cesse de diminuer »^[141].

De ce soi-disant écroulement de l'impérialisme français provoqué en partie par la diminution de l'empire colonial français, Thorez va prétendre que l'heure est venue au passage pacifique au socialisme. Dans la « Lettre en 25 points » qui pourtant cite une juste phrase de Lénine :

Le mouvement révolutionnaire des pays avancés ne serait, en fait, qu'une simple duperie sans l'union complète et la plus étroite dans la lutte des ouvriers en Europe et en Amérique contre le capital et des centaines et des centaines de millions d'esclaves « coloniaux » opprimés par ce capital^[142],

on lit avec surprise :

Sans l'union avec les nations opprimées, sans la libération de celles-ci, la classe ouvrière des pays capitalistes d'Europe et d'Amérique n'aura jamais sa libération^[143].

Bien entendu, pour reprendre l'analyse de Marx, *un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre*,^[144] et la révolution prolétarienne dans les pays impérialistes libérera les colonies. Avant la révolution, le prolétariat des métropoles impérialistes doit tout faire pour la libération des peuples opprimés, d'où la nécessité signalée par Lénine d'union entre le prolétariat et les centaines et centaines de millions d'esclaves « coloniaux », mais demander au prolétariat des pays impérialistes d'attendre pour faire la révolution « la libération des nations opprimées », voilà qui ramène finalement à rompre l'union existant entre le prolétariat des métropoles impérialistes et les peuples des pays colonisés et néo-colonisés dans la lutte contre la bourgeoisie impérialiste. Et, une fois de plus, l'ambiguïté persiste. On ne sait pas de quelle libération il s'agit. S'agit-il d'une libération dirigée par le prolétariat ou d'une libération s'intégrant dans le néo-colonialisme ? Ce n'est pas un hasard si c'est de cette époque que date la transformation du fameux mot d'ordre repris par Lénine : « *Prolétaires de tous les pays et peuples opprimés, unissez-vous* », en ces deux slogans mis alternativement en avant par le PCC : « *Prolétaires de tous les pays, et nations opprimées, unissez-vous* », et « *Prolétaires de tous les pays, peuples, nations et pays opprimés, unissez-vous* ».

3. LES ORIGINES DE CES THÉORIES.

Cette rupture du lien existant entre les prolétariats des métropoles impérialistes et les peuples des nations opprimées n'est pas nouvelle. Elle repose en fait sur la différence de caractère de la lutte qui existe dans les métropoles impérialistes et dans les pays colonisés ou néo-colonisés. Comme ces derniers ont une forte majorité de paysans et peu de concentration industrielle, certains théoriciens se sont depuis longtemps évertués à considérer les métropoles impérialistes comme des villes, et les pays colonisés et néo-colonisés comme la campagne :

Si l'on prend le monde dans son ensemble, l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale peuvent être tenues pour ses « villes » et l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine en seraient la « campagne ». Le mouvement révolutionnaire du prolétariat des pays capitalistes de l'Amérique du Nord et d'Europe occidentale a provisoirement marqué le pas, pour des raisons diverses, depuis la Seconde guerre mondiale, tandis que le mouvement révolutionnaire des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine s'est développé vigoureusement. Et, dans un sens, la révolution mondiale connaît aujourd'hui une situation qui voit les villes encerclées par la campagne. Finalement, c'est de la lutte révolutionnaire des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, où vit l'écrasante majorité de la population mondiale, que

dépend la cause révolutionnaire mondiale. Aussi les pays socialistes doivent-ils considérer le soutien à accorder à la lutte révolutionnaire des peuples de ces trois continents comme un devoir internationaliste qui leur revient. La Révolution d'Octobre a inauguré une ère nouvelle pour la révolution des nations opprimées. Son triomphe a jeté un pont entre la révolution socialiste prolétarienne d'Occident et la révolution nationale et démocratique des pays coloniaux et semi-coloniaux d'Orient. Et la révolution chinoise a tranché la question de la liaison entre révolution nationale et démocratique et révolution socialiste des pays coloniaux et semi-coloniaux. Le camarade Mao Tsé-toung a montré que toutes les révolutions anti-impérialistes qui se sont produites ou qui se produiront dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux après la Révolution d'Octobre, ne participent plus de la révolution mondiale bourgeoise, capitaliste, mais font partie de la nouvelle révolution mondiale, c'est-à-dire de la révolution mondiale prolétarienne, socialiste^[145].

Or cette thèse, qui revient à faire des colonies et néocolonies la campagne du monde, n'avait rien de nouveau. Ce qui est nouveau, c'est la révolution conçue comme une grande Jacquerie, où le paysan révolté entraîne dans son sillon le prolétariat mondial. Dire que toutes les révolutions anti-impérialistes qui se produiront dans le monde après la Révolution d'Octobre feront partie de la révolution socialiste, c'est précisément la meilleure façon de laisser guider la révolution par la paysannerie et la bourgeoisie dite nationale. En effet, si le prolétariat dans les pays colonisés ou néo-colonisés ne joue pas son rôle de guide en oeuvrant à la transformation des rapports de production, alors, inéluctablement, la révolution anti-impérialiste (qu'il vaudrait mieux qualifier de révolte) évoluera dans le sens bourgeois car, comme Lénine l'avait déjà indiqué : « la petite propriété à toute heure, inexorablement, engendre la grande ». De plus, une telle formulation nie la possibilité de développement des États néo-colonisés. Or l'histoire a bien montré le contraire. Juste après la Révolution russe, la Turquie, aidée par l'exemple de l'URSS, fit sa révolution anti-impérialiste et démocratique et fut, à ce titre, appuyée par l'URSS. Ceci ne l'empêcha pas de devenir un Etat néo-colonial et, à ce titre, elle tenta une guerre d'agression contre l'URSS, guerre qu'elle perdit. Cet exemple historique aurait dû tempérer le bel enthousiasme de Mao ! Pour en revenir à la question de l'encerclement des villes par les campagnes, il faut noter que déjà Boukharine, dans son Projet de Programme présenté au VI^e Congrès de l'Internationale Communiste, avait émis une telle analyse :

Dans notre projet, il y a quelques principes généraux ; par exemple nous juxtaposons les colonies comme « campagne mondiale » aux pays industriels comme « ville mondiale ». Et, en effet, que voyons-nous en considérant le tableau général de l'économie mondiale du point de vue de notre avenir ? Des pays industriels puissants qui, sous le rapport des classes, représentent des centres du prolétariat industriel. Ce sont pour ainsi dire les grandes villes dans l'économie mondiale, tandis que la périphérie coloniale ou d'anciennes colonies représente en quelque sorte un village gigantesque, la périphérie rurale, par rapport à ces centres industriels^[146].

Le camarade Narayan, du PC de l'Inde, avait critiqué le chauvinisme et le révisionnisme cachés derrière de telles analyses :

Prenons, par exemple, ce paragraphe du premier chapitre du projet de programme, où il est dit « ... que les mouvements coloniaux du prolétariat doivent se développer sous la direction du mouvement révolutionnaire du prolétariat des métropoles ». Cela veut dire que le mouvement prolétarien aux Indes doit se développer sous la direction du parti communiste anglais ou que le mouvement communiste japonais doit se dérouler sous la direction du parti communiste hollandais. Personne ne niera que grâce à la structure organique de l'impérialisme, l'Inde et l'Angleterre soient étroitement liées entre elles et que, pour cette même raison, les partis communistes des Indes et de l'Angleterre soient aussi organiquement liés entre eux dans leurs efforts de réaliser la révolution prolétarienne dans ces deux pays. Mais cela ne veut point dire que le parti colonial doive être subordonné à la direction du parti de la métropole impérialiste. [...] Plus loin encore, on dit que les colonies et les semi-colonies ont une grande importance dans cette période transitoire, parce qu'elles représentent, à l'échelle mondiale, des districts ruraux par rapport aux pays industriels qui sont des villes. Je pense que cette formule n'est pas non plus très heureuse. Si nous disons que les colonies et les semi-colonies sont des villages mondiaux, cela veut dire que l'on n'y trouve aucun développement capitaliste. Or il n'en est rien pour l'Inde. Mais cela implique aussi que, si l'on y trouve quelque développement capitaliste, ce développement sera entravé et étouffé et que les colonies et les semi-colonies seront réduites à l'état de fournisseurs de matières premières à l'Occident industriel^[147].

Un autre délégué du VI^e Congrès de l'IC, celui du PC d'Afrique du Sud, Bunting, allait soulever un problème important qui, jusqu'à aujourd'hui, a servi à masquer des déviations extrêmement graves, celui de la sous-estimation du prolétariat dans les colonies et néo-colonies :

J'ai lu le projet de programme de l'Internationale communiste ; il déclare qu'il y a deux forces révolutionnaires essentielles : le « prolétariat » des métropoles et les « masses » des colonies. Je proteste contre cette distinction rudimentaire. Nos ouvriers ne sont plus seulement des « masses », ils sont des prolétaires, au même titre que ceux des autres continents. Le projet de programme n'assigne aux colonies que le devoir de se révolter contre l'impérialisme. Les révoltes nationalistes qui se sont produites jusqu'ici dans l'Afrique du Sud, n'ont pas été organisées par les ouvriers noirs, mais par les nationalistes hollandais. Ceux-ci vivent actuellement en paix avec l'Angleterre et ont accepté une formule qui leur donne l'indépendance nominale. Encourageons le mouvement nationaliste par tous les moyens, mais, en Afrique du Sud, nous pouvons faire plus, en tant que mouvement ouvrier. Ni le projet de programme, ni le discours du camarade Boukharine ne parlent du prolétariat des colonies comme tel, ni de sa force de classe. En tant que classe, on les condamne à l'inactivité^[148].

IV - LES RACINES DE LA PENSÉE DE MAO TSETOUNG

Nous avons montré que le Front uni, tel qu'il fut préconisé par le PCC, ne reflétait pas les intérêts généraux du prolétariat mondial, mais qu'il relevait de l'appréciation portée par le PCC sur l'impérialisme américain. En tant que principal pays impérialiste qui essayait d'étendre son influence en Asie, c'était effectivement alors le principal danger pour l'Etat chinois. C'est d'ailleurs ce que reconnaissait Mao Tsétoung :

[...] en s'emparant de la Chine, l'impérialisme américain mettrait la main sur toute l'Asie ^[149].

Or, Staline avait déjà noté :

En apparence la « sérénité » règne partout : les États-unis d'Amérique ont réduit à la portion congrue l'Europe occidentale, le Japon et les autres pays capitalistes... Considérons d'abord l'Angleterre et la France. Il est certain que ce sont des pays impérialistes^[150].

Il concluait :

N'est-il pas plus exact de dire que l'Angleterre capitaliste et, à sa suite, la France capitaliste seront finalement obligées de s'arracher à l'étreinte des USA et d'entrer en conflit avec eux pour s'assurer une situation indépendante et, bien entendu, des profits exorbitants ? ^[151].

C'était là pour Staline l'origine des guerres : la persistance de pays impérialistes. Et s'il ne pensait pas qu'une nouvelle guerre mondiale puisse commencer par une agression contre l'URSS, c'est que, disait-il

[...] *La guerre contre l'URSS, pays du socialisme, est plus dangereuse pour le capitalisme, que la guerre entre pays capitalistes*^[152].

Dans son entretien avec Anna-Louise Strong, que nous avons déjà cité, Mao Tsétoung avait, dès cette époque, liquidé le concept de la guerre comme étant le résultat des conflits inter-impérialistes. Pour lui ce n'était que le résultat de la politique des États-unis :

Une zone très vaste englobant de nombreux pays capitalistes, coloniaux et semi-coloniaux en Europe, en Asie et en Afrique sépare les États-unis de l'Union soviétique. Avant que les réactionnaires américains n'aient assujéti ces pays, une attaque contre l'Union soviétique est hors de question ^[153].

On voit ici que Mao cherchait à faire des États-unis la cible en les présentant comme les seuls auteurs de guerre. Pour lui, ce n'était pas le système impérialiste mais l'Etat américain qu'il fallait abattre. Sur cette question il rejoignait les empiristes que Staline critiquait si justement :

Ils voient les phénomènes extérieurs affleurant à la surface, mais ils n'aperçoivent pas les forces profondes qui, bien qu'agissant momentanément de façon invisible, n'en détermineront pas moins le cours des événements ^[154].

Dans les textes de Mao Tsétoung de cette époque, on peut déjà discerner une tendance chauvine. Par exemple, dans son Rapport à la II^e session du Comité central issu du VII^e Congrès, il ne situait pas la révolution chinoise par rapport aux intérêts du prolétariat mondial, il réduisait la révolution chinoise à son cadre national :

Le peuple chinois peut vivre sans demander l'aumône aux impérialistes ; bien plus, il vivra mieux qu'on ne vit dans les pays impérialistes^[155].

Dans La Démocratie nouvelle Mao va montrer clairement quelle classe il soutenait en fait. Il écrit, en effet :

Avant ces événements [la Révolution d'Octobre en Russie], la révolution démocratique bourgeoise chinoise relevait de l'ancienne catégorie, celle de la révolution démocratique bourgeoise mondiale, dont elle constituait une partie. Depuis ces événements, elle est entrée dans une nouvelle catégorie de révolution démocratique bourgeoise, et, par rapport à l'ensemble du front de la révolution, elle fait partie de la révolution socialiste prolétarienne mondiale^[156].

Affirmer qu'une révolution démocratique bourgeoise, après la Révolution d'Octobre, entre automatiquement dans le cadre des révolutions socialistes, c'est se mettre sur les positions de la bourgeoisie en perdant de vue que « la question nationale n'est qu'une partie de la question générale de la révolution prolétarienne ». Staline a bien montré quel était le devoir des communistes face aux mouvements nationaux :

Il s'agit d'appuyer ceux des mouvements nationaux qui tendent à affaiblir, à renverser l'impérialisme, et non à le maintenir et à le consolider. Il est des cas où les mouvements nationaux de certains pays opprimés entrent en conflit avec les intérêts du développement du mouvement prolétarien. Il va de soi que dans ces cas-là, on ne saurait parler de soutien^[157].

En refusant d'étudier la révolution chinoise du point de vue des intérêts du prolétariat mondial et en ne se situant qu'au niveau de l'intérêt national chinois, Mao était forcément le défenseur de la bourgeoisie nationale chinoise. Et c'est cette position de classe qui le rendait incapable de développer le marxisme-léninisme et c'est ce qui explique son analyse aprioriste de la situation mondiale. Refusant de lutter contre la bourgeoisie dans son pays, il n'était pas à même de s'apercevoir que certaines bourgeoisies impérialistes, bien que temporairement affaiblies, pouvaient se développer. C'est ce qui explique l'emploi du terme de zone intermédiaire, prélude à la théorie des trois-mondes, qui lui permettait au niveau mondial de passer des alliances avec différentes bourgeoisies de toutes natures. Dans « De la juste solution des contradictions au sein du peuple », on voit nettement vers quel chemin conduit la « dialectique » de Mao :

La situation telle qu'elle existe aujourd'hui, où les États-Unis détiennent la majorité à l'ONU et contrôlent de nombreuses régions du monde, est seulement temporaire. Un jour, elle changera nécessairement. La situation de la Chine en tant que pays pauvre, auquel les droits sont déniés sur l'arène internationale, changera également : le pays pauvre deviendra un pays riche, l'absence de droits deviendra la plénitude des droits, c'est-à-dire qu'il se produira une conversion des choses en leur contraire^[158].

Si les États-Unis sont un « pays riche », c'est parce que la bourgeoisie des USA soumet à son exploitation les peuples de nombreux pays néo-colonisés. Un communiste ne peut donc pas avoir comme but de rattraper les États-Unis. Il est inadmissible, pour un communiste, d'opposer pays pauvres et pays riches car alors se trouvent rompus les liens internationaux du prolétariat. Aussi, la tentative de Bandoeng pour constituer un front des pays « pauvres » sans tenir compte de la classe dirigeant l'État et favorisant le développement des liens d'État à État au détriment des relations internationales que doit avoir le prolétariat, apparaît-elle comme fort suspecte. N'était-ce pas l'une des premières tentatives de la bourgeoisie chinoise pour se constituer comme « force » à l'échelon international, de façon à tenir tête aux « grands » « riches » ? Le fait qu'elle n'ait le camp socialiste et, son importance, le fait qu'elle n'essayait pas de jouer le rôle de base pour des révolutions ultérieures montre qu'elle était en dehors du camp du prolétariat. Et, pour pouvoir espérer avoir une place dans le jeu international, la bourgeoisie chinoise avait d'une part à apparaître sous un masque révolutionnaire et, d'autre part, à faire des concessions aux principaux impérialistes. Ainsi s'expliquent la tentative de faire de la pensée Mao Tsétoung le marxisme-léninisme de notre époque, les tentatives de Front uni proposé aux Russes bien après l'accession de Khrouchchev, les hésitations marquées par le PCC lors de sa destitution, puis les tentatives d'alliance avec l'impérialisme américain dont les prémices datent du voyage de Nixon en Chine en 1972. Ainsi, l'État chinois, fort de l'importance qu'il a dans la région, propose ses services aux principaux pays impérialistes pour devenir une tête de pont vis-à-vis des pays colonisés et néo-colonisés. Il faut rejeter la « théorie » des trois mondes et le fait de centrer la lutte contre le social-impérialisme soviétique déclaré pour l'occasion par la direction du PCC « ennemi principal des peuples du monde », mais par-dessus tout, ce qu'il faut condamner, c'est la façon d'opérer qu'a eu le PCC en soumettant les liens entre partis communistes aux liens entre États. Présenter les résultats de la diplomatie chinoise comme inaccessibles à la discussion et obligatoires pour tous les communistes du monde entier, voilà qui n'était pas digne d'un pays se réclamant du socialisme. Le résultat de cette politique chauvine fut

que jamais le développement de l'Etat chinois n'est apparu comme une lutte internationale. Staline, au XVI^e Congrès du PC(b) US, indiquait déjà :

On oublie que la lutte pour la construction socialiste est en même temps une lutte internationale, puisque notre pays forme la base de la révolution mondiale, puisque notre pays est le levier le plus important pour le développement du mouvement révolutionnaire international^[159].

Dans « Les principes du léninisme », il ajoutait :

Sans une telle lutte [lutte contre la tendance à se confiner dans le cadre strictement national], on ne saurait défendre la politique indépendante que doit mener le prolétariat des nations opprimées ni sa solidarité de classe avec le prolétariat des pays dominants dans la lutte pour le renversement de l'ennemi commun, dans la lutte pour le renversement de l'impérialisme ; sans une telle lutte, l'internationalisme serait impossible^[160].

Cette impossibilité à concevoir l'internationalisme prolétarien explique, tout naturellement, pourquoi le PCC s'est toujours opposé à sa réalisation concrète, à savoir la construction d'une Internationale Communiste. Ainsi, dans un texte du 4 février 1964, sont rapportés ces propos d'une délégation du PCC qui :

[...] déclara que dans les conditions concrètes de l'heure, où une direction centralisée comme celle de l'Internationale communiste n'existe pas et ne doit pas exister, il est tout à fait faux d'appliquer le principe exigeant la soumission de la minorité à la majorité dans les rapports entre partis frères^[161].

Si un marxiste-léniniste doit toujours refuser d'être organisé dans une organisation révisionniste, il était extrêmement grave de prendre prétexte de la domination des révisionnistes pour s'opposer à la création d'une nouvelle internationale communiste. La trahison révisionniste a servi la direction chinoise pour tenter d'éliminer l'internationalisme prolétarien. Et il faut rappeler quelle fut la juste position qu'adopta à cet égard le parti du Travail d'Albanie dès son V^e Congrès :

Les rangs des partis et des forces marxistes-léninistes doivent être fortement unis et bien organisés, trempés et préparés à soutenir une lutte de longue haleine. [...] Mais de l'avis de notre Parti, la création de liens de coopération et de coordination, conformes aux conditions nouvelles présentes, constitue une question indispensable et urgente^[162].

V - LA NOTION DE FRONT UNI MONDIAL ET LES PRETENDUS MARXISTES-LENINISTES FRANÇAIS

Comme nous l'avons vu, c'est sur un fond d'affaiblissement théorique général, et donc de la suprématie des thèses chauvines, que s'est opéré dans notre pays la rupture entre ceux qui se réclamaient du marxisme-léninisme et les révisionnistes du PCF. Dans cette rupture, la mise en avant des positions du PCC, qui fit tout pour apparaître comme le « leader » de l'opposition à Khrouchtchev, a contribué à désorienter ceux qui se dégagèrent du PCF vu principalement ses attitudes outrancières vis-à-vis de la question coloniale. Mettant cette question comme ligne de démarcation entre marxistes-léninistes et révisionnistes, cela allait permettre que la critique de fond du révisionnisme ne soit pas abordée. En particulier, cantonnant les révolutionnaires français au soutien de tous les mouvements de libération nationale, elle allait permettre de mettre sous le boisseau la question des tâches à prendre en main pour construire un véritable parti communiste représentant réellement les intérêts du prolétariat. Très vite la lutte théorique fut totalement estompée et remplacée par le soutien à l'Etat chinois face à l'Etat de l'URSS.

La lutte théorique ne pouvait, pas être menée à bien par ceux qui, dans les années 60, se réclamaient du marxismeléninisme. En effet, une telle lutte devait obligatoirement amener à se poser la question de savoir quel était l'héritage légué par le PCF ? Celui-ci avait-il été principalement un parti prolétarien ou un parti révisionniste chauvin ? A ces questions fondamentales, ceux qui représentaient les marxistes-léninistes ne pouvaient pas répondre car ils sortaient pour la plupart du PCF, tous avaient subi son influence. Ils pensaient alors qu'il suffisait d'avoir une certaine audience parmi les ouvriers et de clamer bien haut son soutien au pays où l'on estimait qu'il existait la dictature du prolétariat, pour pouvoir être considéré comme un parti communiste. L'opposition au révisionnisme du PCF devait finalement se borner à soutenir le PCC contre le PCF et contre le PC de l'URSS.

C'est pourquoi l'attitude du PTA fut assimilée à celle du PCC et non étudiée systématiquement. Ce caractère formel et incomplet de la démarcation d'avec les révisionnistes allait permettre à la ligne chauvine de réapparaître sous d'autres formes un peu moins grossières. Il est facile de comprendre dès lors pourquoi c'est la « Lettre en 25 points » qui jouera le rôle décisif dans la rupture, les textes des camarades albanais, qui, eux, dénonçaient l'abandon de la lutte contre « sa » bourgeoisie dans les pays impérialistes comme la France et l'Allemagne, furent passés sous silence. Staline avait souligné :

De là la nécessité d'une lutte opiniâtre, incessante, résolue, contre le chauvinisme métropolitain des « socialistes » des nations dominantes (Angleterre, France, Amérique, Italie, Japon, etc.) qui ne veulent pas combattre leurs gouvernements impérialistes, qui ne veulent pas soutenir la lutte des peuples opprimés de « leurs » colonies pour s'affranchir du joug, pour se séparer et se constituer en États ^[163].

Le refus de prendre en main la défense argumentée de Staline et du PC(b)US au profit de la mise en avant de Mao comme nouveau théoricien de la nouvelle époque, la mise sous le boisseau des textes albanais au profit de la mise en avant des textes de Mao (aussi réduits fussent-ils comme dans le Petit Livre Rouge) caractérisèrent l'essor de ce que l'on devait appeler « mouvement marxiste-léniniste en France ». Cela n'a rien qui doive surprendre, car tous ceux qui se réclamaient du marxisme-léninisme en France furent amenés à reprendre tout naturellement des thèses chauvines qui ne les désorientaient pas... La pensée de Mao Tsétoung, qui appelait à faire un front uni avec sa propre bourgeoisie, fut considérée comme une aubaine par ces soi-disant marxistes-léninistes. Ils n'avaient, en effet, qu'à se saisir de la défense de la politique de l'Etat chinois (comme le PCF la défense de la politique de l'Etat de Khrouchtchev) pour apparaître à peu de frais comme des représentants révolutionnaires authentiques dans notre pays. La rupture des liens internationaux du prolétariat leur convenait parfaitement dans la mesure où les communistes de notre pays n'avaient plus de comptes à rendre, en particulier aux communistes des peuples colonisés ou néo-colonisés. On voit même actuellement cette tradition chauvine qui s'exprime par la décision unilatérale de certains groupes se réclamant du marxisme-léninisme d'intégrer dans leurs rangs des ouvriers étrangers contre la volonté des partis ou des organisations communistes des pays d'où sont originaires ces ouvriers. Et ce n'est pas un hasard si, en 1965, dans un numéro spécial, L'Humanité Nouvelle essayait de faire le lien entre les Déclarations de 1957, de 1960 et la « Lettre en 25 points » sa ligne allant de Thorez à Mao Tsétoung était ainsi toute tracée :

Dans leur élaboration d'une plate-forme marxiste-léniniste française, les marxistes-léninistes français doivent prendre appui sur les Déclarations de 1957 et 1960 du Mouvement communiste international ainsi que sur le document autour duquel s'est cristallisé la prise de conscience antirévionniste des forces marxistes-léninistes mondiales et qui est la réponse du Comité central du Parti communiste chinois à la lettre du 30 mars 1963 du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique publiée sous le titre « Propositions concernant la ligne générale du Mouvement communiste international » et connue sous le titre « Proposition en 25 points » ^[164].

L'Humanité Nouvelle l'avoue sans détours, la « Lettre en 25 points » a été le « document autour duquel s'est cristallisé la prise de conscience anti-révionniste », et non - comme disent certains qui rêvent de reconstruire le PCF - une « défense symbolique ». En effet, la « Lettre en 25 points » a bel et bien été l'accoucheur de ce que l'on a coutume d'appeler « mouvement marxiste léniniste ». Les nombreuses rééditions de ce document (sans critiques ni avertissement, mais comme document de référence) sont révélatrices de ce fait. Ceci explique entre autres pourquoi nous avons mis si longtemps à retrouver le marxisme-léninisme et commencer à démasquer les sources françaises de l'opportunisme.

Dès lors que la « Lettre en 25 points » définissait la nécessité d'un front uni mondial anti-américain, il est évident que la tradition chauvine thorezienne a tout de suite saisi l'occasion et préféra de loin avoir à lutter contre l'impérialisme américain, puis contre le social-impérialisme (ou les deux), que contre l'impérialisme français. Dans la mesure où la pensée Mao Tsétoung cantonnait le prolétariat des pays impérialistes de second rang à s'intégrer dans le front uni mondial, et où le coup décisif serait donné à l'impérialisme américain, nos soi-disant marxistes-léninistes n'avaient plus qu'à créer des « Comités Vietnam de Base », des « Comités Indochine-Palestine », etc. Nous ne voulons pas dire ici que nous sommes contre le soutien des luttes anti-impérialistes qui se mènent partout dans le monde, mais que nous devons soutenir en priorité les luttes contre notre impérialisme, et que, d'autre part, en tant que communistes travaillant dans un pays impérialiste, la meilleure aide que nous puissions apporter à ces luttes, c'est de faire la révolution en France. Même un parti chauvin comme le PCMLF a pu, en effet, soutenir pendant un temps bref la lutte du peuple guadeloupéen et tirer gloire de la plus minime aide au peuple algérien de quelques-uns de ses membres : de la défense des luttes des peuples opprimés il fait même un critère pour se différencier du PCF, tout en adoptant la « théorie des trois mondes » qui conduit à prôner la défense nationale et donc le renforcement de l'armée française. Passant sous silence la question de savoir quelle

classe dirige, L'Humanité rouge a même trouvé un excellent moyen de se donner un label de révolutionnaire. Elle va soutenir, en particulier dans les colonies, la lutte des peuples non dirigés par le prolétariat et qui, ainsi, se retrouveront avec un statut certes préférable d'États néo-colonisés, mais qui ne remettent pas en cause l'impérialisme français lui-même. Ainsi J. Jurquet écrit :

Ces luttes ne s'identifiaient pas d'emblée à des révolutions prolétariennes et ne débouchaient pas forcément sur le socialisme à court terme... L'attitude à leur égard constitua un point de démarcation fondamental [souligné par nous] entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme moderne ^[165].

Ainsi J. Jurquet préfère soutenir les luttes qui ne font que chatouiller l'impérialisme français plutôt que de montrer la nécessité prioritaire de participer à des luttes qui l'ébranlent réellement, luttes dont l'importance avait été clairement exprimée par Lénine :

N'est-il pas clair que, sous ce rapport moins que sous tous les autres, on n'a pas le droit d'opposer l'Europe aux colonies ? La lutte des nations opprimées en Europe, capable d'en arriver à des insurrections et à des combats de rues, à la violation de la discipline de fer de l'armée et à l'état de siège, « aggravera la crise révolutionnaire en Europe » infiniment plus qu'un soulèvement de bien plus grande envergure dans une colonie lointaine. A force égale, le coup porté au pouvoir de la bourgeoisie impérialiste anglaise par l'insurrection en Irlande a une importance politique cent fois plus grande que s'il avait été porté en Asie ou en Afrique. [...] La dialectique de l'histoire fait que les petites nations, impuissantes en tant que facteur indépendant dans la lutte contre l'impérialisme, jouent le rôle d'un des ferments, d'un des bacilles, qui favorisent l'entrée en scène de la force véritablement capable de lutter contre l'impérialisme, à savoir : le prolétariat socialiste ^[166].

Au lieu de chercher à comprendre les enseignements de Lénine sur l'analyse de la chaîne impérialisme, nos soi-disant marxistes-léninistes ont préféré reprendre l'analyse de la pensée Mao Tsétoung sur la nécessité d'un front uni mondial contre le ou les maillons forts de l'impérialisme, et ainsi essayer de parer des vertus du marxisme-léninisme la très vivante tradition chauvine du mouvement ouvrier français. Le PCMLF a défendu le « Front uni anti-américain », puis plus tard le « Front uni contre les super-puissances » et enfin la « théorie des trois mondes ». Il faut citer quelques exemples de cette ligne :

Unis aux peuples du monde entier épris de paix et de liberté, agissons résolument contre le bastion du capitalisme, l'Impérialisme américain, car c'est de cette lutte nationale que naîtront les conditions concrètes les plus favorables pour ouvrir de manière décisive la voie révolutionnaire française vers une société socialiste ^[167].

Dans le Projet de Programme qui sortira du II^e Congrès du PCMLF, il faut noter que ces opportunistes regrettent que De Gaulle puisse apparaître comme défenseur de « l'indépendance nationale » et cela ne serait pas arrivé, selon eux, si le parti révisionniste n'avait pas abandonné le drapeau de l'indépendance nationale. Le PCMLF affirme avec netteté qu'il a pour tâche d'effectuer la reconquête de cette indépendance en menant une lutte intransigeante :

- aussi bien contre l'impérialisme français, oppresseur des autres peuples et ennemi de classe fondamental sur le plan national ; - que contre le gendarme sanguinaire de tous les peuples : l'impérialisme américain. Expliquer le sens et la portée de la lutte des peuples pour l'indépendance et le socialisme, rendre la classe ouvrière française solidaire de ces luttes, permet d'isoler l'impérialisme américain, ennemi n° 1 de tous les peuples, de lui passer la corde au cou et finalement de rendre de plus en plus faible l'aide qu'il pourrait apporter à notre propre impérialisme dans son combat anti-populaire ^[168].

Il faut apprécier la nuance entre « l'ennemi fondamental au niveau national » et « d'ennemi de tous les peuples » au niveau international. La ligne thorzénienne de défense de la bourgeoisie française n'est nullement remise en cause, mais simplement formulée d'une nouvelle façon, et l'origine de la défense de la « théorie des trois mondes » se trouve bien là : un ennemi national et un ennemi mondial, et donc dans la mesure où notre ennemi national lutte contre l'ennemi mondial, soutenons-le. Et le PCMLF n'aura aucun mal à accepter la « thèse » de Mao : « Les ennemis de nos ennemis sont nos amis ^[169] » Pour la suite des fronts-unis que le PCMLF reprendra ou inventera au cours de sa triste histoire, il suffit notamment de consulter notre étude *Combat Communiste ou Combat révisionniste*. Un autre courant reprend ce front uni mondial antiaméricain, c'est le courant du CMLF qui préconisera dans son Bulletin d'Information, n° 15, de décembre 1965 :

L'impérialisme américain, ennemi principal de tous les peuples du monde, est devenu l'ennemi n° 1 du peuple français contre lequel il convient de diriger les coups principaux. [...] Les marxistes-léninistes ne craignent pas de dire que le gouvernement capitaliste actuel de notre pays ainsi que notre peuple ont un ennemi commun : l'impérialisme américain. [...] Nous appelons le peuple français et, en premier lieu, la classe ouvrière, à lutter dans la perspective d'un Front uni National contre l'impérialisme américain^[170].

Le CMLF reprend la ligne du Comité central du PCF de juin 1953, et ira, on le sait, jusqu'à soutenir De Gaulle. La notion de « coups principaux » est une bonne illustration de la ligne thorézienne. Le groupe « Voix Proletarienne » (des années 1970) héritera du révisionnisme du CMLF et son soutien sans discernement à Fidel Castro provenait bien de là, comme nous l'avons déjà noté dans notre brochure « Où en sommes-nous, où allons-nous ? ». L'UJCML ne faillira pas à la règle en déclarant, entre autre

L'UJCML doit être à la tête des luttes anti-impérialistes dans la jeunesse, à la tête du front uni de la jeunesse contre l'impérialisme américain, ennemi principal des peuples du monde entier^[171].

Le PCR (m-l), issu d'une fraction du PCMLF, reprendra les mêmes analyses tout en poussant de grands cris pour soutenir le peuple palestinien et le peuple vietnamien. Il défendra bien évidemment le « Front uni contre les superpuissances » et la « théorie des trois mondes ». Le courant gauchiste, dont L'Éveil a été un représentant notoire, a, lui aussi, repris la thèse du « Front uni contre les super-puissances » et a même produit une brochure intitulée « A propos du Front uni mondial contre les deux super-puissances » qui prétendait lutter « contre les graves déviations opportunistes et sociales-chauvines de « l'Humanité rouge », menaçant de liquidation le mouvement marxiste-léniniste ». L'Éveil indiquait

[...] de l'existence de ces quatre types fondamentaux de pays découle une grande tâche pour les pays socialistes et le prolétariat révolutionnaire de tous les pays du monde FORMER UN VASTE FRONT UNI MONDIAL POUR LA LUTTE CONTRE LES DEUX SUPERPUISSANCES, s'appuyant principalement sur le prolétariat et les peuples et nations opprimés du monde, et unissant tout ce qui peut être uni^[172].

De plus, L'Éveil se situait, lui aussi, dans la ligne thorézienne en disant :

[...] les communistes (marxistes-léninistes) de France, représentants conscients des intérêts du prolétariat, doivent lever le drapeau de l'indépendance nationale et de la défense des droits nationaux du peuple ; ils doivent stimuler et diriger la résistance des masses populaires, dans tous les domaines, contre les plans d'expansion, d'intimidation et d'agression ourdis par les deux superpuissances. Et dans cette lutte, ils doivent rallier autour d'eux toutes les forces patriotiques démocratiques du peuple^[173].

Comme on le voit, l'opposition inconséquente de L'Éveil ne le détache pas de la ligne chauvine, et n'est-il pas paradoxal de voir L'Éveil reprocher au PCMLF de suivre la voie du PCF :

N'est-il pas clair que HR, en s'orientant dans la même voie que le PCF, mérite d'ores et déjà la même appréciation ? n'est-il pas clair que nous avons raison de dénoncer l'HR comme une réhabilitation dans nos rangs du révisionnisme thorézien^[174] ?

Ainsi l'abandon du matérialisme dialectique et du matérialisme historique conduit inéluctablement à l'incapacité de comprendre l'évolution des phénomènes. Dans le domaine international nous avons vu qu'emboîtant le pas au PCC tous les groupes se réclamant du marxisme-léninisme ont été conduits à sous-estimer l'impérialisme français au nom des fronts unis mondiaux contre un impérialisme principal qui fut d'abord les États-unis, puis les États-unis et le social-impérialisme russe, puis le social-impérialisme russe seul. La « théorie des trois mondes » avec sa résultante, le front uni mondial contre le social-impérialisme, n'est que l'expression des intérêts de classe de la bourgeoisie chinoise. La bourgeoisie est incapable de faire une analyse réellement scientifique de la situation mondiale car son intérêt de classe est en jeu. Dès lors elle va prétendre analyser le monde en se contentant de le décrire à un moment donné de son évolution. On comprend pourquoi la définition de « l'ennemi principal » change périodiquement bien qu'il soit toujours défini comme « ennemi principal » stratégiquement pour une longue période. Les contradictions inter-impérialistes, le développement inégal des impérialismes, leur entente momentanée font que des alliances se font et se défont. Mais la bourgeoisie ne peut jamais reconnaître que ces développements politiques relèvent du jeu des puissances impérialistes pour se partager le monde. Elle n'a à la bouche que « l'intérêt des peuples ». L'adoption des thèses chinoises et de la pensée Mao Tsétoung par le « mouvement marxiste-léniniste » français ne fait que refléter les profondes racines chauvines qui sont apparues dès son enfance et qui se sont développées depuis. Il n'est, dès lors, rien de surprenant que ce « mouvement » ait repris à son compte les analyses du PCC car elles justifiaient ses positions chauvines tout en leur donnant

un caractère « révolutionnaire ». Essayer de mettre en avant une tâche principale qui permette d'éluider la lutte contre la bourgeoisie impérialiste française, tel a toujours été le souci de nos chauvins (depuis Jaurès). Si, de plus, ils pouvaient se donner une contenance révolutionnaire, voilà qui était pour eux une véritable aubaine. Ce n'est pas un hasard si J. Jurquet a parlé d' « Algérie socialiste », c'est une conséquence inéluctable de sa conception social-impérialiste du socialisme. Cette conception est basée sur le « bien-être » du peuple, sur le développement de la consommation des larges masses. Or, ce « bien être » et ce développement de la consommation suppose l'extorsion, de plus-value à des pays colonisés ou néo-colonisés. Comme on ne peut plus soutenir le colonialisme sous sa forme brutale, on va défendre le néo-colonialisme. Dès lors, on a intérêt à présenter les États néo-colonisés par notre impérialisme (ou par d'autres) comme des États « indépendants » ou encore mieux socialistes. Cela permet de rêver d'une France « socialiste » qui maintiendrait son rang de « grande puissance » grâce au maintien de ses liens de domination impérialiste vis-à-vis des pays colonisés ou néo-colonisés. Tel fut le rêve de Thorez, rêve que reprennent aujourd'hui tous les « marxistes-léninistes » qui présentent le socialisme en France comme un paradis où les masses verraient leur travail diminuer et leurs revenus augmenter - sans préciser que ce sera aux dépens des peuples des colonies et des néo-colonies. Car présenter la révolution comme ayant pour but l'élévation immédiate du niveau de vie dans un pays impérialiste n'est pas seulement une vision utopique de la révolution. Présenter la révolution en termes idylliques n'est que le résultat d'une politique réactionnaire, impérialiste ainsi que cela a déjà été montré par Lénine :

La victoire des ouvriers est impossible sans sacrifices, sans une aggravation momentanée, de leur situation. Nous devons dire aux ouvriers le contraire de ce qu'a dit Crispin. Quand, pour préparer les ouvriers à la dictature, on leur parle d'une aggravation « pas trop » grande de leur situation, on oublie l'essentiel, à savoir que l'aristocratie ouvrière s'est précisément constituée en aidant « sa » bourgeoisie à conquérir et à opprimer le monde entier par des moyens impérialistes, afin de s'assurer ainsi de meilleurs salaires ^[175].

Et tous ceux qui, volontairement ou par soumission aux idées dominantes, essayent d'estomper cette question, en présentant la révolution comme permettant d'élever le niveau de vie en diminuant le temps de travail et la pénibilité de celui-ci, ne font qu'emboîter le pas à la bourgeoisie impérialiste. L'adoption de ces thèses pour la plupart des groupes se réclamant du marxisme-léninisme ne représente que l'achèvement des thèses chauvines qui ont été véhiculées par ces groupes. Et la liquidation totale de cette théorie ne peut s'opérer que grâce à la remise en cause de la politique chauvine représentant les intérêts de l'aristocratie ouvrière, c'est-à-dire la bourgeoisie impérialiste.

TROISIEME PARTIE : Critique de la conception du parti développée par Mao Tsétoung et Thorez

I - BREF HISTORIQUE SUR LA NOTION DU PARTI DE MARX, ENGELS, LENINE ET STALINE

L'idée de l'organisation de la classe ouvrière en parti indépendant fondé sur la classe ouvrière n'est pas une invention de Marx ; cette idée se trouvait déjà chez les communistes utopiques (les « Unions ouvrières » de Flora Tristan, par exemple) ^[176]. Ce que Marx a mis en relief, c'est le rapport étroit entre la question du parti (qui, par ce fait même n'est plus une simple idée, ou une revendication visant à regrouper entre eux les ouvriers) et l'apparition du prolétariat en tant que classe comme partie intégrante de la société bourgeoise ^[177]. Marx et Engels écriront dans le *Manifeste*

Cette organisation des prolétaires en classe, et donc en parti politique, est sans cesse de nouveau détruite par la concurrence que se font les ouvriers entre eux ^[178].

Nous savons que la constitution du prolétariat en classe est subordonnée à des facteurs objectifs et subjectifs :

- Objectifs : Il a fallu l'établissement de la domination du capital sur l'ensemble de la société, entraînant la concentration et la différenciation des masses travailleuses naguère dispersées.
- Subjectifs : Il a fallu que la classe ouvrière élève son activité de riposte sur le terrain économique à des mouvements à caractère politique, c'est-à-dire indiquant et imposant face au reste de la société sa tendance à ses aspirations propres.

A ce stade, où elle devient de « classe en soi » (parce que s'opposant aux capitalistes) « classe pour soi », s'ouvre devant le prolétariat une nouvelle phase de son développement. Désormais, son activité spécifique, son programme, seront concentrés dans cette forme d'organisation suprême qu'est le parti prolétarien. Ce que Marx et Engels décrivent, à travers le *Manifeste* par exemple, ce n'est pas tant l'existence concrète, la forme bien définie

du parti de la classe ouvrière, mais bien cette nouvelle phase historique. Renforcé dans ses idées par l'expérience de la Commune de Paris, Marx fera figurer ce paragraphe dans les Résolutions du Congrès Général de la I^{ère} Internationale tenu à La Haye en 1872 :

Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes^[179].

Cependant, certaines caractéristiques de ce Parti sont déjà précisées : qu'il soit constitué ou en formation, il ne saurait se confondre avec l'ensemble de la classe ouvrière et encore moins avec d'autres partis ouvriers.

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne^[180] *toutes les autres* ; sur le plan de la théorie, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage **d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien** [souligné par nous]^[181].

La théorie de Marx sur la constitution du prolétariat en classe pour soi, donc en parti, énoncée dans le *Manifeste*, peut paraître un peu « en avance » pour l'époque. Mais sans compter la I^{ère} Internationale qui verra le jour en 1864, Marx parlera du parti chartiste (1840) comme d'un parti prolétarien, ainsi que de la Ligue des Communistes. Il faut voir que le mouvement ouvrier international, à l'époque de la I^{ère} Internationale, était profondément marqué par diverses « traditions » et que les idées du communisme utopique et égalitaire étaient très influentes dans les premières organisations où Marx et Engels exerçaient leur influence. Il ne pouvait donc exister de partis homogènes et monolithiques. C'est ce qui explique que Marx et Engels durent composer avec des tendances plus ou moins proches du socialisme scientifique, dissoudre les plus anciennes, tenter de se soumettre les autres (par exemple les lassaliens et les blanquistes). De ce rapide aperçu sur la question du parti de Marx et Engels, nous retiendrons donc la liaison étroite et indissoluble établie entre la classe et le parti à tel point que l'on peut même dire que la classe ne peut aller à la révolution sans le parti, de même que le parti ne peut aller sans la classe. D'autre part, Marx, qui ne prenait pas ses désirs pour des réalités, savait que la constitution du prolétariat en classe - et donc en parti - allait dans chaque pays s'affronter à de nombreux obstacles. Mais la fondation du parti du prolétariat ne saurait être question de volonté délibérée d'individus désireux d'inventer ou de créer pour la classe ouvrière un instrument de lutte. Avec Marx, nous pouvons dire que le parti devient une nécessité qui correspond à la mission historique du prolétariat. De plus, à chaque période de l'histoire, pour chaque pays, la fondation du parti ne saurait se résoudre à l'application mécanique de principes généraux. Cette fondation est fonction de l'accomplissement de tâches historiques précises, correspondant à l'état général du mouvement communiste de tous les pays et dans son propre pays en particulier. De même à l'époque de Lénine, ce n'est pas en un jour que s'est formé ce que nous appelons aujourd'hui le « parti de type nouveau » léniniste, laissé en précieux héritage aux communistes du monde entier. Le bolchévisme - qui est né en Russie en 1903 sur la base de la théorie marxiste, comme l'explique Lénine dans *La Maladie infantile...* - a mené une lutte pendant plus de quinze ans avant de pouvoir s'imposer réellement comme seul et unique courant prolétarien du POSDR. A l'époque de la révolution de 1905, le POSDR était encore un parti de fractions (bolchévik et menchévik) :

On peut dire sans exagération que la lutte entre ces deux fractions a rempli toute l'histoire du parti, que ce soit avant ou pendant la révolution^[182].

Le travail incessant de Lénine à la tête de la fraction bolcheviste a été de mener une lutte implacable pour démasquer toutes les fractions apparaissant dans le POSDR, dévoilant leur évolution et déterminant clairement la tactique que la fraction bolcheviste, conformément à ses buts et à ses principes, devait adopter. Ce n'est qu'en 1912 que les bolchevistes se constituèrent en parti indépendant. Jusqu'à cette époque, Lénine et les bolcheviques oeuvrèrent au sein de la II^{ème} Internationale. Ils ne voulaient pas rompre les liens qui les attachaient aux authentiques communistes des autres pays où, dans la plupart des partis, les opportunistes prenaient peu à peu la tête. Pendant cette période les bolchéviques avaient, d'autre part, comme souci le plus important, de s'opposer à tous ceux qui voulaient liquider l'organisation du parti et le transformer uniquement en organisme légal, ainsi Lénine écrivait, en tirant le bilan de la conférence du POSDR de décembre 1908 :

Ce courant inclut encore ceux qui ne comprennent pas les objectifs poursuivis par les bolchéviks à l'intérieur du parti, qui consistaient, en 1906-1907, à renverser le Comité central menchevique qui n'était pas soutenu par la majorité du parti (contre ce Comité central purement menchevique, il y avait en effet non seulement les Polonais et les Lettons mais le Bund lui-même), et qui consistent aujourd'hui à éduquer patiemment les éléments pro-parti, à les unir, à créer un parti prolétarien réellement uni et puissant. Par

la lutte implacable qu'ils ont menée en 1903-1905 et en 1906-1907, contre les éléments antiparti, les bolchéviks ont préparé le terrain pour le triomphe de l'esprit de parti. Ils doivent aujourd'hui édifier le parti à partir de leur fraction, l'édifier en utilisant les positions qu'ils ont conquises grâce à la lutte menée par leur fraction ^[183].

La guerre inter-impérialiste de 1914-1918 devait mettre à jour le véritable visage des opportunistes et leur nature de classe, la scission opérée par les bolchéviks allait leur permettre de s'opposer aux sociaux-chauvins dans leur pays et de prendre la tête du mouvement révolutionnaire. Elle marque ainsi un tournant important dans la liquidation de l'ancien type de parti social-démocrate, ainsi Lénine écrit :

Le parti socialiste de l'époque de la I^e Internationale était un parti tolérant en son sein l'opportunisme, qui s'était de plus en plus accumulé au cours des dizaines d'années mais sans montrer son visage en s'adaptant aux ouvriers révolutionnaires, en leur empruntant la terminologie marxiste, en évitant avec soin de se démarquer nettement sur le plan des principes. Ce type de parti socialiste a vécu ^[184].

Dans ce texte Lénine montre tout le mal qu'a fait cette unité factice qui liait opportunistes et authentiques communistes au sein du même parti, et il note que :

[...] les ouvriers de la plupart des pays d'Europe ont été dupés par l'unité fictive des opportunistes et des révolutionnaires ^[185].

Dès lors, dans un premier temps, Lénine va préconiser la scission avec les opportunistes :

L'unité de la lutte prolétarienne pour la révolution socialiste exige maintenant, après 1914, que les partis ouvriers se séparent des partis opportunistes ^[186].

Et, luttant contre ceux qui voulaient liquider le véritable internationalisme en le remplaçant par la justification internationale que tous les social-nationalistes étaient prêts à s'accorder mutuellement, il écrira :

Nous nous permettons de penser que l'internationalisme consiste uniquement dans une politique internationaliste non équivoque au sein de son propre parti ^[187].

Ainsi la guerre de 1914-1918, en révélant le caractère de classe des opportunistes, permit à Lénine et aux bolchéviks de préciser leur conception du parti en devenant le fer de lance à l'échelle mondiale contre les différents courants opportunistes. La lutte menée par Lénine et les bolchéviks les mettaient à même d'être à l'origine de la reconstitution d'une nouvelle internationale, une internationale révolutionnaire, à laquelle tous les partis devaient être soumis. Une phase importante de cette lutte sera justement la liquidation de la dénomination du parti comme socialdémocrate. Lénine écrira à ce sujet :

Nous devons nous appeler Parti communiste, comme l'ont fait Marx et Engels. [...] La dénomination de « socialdémocratie » est scientifiquement inexacte, comme Marx l'a démontré plus d'une fois, notamment dans la Critique du programme de Gotha en 1875, et comme Engels l'a répété dans un exposé plus populaire en 1894 ^[188].

Ainsi, en reprenant la dénomination scientifique élaborée par Marx et Engels, Lénine portait un coup important aux révisionnistes de la Seconde Internationale qui essayaient de conserver l'appellation de social-démocrate pour des partis représentant soi-disant les intérêts du prolétariat, mais où les démocrates bourgeois et petits-bourgeois trouvaient leur place. Puis, après l'épreuve de la Révolution, au moment où les efforts principaux de celle-ci se portaient sur le front économique, Lénine développant la notion de parti communiste comme parti représentant uniquement les intérêts du prolétariat, montrera que celui-ci ne peut admettre plusieurs groupes en son sein.

Aussi, le Congrès déclare dissous et ordonne de dissoudre immédiatement tous les groupes sans exception qui se sont constitués sur tel ou tel programme (groupes de l'« Opposition ouvrière », du « Centralisme démocratique », etc.). La non-exécution de cette décision du Congrès doit entraîner sans faute l'exclusion immédiate du parti ^[189].

Cette Résolution du X^e Congrès devait avoir une importance particulière pour l'avenir des futurs partis prolétariens. Une deuxième phase importante dans la lutte contre le révisionnisme et les révisionnistes venait

d'être franchie le lien entre la structure des partis communistes et leur dénomination étant dès lors établi. C'est ainsi que Staline a résumé les apports de Lénine sur la question du parti :

Enfin, la question du parti du prolétariat. Marx et Engels ont esquissé les grandes lignes de leur conception du parti qu'ils considéraient comme le détachement d'avant-garde du prolétariat, sans lequel (sans le parti) le prolétariat ne saurait obtenir son émancipation, ni dans le sens de la prise du pouvoir, ni dans celui de la transformation de la société capitaliste. Ce qu'il y a de nouveau chez Lénine, dans ce domaine, c'est qu'il a développé plus avant cette esquisse, en tenant compte des nouvelles conditions de lutte du prolétariat dans la période de l'impérialisme ; il a montré que a) le parti est la forme suprême de l'organisation de classe du prolétariat, en comparaison des autres formes d'organisation du prolétariat (syndicats, coopératives, organisation de l'État), dont il est appelé à coordonner et à diriger l'activité ; b) la dictature du prolétariat ne peut être réalisée que par le parti qui en est la force directrice ; c) la dictature du prolétariat ne peut être complète que si elle est dirigée par un seul parti, le parti communiste, qui ne partage pas et ne doit pas partager la direction avec d'autres partis ; d) sans une discipline de fer dans le parti, ne peuvent être accomplies les tâches de la dictature du prolétariat, qui consistent à écraser les exploités et à transformer la société de classes en une société socialiste ^[190].

Ce rappel historique est très important car nombre de partis révisionnistes qui se réclament du PC(b) vont tenter de liquider la notion de parti du prolétariat n'ayant qu'une seule ligne. Au lieu d'insister sur l'élaboration de la conception léniniste du parti, conception qui, comme nous l'avons vu, s'est forgée dans la lutte contre les opportunistes, ils vont essayer de présenter la conception léniniste comme figée, identique de 1903 à 1921. Ainsi s'expliquent les palabres interminables qui, en France, ont entouré la définition de la construction ou de l'édification du parti. En essayant de présenter l'apport de Lénine comme identique de 1903 à 1921, on finira par tout justifier, y compris l'alliance momentanée avec les menchéviks. Mais précisément, l'étude de l'œuvre de Lénine montre que l'expérience historique nécessaire à son époque - et qu'il a su mener à bien - a définitivement rejeté, pour les authentiques communistes, la possibilité de fonder un parti sur un regroupement basé sur des alliances momentanées. Ceci est devenu un apport général pour tous les communistes de tous les pays. Cet enseignement est d'autant plus important à retenir qu'aujourd'hui 'les marxistes-léninistes de notre pays doivent lutter pour liquider le poids d'un lourd héritage révisionniste. Dans les conditions actuelles, marquées par une période de développement relativement pacifique du capitalisme et par l'absence d'Internationale communiste, les enseignements de Lénine sur la constitution d'un parti authentiquement prolétarien sont plus que jamais impératifs. En effet, il faut se rappeler que le parti bolchévik put diriger la Révolution de 1917 car, dès 1912, il fut le seul à se séparer organiquement des organisations opportunistes. Dans les conditions actuelles dans notre pays, il faut repousser toute tentative d'unification dans laquelle la lutte pour la liquidation théorique de l'opportunisme serait affaiblie. De plus, il faut garder à l'esprit que le véritable internationalisme prolétarien ne saurait se contenter de quelques déclarations verbales formelles avec d'autres partis mais consiste uniquement à mettre en œuvre une « politique internationaliste non équivoque » en notre propre sein.

II - LE PARTI DE MAO TSETOUNG

1. CONFUSION ENTRE LUTTE ANTI-IMPÉRIALISTE ET CONSTRUCTION DU SOCIALISME.

Dans les années 1960-1965, les premiers groupes se réclamant en France du marxisme-léninisme ont pris fait et cause pour les thèses du PCC contre celles du PCUS ; pour le plus grand nombre, les choses étaient relativement claires et les thèses du PCC passaient pour une défense et une illustration de la théorie marxiste-léniniste. C'est ainsi que les thèses les plus opportunistes en ce qui concerne le rôle et la nature du parti allaient s'ajouter à des déformations déjà fort anciennes du PCF. Il allait de soi que le PCC avait raison quand il attaquait la formule khrouchtchévienne du « Parti du peuple tout entier ». Mais, dans Le pseudo-Communisme de Khrouchtchev et les leçons historiques qu'il donne au monde, on ne savait voir que :

Un parti prolétarien est bâti conformément à la théorie révolutionnaire et au style révolutionnaire du marxisme-léninisme [...].

Et on oubliait la suite de la citation :

[...] le seul parti qui puisse représenter les intérêts de plus de 90 % de la population. Ceci parce que les intérêts du prolétariat sont identiques à ceux des larges masses laborieuses [...] ^[191].

Curieuse façon de combattre les thèses de N. Khrouchtchev ! Tout d'abord un communiste est en droit de se demander pour son pays - surtout pour la Chine où domine la paysannerie - ce qu'il peut y avoir de commun derrière l'expression « 90 % de la population » entre le prolétariat en lutte pour la destruction du Capital, l'abolition de la propriété privée et le paysan ou le commerçant qui, encore loin d'être sur le point de basculer dans les rangs du prolétariat et même dans sa lutte contre la bourgeoisie, défend par-dessus tout et spontanément son droit à la propriété, son petit capital, son droit par conséquent d'exploiter le travail d'autrui. Cette conception du parti de masses n'était pas nouvelle ; ainsi, on pouvait lire dans « Le rôle du PCC dans la guerre nationale » :

Pour surmonter les difficultés, pour vaincre l'ennemi et édifier une Chine nouvelle, le parti communiste doit élargir ses rangs, il doit devenir un grand parti de masse, en ouvrant largement ses portes aux ouvriers, aux paysans et aux jeunes activistes sincèrement dévoués à la révolution
[] ^[192].

A l'autre bout de la planète, Castro ne manquait pas, lui aussi, d'« enrichir » l'idée du parti, cela pour le plus grand bien sans doute de ses adeptes dans notre pays. A propos de ce parti, Castro déclarait :

Il faut faire un effort pour créer l'union la plus large et la plus profonde en ne lui donnant comme base qu'une seule chose, qui doit être commune à tous ^[193].

En parlant de cette « seule chose qui doit être commune à tous », Castro était loin de penser à la théorie de Marx, Engels, Lénine et Staline. Ce qu'il a en tête c'est unir les différentes classes, cela ne peut être que la lutte contre l'impérialisme US. Ainsi, parlant de la révolution, Castro dira :

Il fallait faire une révolution anti-impérialiste, une révolution socialiste. Mais celle-ci n'était qu'une seule révolution car il ne peut y en avoir qu'une. Telle est la grande vérité dialectique de l'humanité, l'impérialisme n'a en face de lui que le socialisme ^[194].

Confondre la révolution prolétarienne instaurant le socialisme et les mouvements de libération nationale est une grave déviation pour la cause du prolétariat et du socialisme. Seuls les petits-bourgeois du genre Castro trouvant les choses très simples, se permettent de déclarer :

Le marxisme-léninisme a l'appui des masses, il est l'idéologie du peuple cubain. Le peuple approuve entièrement la fonction du parti marxiste-léniniste comme devant être le parti d'avant-garde de la classe ouvrière ^[195].

Ceci, alors que le parti n'a même pas encore tenu de Congrès constitutif, revient à faire croire que, spontanément, dans la lutte anti-impérialiste, les masses savent découvrir le marxisme-léninisme. En fait, si on en revient à Mao, on peut voir que la voie était ouverte depuis longtemps à toutes ces thèses ; en janvier 1940 Mao écrivait :

[...] à une telle époque, toute révolution qui, dans une colonie ou semi-colonie, est dirigée contre l'impérialisme, c'est-à-dire contre la bourgeoisie internationale ou le capitalisme, international, ne relève plus désormais de la vieille catégorie, celle de la révolution démocratique bourgeoise mondiale, mais de la nouvelle catégorie [...] la révolution mondiale socialiste prolétarienne ^[196].

Mao parlait d'une époque caractérisée par l'effondrement du « front capitaliste mondial » et, certes, par l'existence d'un Etat socialiste, l'URSS. Mais de là, du caractère de cette époque, mécaniquement, il en déduit à quelle catégorie appartient telle ou telle révolution dans n'importe quel pays. Voilà bien des méthodes d'analyses aprioristes que nous avons déjà maintes fois relevées. C'est ainsi que le rôle du parti prolétarien dans les colonies en arrive facilement à être réduit à néant, ou complètement déformé. A quoi bon se poser la question de savoir quelle classe dirige puisque, de toute façon, c'est l'époque des révolutions prolétariennes.

Peu importe, chez les peuples opprimés, quelles classes, quels partis ou individus participent à la révolution, et peu importe qu'ils soient conscients ou non de ce que nous venons d'exposer, qu'ils le comprennent ou non, il suffit qu'ils s'opposent à l'impérialisme pour que leur révolution devienne une partie de la révolution mondiale socialiste prolétarienne et qu'ils en soient les alliés ^[197].

L'attitude et la tactique des communistes dans les pays coloniaux et néo-coloniaux ont souvent été l'objet de vifs débats au sein de la III^e Internationale. En témoigne le court extrait que nous reproduisons ci-dessous, où Kuusinen critique des thèses de Roy qui préfigurent celles de Mao Tsétoung et de Castro :

Il nous accuse de repousser une politique de bloc avec la bourgeoisie nationale. Il voudrait maintenir l'alliance du mouvement ouvrier avec les partis bourgeois nationaux réformistes des Indes. [...] Roy nous accuse aussi d'avoir soi-disant éloigné, à cause de notre attitude de gauche, certains chefs intellectuels petits-bourgeois de la « Ligue de l'Indépendance », de les avoir écartés du mouvement révolutionnaire des masses et rapprochés des capitulards bourgeois [...]. Enfin, si nous avons vraiment causé ce que prétend Roy, c'est-à-dire le passage des chefs hésitants de la petite bourgeoisie dans le camp de la grande bourgeoisie, tandis que les masses seraient restées fidèles à la révolution et marcheraient avec nous, ce ne serait pas un mauvais résultat. [...] Les côtés faibles de notre mouvement aux Indes ne sont pas ceux que prétend Roy. Notre plus grande faiblesse, c'est que nous n'y sommes pas encore assez fermement organisés en tant que parti communiste. Certains communistes hindous ont travaillé dans les rangs des partis « ouvriers et paysans ». [...] Le double caractère de classe de ces partis n'était même pas le pire, ce qui est plus mauvais, c'est que le travail révolutionnaire pratique des paysans ne s'accomplit que très faiblement.^[198]

Cet extrait montre que la tendance à fonder, dans un seul et même mouvement, la lutte anti-impérialiste et le mouvement prolétarien n'est pas une idée neuve. Lénine avait insisté, au contraire, sur la nécessité dans les colonies et néo-colonies, de maintenir l'indépendance du mouvement prolétarien. Il soulignait :

La nécessité de lutter résolument contre la tendance à parer des couleurs du communisme les courants de libération démocratique bourgeois des pays arriérés ; l'Internationale communiste ne doit appuyer les mouvements nationaux démocratiques bourgeois des colonies et des pays arriérés qu'à la condition que les éléments des futurs partis prolétariens, communistes autrement que par le nom, soient dans tous les pays arriérés groupés et éduqués dans l'esprit de leurs tâches particulières, tâches de lutte contre les mouvements démocratiques bourgeois de leur propre nation ; l'Internationale communiste doit conclure une alliance temporaire avec les démocrates bourgeois des colonies et des pays arriérés, mais pas fusionner avec eux, et maintenir fermement l'indépendance du mouvement prolétarien, même sous sa forme la plus embryonnaire.^[199]

Mao s'est donc scrupuleusement attaché à déformer les théories léninistes sur cette question, incapable d'ailleurs, dans son texte de 1940 (« La Démocratie Nouvelle »), de faire une seule référence à Lénine allant dans son sens. Il se contenta seulement de dire que Lénine avait composé des écrits sur la question nationale : sur cela, personne ne le contredira ! Pourtant il tenta d'utiliser Staline et de s'appuyer sur des citations extraites de ses textes. Staline dit, en effet, qu'« un pont est jeté entre l'Occident socialiste et l'Orient asservi », et que cela élargit le front de la révolution : mais jamais les deux mouvements ne sont mis sur le même plan, comme le fait Mao. Staline précise bien qu'il s'agit là de l'immense mérite de la Révolution d'Octobre, ce qui veut dire que c'est à partir de l'existence du rôle stratégique joué par le camp socialiste qu'un pont est jeté. C'est ainsi qu'eut lieu le I^e Congrès des peuples d'Orient, sous l'égide de l'Internationale Communiste, en septembre 1920. Mais laissons la parole à Staline :

C'est d'abord là, en Occident, que doivent être brisées les chaînes de l'impérialisme, qui ont été forgées en Europe et qui étouffent le monde entier. C'est d'abord là, en Occident, que doit surgir comme d'une source la vie nouvelle, la vie socialiste. [...] Et pourtant, il ne faut pas oublier l'Orient, même pour une minute, ne serait-ce que pour cette raison qu'il sert de réserve « inépuisable » et d'arrière « sûr » à l'impérialisme mondial.^[200]

Si nous insistons sur la gravité de ces déviations, c'est qu'elles sont à la base des conceptions opportunistes sur le parti - développées entre autres chez Castro et Mao. Pour Castro, il est absolument clair que le parti n'a rien d'un parti prolétarien de type léniniste, et on comprend bien par qui, et comment, il a pu aussi facilement être perçu comme marxiste-léniniste. De même, prenant prétexte du fait qu'au début les tâches principales en Corée étaient les tâches anti-impérialistes et patriotiques, Kim IL Sung va condamner ceux qu'il appelait les « opportunistes de gauche » et qui demandaient que le fondement du Parti du Travail de Corée soit le marxisme-léninisme :

Certains croient que seuls les marxistes-léninistes peuvent adhérer au Parti du Travail et prétendent que seuls les marxistes-léninistes peuvent participer à l'exécution des tâches démocratiques qui se présentent à l'étape actuelle. C'est une déviation de « gauche » très pernicieuse. Certes, il est vrai qu'aujourd'hui, les marxistes-léninistes sont les plus avancés et les plus actifs dans l'exécution des tâches de la révolution démocratique et il est légitime que de tels révolutionnaires armés du marxisme-léninisme constituent le noyau de notre Parti. Mais ce serait une grave erreur de considérer que seuls ceux qui sont versés dans le marxisme-léninisme peuvent participer à l'accomplissement de la révolution démocratique et adhérer au Parti du Travail. Nous considérons que ceux qui, actuellement, font preuve d'énergie et d'une grande

ardeur patriotique dans l'édification d'une patrie démocratique, et y assument le rôle d'avant-garde, peuvent tous adhérer au Parti du Travail, bien qu'ils ne soient pas armés du marxisme-léninisme. Bien plus, tous ceux qui - non seulement parmi les ouvriers mais aussi parmi les paysans et les travailleurs intellectuels - luttent énergiquement à la tête des masses peuvent adhérer au Parti du Travail ^[201].

Mao, plus « dialectique », va se référer au marxisme, mais ce ne sera que pour lui concéder la possibilité d'avoir une position dominante dans le parti

Que ce soit au sein du Parti ou dans les milieux de la pensée, de la culture et de l'art, il faut faire tout notre possible pour que les fleurs odorantes, le marxisme, constituent l'aspect principal et occupent la position dominante ^[202].

A travers ce chapitre, nous avons vu, dans le contexte bien particulier des pays coloniaux ou semi-coloniaux (notamment en Chine et à Cuba) comment sont apparues des conceptions étrangères au marxisme-léninisme sur la question du parti. Il ne s'agit plus d'un parti d'une seule classe, pouvant compter dans ses rangs des éléments venant d'autres classes sociales, renonçant à leur position de classe au profit de celle du prolétariat, il s'agit d'un parti de plusieurs classes, abandonnant son caractère exclusivement prolétarien, sous prétexte que, dans une phase donnée, provisoirement, plusieurs classes se trouvent avoir un ennemi commun.

2. SUR LE FONCTIONNEMENT DU PARTI.

De ces déformations sur le caractère du parti communiste, il en découle un mode de fonctionnement, un type d'organisation non léniniste

Du point de vue de l'idéologie, écrit Mao Tsétoung, les membres de notre Parti se divisent en trois catégories : des camarades qui ont des conceptions marxistes-léninistes fermes, inébranlables ; d'autres qui sont essentiellement marxistes-léninistes, mais quelque peu influencés par des idées non marxistes-léninistes ; enfin, un petit nombre de gens qui, franchement mauvais, sont imbus d'idées non marxistes-léninistes ^[203].

Ce petit nombre de gens imbus d'idées non marxistesléninistes qui ont leur place dans le parti de Mao, c'est la place de choix que s'est réservée la bourgeoisie. Il n'est pas question de les exclure

Mais il faut s'assurer qu'ils s'en retirent de leur plein gré, se garder de les froisser et de répéter le procédé du « déplacement de pierres » de 1948 ^[204].

L'idée de la composition du parti comme représentant de plusieurs classes va être clairement développée dans un texte qui fut considéré par beaucoup de soi-disant marxistesléninistes comme un « classique », à savoir « De la juste solution des contradictions au sein du peuple ». Dans ce texte Mao Tsétoung révélera on ne peut plus clairement ses conceptions du parti en disant qu'il faut user au sein du parti, comme dans le reste de la société, des mêmes « méthodes démocratiques ». Ainsi existe, selon Mao, au sein du parti, les mêmes contradictions qu'au niveau de la société, le parti n'est que le reflet des diverses classes en lutte dans la société. Et la lutte que Mao entreprend contre les soi-disant « dogmatiques de gauche » n'est pas sans rappeler celle que Kim IL Sung menait en 1946 contre les « opportunistes de gauche »

En 1942, nous l'avons utilisée [la méthode unité-critiqueunité] pour résoudre les contradictions qui existaient au sein du Parti communiste entre les dogmatiques et la masse des membres du Parti, entre le dogmatisme et le marxisme. Les dogmatiques « de gauche » avaient employé dans la lutte à l'intérieur du Parti, la méthode « lutter à outrance, frapper sans merci ». C'était une méthode erronée. En critiquant le dogmatisme « de gauche », nous n'avons pas employé cette vieille méthode ; nous en avons adopté une nouvelle : partir du désir d'unité et arriver, en distinguant le vrai du faux par la critique ou la lutte, à une nouvelle unité reposant sur une base nouvelle. C'est la méthode qui fut employée en 1942 au cours du mouvement de rectification ^[205].

Un tel parti, construit et fonctionnant à l'image de la société, ne peut prétendre regrouper l'avant-garde prolétarienne. Et Mao déclare effectivement

Dans le Parti communiste, il existe aussi des opinions différentes. Certains camarades ont adhéré au Parti communiste du point de vue de l'organisation, mais pas sur le plan idéologique ; il arrive même que des vétérans n'ont pas le même langage que nous ^[206].

Cette déformation très ancienne du PCC ne pourra que s'accroître. En effet, un véritable parti communiste ne peut se renforcer qu'en démasquant les courants opportunistes et en les chassant hors du parti, l'histoire du mouvement communiste et en particulier celle du PC(b) est là pour le prouver. C'est dans cette mesure également que l'opposition du PCC au révisionnisme ne pouvait être qu'une opposition formelle, ne reposant pas sur le marxisme-léninisme ^[207]. L'analyse de la naissance et du développement du révisionnisme en URSS est réduite à une petite question de pourcentage, ce qui évite de poser les problèmes de la lutte théorique à mener contre lui, ce qui dispense de rechercher les causes de cette dégénérescence. Ainsi, on peut lire dans «Le pseudo-communisme de Khrouchtchev... »

La couche privilégiée soviétique que représente la clique révisionniste de Khrouchtchev ne constitue qu'un faible pourcentage de la population soviétique. Elle n'est qu'une infime minorité des rangs des cadres soviétiques. Elle est diamétralement à l'opposé du peuple qui constitue plus de 90 % de la population, elle est à l'opposé des larges masses des cadres et des communistes soviétiques ^[208].

Ce type d'analyse, mais cette fois-ci à usage interne, sera repris en mai 1967 :

Maintenant, les larges masses révolutionnaires ont complètement dévoilé la petite poignée des plus hauts responsables qui, au sein du Parti, se sont engagés dans la voie capitaliste [...] ^[209].

Cela dénote une conception totalement idéaliste. En effet, il n'y a jamais, d'un côté une poignée de cadres dégénérés, et, de l'autre, les larges masses. Si, comme Mao, on résout le problème en le réduisant à définir les communistes sur le simple fait qu'ils sont soutenus par les masses, le parti que l'on créera sera un parti démagogique incapable de diriger effectivement les masses dans la voie tracée par l'intérêt de classe du prolétariat. Comme le note justement Staline :

Si nous avons gagné la Révolution d'Octobre, c'est parce que nous avons su distinguer entre la ligne juste du Parti et l'importance qu'il y avait à en voir reconnaître la justesse par les masses ^[210].

Staline mena la lutte à l'intérieur du Parti en faisant une analyse sérieuse des positions trotskystes jusqu'à ce que l'ensemble du Parti, comprenant ce qui était en jeu, condamne Trotsky et ses partisans. Devant la persistance des trotskystes à soutenir leurs thèses, le Comité Central se vit contraint à les exclure de son sein, décision qui fut ratifiée par le XV^e Congrès du Parti. Staline et le Parti démontrèrent pendant toute cette lutte que la déviation trotskyste était, de fait, social-démocrate. La lutte fut menée également au niveau de l'Internationale Communiste notamment lors de sa VII^e Assemblée plénière puis au V^e Congrès où ils purent encore s'exprimer avant d'être exclus. A partir de ce moment, la dénonciation publique des trotskystes eut lieu. Comme on le voit, ce fonctionnement démocratique n'a rien à voir avec la conception démagogique prônée par Mao qui, au lieu de combattre les thèses des opposants à sa ligne, préfère faire appel aux masses pour les condamner en évitant soigneusement de montrer aux communistes quels sont les enjeux de la lutte et quelles sont les véritables erreurs des opposants. Ce n'est pas un hasard si, dans le texte « Le pseudo-communisme de Khrouchtchev... », le PCC ne sut pas analyser clairement la question de la dégénérescence du parti. Dans ce même texte il affirme des thèses contradictoires sur cette question. Parfois la dégénérescence apparaît comme étant le fait de la base :

Il y a aussi des cas de dégénérescence dans un petit nombre d'organisations de base ; qui plus est, les éléments dégénérés font tout pour se trouver des protecteurs et agents au sein des organismes des échelons supérieurs ^[211].

A quelques pages de là, la dégénérescence semble être le fait des éléments dirigeants :

Particulièrement nuisibles sont les éléments dégénérés retranchés dans les organismes dirigeants, car ils soutiennent et protègent les éléments bourgeois des organismes des échelons inférieurs ^[212].

On trouve de semblables variations en ce qui concerne la responsabilité des cadres ou de la base lors du XIX^e Congrès du PCUS, en 1952. Dans le rapport qu'il présente au nom du Comité central, Malenkov paraît plus préoccupé par la dégénérescence des cadres, par le problème des cadres :

Ces déformations de la ligne du parti dans la sélection et la promotion des cadres engendrent dans certaines organisations la formation d'une coterie de gens qui se soutiennent mutuellement et placent leurs intérêts de groupe audessus des intérêts du parti et de l'Etat. Rien d'étonnant à ce qu'une telle atmosphère conduise ordinairement à la désagrégation et à la putréfaction. [...] Les organisations du parti ont pour devoir de veiller à ce que, dans tous les rouages de notre appareil, les principes établis par notre parti pour le choix et la répartition des cadres soient rigoureusement appliqués. Il est indispensable de combattre avec intransigeance le népotisme et la caution mutuelle, d'en finir avec le bureaucratisme dans l'examen et le choix des cadres. [...] Certaines de nos organisations du Parti se passionnant pour l'économie oublient les questions idéologiques, les laissent de côté. [...] La sous-estimation du travail idéologique résulte dans une grande mesure du fait qu'une certaine partie de nos cadres dirigeants ne se préoccupent pas d'élever leur conscience politique, ne complètent pas leurs connaissances en matière de marxisme-léninisme, ne s'enrichissent pas de l'expérience historique du parti ^[213].

Dans le rapport qu'il présente sur la modification des statuts, Khrouchtchev, bien entendu, est obligé de parler des cadres. Mais, là où Malenkov les prenait pour cible, Khrouchtchev se contente par exemple de dire

On trouve encore - parmi les dirigeants - des grands seigneurs et des bureaucrates estimant que les militants de base n'ont pas le droit de faire part aux organismes supérieurs des insuffisances du travail. Certains dirigeants vont même jusqu'à engager des poursuites contre ceux qui informent les organismes dirigeants du parti et le Comité Central, des insuffisances du travail. Il est évident que le Parti doit entreprendre une lutte à outrance contre ce genre de dignitaires ^[214].

Khrouchtchev, contrairement à Malenkov, essaye de ne pas centrer la critique sur les dirigeants. Il ajoute en s'en prenant à la base :

Certains militants, ainsi qu'en témoignent les faits révélés par le Comité Central et le Gouvernement, essayent de ruser devant le Parti et l'Etat, s'engageant dans la voie du mensonge, de la dissimulation devant l'Etat des moyens matériels dont ils disposent. Et il étend considérablement le champ de la critique jusqu'aux « travailleurs » qui « cherchent à maquiller la situation, à faire du bluff, à grossir les chiffres relatifs à l'exécution des plans ». Il doit bien, également, noter l'insuffisance en ce qui concerne le travail idéologique. Mais l'accent est singulièrement mis sur des notions morales qui devraient découler de cette reprise en main idéologique :

Les organisations du Parti ont le devoir, en même temps, d'éduquer les communistes dans la sincérité et l'honnêteté, dans le strict respect des intérêts du Parti et de l'Etat. Étant donné ce qui précède, on propose d'inscrire dans les Statuts que tout membre du Parti a le devoir de faire preuve de sincérité et d'honnêteté à l'égard du Parti, ne pas tolérer la dissimulation et la falsification de la vérité, et que le manque de sincérité du communiste devant le Parti et la mystification du Parti est un mal très grave, incompatible avec la qualité de membre du Parti ^[215].

Comme on le voit, la tactique employée par Khrouchtchev est simple. En reprenant formellement la dénonciation des cadres avancés par Malenkov et qui indique clairement qu'une grande lutte se prépare ayant à sa tête Staline, en étendant la cible jusqu'aux simples membres du parti et même jusqu'aux travailleurs sans parti, Khrouchtchev dévie ainsi les coups qui doivent être portés et rend aléatoire la lutte contre le révisionnisme. Ce qu'il est important de noter c'est que plus de dix années après, le PCC, qui n'avait toujours pas compris - ou trop bien compris - le mécanisme mis en œuvre par Khrouchtchev, le reprend à son compte. Cela vient du fait que le parti défini par Mao Tsétoung n'est pas un parti prolétarien ; c'est un parti « démocratique », où les bourgeois, profitant de la démocratie qui leur est accordée, vont essayer de gagner à leurs vues les larges masses. La lutte démagogique pour gagner le soutien des masses remplacera dans le PCC la lutte sur la base des principes pour exclure les opportunistes ^[216].

La conception de Mao Tsétoung consistant à considérer que la différence essentielle qui opposerait les marxistes-léninistes aux révisionnistes serait la liaison aux masses sera reprise par la plupart des groupes se réclamant du marxisme-léninisme dans notre pays. Cela devait d'ailleurs les conduire à esquisser la tâche fondamentale de dénonciation de la tradition révisionniste de nos partis ouvriers et à esquisser l'effort soutenu pour assimiler le marxisme-léninisme. Ils se contenteront alors de dénoncer le PCF comme n'étant plus lié au prolétariat. Cela leur permettait de reprendre à leur compte l'héritage thorzien tout en prétendant combattre le révisionnisme ; ainsi l'UJCMML écrivait, en 1967, dans le n° 6 de Garde Rouge, que le PCF :

[...] à long terme ne représente qu'une force politique d'appoint et un élément secondaire dans les luttes intestines des différentes fractions de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Ce parti a donc une

existence effective en tant que parti petit-bourgeois réactionnaire, il n'en a plus en tant que parti du prolétariat révolutionnaire.

De plus, l'incapacité à consolider le parti à partir d'une lutte idéologique et théorique conduira le PCC à mettre en avant des questions organisationnelles qui, en elles-mêmes, ne sauraient cimenter l'unité idéologique du parti. Cette mise en avant est particulièrement manifeste derrière ce type de mots d'ordre :

Encourager l'expression, c'est donner libre cours à la voix publique, de façon que tout le monde ose parler, critiquer, discuter ^[217].

Dans la grande révolution culturelle prolétarienne, les masses ne peuvent que se libérer par elles-mêmes, et l'on ne peut en aucune façon agir à leur place ^[218].

Cette déviation, rappelons-le, a particulièrement marqué le « mouvement maoïste » en France. Il suffit de se reporter aux appels du numéro de Garde Rouge que nous avons déjà cité, appels à « rompre avec la pratique organisationnelle des révisionnistes, l'autoritarisme des politiciens de bureau, la morgue de la soi-disant avant-garde qui appelle du dehors les masses à la suivre », etc. De telles positions ne sont pas sans rappeler les thèses anarchistes remises particulièrement à l'ordre du jour en mai 1968 du fait de l'absence d'un véritable parti prolétarien. La seule « nouveauté » étant que ces thèses désormais étaient parées du drapeau du marxisme-léninisme. Les thèses anarchistes, en effet, ne sont pas absolument contre toute idée d'organisation. Ce que les anarchistes n'arrivent pas à saisir, plus particulièrement, ce sont les rapports entre les masses, les organisations de masse, la classe et le parti. Poussées jusqu'au bout de leur raisonnement, les thèses anarchistes particulièrement tenaces dans le mouvement marxiste en France, en arriveront à prôner le contrôle des masses sur le parti pour soi-disant éviter ainsi tout risque de bureaucratie. Et le PCR, dans son *Manifeste pour le Socialisme*, écrira :

Le Parti doit se soumettre à la critique des masses.

Évidemment, le PCR ne nous dit pas à partir de quelles positions de classe ces « masses » peuvent critiquer le parti. Il préfère laisser tout le vague, tout le flou qui est renfermé derrière le concept de masses. Que les masses soient composées de plusieurs classes agissant conformément à leurs intérêts de classe, qu'importe pour ces pseudo-« novateurs ». Ce qu'un parti a de plus précieux, c'est la théorie marxisteléniniste (matérialisme dialectique et matérialisme historique) qui lui permet d'avoir une vision juste des buts généraux et à long terme du prolétariat. Cette théorie lui permet d'assimiler l'héritage des communistes de tous les pays qui l'ont précédé. C'est en défendant et en enrichissant cette théorie que le parti pourra diriger la classe ouvrière et, à partir de là, le mouvement des autres classes dans un sens révolutionnaire. Les conditions imposées par le capitalisme dans la lutte de classes font que parmi le prolétariat, seule une avantgarde est à même de s'assimiler et de propager la théorie révolutionnaire du prolétariat. On en déduit naturellement que les autres classes, à plus forte raison, ne pourront juger du caractère du parti. C'est seulement une fois que le prolétariat sera au pouvoir que se pose la question d'une critique de la part des masses sans-parti. Mais d'une part il s'agira de masses sans-parti participant au mouvement d'émancipation du prolétariat et, d'autre part, ces critiques ne pourront concerner que la mise en pratique des mots d'ordre du parti et non l'opportunité de ces mots d'ordre, puisqu'il s'agit de la ligne du parti. Puisque nous en sommes à la question du rapport des masses et des classes avec le parti, il serait bon de se demander s'il ne se cache pas, derrière le slogan maintes fois répété depuis l'arrivée au pouvoir du PCC en Chine « les masses sont les créateurs de l'histoire », une conception volontariste et idéaliste. Cette évidence a été transformée en slogan qui a été amplifié pendant la révolution culturelle faisant particulièrement ressortir l'absence de la direction du parti.

La ligne révolutionnaire du président Mao est celle-ci faire confiance aux masses, s'appuyer sur elles, respecter leur esprit d'initiative, les laisser s'éduquer et se libérer par elles-mêmes ^[219].

Marx affirmait, à l'époque où il fallait lutter contre les conceptions idéalistes héritées du féodalisme et amplifiées par la bourgeoisie, que c'étaient bien les hommes qui faisaient leur propre histoire. Quand Marx affirmait que c'étaient bien les hommes qui faisaient l'histoire, c'était pour propager la théorie du matérialisme historique face aux réactionnaires qui essayaient de réduire l'histoire de l'humanité à l'activité de quelques grands hommes. Mais il ne saurait y avoir là question de volonté individuelle, et il ne s'agit point de l'histoire que chaque individu pense être en train d'écrire. Les hommes font l'histoire en tant que membres de classes déterminées en lutte les unes contre les autres, et c'est seulement quand elle devient vraiment une classe consciente, « une classe pour soi », munie de son parti, qu'on peut parler d'intervention révolutionnaire possible de la classe ouvrière dans le cours de l'histoire. C'est pourquoi la conception marxiste de l'histoire, tout en considérant que les masses font l'histoire,

ne sous-estime pas l'activité des hommes issus de ces masses, capables de guider des classes déterminées dans une période historique déterminée^[220]. On doit, d'autre part, considérer que la Révolution culturelle a mis particulièrement en évidence certains aspects du fonctionnement et du rôle du PCC. Nous avons dit plus haut que les thèses anarchistes dont se servent et se servent à nouveau la petite-bourgeoisie et les gauchistes peuvent très bien s'accommoder de l'idée d'organisation, voire même de l'idée de parti. Ce qui est typique de leur ligne, c'est alors le rôle qu'ils font jouer au parti. Pour Castro :

Quelle est la fonction du parti ? Orienter. Il oriente à tous les niveaux^[221].

On retrouve dans cette conception du parti des thèses développées notamment par les révisionnistes yougoslaves et dont Enver Hoxha a si clairement mis à jour les racines :

La négation du rôle du parti communiste dans la construction du socialisme et la réduction de ce rôle à un « facteur idéologique » et de simple « orientation » s'opposent ouvertement au marxisme-léninisme. Les ennemis du socialisme scientifique « étayent » cette thèse en prétendant que la direction du parti est incompatible avec le rôle décisif que doivent jouer les masses de producteurs, auxquelles, selon eux, il appartient, politiquement, d'exercer leur influence directement et non point par l'intermédiaire du parti communiste, cela risquant de susciter le « despotisme bureaucratique »^[222].

L'absence du PCC en tant que tel de la scène politique pendant la Révolution culturelle s'explique parfaitement. Un parti composé de plusieurs classes ne saurait pouvoir diriger un mouvement politique. Au contraire, dans une période révolutionnaire, où les classes sont en mouvement, c'est précisément là qu'il va rester paralysé en tant qu'organisation où se côtoient des états-majors de plusieurs classes, agissant chacun pour leurs intérêts de classe propres. Les thèses développées par le PCC ont en commun avec les thèses gauchistes une opposition à l'égard du socialisme d' « en haut ». Les gauchistes en arrivent toujours à opposer la dictature du prolétariat à la démocratie (sans voir que cette dernière n'existe pas en soi et qu'elle a un caractère de classe). Ce faisant, ils en arrivent à plus ou moins court terme à critiquer la dictature du prolétariat au nom de la démocratie. Rosa Luxemburg critiquait ainsi la Révolution russe :

Ce serait réclamer l'impossible de Lénine et de ses amis que de leur demander encore dans de telles conditions de créer, comme par magie, la plus belle des démocraties, la plus exemplaire des dictatures du prolétariat, une économie socialiste florissante. Par leur attitude révolutionnaire décidée, leur énergie exemplaire et leur fidélité inviolable au socialisme international, ils ont vraiment fait tout ce qu'ils pouvaient faire dans des conditions aussi effroyablement compliquées. Le danger commence là où, faisant de nécessité vertu, ils cherchent à fixer dans tous les points de la théorie, une tactique qui leur a été imposée par des conditions fatales et à la proposer au prolétariat international comme modèle de la tactique socialiste^[223].

Ce qui est surprenant, c'est que ces soi-disant « démocrates », une fois au pouvoir, se servent de méthodes qui n'ont rien à voir avec la démocratie même formelle. Ils violent la démocratie prolétarienne en liquidant le rôle dirigeant du parti. On voit ce phénomène se produire en regardant l'exemple de Mao qui, bien que reconnaissant formellement que le parti commande aux fusils, ajoute immédiatement après :

Cependant, quand on a les fusils, on peut effectivement créer des organisations du parti [...]. De même, on peut former des cadres, créer des écoles, développer la culture, organiser des mouvements de masses^[224].

Cette citation, que nous venons de faire, était mise en avant par la Fraction Armée Rouge, qui se servait de cette étrange conception pour prétendre que le terrorisme « est le point de départ de ce travail [politique], il en crée le besoin et les conditions ». Ceci nous explique pourquoi ceux qui se réclamaient de la pensée maotsetoung ont toujours eu du mal à s'opposer tant au révisionnisme de droite qu'au gauchisme ; de fait, ils oscillaient entre ces deux positions. Le mépris que Mao Tséoung affichait pour le parti se manifeste quand, au cours d'une dizaine d'années fertiles en de nombreux événements, il ne sentit jamais le besoin de convoquer un Congrès du Parti. Il pensait au contraire que ce n'était pas nécessaire :

Il y a déjà dix ans qu'on n'a convoqué le congrès du Parti. [...] Ce qui présentait d'ailleurs un avantage : son renvoi à plus tard, c'est-à-dire après le règlement de l'affaire KaoJao, pouvait empêcher ces derniers de mettre ce congrès à profit^[225].

Ce mépris du parti se retrouve aussi chez Castro qui affirme avec tout autant de cynisme, en 1961

Le premier Congrès n'a pas encore eu lieu. Il aura lieu. Quand ? Rien ne presse, il se tiendra ^[226].

Il se tiendra effectivement : quinze ans plus tard !

III - LE PARTI DE THOREZ

1. LE PARTI DE PLUSIEURS CLASSES.

Comme Mao, Thorez va préconiser un parti représentant les intérêts de plusieurs classes, ce qui va entraîner des similitudes dans la nature, le fonctionnement et le rôle que s'assignaient ces partis. Dans un magnifique texte paru en 1898, « Notre Programme », Lénine définit les tâches qui se posent aux organisations marxistes et au mouvement ouvrier en Russie. Parlant de la nécessité du parti, il indique qu'il s'agit de poursuivre l'œuvre de Marx, de se placer

[...] entièrement sur le terrain de la théorie de Marx [...]. Elle a élucidé la véritable tâche d'un parti socialiste révolutionnaire, qui n'est pas d'inventer des plans de réorganisation de la société [...] mais d'organiser la lutte de classe du prolétariat et de diriger cette lutte dont le but final est la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et l'organisation de la société socialiste ^[227].

Après Lénine, Staline et la III^e Internationale s'employèrent à transmettre, à poursuivre et à proposer la théorie de Lénine sur le parti, en tant que maillon essentiel de la théorie marxiste. Mao et Thorez ont cherché, quant à eux, à profiter de ce que de nouvelles tâches tactiques étaient posées pour les communistes dans l'arène internationale pour définir de nouvelles voies « encore plus larges » et « encore plus efficaces » pour la libération de la classe ouvrière. Autant Lénine et Staline ont enrichi la théorie marxiste, autant Thorez et Mao sont de dignes continuateurs des chefs de file révisionnistes du genre Bernstein, et cachent mal leur rupture avec les traditions marxistes. Pour eux, la tactique du Front uni de plusieurs classes érigée en ligne d'action définitive et universelle est l'occasion de liquider le caractère prolétarien du parti. Pour Mao, il s'agit du Front uni révolutionnaire contre l'impérialisme ; pour Thorez, il s'agira du Front français ou du Front populaire

Le Front populaire, ce n'est pas la révolution. Le Front populaire, ce n'est pas une tactique occasionnelle, ce n'est pas une opération électorale, c'est l'avenir de notre peuple ^[228].

Quant au Front français, il est ainsi défini dès le mois d'août 1936 :

Dans une situation difficile, à l'intérieur et à l'extérieur, nous préconisons pour le salut de notre peuple le Front français 1. Front français pour le respect des lois, ce qui ne peut signifier, dans le moment présent, que la dissolution effective et le désarmement des ligues fascistes, la défense de la Constitution et de la République. 2. Front français, pour la défense de l'économie nationale ; ce qui ne peut signifier dans le moment présent, que la protection et l'aide aux éléments des classes moyennes et le soutien des revendications paysannes, que faire payer les riches et empêcher certains capitalistes de saboter la production nationale. 3. Front français, pour la liberté et l'indépendance de notre pays, ce qui veut dire une politique active et conséquente et un accord avec les pays qui veulent effectivement la paix indivisible et la sécurité collective. Cela signifie repousser avec indignation toute immixtion étrangère dans les affaires de notre pays ^[229].

L'année suivante, au IX^e Congrès du PCF, il précisait son édifice révisionniste en montrant, pour ceux qui n'avaient pas encore compris que la voie de la Révolution d'Octobre n'était plus la référence des communistes français, et qu'elle avait été remplacée par la voie du Front français

Et c'est, une fois de plus, la France démocratique, la France de 1789, devenue la France du Front populaire, qui va guider les peuples de l'Europe dans la voie du bonheur, du progrès, de la liberté et de la paix ^[230].

A propos de ces rappels et mises en avant de 1789, du rôle de la France, Engels avait déjà eu à critiquer un appel du POF de Guesde et Lafargue :

Vous avez encore parfaitement raison en vous glorifiant du passé révolutionnaire de la France, et de croire que ce passé révolutionnaire répondra de son avenir socialiste. Mais il me paraît que, arrivés là,

vous donnez un peu trop dans le blanquisme, c'est-à-dire dans la théorie que la France est destinée de jouer dans la révolution prolétarienne le même rôle (initiateur non seulement, mais aussi directeur) qu'elle a joué dans la révolution bourgeoise de 1789-1798. Cela est contraire aux faits économiques et politiques d'aujourd'hui. [...] L'émancipation prolétarienne ne peut être qu'un fait international, si vous tâchez d'en faire un fait simplement français, vous la rendez impossible. La direction exclusivement française de la révolution bourgeoise - bien qu'elle fût inévitable, grâce à la bêtise et à la lâcheté des autres nations - a mené, vous savez où ? - à Napoléon, à la conquête, à l'invasion de la Sainte-Alliance. Vouloir attribuer à la France dans l'avenir le même rôle, c'est dénaturer le mouvement prolétarien international, c'est même, comme le font les blanquistes, rendre la France ridicule, car au-delà de vos frontières on se moque de ces prétentions ^[231]

Et Staline, reprenant cette idée, après la création du premier Etat de dictature du prolétariat, la division du monde en deux, devait également s'élever contre l'emploi du terme de « grande » pour qualifier la révolution de 1789, et déclarer : il n'y a qu'une Grande Révolution, c'est la Révolution d'Octobre ^[232]. Tout se passe donc comme si l'année 1936 représentait bien pour le PCF un enlèvement définitif dans l'ornière du social-chauvinisme. C'est ce qu'il va falloir argumenter maintenant, n'en déplaise à tous ceux qui ne voudraient pas que le ciel serein de 36 s'obscurcisse, le 36 des conquêtes sociales, le 36 de l'unité retrouvée, comme ils ne manquent pas de le répéter. A partir des déclarations de M. Thorez, citées plus haut, et si le Front populaire, tel que le voit le PCF, est une ligne stratégique et définitive, que va devenir le parti du prolétariat, dont la tâche essentielle est de diriger, à travers les tactiques successives, la lutte du prolétariat vers la prise du pouvoir par la révolution ! Pour chercher une réponse à cette question, il est très instructif de se plonger dans les fascicules de l'École élémentaire du PCF, édités par la Section nationale d'éducation de ce parti en 1936. On apprend, dans le troisième de ces fascicules, consacré au parti, que le « parti communiste n'est pas autre chose que l'avant-garde organisée du peuple ^[233] »

Dans ces pages - où l'on trouve le mot peuple répété en quelques lignes plus de quinze fois - il est clair que le parti reçoit une toute nouvelle définition ; mais il ne pouvait en être autrement vu l'analyse qui est faite de la société capitaliste :

Sur la base de ses conditions d'existence la population de notre pays se divise, comme celle de tous les pays capitalistes, en classes. L'oligarchie capitaliste exploite la classe ouvrière, elle exploite également les classes moyennes composées de paysans, de petits et de moyens artisans, industriels, commerçants, d'hommes des professions libérales, etc ^[234].

Quelques pages plus loin on peut également lire que :

Le Parti communiste est conçu tout entier en fonction des nécessités et des formes diverses de la lutte du peuple contre les oligarchies ^[235].

On savait déjà - il suffit pour cela de reprendre les critiques que l'Internationale Communiste adressait au PCF - qu'il manquait à ce parti des premières notions de la théorie marxiste. Non seulement les classes sont définies à partir de leurs conditions d'existence, au lieu de leur place dans la société par rapport à la production, et les « industriels » sont également exploités : voilà qui nous rapproche à grands pas du Front uni anti-monopoliste, encore que le fascicule, pour sa démonstration, ne prenne même pas la peine de faire la différence entre les petits industriels et les capitalistes monopolistes. Ces conceptions « théoriques » trouveront immédiatement leur contrepartie organisationnelle. Au IX^e Congrès du PCF également (décembre 1937), Henri Janin, membre de la Commission de contrôle politique à la Commission d'Organisation, pourra déclarer, intervenant sur le « Problème des cadres » :

Notre Parti n'est pas seulement composé de prolétaires travaillant à l'usine. Il rassemble des paysans, des fonctionnaires, des intellectuels, des petits commerçants, etc. Sa composition est donc variée. D'autre part, la densité des différentes couches sociales varie suivant les régions de notre pays. Les cadres du Parti doivent être le reflet de la composition du Parti. Ainsi, par exemple, s'il est excellent d'avoir une midinette ou plusieurs au Comité Régional de Paris-Ville, parce que les cousinettes sont des milliers à Paris, il ne serait pas juste par exemple dans le bassin de Longwy où dominant les métallurgistes, que des intellectuels constituent les éléments principaux de la direction ^[236].

Le fascicule cite aussi cette phrase du Manifeste

Enfin les communistes travaillent à l'union et à l'entente des partis démocratiques de tous les pays ^[237].

Dans ce chapitre du Manifeste, Marx et Engels analysent les positions des communistes dans chaque pays et ils parlent en ces termes car, dans bon nombre de ces pays, la révolution démocratique bourgeoise n'avait pas encore accompli ses tâches historiques et le parti prolétarien devait appuyer la réalisation de ces tâches dans la mesure où elles le rapprochaient de la révolution prolétarienne. Ce que cache le PCF c'est le but de la tactique préconisée par Marx et Engels, but sans lequel leur tactique n'a pas de raison d'être. Ce but, Engels devait le définir clairement :

Les socialistes prennent souvent une part active dans les phases évolutives que parcourt la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, sans jamais perdre de vue que ces phases ne sont qu'autant d'étapes menant au premier grand but, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, comme moyen de réorganisation sociale ^[238].

Reprendre en 1936 ces tactiques, alors que les tâches de la révolution bourgeoise sont accomplies depuis longtemps, c'est tenter de donner une certaine légitimité à l'union avec la social-démocratie. Nos « éducateurs », qui citent Marx et Engels avec autant de facilité, auraient-ils oublié, alors qu'ils parlent du « parti du peuple » - où on voit « autour des meilleurs militants ouvriers les meilleurs militants paysans » - les critiques d'Engels à l'égard du programme agraire du parti « à tendance marxiste » qui était le parti des socialistes français. Puisque le PCF recommence ici la même erreur avec son « parti du peuple », rappelons cette critique :

Je nie carrément que le parti ouvrier d'un quelconque pays doive admettre dans ses rangs, outre les prolétaires ruraux et les petits agriculteurs, les paysans gros ou moyens, ou encore les fermiers des grands biens, les éleveurs de bestiaux et les autres capitalistes exploitant le sol national. J'admets que tous, ils considèrent la féodalité terrienne comme leur ennemi commun [...] mais, si, dans notre Parti, nous pouvons admettre des individus de toute classe de la société, nous ne pouvons tolérer des groupes d'intérêts capitalistes ou moyens paysans ou moyens bourgeois ^[239].

Dans ce paragraphe nous nous sommes limités volontairement à des textes des années 1936 et nous aurons encore à nous concentrer sur cette période si importante pour comprendre l'évolution du PCF. Cependant, il faudra encore approfondir notre étude : déjà en 1931, à l'époque où M. Thorez n'ayant pas encore découvert le « Front français » se réclamait de la dictature du prolétariat, la notion de parti du prolétariat est déjà disparue au profit de parti de toutes les catégories sociales.

Il [le parti communiste] est l'organisateur et le dirigeant de toutes les catégories sociales exploitées par le Capital [...] ^[240]

Certes, l'aptitude du parti du prolétariat à se porter à la tête des différents mouvements d'opposition, quels qu'ils soient, en période révolutionnaire, sera décisive. Mais cela relève de la tactique du parti et non du fait qu'il représente les intérêts de toutes les classes en mouvement. Il serait plus juste de dire que l'avant-garde prolétarienne regroupée dans son parti devra s'imposer comme centre dirigeant dans le cours du mouvement de masses et les autres classes auront à reconnaître effectivement ce rôle pour que l'on puisse parler du parti comme dirigeant et organisateur politique pour le mouvement révolutionnaire de l'ensemble des classes sociales. Et c'est justement dans la mesure où ce parti sera vraiment l'avant-garde clairvoyante de la classe ouvrière qu'il pourra entraîner les autres classes.

2. LA LIAISON PARTI-MASSES.

Sous prétexte de se préparer à prendre la tête des mouvements de masses, le PCF va réduire la question de la révolution à celle de la liaison aux masses, ce qui lui permettra de mettre au point quelques recettes que Mao Tsétoung n'a pas inventées. C'est pourquoi l'introduction de la « pensée maotsétoung » en France connut un si vif succès ; les prétendues innovations théoriques du Thorez chinois avaient de quoi satisfaire les quelques militants qui critiquaient superficiellement la ligne khrouchtchévienne. C'est pourquoi aussi la véritable critique de la « pensée maotsétoung » est si difficile à faire dans notre pays, car critiquer cette pensée amène inéluctablement à critiquer l'héritage thorzien. Même le moralisme n'avait pas de quoi surprendre le militant qui avait été formé à l'école élémentaire du PCF :

Le Parti Communiste, c'est le Parti du peuple : plus un travailleur est lié avec sa classe, plus il est capable et sérieux dans son travail professionnel, dans sa vie de militant et dans sa vie privée, et davantage sa place est dans le Parti Communiste ^[241].

Une telle formulation est insidieuse car elle met en avant la notion de la liaison du militant avec sa classe. Un communiste sincère, à une première lecture rapide, pourrait croire qu'il s'agit de la liaison avec la classe, c'est-à-dire avec la classe ouvrière. Mais les « éducateurs » ont pris soin de préciser que le parti communiste était le parti du peuple, de plus ils emploient le mot « travailleur » qui laisse subsister toutes les ambiguïtés quant à la nature de la classe sociale à laquelle appartient le militant. Dès lors le doute n'est plus permis : chaque militant doit se lier avec la classe sociale à laquelle il appartient. Il doit donc représenter les intérêts de cette classe au sein du parti, et ce parti formé de militants représentant des classes diverses tentera de faire la synthèse entre leurs intérêts. Comme pour Mao et Kim IL Sung, l'important ne sera plus l'acquisition du marxisme-léninisme, mais l'activité pratique. Et le fascicule ajoute :

[...] ce ne sont pas les démonstrations théoriques du Parti Communiste qui fixent son image dans l'esprit des larges masses. C'est l'action du Parti et les hommes qui mènent cette action ^[242].

Opposer la théorie du parti à sa pratique, cela sous prétexte de liaison aux masses, ne peut que conduire à l'économisme et au spontanéisme. Nos « éducateurs » reviennent constamment sur ce point :

Le Parti Communiste n'est pas un parti de théoriciens, ce n'est pas non plus une académie. C'est un parti d'action mais qui base son action sur la science ^[243].

En réalité, c'est grâce à l'analyse des conditions tant économiques que politiques que le parti peut mettre en oeuvre une propagande et une agitation. Grâce à celles-ci, il pourra résoudre le problème de ses liens avec la classe, puis celui de la mobilisation et de la direction des masses. L'activité pratique ne fait que concrétiser et renforcer l'analyse théorique sur la base de laquelle elle a pris naissance. Si nous ne parvenons pas par notre travail d'explication à atteindre notre but, aucun artifice pratique ne pourra y remédier... Mais les partis opportunistes qui sont prêts à sacrifier à chaque instant leur ligne politique ne s'encombrent guère de la mise au point de leur travail de propagande et d'action. Très vite, les « buts élevés » qu'ils ne cessent de rappeler en ce qui concerne la direction du peuple tout entier et qui supposeraient le renforcement incessant du travail théorique du parti, vont déboucher au contraire sur les menus détails, économistes et corporatistes.

Cela arrive [la coupure avec les masses] quand en fait le Parti ne s'occupe pas des masses : de leurs revendications même les plus minimales ; quand les communistes paraissent abîmés dans la haute politique et indifférents à ce qui touche les masses. Pour que le Parti paraisse proche et cher au peuple, il faut que le Parti considère comme proches et chères pour lui les affaires du peuple. ^[244]

Alors que l'intérêt légitime que les communistes portent naturellement aux problèmes quotidiens des travailleurs doit pouvoir leur permettre d'élever le niveau politique, en particulier des ouvriers, le PCF se sert de ce fait pour essayer d'opérer une coupure entre l'attention portée aux masses et ce qu'il appelle la « haute politique ». Faut-il rappeler que la mise en avant de la liaison aux masses servit les opportunistes, dont N. Khrouchtchev et Mao, et conduisit aux trahisons opportunistes et social-chauvines. C'est ainsi, par exemple, que le PCF, en 1958, justifiera sa condamnation des actions armées du FLN algérien en France sous le prétexte que le peuple de France n'est pas à même de comprendre de semblables actions. Le PCF va même jusqu'à mettre en avant ses propres intérêts. Comme le dit Thorez à un comité central de 1958 :

Déjà, à plusieurs reprises, avant les événements de mai, Feix, en notre nom était intervenu à propos des attentats entre Algériens. Il avait montré que lorsqu'ils se tuaient entre eux, cette méthode, d'une part, ne servait pas la cause du peuple algérien, d'autre part, n'aidait pas la classe ouvrière, leur alliée naturelle, à comprendre les problèmes de l'Algérie. [...] Les méthodes employées par le FLN en France n'ont pas servi, il faut le dire très nettement, la juste cause du peuple algérien, qui a toujours bénéficié de la compréhension et de l'appui politique des ouvriers révolutionnaires français. [...] Si le FLN se propose d'alerter l'opinion, il se trompe. Il dresse l'opinion contre lui. Loin de gagner des sympathies il les perd. Ces méthodes donnent une prise trop facile contre les Algériens. Et en plus - il faut dire ces choses au Comité central - elles permettent toutes les provocations contre nous. [...] Une dernière observation : notre tâche dans ce domaine est d'autant plus difficile que l'influence du Parti est plus large. Voilà encore une de ces contradictions dialectiques que les oppositionnels oublient. En 1928, nous avions 1060 000 voix : nos électeurs étaient idéologiquement très proches de nous. Mais maintenant, nous en avons, compte tenu du vote des femmes, cinq millions et demi : il y a dans ces conditions une marge d'électeurs qui sont moins familiarisés avec les principes du Parti, qui subissent les fluctuations, qui sont sensibles aux pressions ^[245].

Pour conclure ce paragraphe, il serait bon de rappeler que le mot d'ordre de « Servir le peuple », qui a fleuri dans la presse des groupes se réclamant du marxisme-léninisme - type même du mot d'ordre qui veut tout dire et rien dire - a aussi été une des fiertés du PCF

Le parti communiste s'honore de n'obéir qu'à une préoccupation exclusive : servir la cause du peuple^[246].

Et c'est bien ainsi qu'il faut comprendre le choix du titre de la biographie de Thorez : Fils du peuple. La synthèse est faite dans une publicité du PCF pour l'étude du cours élémentaire cité plus haut : « Pour être un bon fils du peuple au service du peuple. »

IV - SUR LA QUESTION DES DIRIGEANTS

Mao Tsé-toung et Thorez furent des révisionnistes habiles qui surent profiter d'occasions favorables (succès pratiques) pour s'imposer à la direction du parti. Une des conditions de leur domination allait donc être d'empêcher l'accès à la théorie marxiste-léniniste aux militants et le culte rendu à leur personne remplaçait pour ces derniers l'étude théorique. Cette pratique s'oppose radicalement à celle qui consiste pour les communistes à rendre hommage aux dirigeants qui ont su, par leur lutte théorique et leur activité prolongées, apporter leur pierre à l'édifice de la théorie du matérialisme dialectique et historique. Si l'on rend hommage à Marx, Engels, Lénine et Staline, c'est qu'ils ont tous apporté leur pierre à la construction de cet édifice. Tous ces dirigeants ont toujours insisté sur les liens qu'ils avaient entre eux : alors que pour le PCC la « pensée maotsetoung » devenait « le léninisme de notre époque » (on peut rappeler que les dernières oeuvres de Mao diffusées par les Editions en Langues Etrangères de Pékin dataient de 1957), pour le PCF Fils du Peuple devenait le classique de base. La fidélité à leur personne était, en effet, un bon garant, pour ces opportunistes, de la stabilité de leur place dans le parti. Bien plus, ils parviendront même à identifier le parti et le dirigeant, de telle sorte que toute critique contre le dirigeant devenait automatiquement une critique, une attaque contre le parti. Il n'était même plus question d'analyser les questions posées à la lumière du marxisme-léninisme : du moment qu'une position semblait contradictoire avec celle du dirigeant suprême, alors, inéluctablement, cette position était taxée d'anti-parti, puisque ce n'était pas la position du dirigeant. Dans son rapport au IX^e Congrès, H. Janin déclarait :

[...] le camarade Maurice Thorez vient d'écrire un ouvrage Fils du peuple, qui a un retentissement considérable. Toute la presse a parlé de ce livre, dans lequel notre secrétaire général s'identifie avec le Parti. Cet ouvrage doit être le livre de chevet de chaque communiste. Son étude est indispensable pour comprendre la politique de notre Parti^[247].

Comme on le voit, pour le PCF, dès cette époque la compréhension de la ligne politique du parti était inséparable de l'étude de la biographie du secrétaire général, biographie qui devenait le livre de base du parti. Comment pouvait-il en être autrement d'ailleurs dès lors que le « secrétaire général s'identifie avec le parti » ? De même, dans Connaissance de base du parti communiste chinois, la justesse de la ligne du parti sera prouvée par l'assertion suivante

Notre parti a été organisé et éduqué par le président Mao en personne, c'est un parti grand, glorieux et juste^[248].

Mao, seul garant de la justesse de la ligne du parti, apparaît ainsi en dehors et au-dessus de lui. On peut mesurer l'effondrement de la conception marxiste-léniniste du parti quand on voit ainsi, dans une tautologie grotesque, assimiler la justesse de la ligne du parti par l'existence du dirigeant suprême et réciproquement, l'infaillibilité du dirigeant est prouvée par le développement - prétendu ou réel - du parti ! Il n'est que temps de revenir aux conceptions matérialistes dialectiques et historiques défendues à ce sujet par Lénine

On ne naît pas Bebel, on le devient. Les hommes comme Bebel ne sortent pas, comme Minerve, toute armée de ta tête de Jupiter, ils sont créés par le parti et la classe ouvrière. Ceux qui disent que nous n'avons pas de Bebel ne connaissent pas l'histoire du parti allemand, ne savent pas qu'au moment de la loi d'exception, August Bebel a commis des erreurs opportunistes et que c'est le parti qui a corrigé ces erreurs et dirigé Bebel^[249].

Dans ce contexte, les luttes pour la direction du parti vont prendre un tour tout à fait imprévisible et incompréhensible pour les militants de la base. Le parti ne se renforcera plus en s'épurant, car la ligne des opposants ne sera guère connue et encore moins analysée. Seule la forme de l'épuration diffère, le fond reste le même. Pour le PCC - parti au pouvoir - l'élimination de certains dirigeants s'opérera grâce à la mise sur pied de

grand mouvements de masses démagogiques. Thorez, qui à un moment avait tenté des méthodes un peu similaires, préfère recourir par la suite à des accusations de type policier pour éliminer ceux qui le gênent^[250]. Ainsi s'explique cette curieuse phrase du fascicule édité par l'école élémentaire du PCF :

La politique du Parti Communiste n'est pas à la portée d'un parti faible, d'un parti qui n'a pas le passé du Parti Communiste. Dans la bouche de dirigeants autres que ceux du Parti Communiste, les mêmes mots d'ordre n'auraient pas le même sens. Le même mot d'ordre qui, dans la bouche des communistes, a la valeur d'un appel à la lutte, signifierait dans d'autres bouches un abandon, une reculade. C'est ce que comprennent parfaitement les travailleurs. Le Parti Communiste a pu dire en juin : « Il faut savoir terminer une grève. » Nul autre ne l'a dit, nul autre n'aurait pu le dire sans éveiller la méfiance des travailleurs. Le Parti Communiste seul a pu le dire et il a été écouté, parce que dans la voix du Parti Communiste, le peuple reconnaît sa propre voix^[251].

Dans ce méli-mélo où le passé répond du présent, où la voix du peuple est celle du parti - et vice-versa - quel militant va être capable de juger de la justesse de la ligne de son parti. Ce qu'on lui demande, en le disant presque, c'est d'avoir une confiance aveugle envers ses dirigeants. Dès lors, à la tête d'un pareil parti, c'est bien, comme l'affirme le fascicule d' « éducation », la « sélection naturelle » qui va jouer^[252], et les plus roubards, ceux qui disposent du maximum d'appuis, pourront effectivement survivre en éliminant leurs adversaires « naturels ». C'est bien le même processus auquel on a assisté dans le PCC où l'éviction totale de Teng Siao-ping s'avéra impossible en raison des nombreux liens qu'il avait tissés au sein du Comité central (il avait été secrétaire général du parti pendant plus de dix ans). Dès lors, la « sélection naturelle » devait jouer en sa faveur et, pour éviter de nouveaux mouvements de masses devenus impopulaires en Chine, il ne lui restait qu'à recourir au vieux procédé thorezien : faire pleuvoir des accusations de type policier sur la tête de ceux qui s'opposaient à eux. Pour nous, bien entendu, il n'est pas question de soutenir ceux qu'on a appelé les « quatre » sous prétexte que la clique révisionniste de Teng et Houa les attaque, pas plus qu'il ne nous viendrait à l'esprit de soutenir Mao Tséoung s'il était critiqué par cette clique. Ce serait reprendre justement les conceptions maoïstes ainsi exprimées dans Connaissance de base :

La ligne correcte existe toujours par comparaison avec la ligne erronée, c'est à travers la lutte contre cette dernière qu'elle se développe^[253].

De telles conceptions ne reviennent en effet qu'à soutenir le développement de plusieurs lignes dans le parti, en particulier des lignes erronées, puisque c'est grâce à leur existence que la ligne juste peut exister !

QUATRIEME PARTIE : La question de la démocratie

I - LES ORIGINES DE LA DEMOCRATIE NOUVELLE

Dans le cadre de l'étude des déviations révisionnistes de Mao et du PCC, il est important de bien saisir le fait que ces déviations sont apparues sous une forme nouvelle mais qu'elles trouvent leur source dans le patrimoine révisionniste dont les porte-parole furent entre autres Boukharine et Trotsky au sein du PC(b). Nous ne reprendrons pas ici une histoire détaillée des erreurs révisionnistes, mais nous allons essayer de montrer quelles sont les thèses caractéristiques de ces révisionnistes qui furent réintroduites par Mao comme des « enrichissements » du marxisme-léninisme.

1. BASES ÉCONOMIQUES. CRITIQUE DES THÉORIES ÉCONOMIQUES DÉFENDUES PAR BOUKHARINE.

Dès 1921, Boukharine écrivait

[...] la structure du capitalisme moderne est telle que ce sont les organisations collectives-capitalistes - les « trusts capitalistes d'État » - qui apparaissent en tant que sujet de l'économie. Le capital financier a éliminé l'anarchie de la production à l'intérieur des grands pays capitalistes. Les associations monopolistes d'entrepreneurs, les groupes d'entreprises et la pénétration du capital bancaire dans l'industrie ont créé un nouveau type de rapports de production, en transformant le système capitaliste marchand non organisé en une organisation du capitalisme financier^[254].

En 1928, dans la discussion sur le programme de l'Internationale Communiste, il devait revenir sur cette notion :

Quelques camarades prétendirent que, dans le projet de programme, l'époque de l'impérialisme était trop nettement délimitée de l'époque antérieure du capitalisme, comme s'il n'existait actuellement que des monopoles, etc. [...] Cela tient aux différences de langues [...]. C'est ainsi que, par exemple, dans la traduction allemande, un processus se trouve défini comme terminé, alors que, dans le texte russe, ce processus se trouve indiqué comme progressant, mais non arrivé à son terme ^[255].

Or, le problème n'est pas de savoir si le capitalisme monopoliste d'Etat au moment où en parle Boukharine a déjà éliminé toute concurrence, mais de savoir si la concurrence peut être totalement éliminée par le capitalisme au cours même de son développement. On sait que Lénine a toujours insisté sur le fait que le capitalisme monopoliste ne supprimait pas la concurrence, mais qu'il compliquait ce phénomène. D'ailleurs il a inscrit la note suivante en marge du texte de Boukharine que nous avons cité en premier où celui-ci prétendait que le capital financier a éliminé l'anarchie de la production : « N'a pas éliminé ». Le monopole né du capitalisme concurrentiel complique les lois de celui-ci tout en se développant sur cette même base. L'expérience du développement du capitalisme nous confirme d'ailleurs cette notion car, d'un côté, on assiste à la centralisation et à la fusion des grandes entreprises ainsi qu'à la lutte entre elles et, de l'autre, à la survivance sous des formes nouvelles et acharnées de la concurrence entre petits capitalistes. Ne pas comprendre ce phénomène dialectique de la concurrence à l'époque du capitalisme monopoliste devait amener Kautsky à préconiser la voie pacifique sur la base de l'ultra-impérialisme où la concurrence aurait disparu. Le même mécanisme va conduire Boukharine à des conclusions similaires. Dans la suite de son discours, il dit en effet :

[...] Prenons la société où règne le capitalisme d'Etat. Nous pouvons prendre ici tout tranquillement, c'est bien permis théoriquement, la forme pure de capitalisme d'Etat. [...] Nous avons là une société antagoniste, nous avons le monopole de la classe dominante sur les moyens de production, nous avons deux classes : opprimée et opprimante, exploitée et exploiteuse. Nous n'avons de commerce avec les autres nations que dans les rapports économiques mondiaux. Alors, nous posons la question de savoir si, dans une telle forme de capitalisme - qui, en fait, représente déjà une certaine négation du capitalisme, à cause de la disparition du marché intérieur et de la circulation de l'argent dans l'intérieur du pays - si une crise peut survenir [...] Je ne le crois pas ! ^[256].

Cette conception « théorique » que le capitalisme d'Etat pourrait éliminer les crises au sein même d'une société capitaliste, éclaire d'un jour nouveau l'appréciation que ce théoricien portait sur l'expérience de la Révolution Soviétique. Au V^e Congrès de l'Internationale Communiste il déclarait :

En réalité, l'expérience, non seulement de la Russie, mais aussi des autres pays, montre qu'on ne sortira de la production anarchique que par le marché, par la concurrence entre l'économie prolétarienne d'Etat, entre les entreprises socialisées et toutes les autres formes économiques ^[257].

Ainsi la Nep, selon Boukharine, était une phase obligatoire pour tous les pays y compris les pays capitalistes développés. Pour lui la lutte de classes va être réduite à une simple lutte économique où, la concurrence, abolie par le capitalisme monopoliste d'Etat, devient un phénomène tout à fait inédit ! :

La grosse différence [entre l'économie socialiste et l'économie capitaliste] consiste en ce que dans l'économie capitaliste les grandes et moyennes entreprises se trouvent entre les mains du capital privé, il s'établit, entre elles et les grosses entreprises prolétariennes, une concurrence qui est une lutte révolutionnaire, une lutte de classe entre prolétariat et bourgeoisie. Le phénomène prosdique de la concurrence devient une forme spécifique et nouvelle de la lutte de classe ^[258].

Ainsi la lutte de classes se transforme en une simple lutte économique entre les grosses entreprises bourgeoises et les grosses entreprises prolétariennes. Il le déclare d'ailleurs ouvertement :

C'est naturellement la lutte de classe, sous sa nouvelle forme de l'efficacité économique, qui décidera ^[259].

Mais bien entendu, dans la lutte contre les grandes entreprises capitalistes, Boukharine envisage, comme il l'avait déjà fait en 1918, l'alliance avec la petite bourgeoisie :

En réalité, le processus n'est pas aussi simple, parce que la dictature prolétarienne peut coopérer avec les petits producteurs soumis à son hégémonie. Cela intéresse particulièrement la paysannerie. On peut envisager une situation où le prolétariat et les grandes entreprises prolétariennes font bloc avec les petits producteurs, coopèrent avec eux ^[260].

Cette situation, où le prolétariat coopère avec la petite bourgeoisie, Boukharine n'a jamais cessé de l'envisager depuis 1918 où il critiquait la conception léniniste qui s'attaquait principalement à la petite et moyenne bourgeoisie. L'intérêt que manifeste Boukharine pour la paysannerie s'explique dès lors. Le paysan en tant que petit bourgeois productif est un allié nécessaire au prolétariat. La politique de Boukharine tendra à s'appuyer sur les moyens paysans en essayant d'éviter la liquidation des gros. Il écrira en 1925 dans « Le chemin du Socialisme et le bloc ouvrier-paysan » :

La coopération comprendra donc des parties diverses. Elle renfermera des cellules de koulaks, de paysans pauvres, de paysans moyens et des cellules mixtes. Néanmoins, elle aura une certaine unité. Malgré sa dissociation, la paysannerie conservera son noyau fondamental constitué par le paysan moyen [...]. Auparavant, nous enlevions, sous une forme ou sous une autre, leurs biens aux koulaks pour les partager entre les pauvres, nous appauvrissons les riches pour réaliser une certaine égalisation. Maintenant il en sera autrement : les paysans pauvres et moyens arriveront de plus en plus rapidement à l'aisance grâce à leurs coopératives, auxquelles le pouvoir étatique accordera une protection toute particulière, des privilèges spéciaux et toute sorte de secours matériels et autres^[261].

Ainsi pour Boukharine, le socialisme n'est qu'une simple amélioration du niveau de vie des masses. Sa définition du capitalisme monopoliste caractérisée par la disparition de la concurrence contient en germe sa voie vers le socialisme, basée sur la restauration de la concurrence et où l'abolition de la différenciation des classes, par exemple à la campagne, ne résultera pas de la liquidation des koulaks en tant que classe mais par l'élévation du niveau de vie du petit paysan à celui du gros. C'est ce qui explique son fameux mot d'ordre lancé aux paysans lors du XIV^e Congrès du PC (b) de l'URSS : « Enrichissez-vous ». Enfin, il faut encore noter quelques traits inhérents à sa conception du socialisme basée non sur le développement industriel, mais sur les petits producteurs, en particulier paysans :

Il nous faut nous appuyer sur notre base agricole, utiliser sa production et payer pour les machines importée avec « de la monnaie agricole » [...]^[262].

De même, sa conception du socialisme comme étant la satisfaction à tout prix des besoins des masses et l'élévation du niveau de vie, le conduira à sous-estimer l'importance de l'industrie lourde par rapport à l'industrie légère et il écrira dans le même texte de 1918 :

Dans le domaine des rapports entre le développement de l'industrie lourde et de l'industrie légère, il nous faut partir également de la combinaison maximum des deux facteurs^[263].

On ne peut réécrire ici toute la lutte du PC(b)US contre Boukharine, cependant il est intéressant de montrer comment Lénine et Staline se sont affrontés à Boukharine. Dès 1897, Lénine mettait en avant des conceptions totalement opposées à celles qu'allait développer Boukharine sur la façon dont on devait considérer le capitalisme d'État :

Les social-démocrates soutiennent les classes progressistes de la société contre les classes réactionnaires, la bourgeoisie contre les représentants de la propriété terrienne avec leurs privilèges de caste et contre le corps des fonctionnaires ; la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie. Ce soutien ne suppose ni ne requiert aucun compromis avec les programmes et les principes non social-démocrates : c'est le soutien d'un allié contre un ennemi déterminé^[264].

Il nous faut ici reprendre la définition que donnait Lénine de l'alliance, et ceci contre les déformations qui en ont été faites par les opportunistes, particulièrement Mao Tsétoung :

Tout en montrant la solidarité qui unit tels ou tels groupes d'opposition aux ouvriers, les social-démocrates mettront toujours les ouvriers au premier plan ; ils s'attacheront toujours à expliquer le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité ; ils souligneront toujours que le prolétariat est une classe à part qui, demain, peut se trouver opposée à ses alliés d'aujourd'hui^[265].

Et en 1918, Lénine définissait ainsi l'état économique de la Russie :

Ce qui prédomine actuellement en Russie, c'est le capitalisme petit-bourgeois, à partir duquel il n'est qu'un seul et même chemin pour parvenir aussi bien au grand capitalisme d'État qu'au socialisme, et ce chemin passe par la même étape intermédiaire qui s'appelle « inventaire et contrôle exercés par le peuple entier sur la production et la répartition des produits »^[266].

Et critiquant les gauchistes (du type de Boukharine) il écrivait

Il est typique, pour un révolutionnaire petit-bourgeois, de ne pas remarquer qu'il ne suffit pas au socialisme d'achever, de briser ; cela suffit au petit propriétaire exaspéré contre le grand, mais le révolutionnaire prolétarien ne saurait tomber dans une pareille erreur. [...] Or, ils n'ont pas songé que le capitalisme d'Etat serait un pas en avant par rapport à l'état actuel des choses dans notre République des Soviets. Si, dans six mois par exemple, nous avons instauré chez nous le capitalisme d'État, ce serait un immense succès et la plus sûre garantie qu'un an plus tard, dans notre pays, le socialisme serait définitivement assis et invincible ^[267].

Car pour Lénine dans la situation de la Russie à l'époque :

Ce n'est pas le capitalisme d'État qui est ici aux prises avec le socialisme, mais la petite bourgeoisie et le capitalisme privé qui luttent, au coude à coude, à la fois contre le capitalisme d'État et contre le socialisme. La petite bourgeoisie s'oppose à toute intervention de la part de l'État, à tout inventaire, à tout contrôle, qu'il émane d'un capitalisme d'État ou d'un socialisme d'État ^[268].

Lénine, en effet, était resté fidèle au matérialisme historique. Son socialisme n'avait rien d'un socialisme utopique, il écrivait par exemple :

Car le socialisme n'est pas une invention ; c'est l'assimilation et l'application, par l'avant-garde du prolétariat qui a conquis le pouvoir, de ce qui a été créé par les trusts ^[269].... Car le socialisme n'est pas autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'État. [...] Le capitalisme monopoliste d'État est la préparation matérielle la plus complète du socialisme, l'antichambre du socialisme, l'étape de l'Histoire qu'aucune autre étape intermédiaire ne sépare du socialisme ^[270].

Pour Lénine, la Nep n'était donc qu'une phase transitoire destinée à préparer la possibilité d'asseoir économiquement la dictature du prolétariat. Pour lui, une telle phase transitoire, contrairement à ce que prétendait Boukharine, ne se posait pas dans tous les pays où dominait le capitalisme d'Etat. Prenant l'exemple de l'Allemagne, il notait :

Nous trouvons dans ce pays « le dernier mot » de la technique moderne du grand capitalisme et de l'organisation méthodique au service de l'impérialisme des bourgeois et des junkers. Supprimez les mots soulignés, remplacez l'Etat militaire, l'État des junkers, l'Etat bourgeois et impérialiste, par un autre Etat, mais un Etat de type social différent, ayant un autre contenu de classe, par l'Etat soviétique, c'est-à-dire prolétarien, et vous obtiendrez tout l'ensemble de conditions qui donne le socialisme ^[271].

Et, au III^e Congrès de l'Internationale Communiste, Lénine devait donner cette leçon aux communistes du monde entier :

Mais à part ces classes exploiteuses, il existe dans presque tous les pays capitalistes, sauf peut être en Angleterre, la classe des petits producteurs et des petits agriculteurs. La question capitale de la révolution, c'est actuellement de lutter contre ces deux dernières classes. Pour nous en délivrer, il faut employer des méthodes différentes de celles de la lutte contre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes ^[272].

Staline, poursuivant l'oeuvre de Lénine insistera sur le danger représenté par ces classes. Parlant des conditions qui pourraient rendre possible la restauration du capitalisme en URSS en 1928, il note

Mais nous n'avons pas encore arraché les racines du capitalisme. Où donc résident-elles ? Elles résident dans la production marchande, dans la petite production de la ville et surtout de la campagne ^[273].

Et parlant des possibilités d'évincer ces classes, il note :

Pour cela, il est nécessaire de consolider la dictature prolétarienne, de renforcer l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, de développer nos postes de commande sous l'angle de l'industrialisation du pays [...] ^[274].

Comme on le voit, Staline a poursuivi l'oeuvre de Lénine qui déclarait en 1923

[...] je dois souligner une fois de plus que la grande industrie mécanique est la seule base économique possible du socialisme. Quiconque oublie cela n'est pas communiste ^[275].

Staline devait également combattre les thèses développées par Boukharine sur l'intégration pacifique de la bourgeoisie dans le socialisme :

Les capitalistes de la ville et des campagnes, les koulaks et les concessionnaires qui s'intègrent dans le socialisme, voilà à quelle ineptie en vient Boukharine ^[276]. *Suppression des classes par une lutte de classe acharnée du prolétariat, telle est la formule de Lénine. Suppression des classes par l'extinction de la lutte de classes et par l'intégration des capitalistes dans le socialisme, telle est la formule de Boukharine [...]. La théorie de Boukharine sur l'intégration des koulaks dans le socialisme constitue de la sorte un abandon de la théorie marxiste-léniniste de la lutte de classes* ^[277].

Et Staline s'opposera aussi aux thèses de Boukharine concernant la concurrence comme devenant le phénomène principal de la lutte de classes sous le socialisme. Il écrit :

Nous estimions et estimons que la Nep signifie une certaine liberté de commerce. Ce côté de la question, Boukharine l'a retenu. Fort bien. Mais Boukharine se trompe en supposant que ce côté de la question, c'est toute la Nep. Il oublie que la Nep a encore un autre côté. En effet, la Nep ne signifie pas du tout une entière liberté de commerce, le libre jeu des prix sur le marché. La Nep, c'est la liberté de commerce dans certaines limites, dans certains cadres, le rôle régulateur sur le marché étant assuré à l'Etat. C'est précisément le deuxième côté de la Nep. Et ce côté de la Nep est aussi important, sinon plus, que son premier côté. Le libre jeu des prix sur le marché n'existe pas chez nous, comme c'est le cas ordinairement dans les pays capitalistes ^[278].

En 1952, luttant contre ceux qui tels Sanina et Venger essayaient de reprendre les thèses de Boukharine en prétendant que c'était par l'augmentation de la production marchande que l'URSS pourrait parvenir à un stade supérieur du socialisme, Staline répondait qu'au contraire ce serait :

[...] en restreignant pas à pas la sphère de la circulation des marchandises et en élargissant la sphère des échanges de produits ^[279].

En effet Staline expliquait :

Mais nous, marxistes, nous partons de la thèse marxiste bien connue, selon laquelle le passage du socialisme au communisme et le principe communiste de la répartition des produits selon les besoins, excluent tout échange de marchandises et, par suite, la transformation des produits en marchandises et, en même temps, leur transformation en valeur ^[280].

Nous avons cité de larges extraits de Boukharine d'une part, de Lénine et de Staline d'autre part. Ceci nous a paru important car Boukharine qui avait déjà introduit subrepticement le terme « trust capitaliste d'Etat » avait, nous l'avons vu, tenté très vite de définir un nouveau stade du capitalisme qu'il caractérisait par l'abolition de la concurrence. La lutte contre le capitalisme d'Etat prenait dès lors un caractère réactionnaire, car il voulait restaurer les lois du capitalisme concurrentiel et c'est sur cette base qu'il pensait que le socialisme pourrait l'emporter sur le capitalisme. Cette thèse reflète les positions petites bourgeoises de son auteur qui luttait contre la grande bourgeoisie pour permettre à la petite et à la moyenne de se développer. Ce type de position représentait donc, comme le notaient déjà Marx et Engels, une aspiration réactionnaire pour essayer « de faire tourner en arrière la roue de l'Histoire ». Nous avons vu que Lénine et Staline luttèrent contre la conception boukharinienne. Ils surent montrer que le socialisme ne pouvait s'édifier que sur une base industrielle développée et que ce n'était que sur cette base que l'on pouvait commencer à liquider la production marchande, c'est-à-dire à limiter la loi de la valeur. Il est facile de voir que Boukharine fut le précurseur direct des adeptes du front uni antimonopoliste dans les pays capitalistes, alors qu'en URSS, il fut l'ancêtre de ceux qui essayaient de restaurer le capitalisme en tentant d'éliminer le contrôle qu'exerçait l'Etat prolétarien sur la production et la limitation qu'il imposait à la loi de la valeur et à la circulation des marchandises. L'importance de limiter la loi de la valeur sous le socialisme avait pourtant déjà été montrée clairement par Marx et Engels. Engels écrivait en effet dans l'Anti-Dühring parlant de la société socialiste :

Certes, la société sera obligée de savoir même alors combien de travail il faut pour produire chaque objet d'usage. Elle aura à dresser le plan de production d'après les moyens de production, dont font tout

spécialement partie les forces de travail. Ce sont, en fin de compte, les effets utiles des divers objets d'usage, pesés entre eux et par rapport aux quantités de travail nécessaires à leur production, qui détermineront le plan. Les gens régleront tout très simplement sans intervention de la fameuse « valeur » ^[281].

Pour les marxistes, cela ne voulait pas dire que la détermination de la valeur n'avait plus d'objet. Marx écrivait en effet dans le Capital :

[...] après la suppression du mode capitaliste de production, mais dans le cas de maintien de la production sociale, la détermination de la valeur restera dominante, parce qu'il sera plus nécessaire que jamais de réglementer la durée du travail, de distribuer le travail social entre les différents groupes productifs, enfin d'en tenir la comptabilité ^[282].

Staline s'opposa à ceux qui voulaient suivre le chemin de Boukharine et faire de la loi de la valeur le régulateur de la production en régime socialiste. Il écrivit :

Ces camarades oublient que la loi de la valeur ne peut être la régulatrice de la production que sous le capitalisme, alors qu'existent la propriété privée des moyens de production, la concurrence, l'anarchie de la production, les crises de surproduction ^[283].

Reconnaissant l'importance qu'il y avait à tenir compte de l'influence de la valeur, il précisait :

Est-ce à dire que la loi de la valeur s'exerce chez nous avec la même ampleur que sous le capitalisme ; qu'elle est chez nous régulatrice de la production ? Évidemment non. En réalité, la loi de la valeur, sous notre régime économique, exerce son action dans un cadre strictement limité ^[284].

Et il remarquait très justement les dangers qu'il y avait à essayer de restaurer la loi de la valeur comme régulateur :

Si cela était juste, pourquoi ne développerait-on pas à fond nos industries légères comme étant les plus rentables, de préférence à l'industrie lourde qui est souvent moins rentable et qui parfois ne l'est pas du tout ^[285].

On voit ainsi que la logique interne de la théorie de Boukharine qui voulait faire de la loi du marché, la loi du socialisme explique parfaitement ses thèses sur le développement simultané de l'industrie légère et de l'industrie lourde. Si les thèses de Boukharine avaient été appliquées, il aurait été impossible de jeter les bases économiques de la construction du socialisme.

2. BASES POLITIQUES. CRITIQUE DE LA NOTION DE DÉMOCRATIE TELLE QUE LA VOYAIT TROTSKY.

Une autre question importante sur le plan politique est la représentation que se faisaient les communistes de la notion de démocratie. Pour Lénine et Staline, la « démocratie » en soi n'existait pas, pour eux la notion de démocratie avait un caractère de classe précis. Tous les opportunistes, dont le chef de file était à l'époque Trotsky, mettaient en avant une notion de « démocratie » qui n'était, pour eux, qu'une adaptation au régime soviétique de la démocratie bourgeoise ; ils n'arrivaient pas à se dégager de l'idée que la démocratie ne pouvait exister que par l'affrontement de divers partis se disputant les suffrages des masses. Par la suite Trotsky reprendra ces thèses sur la démocratie en prônant le droit d'existence de plusieurs fractions au sein du parti. Pour Lénine et Staline, au contraire, la démocratie soviétique était caractérisée par le fait que le prolétariat devait diriger l'Etat, et ceci, par l'intermédiaire de son parti, le parti communiste. Une telle conception de la démocratie excluait donc toute forme de parlementarisme et imposait la nécessité de l'existence d'un seul parti, qui seul était en mesure de faire respecter la démocratie prolétarienne. La notion de démocratie joue un rôle important dans la conception de la révolution permanente de Trotsky. Ce dernier écrivait en effet dès 1917 :

A un moment où les classes possédantes s'efforçaient, à travers le gouvernement provisoire, d'établir une république capitaliste « forte », le passage de tout le pouvoir aux soviets, bien que n'étant absolument pas synonyme de « socialisme », aurait en tout cas brisé l'opposition de la bourgeoisie et, en liaison avec les forces productives existantes et la situation en Europe occidentale, aurait imposé une direction et une transformation de l'organisation économique qui seraient allées dans le sens des intérêts des masses laborieuses. Rejetant les chaînes du pouvoir capitaliste, la révolution serait devenue permanente, c'est-à-

dire continue ; elle aurait utilisé son pouvoir non pas pour perpétuer la loi de l'exploitation capitaliste, mais, au contraire, pour la détruire. Ses réalisations ultimes dans ce domaine auraient dépendu des succès de la révolution prolétarienne en Europe ^[286].

Outre l'idée, suffisamment critiquée par Lénine et par Staline, de l'impossibilité de construire le socialisme dans un seul pays et sur laquelle nous ne reviendrons pas dans le cadre de ce chapitre, cet extrait de Trotsky nous montre que, pour lui, on pouvait rompre avec le capitalisme sans pour cela construire le socialisme vers lequel spontanément le mouvement de masse ne pouvait que s'engager. Il avoue d'ailleurs lui-même que ce sont de telles idées spontanéistes qu'il considère comme représentant la théorie marxiste :

Personnellement, j'ai appris du marxisme que, quand les travailleurs entrent en scène comme force indépendante, chacun de leurs pas, loin de renforcer la démocratie bourgeoise, l'affaiblit, en libérant la masse des travailleurs de l'influence capitaliste ^[287].

De telles idées devaient l'amener à écrire en 1918 :

Mais ce critère démocratique purement formel est, aux époques révolutionnaires, dénué de toute valeur réelle. [...] Les organisations démocratiques, qui reposent sur le lourd appareil du suffrage universel, doivent forcément, aux époques révolutionnaires, retarder sur l'évolution progressive de la conscience politique des masses ^[288].

Donc pour Trotsky, ce n'est que pendant les époques révolutionnaires que le critère démocratique purement formel devient dénué de toute valeur réelle. Pendant les époques de stabilité relative, il faut bien conclure que pour lui le « critère démocratique purement formel » a une valeur réelle. Il est intéressant de comparer cette notion de la démocratie à celle que développait Lénine à la même époque :

L'un des orateurs qui m'ont répondu a déclaré que nous avons été partisans de la dictature de la démocratie, que nous avons reconnu le pouvoir de la démocratie. Cette affirmation est saugrenue, absurde et dénuée de fondements au point de n'être plus qu'un assemblage de mots sans suite. C'est comme si l'on disait : neige métallique ou quelque chose d'approchant. (Rires). La démocratie est une forme de l'Etat bourgeois, défendue par tous les traîtres au vrai socialisme, lesquels sont maintenant à la tête du socialisme officiel et affirment que la démocratie est en contradiction avec la dictature du prolétariat. Tant que la révolution n'avait pas dépassé le cadre du régime bourgeois, nous étions pour la démocratie, mais dès que nous avons vu apparaître dans le cours de la révolution les premières lueurs du socialisme, nous nous sommes rangés sur des positions consistant à défendre fermement, résolument, la dictature du prolétariat [...]. La démocratie, c'est du parlementarisme formel et, en fait, ce sont des constantes et cruelles vexations, un joug intolérable, inhumain que la bourgeoisie fait peser sur le peuple travailleur. Ne peuvent objecter à cela que ceux qui, loin d'être les représentants véritables de la classe ouvrière, sont de pitoyables maniaques vivant dans du coton ^[289].

Avec sa conception de la démocratie et son spontanéisme, il est bien évident que Trotsky ne pouvait pas comprendre que la direction de la révolution revienne à un seul parti le Parti bolchévique :

La liste des commissaires du peuple était uniquement composée de Bolchéviks. Il y avait là, décidément, un certain danger politique : la transition était trop radicale, - qu'on se rappelle seulement que les chefs de ce parti, la veille encore, étaient sous le coup d'une inculpation relevant du paragraphe 108 du Code criminel, c'est-à-dire la haute trahison. Mais il n'y avait pas d'autre choix possible. Les autres partis soviétiques hésitaient et déclinaient toute responsabilité ; ils préférèrent se tenir sur l'expectative ^[290].

Ainsi Trotsky regrette que les autres « partis soviétiques » ne soient pas venus « aider » les bolchéviques. La transition aurait été moins brutale aux yeux des masses, trouve-t-il à rétorquer pour défendre sa thèse. C'est qu'en fait il n'a rien compris à la Révolution russe. Dès 1917, Lénine écrivait :

L'enseignement de la révolution russe, c'est que les masses laborieuses ne pourront s'arracher à l'étreinte de fer de la guerre, de la famine et du joug des grands propriétaires fonciers et des capitalistes qu'à la condition de rompre complètement avec les partis socialiste-révolutionnaire et menchévik, de prendre nettement conscience du rôle de trahison de ces partis, de repousser toute entente avec la bourgeoisie, de passer résolument aux côtés des ouvriers révolutionnaires ^[291].

Dans son « Programme de Transition », Trotsky continuera à développer sa conception de la démocratie qui le conduisait tout naturellement à concevoir l'existence de plusieurs partis sous le socialisme :

La démocratisation des Soviets est inconcevable sans la LEGALISATION DES PARTIS SOVIETIQUES^[292].

Staline, critiquant les conceptions de Trotsky, montrera l'importance de la notion dégagée par Lénine. Il cite ce passage de Lénine :

La dictature du prolétariat, si l'on traduit ce terme latin scientifique, historico-philosophique, en langue plus simple signifie ceci : seule une classe déterminée, à savoir les ouvriers des villes, et, en général, les ouvriers des usines, de l'industrie, peuvent guider toute la masse des travailleurs et des exploités dans la lutte pour le renversement du joug capitaliste dans l'acte même de ce renversement, dans la lutte pour le maintien et la consolidation de la victoire, dans la création d'un nouvel ordre socialiste, dans toute la lutte pour la suppression totale des classes.

Staline ajoute :

Telle est la théorie de la dictature du prolétariat donnée par Lénine. L'une des particularités de la révolution d'Octobre, c'est que cette révolution est une application classique de la théorie léniniste de la dictature du prolétariat. Certains camarades croient que cette théorie est une théorie purement « russe », n'ayant de rapports qu'avec la réalité russe. C'est une erreur, une erreur complète. [...] Il faut en conclure que la théorie léniniste de la dictature du prolétariat n'est pas une théorie purement « russe » mais une théorie valable pour tous les pays. Le bolchévisme n'est pas seulement un phénomène russe^[293].

De tout ceci il apparaît clairement que les communistes n'ont pas à mettre en avant la démocratie « en soi ». Le bolchévisme n'est pas un phénomène spécifiquement russe. La démocratie prolétarienne s'oppose à la démocratie bourgeoise précisément parce que, guidée par la philosophie et la science prolétariennes, elle s'oppose à toute manoeuvre démagogique qu'encourage la démocratie bourgeoise sous sa forme achevée : le parlementarisme.

II - L'EXPERIENCE A TIRER DES REVOLUTIONS AYANT ECHOUÉ

Il est important de se référer à la lutte historique menée par le prolétariat contre la bourgeoisie et de tirer l'expérience des révolutions qui ont échoué. L'échec de certaines révolutions permet de mettre en évidence certaines erreurs que le parti du prolétariat ne peut commettre sans être voué à l'impuissance. De ce point de vue nous allons aborder deux exemples historiques qui ont valeur d'exemple pour tous les communistes : celui du mouvement révolutionnaire allemand en 1919 et celui de la révolution hongroise à la même époque.

1. LA RÉVOLUTION ALLEMANDE.

L'expérience de la révolution allemande de 1919 montre que les tentatives de conquête progressive de l'Etat, même appuyées par un mouvement de masse révolutionnaire, ne peuvent mener qu'à l'échec. Le 31 décembre 1918, au Congrès de fondation du Parti Communiste allemand, Rosa Luxemburg posait ainsi le problème :

[...] la dialectique de l'histoire a voulu que nous reprenions maintenant les conceptions que Marx et Engels avaient abandonnées par la suite, considérant qu'elles étaient erronées. Ils avaient alors raison de considérer qu'elles étaient erronées et de les rejeter. Le développement du capitalisme qui s'est produit entre-temps, a fait que ce qui était alors une erreur est devenu aujourd'hui vérité, et aujourd'hui, la tâche immédiate consiste à accomplir ce que Marx et Engels comptaient faire en 1848^[294].

Ce qui est proposé aux communistes allemands, ce sont les thèses défendues par Marx et Engels en 1848 mais sur lesquelles ils s'autocritiquèrent en 1872. Marx et Engels considéraient, au moment où ils écrivirent le Manifeste du Parti Communiste, que pour faire la Révolution, il était possible pour le prolétariat de se servir de l'Etat bourgeois et de le déborder. A ce moment de l'histoire le prolétariat était encore embryonnaire et les bourgeois en Europe n'avaient pas encore consolidé leur Etat. Dans une telle conjoncture il était, en effet, pensable pour le prolétariat de soutenir sa bourgeoisie dans ce qu'elle avait de progressiste, puis d'essayer de la déborder. Engels expliquant cette situation, écrivait :

Entre l'époque d'alors et celle d'aujourd'hui, une génération a passé. En ce temps-là, l'Allemagne était un pays d'artisanat et d'industrie à domicile fondée sur le travail manuel ; aujourd'hui, c'est un grand pays

industriel encore en état de continuelle transformation. En ce temps-là, il fallait réunir un par un les ouvriers capables de comprendre leur situation d'ouvriers et l'antagonisme historique et économique qui les oppose au capital, parce que cet antagonisme lui-même était encore en voie de formation. Aujourd'hui, il faut placer tout le prolétariat allemand sous des lois d'exception pour ralentir, ne fut-ce que légèrement, l'évolution qui lui donnera la pleine conscience de sa situation de classe opprimée ^[295].

Les événements révolutionnaires de 1848 en Europe, et plus particulièrement la Commune de Paris, prouvèrent que non seulement, le prolétariat ne pouvait pas participer à l'Etat bourgeois et essayer de le déborder, mais qu'il devait pour prendre le pouvoir détruire cet Etat. C'est ainsi que Marx et Engels, préfaçant en 1872 le *Manifeste du Parti Communiste*, s'autocritiquèrent sur cette conception de la révolution en permanence. Ils montrèrent que le développement économique et politique de la bourgeoisie d'une part, l'organisation de la classe ouvrière d'autre part, ne permettaient plus de défendre cette conception, et que la destruction de l'Etat bourgeois était une question fondamentale de la révolution prolétarienne

Étant donné les progrès immenses de la grande industrie dans les vingt-cinq dernières années et les progrès parallèles qu'a accomplis, dans son organisation en parti, la classe ouvrière, étant donné les expériences, d'abord de la révolution de Février, ensuite et surtout de la Commune de Paris qui, pendant deux mois, mit pour la première fois aux mains du prolétariat le pouvoir politique, ce programme est aujourd'hui vieilli sur certains points. La Commune, notamment, a démontré que « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte » ^[296].

Rosa Luxemburg passe outre sur cette autocritique et sur l'analyse qui la fonde.

Ainsi, la conquête du pouvoir ne doit pas se faire en une fois, mais être progressive : nous nous introduirons dans l'Etat bourgeois jusqu'à occuper toutes les positions et les défendre toutes griffes dehors ^[297].

Le Parti Communiste allemand lança ainsi le mot d'ordre de « participation au pouvoir », car comme le dit Rosa Luxemburg

En exerçant le pouvoir, la masse doit apprendre à exercer le pouvoir. Il n'y a pas d'autre moyen de lui en inculquer la science ^[298].

Ceci laissa le prolétariat allemand inorganisé face à la social-démocratie, alliée à la bourgeoisie. La social-démocratie allemande, elle, avait vu le danger du mouvement révolutionnaire qui, s'il avait été correctement dirigé, aurait pu permettre au prolétariat de prendre le pouvoir. C'est ce qui fit dire à Noske, un des chefs de file de la socialdémocratie allemande, le 6 janvier 1919

Si les foules avaient eu des chefs décidés, sachant ce qu'ils voulaient, au lieu de beaux parleurs, elles auraient été maîtresses de Berlin ce jour-là vers midi ^[299].

C'était ici la destruction de l'Etat bourgeois qui était en question et que le PC allemand et Rosa Luxemburg éludèrent, sous le prétexte que la Révolution socialiste devait être une révolution avant tout démocratique. Rosa Luxemburg écrivit

Nous n'avons pas le droit de reprendre et de répéter l'illusion de la première phase de la révolution, celle du 9 novembre, croire qu'il suffit en somme pour la victoire de la révolution prolétarienne de renverser le gouvernement capitaliste et de le remplacer par un autre. Le seul moyen d'amener la victoire de la révolution prolétarienne, c'est, au rebours, de commencer par miner le gouvernement Ebert-Scheidemann, pas à pas, par une lutte sociale révolutionnaire de masses du prolétariat ^[300].

Et dans le Programme du Parti était inscrit :

La masse du prolétariat n'est pas seulement appelée à fonder la Révolution dans la connaissance claire de ses buts et de ses orientations. Elle doit aussi, en elle-même, par son activité propre, mener pas à pas le socialisme à la vie ^[301].

Ces thèses montrent clairement l'incompréhension qu'avaient les communistes allemands du rôle de l'avant-garde de la classe ouvrière, c'est-à-dire du Parti. Ils n'avaient pas compris que ce n'était qu'après la prise du pouvoir que

la grande masse du prolétariat pouvait être ralliée et éduquée dans l'esprit de ses intérêts à long terme. Cette sous-estimation du rôle du parti devait être à l'origine de la contre-révolution qui liquida par milliers les communistes qui malgré leur sincérité et leur courage n'avaient pas pris conscience de leur rôle. La Révolution allemande a montré aux communistes du monde entier que l'on ne pouvait espérer gagner à soi la large masse des ouvriers en conquérant progressivement un Etat bourgeois.

2. L'EXEMPLE DE LA HONGRIE.

Pour bien comprendre le problème de la révolution hongroise et l'erreur principale, commise par le Parti, qui entraîna l'échec de cette révolution, il faut tout d'abord voir quel était l'état du mouvement communiste et socialiste en Hongrie avant la guerre. Tous les sociaux-démocrates étaient unis au sein d'un seul parti monolithique qui était si peu différent des syndicats qu'il y avait une unité complète des syndicats et du parti. Comme le note Bela Kun :

Au cours de longues décennies, le mouvement ouvrier en Hongrie ne fut pas le théâtre de cette lutte idéologique et tactique entre différentes tendances qui avait préoccupé le mouvement ouvrier mondial. Les différences, en partie idéologiques, en partie tactiques, qui se confrontèrent dans la plupart des partis ouvriers du monde, laissèrent quasi intact le parti ouvrier hongrois. Sauf les derniers temps, ces luttes ne firent point naître au sein du parti ouvrier hongrois de ces groupes dont la concurrence, pour imposer la victoire de leurs tendances respectives, aurait pu préoccuper au moins une couche plus large de responsables et créer, dans ces couches, une opinion publique ^[302].

Le Parti Communiste hongrois fut fondé à la fin du mois de novembre 1918, et le 21 mars 1919 éclata sous l'influence de la Révolution d'Octobre un mouvement révolutionnaire qui conduisit à l'instauration d'un pouvoir soviétique en Hongrie. Le Parti Communiste, qui avait dirigé cette insurrection, était encore très faible, aussi, quand la majorité de la social-démocratie lui proposa de rejoindre ses rangs sur la base de son Programme, il accepta cette offre. Dans un pays tel que le nôtre, où la bourgeoisie est depuis longtemps la force dirigeante, on a tendance à croire que l'opportunisme se traduit toujours par des concessions ouvertes avec la bourgeoisie. L'expérience de la Révolution hongroise a ceci de très important qu'elle démontre que dans une situation favorable au prolétariat, les opportunistes n'hésitent pas à rejoindre en paroles les rangs des communistes et ceci non pour les renforcer mais pour mieux saborder le mouvement de l'intérieur. C'est la leçon que devait d'ailleurs tirer très clairement Rakosi dans son Rapport au II^e Congrès de l'Internationale Communiste en 1920 :

Le point faible de la dictature consistait en ce qu'elle avait été instituée et réalisée par un parti insuffisamment fort et inexpérimenté. Le Parti Communiste comptait pas mal de forces révolutionnaires, mais comme organisation il était par trop faible. Par la suite, il aurait certainement pris en main la conduite des événements, si toutefois il n'avait pas dès le début commis la grosse erreur de fusionner avec le Parti Social-Démocrate. Le Parti Social-Démocrate se prononça pour la dictature prolétarienne, adoptant sans réserves le programme communiste et excluant de son sein les chefs de « l'extrême-droite » selon l'expression du leader de la droite Garami, bien que les membres du Parti Social-Démocrate, la plupart de ceux-ci étaient d'esprit communiste, et si au lieu de fusionner, le Parti Communiste n'était resté que coalisé avec le Parti Social-Démocrate, il aurait dû admettre en son sein tous ceux qui « sympathisaient au communisme » et les social-démocrates de gauche, à la pression desquels cédait le Parti Social-Démocrate. Ces éléments indécis et tout d'abord chancelants devinrent, il est vrai, lors de la dictature et même après de bons communistes. Mais leur inévitable affiliation au Parti, même sans fusionnement avec les social-démocrates aurait transformé le Parti Communiste en un groupe « socialcommuniste ». En outre, on ne pouvait avoir aucune confiance particulière dans le Parti Social-Démocrate ainsi remanié car il fallait s'attendre, au cas où il conserverait son organisation, à ce qu'il cherchât à se sauver dès la première crise en passant à la bourgeoisie. Pour parer à cette éventualité, il avait fallu, en fusionnant avec lui, le compromettre aux yeux de la bourgeoisie. D'autre part, on se savait alors à la veille de la guerre et l'on désirait renvoyer le règlement définitif des comptes avec la social-démocratie au jour où un répit dans la guerre civile le permettrait. On ne tarda pas à s'apercevoir que malgré leur fusion, les social-démocrates cherchaient à profiter de toute occasion pour saper la dictature. La fusion n'empêcha pas les dirigeants social-démocrates de participer aux négociations secrètes avec les représentants de l'Entente, quant à l'écrasement du pouvoir soviétique et à la formation d'un gouvernement social-démocrate. Il faut dire encore que, même à Budapest, les organisations communistes étaient très faibles, et en province les affaires étaient loin d'aller mieux. Plusieurs organisations locales avaient été complètement détruites par les persécutions des dernières semaines précédant la dictature. Dès lors, la fusion se réduisait tout simplement à une dissolution d'organisations communistes débiles, décimées par

la répression dans les vieilles organisations restées à l'écart de la lutte, et par conséquent intactes, des socialdémocrates ^[303].

Dans ce texte de Rakosi, il faut souligner plusieurs points, tout d'abord :

- Rakosi a tout à fait raison d'insister sur le fait qu'il aurait mieux valu ne pas fusionner avec la social-démocratie même débarrassée de ses éléments d'extrême droite, car les sociaux-démocrates de gauche ne firent que renforcer les tendances opportunistes qui se manifestaient au sein du Parti Communiste, et en particulier dans la question paysanne, ils luttèrent pour que, contrairement à ce qui s'était passé en Union Soviétique, la terre ne soit pas remise aux paysans pauvres. Ainsi la fusion avec la social-démocratie et la sous-estimation du rôle de la paysannerie étaient l'expression de faiblesses théoriques qui se manifestaient à l'intérieur du Parti Communiste hongrois et ce n'est pas sans raison que Bela Kun put écrire de ces deux fautes fondamentales

Toutes les deux constituent des traits communs au communisme de « gauche » et à la social-démocratie de gauche ^[304].

- L'autre aspect sur lequel insiste Rakosi, c'est que la fusion n'empêcha pas les sociaux-démocrates de profiter de toutes les occasions pour saper la dictature. Mieux même, cette fusion leur permit de neutraliser l'influence des communistes dans des secteurs cruciaux. Ainsi le Commissariat du peuple aux armées était composé d'un collège qui comprenait Jozsef Pogany comme commissaire du peuple, Tibor Szamuely et Béla Szranto comme suppléants. Le premier était un social-démocrate qui pendant toute la guerre avait été chauvin et qui se mua brusquement en extrémiste de gauche après la révolution. Szranto, quant à lui, était un social-démocrate de gauche. Szamuely qui était un communiste authentique vit son travail systématiquement entravé par Pogany et il ne fut que fort peu soutenu par Szanto. Alors que les masses, conscientes de la trahison de Pogany, manifestaient pour son renvoi, les sociaux-démocrates qui, eux, essayaient d'éliminer Szamuely, profitèrent de l'occasion pour réorganiser le Commissariat du peuple aux armées composé désormais de 5 membres et dont étaient exclus Pogany et Szamuely. Szamuely devint à cette époque Commissaire du peuple à l'éducation publique, ce qui, pour les sociaux-démocrates représentait un danger beaucoup moins grand. En évinçant les véritables communistes de la direction de l'armée, les sociaux-démocrates affaiblissaient considérablement les possibilités de victoire de la Révolution hongroise. Ainsi la fusion avec la social-démocratie, même sur les bases du Parti communiste, ne représentait en rien le renforcement de ce dernier. Bien au contraire, la règle du centralisme démocratique dans un parti où la majorité était devenue opportuniste liait les mains des authentiques communistes et les empêchait de mener à bien leur action.

III - L'ILLUSION DES DEMOCRATIES POPULAIRES

Dans le cadre des conditions spécifiques engendrées à la fin de la seconde guerre mondiale par la libération en Europe d'un certain nombre de pays, et ceci grâce à l'aide de l'Armée rouge - alliée de classe du prolétariat de ces pays - on pouvait envisager tactiquement que, dans ces pays, l'élimination de la bourgeoisie ait lieu progressivement. Dans un discours de 1952, Rakosi fait effectivement mention d'une telle tactique globale élaborée avant la fin de la guerre. En effet, l'alliance de l'Union soviétique avec les puissances impérialistes « démocratiques » - alliance sur laquelle l'Union soviétique ne se faisait d'ailleurs que peu d'illusions comme en témoigne la correspondance - même officielle - de Staline avec les dirigeants de ces puissances - rendait nécessaire l'élaboration d'une telle tactique destinée à permettre au prolétariat de ces pays d'Europe de s'ériger en classe dominante en évitant de les heurter trop de front. Le rêve d'une nouvelle « Entente » hantait certains cerveaux le discours de guerre contre l'Union soviétique prononcé en mars 1946 par Churchill à Fulton aux Etats-Unis, le Plan Marshall et la mise en place de l'Alliance Atlantique, du traité de l'OTAN (17 mars 1948), en étaient les prémisses. D'autre part, dans ces pays d'Europe, il fallait prendre en compte la faiblesse des partis communistes, luttant depuis de longues années dans les conditions de la dictature nazie ou des régimes fascistes qui lui étaient liés, et ayant été pour certains décimés, de la base au sommet, durant la guerre. En Tchécoslovaquie, par exemple, c'est par deux fois que les membres du Comité Central dans leur ensemble avaient été arrêtés et exécutés par les nazis. C'est ainsi que l'existence d'un Front uni anti-fasciste dans ces pays permettait d'envisager que, sur la base de ce Front, le parti du prolétariat s'impose progressivement comme parti dirigeant. S'il y avait des disparités dans le développement économique de ces pays - dans certains existaient encore des structures féodales, alors que d'autres avaient une formation économique de type capitaliste - les destructions de la guerre rendaient ces disparités moins flagrantes et permettaient également une tactique unique. Dans ce domaine, cette tactique était également et sans doute prioritaire et conditionnée par la situation même de l'Union soviétique : ses vingt millions de morts, son économie décalée géographiquement vers l'Est, la nécessité de revenir d'une économie de guerre à une économie de paix, les destructions matérielles considérables sans

commune mesure avec celles subies par « les alliés » et notamment les U.S.A. C'est ainsi qu'il fallait pallier à l'incapacité pour l'Union soviétique à jouer son rôle, tout de suite, intégralement, de base arrière économique pour ces pays, et que dans ces conditions, on pouvait également envisager une étape similaire à celle de la Nep en Russie soviétique à l'issue d'une autre guerre. Avec cette différence, que nous n'abordons pas dans ce texte, de la tolérance de certains partis bourgeois et petits-bourgeois dans les pays de démocratie populaire, et de la fusion des partis communistes avec les ailes gauches des partis sociaux-démocrates en partis uniques. On ne signalera qu'une seule exception à ces mécanismes, celle de l'Albanie. Le Parti n'y permit pas la formation de partis bourgeois et petits-bourgeois et il n'y eut pas de fusion avec la social-démocratie. Dans une lettre de rectification du PTA à la suite de la sortie en URSS du Manuel d'Economie Politique, Enver Hoxha peut ainsi souligner qu'en Albanie l'appropriation des moyens de production se fit plus rapidement que dans les autres pays de démocratie populaire et que la part du marché libre fut plus réduite. La conséquence immédiate en effet de l'application de la tactique exposée plus haut devait être à des degrés divers selon les pays, la coexistence des deux systèmes économiques ce qui donna, après 1953, des bases économiques réelles à la restauration du capitalisme et permit, notamment en Hongrie et en Pologne, les troubles de l'année 1956. On sait que ce mouvement se traduisit, également depuis 1953, par une dé-collectivisation importante dans les pays de démocratie populaire, sauf en Albanie. Dans ce dernier pays, sur les conseils directs de Staline à Enver Hoxha, on sait que la collectivisation suivit un rythme relativement lent. C'est seulement en décembre 1955, en opposition totale avec la ligne suivie à l'époque dans les différentes démocraties populaires, que le PTA devait lancer le mot d'ordre de collectivisation totale. Ce qu'il faut souligner, c'est que la tactique élaborée pour le passage de ces pays au socialisme allait être érigée en stratégie générale de la prise du pouvoir et ceci quelles que soient les conditions spécifiques. C'est ainsi que les opportunistes, et ceci à un niveau international - ouvertement jusqu'à la condamnation du PCY en 1948 et en 1949 - se mirent à réviser à qui mieux mieux le marxisme-léninisme et à dénaturer la théorie marxiste-léniniste sur l'Etat de dictature du prolétariat en prenant appui justement sur l'existence des démocraties populaires et en profitant, puisqu'il s'agissait d'une tactique, de l'absence de critères sérieux. On va alors tenter de décrire des aspects d'une réalité pour théoriser cette réalité qui n'est qu'apparence et dont justement, puisqu'il s'agit d'une tactique, on ne peut révéler tous les aspects, et les plus essentiels, qu'il s'agit bien - au départ - pour les partis communistes de ces pays de prendre le pouvoir et de l'exercer sans partage. La meilleure non-définition des démocraties populaires est certainement celle donnée en 1947 par Varga :

Ce n'est pas la dictature de la bourgeoisie, mais ce n'est pas non plus la dictature du prolétariat. L'ancien appareil d'Etat n'a pas été brisé comme ce fut le cas en Union soviétique, mais il se renouvelle par l'absorption constante de partisans du nouveau régime. Ce ne sont pas des États capitalistes au sens habituel du mot, et cependant ce ne sont pas non plus des États socialistes. Leur évolution vers le socialisme est basée sur la nationalisation des principaux moyens de production, et sur le caractère même de ces États. Tout en maintenant le pouvoir d'État tel qu'il existe aujourd'hui, ils peuvent passer progressivement au socialisme en poussant le développement du secteur socialiste qui existe déjà à côté du secteur marchand simple (paysans et artisans) et du secteur capitaliste en voie de perdre sa situation dominante ^[305].

Comme on le voit, Varga reprend la théorie boukharinienne du passage au socialisme par la compétition entre le secteur socialiste et le secteur capitaliste. Et, avec cette conception, il est amené naturellement à reconnaître que la lutte des classes existe, mais curieusement, comme Boukharine, il ne verra la lutte se dérouler qu'au niveau économique

La grande bourgeoisie, qui joue encore jusqu'à un certain point un rôle dominant dans le commerce intérieur et extérieur, lutte contre le nouveau régime sur le plan économique, tente de dévaliser l'Etat et de discréditer l'actuel ordre social ^[306].

A la déviation boukharinienne, dans le domaine économique s'ajoute la déviation trotskyste dans le domaine politique avec l'exaltation de la démocratie bourgeoise sous la forme parlementaire

La naissance d'États de démocratie nouvelle montre clairement que la domination politique des travailleurs est également compatible avec le maintien des formes extérieures de la démocratie parlementaire ^[307].

Un autre « théoricien » des démocraties populaires, Léontiev, écrira :

La création d'un type économique de transition en régime parlementaire a été rendue possible par deux circonstances. Premièrement, l'existence de l'Union soviétique qui a édifié le socialisme à base de dictature du prolétariat et écrasé le principal bastion de la domination impérialiste sur le continent

européen : l'Allemagne fasciste et ses satellites. Deuxièmement, le changement radical dans la nature de classe de l'Etat, survenu dans les nouvelles démocraties, qui sont nées de la lutte des masses populaires contre le fascisme et contre l'impérialisme et se sont ainsi séparées du camp impérialiste ^[308].

Ce singulier théoricien reconnaît le rôle joué par l'URSS dans la création des démocraties populaires, mais c'est en fait pour masquer son importance. Si l'URSS représente « le socialisme à base de dictature du prolétariat » c'est donc qu'il existe la possibilité d'existence d'un socialisme sans base de dictature du prolétariat. Ainsi, il suffit en effet à Léontiev que les masses populaires luttent contre l'impérialisme pour que de nouveaux États soient créés, séparés du camp impérialiste. Il est facile de comprendre pourquoi et comment Léontiev va être l'un des précurseurs du socialisme aux couleurs nationales. Il écrit :

Certaines particularités marquent la nouvelle démocratie dans différents pays de l'Europe orientale. Sa maturité plus ou moins grande dépend, dans chaque pays, de la relation qui s'établit entre les forces de l'intérieur et la situation dans l'arène internationale. C'est dans les pays slaves - Pologne, Yougoslavie, Bulgarie, Tchécoslovaquie - historiquement liés par une tradition d'amitié et par une parenté culturelle aux peuples slaves de l'URSS et en premier lieu au grand peuple russe, que la nouvelle démocratie manifeste le plus de maturité ^[309].

Ce chauvin grand-russe et panslaviste va ainsi jeter les bases du socialisme national où l'aspect national, c'est-à-dire chauvin, élimine l'aspect socialiste : seule la proximité avec l'URSS permet d'édifier le socialisme. Voilà un curieux enrichissement du marxisme-léninisme ! Nous voyons les illusions qu'a permises la théorisation de la démocratie populaire comme troisième voie intermédiaire entre la voie socialiste et la voie capitaliste. Ainsi Dimitrov écrivit :

La démocratie populaire n'est ni socialiste ni soviétique. Elle est le passage de la démocratie au socialisme. Elle crée les conditions favorables au développement du socialisme par un processus de luttes et de travail. Chaque pays passera au socialisme par sa propre voie. L'avantage de la démocratie populaire, c'est que le passage est rendu possible sans dictature du prolétariat ^[310].

Le dernier point à relever est que l'emploi même du terme de démocratie populaire à la place du concept scientifique de dictature du prolétariat pouvait permettre de liquider la conception léniniste de la dictature du prolétariat comme forme particulière d'alliance de classe.. Nous avons vu que pour Lénine l'alliance de classe était un phénomène momentané, nécessaire au prolétariat pour parvenir progressivement à la liquidation de toutes les classes. L'alliance de classe impliquait, dans la conception léniniste, la lutte de classes avec l'allié, y compris sous les aspects violents. Or par l'emploi même du terme de démocratie populaire, était liquidé le rôle spécifique du prolétariat noyé dans la masse du peuple au profit de la « démocratie ». De ce point de vue, il est intéressant de noter comment Tito se défend des accusations des bourgeois américains portant sur la dictature existant en Yougoslavie :

Ils affirment encore qu'en Yougoslavie existe la dictature d'un seul parti, c'est-à-dire du parti communiste. En un mot, qu'en Yougoslavie il n'y a, pas de démocratie, mais la dictature [...]. Mais cette dictature est celle du peuple, parce qu'elle représente 96 % de la population. C'est la dictature des 96 % sur les 4 %, ce qui, en d'autres termes, signifie : la démocratie populaire la plus authentique ^[311].

Avec de semblables conceptions, ce n'est pas un hasard si les Yougoslaves mettront en avant l'exemple de la Commune de Paris pour justifier leurs thèses sur le socialisme autogestionnaire, où l'Etat serait progressivement liquidé.

Jusqu'alors, l'histoire des mouvements révolutionnaires avait connu comme forme de ce pouvoir la Commune de Paris, puis le système soviétique, qui avait continué à développer les principes de la Commune de Paris en un système unifié d'Etat de démocratie socialiste. C'est pourquoi notre démocratie populaire devait nécessairement se développer dès ses premiers débuts comme une démocratie révolutionnaire du type de la Commune de Paris et du pouvoir des Soviets ^[312].

Pour Kardelj, assimiler la Commune de Paris où n'existait pas de parti capable de diriger la classe ouvrière et la révolution soviétique était nécessaire pour parvenir à justifier ses thèses. Si en effet la Révolution soviétique n'était que le prolongement de la Commune de Paris, c'est cette dernière qu'il fallait prendre comme exemple et dès lors il trouvait dans les insuffisances mêmes de la Commune de Paris, incapable de constituer un gouvernement central pour la France, une justification de ses thèses autogestionnaires. Et il écrit :

Tout au long des siècles l'idée de l'auto-administration locale du peuple a été l'idéal des hommes de progrès et des révolutionnaires. [...] Elle était l'armature et le fondement politique de la dictature du prolétariat dans la Commune de Paris ^[313]

Et le même Kardelj va être amené à reconnaître vingt-cinq ans plus tard que pour lui les différences sociales continuent à exister en Yougoslavie. Et il écrit :

Pour ma part, j'attribue cet échec avant tout au fait que nous n'avons justement pas respecté suffisamment les lois du marché ^[314].

Mettre en avant la démocratie formelle, rappeler de façon insistante l'exemple de la Commune de Paris, pour en arriver à réclamer l'application intégrale des lois du marché, telle est l'attitude des révisionnistes yougoslaves. Mais il faut reconnaître que dans une certaine mesure, l'existence de démocraties populaires où les lois du marché continuaient à exister a contribué à la sous-estimation chez certains communistes de l'importance de la connaissance des lois économiques du capitalisme. Ne comprenant pas l'importance de la formation économique, ils en arrivaient à sousestimer le rôle du parti réduit à la seule liaison aux masses. Or oublier l'importance du rôle du parti dans le domaine économique, lors de la construction du socialisme, revient à rendre cette construction impossible. Si en effet on ne contrôle pas le développement économique, les lois de l'économie marchande s'imposeront d'elles-mêmes, et la restauration de la domination de la bourgeoisie s'ensuivra nécessairement. Et ce n'est pas un hasard si les révisionnistes tchécoslovaques se portent au secours des révisionnistes français en faisant publier en 1958 un livre tirant soi-disant le bilan des journées de février 1948 qui s'achève par la conclusion suivante :

Le fait que l'on ait obtenu chez nous la défaite complète de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat par une voie rigoureusement constitutionnelle, démocratique et parlementaire revêt une importance toute particulière et significative. Ce fait a une valeur exceptionnelle pour le prolétariat des pays capitalistes, car il lui montre de nouvelles voies et de nouvelles possibilités dans la lutte contre la bourgeoisie des puissances impérialistes. La transformation de notre révolution, achevée par les événements de février montre qu'en utilisant une tactique et une stratégie justes, le prolétariat peut, par des actions révolutionnaires contre les forces les plus réactionnaires - comme l'est aujourd'hui la bourgeoisie impérialiste - et dans des conditions favorables, s'assurer la direction de la nation, détenir au bout d'un certain temps des positions décisives dans l'appareil du pouvoir et, en se servant du Parlement, passer pacifiquement à la révolution socialiste ^[315].

Pour conclure, sans vouloir entrer dans le détail de la lutte entre communistes et révisionnistes au sein des pays de démocratie populaire, il faut relever que la tactique même des démocraties populaires ne fut pas toujours bien comprise par certains communistes qui restèrent désorientés par l'emploi abusif du mot démocratie. A. L. Strong nous rapporte de son voyage en 1946, dans la Pologne de Gomulka, un exemple de ce genre :

A ce même congrès paysan, ma notion de la démocratie fut extrêmement heurtée. Un délégué dont les vêtements et le visage fin n'étaient pas d'un paysan avait assisté avec amusement à mon enquête ; il me déclara qu'il était un « agronome », envoyé par l'administration provinciale, en raison de ses connaissances techniques. « La démocratie par le haut ! » ajouta-t-il. Surprise, je lui demandais si c'était là une critique ou s'il y avait vraiment une démocratie venant d'en haut. Avec le même détachement amusé, il répliqua « Il y a tellement de sortes de démocraties... la démocratie à la manière occidentale, que la plupart des paysans d'un certain âge croient préférer ; la démocratie soviétique que désirent un certain nombre d'ouvriers agricoles... Je pense que ce que nous sommes en train de récolter, en Pologne, c'est « une deuxième démocratie-et-demie ». L'allusion à la « Deuxième Internationale-et-demie », était claire. Cet homme était un vétéran des luttes révolutionnaires des deux dernières décades. Mais il y avait en lui quelque chose d'inquiétant, comme s'il se moquait de nous tous. Aussi lui demandai-je, carrément, quelle sorte de démocratie il désirait, quant à lui. « Moi ? Je ne suis pour aucune démocratie ! » lança-t-il. « Je suis pour la dictature du prolétariat ! » ! Il était ravi de me surprendre, aussi continua-t-il : « J'étais communiste, mais je ne suis pas inscrit à ce nouveau PPR ; c'est bien trop édulcoré pour moi. Pourquoi l'Union Soviétique ne nous incorpore-t-elle pas, comme des égaux, dans l'Union, au lieu de nous laisser au-dehors comme une république mongole pas assez mûre pour être soviétisée ? » A ces derniers mots, sa raillerie se fit mauvaise. Il donnait au monde un goût amer. C'était un empoisonneur professionnel de l'idée de démocratie, de toute confiance entre nations. Que faisait-il dans ce congrès de gens simples, organisant hâtivement leur pays ? Empoisonnait-il pour le compte de Hitler, des Polonais de Londres ou simplement par fierté pour sa propre sophistication ? Il était difficile de le démêler ^[316].

On voit clairement dans ce texte que les amateurs de démocratie, comme A. L. Strong, n'essayèrent même pas de justifier la démocratie populaire, il leur était plus facile de laisser planer des doutes sur l'origine sociale des défenseurs de la dictature du prolétariat et de leur lancer à la tête des accusations policières, méthodes chères à tous les révisionnistes.

IV - LE PCF

Il nous a paru important de montrer l'origine de l'opportunisme moderne, depuis son apparition au sein du PC(b) jusqu'à son développement engendré par l'illusion des démocraties populaires. En effet, le fait est frappant que le PCF se servira de l'exemple des démocraties populaires pour liquider l'exemple de la dictature du prolétariat qui fut mis en oeuvre par le PC(b). Thorez se servira de l'exemple des démocraties populaires pour mettre clairement en avant ses conceptions parlementaristes de la prise du pouvoir. Une telle conception ne peut être reprise que par ceux qui ignorent ce qu'est la dictature du prolétariat et qui exaltent la démocratie bourgeoise. Ainsi le lien est automatiquement réalisé entre le fait de prôner le parlementarisme et celui de mettre en avant les nationalisations et la démocratie « en soi » ; l'exaltation des démocraties populaires comme nouvel exemple historique à suivre amène nécessairement à reprendre les vieilles thèses de Trotsky et Boukharine. Et Thorez qui développe une ligne révisionniste tout à fait ouvertement n'hésite pas à déclarer après son éviction ainsi que celle des autres membres communistes du gouvernement en mai 1947

Mais le fait, c'est que, dans les conditions du développement historique, en Pologne et en Bulgarie, par exemple, il n'a pas été nécessaire d'instaurer la dictature du prolétariat. C'est que le camarade Dimitrov est président d'un gouvernement qui s'appuie sur un Parlement et qu'il est chef d'un gouvernement qui comprend à côté des communistes, des socialistes, des représentants de partis paysans, de partis petits bourgeois, et que cet ensemble de pouvoir exercé exclusivement dans l'intérêt du peuple est dirigé contre les anciennes couches dominantes, au moyen d'abord des nationalisations, ensuite de la réforme agraire qui exproprie les grands agrariens et donne les terres aux petits paysans, enfin par une politique de crédit qui soutient la masse des paysans et la rassemble autour de la classe ouvrière. Quand le camarade Dimitrov est chef du gouvernement, quand le ministre de la Guerre est communiste, quand le ministre de l'Intérieur et le chef de la police de Sofia sont communistes, etc., vous savez, ça peut s'appeler dictature du prolétariat^[317].

Cette conception de la prise du pouvoir réduite à l'ascension gouvernementale des communistes parcourt d'un fil noir toute l'histoire du PCF. Voilà ce que nous ne devons pas perdre de vue quand nous étudions ce parti, et il ne faudrait surtout pas prétendre que c'est du fait de la dégénérescence du PCUS qu'il aurait dégénéré. Cette attitude est, de fait irresponsable, car elle n'a comme but que d'esquiver la recherche des traits spécifiques du révisionnisme français. Couvrir le révisionnisme du PCF au nom de son adhésion à l'Internationale Communiste ne revient en fait qu'à reprendre à son compte ce révisionnisme. Dans une de ses interventions à la Conférence des Partis communistes et ouvriers à Moscou en novembre 1960, Thorez assura une fois de plus la direction révisionniste du PCUS de son plus fidèle soutien, notamment sur la question de la voie pacifique conduisant à la révolution prolétarienne. Le faisant, Thorez ne suivait pas aveuglément la direction du PCUS, il défendait, en fait, des positions qui étaient depuis longtemps celles du PCF. En effet, dès 1946, comme il le mentionne dans son discours, reprenant l'interview qu'il avait donnée au Times le 18 novembre 1946, le Parti Communiste Français considérait que :

Les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de rares exceptions qui confirment la règle, permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes^[318].

Par « progrès de la démocratie » il faut entendre l'éclosion des démocraties populaires dans les pays d'Europe centrale. Il déplorera qu'à l'époque le mouvement communiste international n'ait pas fait siennes ces nouvelles thèses, les considérant comme opportunistes :

Nous n'avons pas été aidés à l'époque, on ne nous a guère encouragés sur cette voie. Certains ne voulurent pas nous comprendre et traitèrent cette opinion de manifestation d'opportunisme et de parlementarisme. A la première conférence du Bureau d'information, les délégués yougoslaves dirigèrent contre nous à ce propos une critique qui se voulait de gauche : leur attitude par la suite devait démontrer suffisamment la valeur d'une telle prétention^[319].

A la première réunion du Bureau d'information (septembre 1947) les Yougoslaves ne défendaient pas - contre le PCF et le PCI - leurs propres thèses, mais se camouflaient en mettant en avant des positions qui étaient celles du mouvement communiste international, de ses éléments marxistesléninistes. La situation, en effet, avait considérablement évolué en quelques mois : la « guerre froide » avait succédé à l'euphorie de la victoire, et le plan Marshall tentait de soumettre, dans le cadre du marché mondial capitaliste, le maximum de pays à l'hégémonie de l'impérialisme américain. Or, dans cette nouvelle conjoncture - ayant confondu tactique et stratégie, le PCF défendait toujours des positions qu'il n'était plus question, au nom d'une tactique révolue, de laisser s'épanouir. Le PCF ne pouvait évidemment, comme le montre l'intervention de Thorez en 1960, accepter de gaîté de coeur, le coup porté à sa stratégie révisionniste. Exclu du gouvernement, il ne lui restait cependant plus qu'à se soumettre. C'est ce qu'il fit jusqu'à la mort de Staline, tout en tentant de mettre sur pied de nouvelles combinaisons révisionnistes, notamment le Front uni national de l'automne 1952. Il faut noter que la condamnation du PC yougoslave qui avait totalement dégénéré en parti social-chauvin, permit au PCF de réintroduire sous une autre forme les erreurs pour lesquelles il avait, à juste titre, été condamné en 1947, et pas uniquement par les Yougoslaves.

1. QUEL POUVAIT ÊTRE LE CONTENU D'UN GOUVERNEMENT DE DÉMOCRATIE POPULAIRE EN FRANCE ?

En France, pays impérialiste, il n'y avait aucune tâche de liquidation du féodalisme à réaliser. Ce que Thorez préconisait ne pouvait être que l'idéalisation du régime démocratique bourgeois auquel les communistes auraient été associés. La participation des communistes au gouvernement sera un des buts essentiels poursuivis par le PCF. Mieux même, la participation des communistes au gouvernement sera pour eux la garantie que l'Etat bourgeois pourra évoluer pacifiquement vers la dictature du prolétariat. Et Thorez réclamera

Un gouvernement qui maintienne la voie ouverte vers toujours plus de liberté, de progrès et de justice sociale. Ce gouvernement devrait être de même formule et avec le même président [du Conseil] qu'actuellement ^[320].

La formule qui plaît tant à Thorez est la présence de ministres communistes au gouvernement. Le but fixé, à l'époque, par Thorez était

*Assurer le relèvement de la France.
Assurer la grandeur et l'indépendance de notre pays ^[321].*

Le parti de Thorez n'est donc pas un parti communiste qui défend les intérêts du prolétariat, c'est en fait le parti le plus nationaliste et chauvin qui soit. D'ailleurs Thorez écrit :

Le Parti communiste s'affirme comme le parti de la classe ouvrière, le parti de tous les travailleurs, le parti du peuple, le parti de la France et de l'Union française ^[322].

Certains s'indignent du fait que le PCF ait lancé le mot d'ordre de la bataille de la production, mais ce qu'ils n'arrivent pas à comprendre, ce sont les causes profondes qui ont motivé ce mot d'ordre. A la base de ce mot d'ordre, il y a le nationalisme exacerbé du PCF. Or le nationalisme dans un pays impérialiste n'a et ne peut avoir aucun caractère progressiste, ce n'est qu'une des expressions des intérêts de l'impérialisme. Et Thorez, d'ailleurs se servira des sentiments chauvins des masses populaires, éludera le caractère de classe des luttes sociales pour le présenter comme la lutte entre les forces nationales et les forces internationales. Ainsi parlant de la bataille qui opposait le PCF aux forces de la réaction, il écrit :

Elle met aux prises les forces démocratiques, nationales, et les forces de la réactions, qui font passer leurs privilèges avant les intérêts de la nation et s'appuient sur des forces internationales ^[323].

On mesure l'indignation de Thorez contre les forces de la réaction qui font passer leurs intérêts avant ceux de la nation, car Thorez, lui, a toujours sacrifié les intérêts de la classe ouvrière au nom des intérêts nationaux. Il écrira même que :

Le mérite essentiel de la classe ouvrière, à l'appel de notre Parti communiste, c'est d'avoir assuré, dans des délais rapides, le relèvement de la France ^[324].

C'est ce qu'il avait déclaré aux mineurs

Si vous produisez beaucoup, c'est seulement dans l'intérêt du pays, et c'est dans votre propre intérêt ^[325].

2. LES CONCEPTIONS « THÉORIQUES » DU PCF.

Thorez défendait l'Etat bourgeois. C'est un fait. Il tentera de justifier sa politique théoriquement, ce qui l'amènera à reprendre à son compte, en les faisant fusionner, des thèses préconisées par Trotsky et Boukharine. Ainsi il écrit :

Ce que veulent les travailleurs, c'est exactement l'inverse tout ce qui tend à élargir la notion et la pratique de la démocratie, une démocratie nouvelle, débarrassée des trusts... ^[326]

Il était nécessaire pour Thorez de lier la théorie boukharinienne à la théorie trotskyste, car, pour pouvoir défendre l'idée de la poursuite de la lutte pour la démocratie, dans un pays qui avait depuis plus d'un siècle accompli sa révolution bourgeoise, il était nécessaire de trouver un ennemi commun à la bourgeoisie moyenne et petite, qualifiée pour la circonstance de nationale, et au prolétariat : ce seront les monopoles. Les monopoles remplaceront, pour Thorez, la féodalité et son but sera de construire « une démocratie nouvelle, débarrassée des trusts ». Nous allons nous arrêter sur deux points essentiels concernant la théorie de Thorez.

a) Sur la démocratie.

Comme pour Trotsky, la démocratie thorezienne est basée sur le fait de l'existence de plusieurs partis. Et il assigne bien entendu à cette démocratie, la forme du parlementarisme. Ainsi, s'appuyant sur l'exemple des démocraties populaires, il déclarera :

Il n'y a pas eu une transition brusque et brutale à un autre système. Il y a ici un phénomène qu'il nous faut étudier, auquel il nous faut réfléchir : le pouvoir de la classe ouvrière, le pouvoir exercé au nom de la classe ouvrière et du peuple, par un Parti communiste qui n'est pas seul, mais qui peut s'associer avec d'autres partis ; cela figurait aussi dans les thèses de notre X^e Congrès. Comme en Pologne, comme en Yougoslavie, ce pouvoir s'exerce avec le maintien des formes parlementaires ^[327].

Pour Thorez :

Les communistes sont des démocrates. Ils sont, de tous les démocrates, les démocrates les plus conséquents, car ils entendent substituer à une démocratie encore limitée en droit et en fait, une démocratie sans entraves ^[328].

C'est là la reprise des thèmes de Kautsky sur la démocratie pure, que Lénine avait déjà combattues :

La « démocratie pure » n'est qu'une phrase mensongère de libéral qui cherche à duper les ouvriers. L'histoire connaît la démocratie bourgeoisie qui prend la relève de la féodalité, et la démocratie prolétarienne qui prend la relève de la démocratie bourgeoise ^[329].

Car pour Lénine :

La dictature révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la violence, que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi ^[330].

Mais ce n'est pas à Lénine que le PCF va se référer : il va brandir Condorcet. Si le prolétariat doit exercer sa dictature sur la bourgeoisie, c'est pour liquider cette dernière, ainsi que ses partis, et c'est pourquoi dans un pays comme le nôtre où la bourgeoisie a connu son plein développement, il n'est pas question de coexistence avec d'autres partis sous dictature du prolétariat. Or cette notion a été totalement liquidée par Thorez qui préconisa le régime parlementaire comme un idéal absolu :

Comme si, à notre époque, le régime parlementaire était concevable sans de grands partis organisés, s'affrontant dans une compétition loyale et sans jamais perdre de vue l'intérêt supérieur de la patrie ! ^[331]

Pour Thorez, l'existence de classes différentes était si mécaniquement liée à l'existence de partis différents, qu'il ne concevait la disparition des partis qu'avec l'extinction des classes :

Avec la disparition des classes disparaîtront tous les partis politiques, y compris le Parti communiste ^[332].

Cette conception de la coexistence de plusieurs partis jusqu'au communisme reflète une conception mécaniste et une incompréhension des rapports entre infrastructure et superstructure. En effet, sur la base du développement capitaliste, la dictature du prolétariat, par l'intermédiaire de son parti unique, s'impose pour transformer l'économie en économie socialiste par la liquidation de la production et de l'échange marchands. De plus, ces transformations dans le domaine économique doivent s'accompagner de la lutte contre les survivances de l'idéologie bourgeoise, c'est pourquoi la liquidation de tous les partis bourgeois est une nécessité bien avant l'accession au communisme. Mais Thorez, qui reste prisonnier des idées de « démocratie en soi », n'envisage sous le terme de dictature du prolétariat que la prédominance des communistes dans le parlement. Avec une telle optique, on comprend son souci de vouloir gagner le maximum de voix et ses propositions de fusion organique avec la social-démocratie. Dans son fameux interview au Times, il déclarera :

L'union des forces ouvrières et républicaines est le sûr fondement de la démocratie. Le Parti ouvrier français, que nous proposons de constituer par la fusion des Partis communiste et socialiste, serait le guide de notre démocratie nouvelle et populaire ^[333].

Une telle déclaration ne peut que surprendre ceux qui ne connaissent absolument pas l'histoire du PCF. L'union organique avec la social-démocratie fut l'un des leitmotifs qui devait ponctuer la politique du PCF depuis les années 35. Ainsi Duclos déclarera en 1937 :

Pour n'avoir pas voulu s'incliner devant le vote de la majorité du Congrès de Tours, une minorité indisciplinée allait prendre devant l'histoire la lourde responsabilité de la scission de la classe ouvrière de notre pays (applaudissements), scission, je le répète, que notre Parti communiste n'a jamais considérée comme définitive ^[334].

Le PCF et Thorez ne tireront aucune leçon de l'éviction des ministres communistes du gouvernement. Ils persisteront à mettre en avant le problème de la démocratie. Et Thorez déclarera à la fin de 1947, obligé de reconnaître l'échec de la politique du PCF :

Il y a pas chez nous une démocratie de type nouveau. S'il y avait une telle démocratie, nous serions au gouvernement et à la direction du gouvernement. Mais il y a des éléments qui peuvent permettre le passage à une telle démocratie. Il y a des nationalisations. Il y a l'organisation des Comités d'entreprise, le rôle grandissant des organisations ouvrières et du Parti communiste ^[335].

Avec la mise en avant des Comités d'entreprise, on voit Thorez reprendre à son compte les illusions de la gauche allemande sur la possibilité de gagner progressivement l'appareil d'Etat, après avoir repris celles des communistes hongrois sur la fusion avec la social-démocratie. Mais, ce qui le distingue des communistes allemands et hongrois, c'est que pour lui il ne s'agit pas d'erreurs tactiques. Comme Trotsky, Thorez est beaucoup plus soucieux de s'assurer une place dans l'appareil d'Etat que d'abattre l'Etat bourgeois. Et chez lui, ce ne sont pas des erreurs mais une ligne directrice qui guidera sa conduite : installer son parti dans l'appareil gouvernemental. Car, comme on l'a vu, pour lui, il ne s'agissait en aucune façon de liquider le parlement, alors que pour Lénine :

[...] la participation à un parlement démocratique bourgeois, loin de nuire au prolétariat révolutionnaire, lui permet de démontrer plus facilement aux masses retardataires pourquoi ces parlements méritent d'être dissous, facilite le succès de leur dissolution, facilite l'« élimination politique » du parlementarisme bourgeois ^[336].

b) Sur l'économie.

Nous avons vu que Thorez au « pouvoir » n'avait qu'une préoccupation, faire travailler les ouvriers pour relever la France. Peu importait, le type d'Etat, que l'on soit dans un système capitaliste ou socialiste. En bon défenseur du capitalisme, ce qui le préoccupera le plus c'est de voir l'augmentation de la productivité. Et de ce point de vue, il déplorera la vétusté de l'appareil de production français et tel Trotsky, il n'hésitera pas à s'adresser aux Américains afin de doter la France d'un outillage moderne :

[...] je dois dire aujourd'hui que développer la production, cela veut dire surtout développer la productivité. Nos amis américains peuvent, à cet égard, être d'une très grande efficacité et je ne doute pas que les Américains sachent parfaitement que les efforts admirables des ouvriers français seraient vains si on ne mettait pas à leur disposition l'outillage moderne permettant de découpler le rendement ^[337],

Nous avons dit que la politique du PCF était fondée sur la lutte contre les monopoles. Il déclarera

Mais la réaction n'a pas désarmé. Ses bases économiques (le capitalisme des monopoles) et sociales subsistent [...] ^[338].

Ainsi, en faisant des monopoles la cible à atteindre, Thorez reprendra de Boukharine l'idée de l'intégration pacifique de la bourgeoisie non monopoliste au socialisme. Il ira plus loin encore sur ce point dans la trahison. Alors que Boukharine préconisait le maintien de la bourgeoisie petite et moyenne au nom de l'intérêt du prolétariat, pour Thorez, le rôle du prolétariat est de préserver l'existence des petits et moyens capitalistes. Aussi, tout naturellement, déclarera-t-il que le Parti Communiste est contre l'expropriation de tous les moyens de production. A ce sujet, il précise :

Il [le PCF] ne préconise l'expropriation que des grands moyens de production. Rien n'est plus étranger aux communistes que l'attitude qui consiste à s'incliner devant la « fatalité » de la concentration capitaliste. Les communistes pensent non seulement « qu'il faudrait » sauver les classes moyennes, mais qu'il faut les sauver, parce qu'il est possible de le faire ^[339].

On sait de quels communistes parle Thorez, car dans sa hâte à vouloir défendre l'existence et la préservation de la moyenne bourgeoisie, il a liquidé la science de l'économie politique marxiste qui enseigne que la concentration est inhérente au mode de production capitaliste. Ainsi, Engels écrit :

Ce que nous possédons de science économique jusqu'ici, se limite presque exclusivement à la genèse et au développement du mode de production capitaliste : cela commence par la critique des restes des formes féodales de production et d'échange [...], et termine par la critique socialiste du mode de production capitaliste, c'est-à-dire par l'exposition de ses lois dans le sens négatif, par la démonstration que ce mode de production, par son évolution propre, tend vers le point où il se rend lui-même impossible ^[340].

Comme on le voit, pour Engels, comme pour tous les marxistes d'ailleurs, c'est l'évolution même du mode de production capitaliste qui, par la concentration inéluctable des moyens de production qu'il entraîne, rend possible et nécessaire l'établissement du système socialiste. Et celui-ci suppose l'expropriation de tous les capitalistes ; c'est pourquoi les intérêts du prolétariat sont antagonistes avec ceux de la bourgeoisie. Mais c'est cela que ne peut reconnaître Thorez qui est, comme il le déclare lui-même

Convaincu de la solidarité profonde des intérêts du prolétariat et des classes moyennes [...] ^[341].

3. UNE LIGNE CONTINUE : 1936-1946.

Il faut souligner que le plan de soutien du PCF à la bourgeoisie était prêt dès 1936 et qu'il lui proposait déjà à cette époque ses services. Thorez déclarait ainsi

Le Parti communiste est convaincu qu'il est possible, même dans les cadres du système capitaliste, de lutter contre la misère et de provoquer une reprise de l'activité économique ^[342].

Cette phrase est extraite d'un article paru le 1^{er} novembre 1936 dans les Cahiers du Bolchévisme, article qui réapparaîtra tel quel dans l'Humanité du 24 novembre 1946, sous le titre « Une ligne continue » ! Il s'agit bien de continuité pour la ligne révisionniste du PCF. Et Thorez reprend ici les thèses de Boukharine sur la possibilité de juguler les crises en système capitaliste. Cette position ne peut nous étonner puisqu'elle résulte d'une même analyse. Pour Thorez comme pour Boukharine, la nationalisation des seuls monopoles permettrait même en système capitaliste d'avoir une économie planifiée, stable. Thorez écrira à ce propos :

L'idéal du Parti communiste, c'est la substitution à la production pour le profit de la production pour les besoins, par la transformation des grands moyens de production de propriété individuelle en propriété sociale.

C'est sur cette base que Thorez et le PCF défendront la petite propriété et fonderont leur alliance avec les classes moyennes

Les communistes n'entendent nullement supprimer la petite propriété agraire, commerciale ou industrielle. Ils sont convaincus que l'organisation de la vie économique, dont les bases seront

constituées par la socialisation des grands moyens de production, pourra se réaliser par une collaboration librement consentie des paysans, des petits et moyens commerçants et industriels avec la classe ouvrière ^[343].

De quels communistes parle Thorez ? Ceux-ci ressemblent davantage à des révisionnistes, car la défense de la petite propriété privée n'a jamais été un principe communiste. Bien au contraire, Lénine a toujours affirmé que la petite propriété privée était un danger pour le socialisme, car c'était elle qui engendrait la grande propriété privée. Et Engels écrivait dans « La question paysanne en France et en Allemagne » en 1894 :

Nous voici déjà sur un terrain bien étrange. Le socialisme combat tout spécialement l'exploitation du salariat. Et là, on vient nous déclarer que le devoir impérieux du socialisme est de protéger les fermiers français, lorsqu'ils... « exploitent des journaliers », - je cite textuellement ! Et ce, parce qu'ils y sont en quelque sorte contraints par « l'exploitation dont ils sont eux-mêmes victimes »! ^[344]

Comme on le voit, la défense de la petite propriété privée est une vieille idée du mouvement communiste français, déjà combattue par Engels et l'alliance de la classe ouvrière avec les classes moyennes, sous prétexte que ces dernières sont elles aussi victimes des monopoles, n'en est qu'une réédition. La référence au Front populaire, à 1936, n'est pas seulement formelle. Elle ne vise pas seulement - dix années après - à renouer avec l'enthousiasme et les espoirs effectivement soulevés à l'époque, et effectivement déçus. Pour convaincre de sa bonne foi une bourgeoisie méfiante, et qui connaît le marxisme, le PCF doit effectivement montrer qu'il y a continuité, et que 1936 n'était pas une tactique. Il doit donc ériger en théorie ses falsifications du marxisme - léninisme, et ce faisant, il mérite effectivement qu'on le qualifie de révisionniste. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre les discours et interventions de Thorez et des autres dirigeants du PCF dans les années 1946-1947. Il serait plus exact de dire qu'on assiste là simplement à une théorisation plus élaborée. Les textes de 1936 que nous avons déjà analysés plus haut, notamment en ce qui concerne la question du parti, démontrent bien qu'il ne s'est pas agi de déformations passagères, d'erreurs théoriques accidentelles, mais bien d'un ensemble cohérent de thèses révisionnistes. Sous quelque aspect que l'on étudie le PCF, par exemple sa conception de l'Empire français durant la Seconde Guerre Mondiale et dans les années qui suivirent, il est immédiatement évident qu'il y a une cohérence générale ^[345]. En ce qui concerne les deux points où nous nous sommes limités ici, la conception de la démocratie et les thèses économiques, le souci de se référer à la période 1936 est clairement exprimé par Thorez en 1946, notamment quand il déclare :

En réalité, jamais marxiste n'a été indifférent aux formes politiques de la société où il agissait, et plus concrètement à l'existence et aux progrès possibles de la démocratie. [...] C'est précisément sur cette notion théorique que nous avons fondé notre lutte ardente contre le fascisme et pour la formation du Front populaire. Les rapports à nos Congrès de Villeurbanne (janvier 1936) et d'Arles (décembre 1937) ont souligné que le rôle de la démocratie n'était pas encore achevé ^[346].

Une fois de plus, c'est la conception trotskyste de la démocratie en soi. Démocratie que le PCF se propose de développer et qu'il considère dès cette époque comme une étape menant au socialisme en France. En effet, Thorez affirme :

Quand nous avons lancé l'idée du Front populaire, reprise ensuite au VII^e Congrès de l'Internationale communiste, c'était le commencement d'une voie pour notre pays, et à l'époque l'Internationale nous a approuvés et nous a donnés en exemple à nos camarades des autres pays, parce que nous n'étions pas restés dans des formules figées, parce que nous avons cherché dans les conditions de notre pays les formes du développement historique ^[347].

Le Front Populaire n'est donc pas, pour les révisionnistes du PCF une tactique dans la lutte antifasciste, ce qui est le cas pour la III^e Internationale, mais bien une voie nouvelle, et il faut croire Thorez quand il le précise ouvertement :

Le Front populaire n'est pas pour les communistes une tactique occasionnelle, encore moins un calcul électoral. C'est un élément de leur politique fondamentale, une application des principes de Marx et de Lénine sur l'alliance nécessaire, jusqu'au bout, de la classe ouvrière et des classes moyennes, non seulement pour vaincre le fascisme, mais pour mettre un terme à l'exploitation du Capital ^[348].

Pour défendre ses thèses, Thorez n'hésite pas à user des noms de Marx et de Lénine, prétendant que la politique du Front Populaire, c'était l'application des principes communistes « d'alliance nécessaire, jusqu'au bout, de la classe ouvrière et des classes moyennes ». Nous ne reviendrons pas sur les positions léninistes quant à la

question des alliances, positions déjà mentionnées dans le chapitre : « Les origines de la démocratie nouvelle » ; mais il nous faut signaler cependant que Thorez falsifie Lénine sur cette question. Lénine n'a, en effet, jamais parlé d'alliance jusqu'au bout du prolétariat et des classes moyennes. Bien au contraire, il considérait que le prolétariat, pour construire le socialisme, devait détruire la bourgeoisie, mais également supprimer la petite bourgeoisie en tant que classe ; la suppression de cette dernière demandant de la part du prolétariat d'autres méthodes que celles employées contre la bourgeoisie. En fait, nous sommes obligés de constater que le fascisme fut le bienvenu pour la politique du PCF car il lui permit de masquer habilement ses thèses révisionnistes. Le front uni antifasciste, que nul ne contestera, devint pour le PCF le moyen d'exalter la démocratie pure, de défendre, pour la France, une étape démocratique menant au socialisme. Et l'on passera vite du front uni antifasciste au front uni des victimes des monopoles, et ce dernier constituera l'élément fondamental de la politique du PCF, jusqu'à aujourd'hui.

V - LA DEMOCRATIE NOUVELLE EN CHINE

Il nous faut, avant d'aborder les questions propres à la Chine, insister sur la différence fondamentale qui existe entre pays impérialistes d'une part, pays colonisés et néo-colonisés d'autre part, et qui imposera des tâches différentes pour aller au socialisme. Dans les pays impérialistes, la bourgeoisie n'a plus de rôle progressiste à jouer, tant sur le plan politique qu'économique. Le féodalisme a été liquidé au moins depuis des dizaines d'années, et la défense de tâches nationales ainsi que la mise en avant d'une soi-disant démocratie nouvelle ne peuvent que servir les intérêts de l'impérialisme comme nous l'avons vu dans la critique faite précédemment de la conception de la démocratie chez Thorez. Toute différente est la situation des pays opprimés par l'impérialisme, c'est ce qu'ont montré à plusieurs reprises Lénine et Staline :

C'est la distinction stricte entre la révolution dans les pays impérialistes, dans les pays opprimant les autres peuples, et la révolution dans les pays coloniaux et dépendants, dans les pays subissant le joug impérialiste des autres États. La révolution dans les pays impérialistes, c'est une chose : là, la bourgeoisie opprime les autres peuples ; là, elle est contre-révolutionnaire à tous les stades - de la révolution ; là, l'élément national, comme élément de lutte libératrice fait défaut. La révolution dans les pays coloniaux et dépendants, c'est différent : là, le joug de l'impérialisme des autres États est un des facteurs de la révolution ; là, ce joug ne peut manquer d'atteindre aussi la bourgeoisie nationale ; là, la bourgeoisie nationale, à un certain stade et pour un certain laps de temps, peut soutenir le mouvement révolutionnaire de son pays contre l'impérialisme ; là, l'élément national comme élément de lutte pour la libération, est un facteur de la révolution ^[349].

C'est pourquoi les communistes des pays impérialistes ont le devoir de soutenir tout mouvement national dans les colonies et néo-colonies qui s'oppose à l'impérialisme et particulièrement à leur impérialisme. Ceci est une règle générale. Mais Lénine a soulevé l'hypothèse d'un mouvement national qui irait à l'encontre des intérêts du prolétariat international: le devoir des communistes serait alors de ne pas soutenir un tel mouvement. A notre époque, où une Internationale Communiste fait défaut, il est particulièrement important que les communistes des pays impérialistes distinguent leurs tâches de celles des communistes oeuvrant dans les pays opprimés. Et, toute tentative de dicter de la métropole leur ligne de conduite aux communistes des pays opprimés doit être sévèrement condamnée, car une telle attitude ne peut que renforcer les tendances chauvines, déjà si exacerbées, dans le prolétariat des pays impérialistes. Et à l'heure actuelle où débute à l'échelle internationale une lutte contre la pensée de Mao Tsétoung, il est important de distinguer ce qui pouvait être tactiquement juste dans la révolution chinoise, et ne pas dresser un schéma mécaniste trotskyste selon lequel, dans tous les pays, la contradiction principale serait celle opposant le prolétariat à la bourgeoisie. Dans les pays opprimés par l'impérialisme où, comme le note Staline, l'élément national est un facteur de la révolution, il ne faut pas mécaniquement s'opposer à toute alliance avec la bourgeoisie. Bien au contraire, comme ces pays devront suivre, durant un certain temps, un développement économique dans lequel la bourgeoisie pourra se développer, il n'est pas exclu que certaines alliances aient lieu entre le parti du prolétariat et certains autres partis. D'ailleurs nous savons qu'au début de la Révolution d'Octobre, une alliance eut lieu entre les bolchéviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche. Bien que la Russie ait été un pays impérialiste, son arriération économique rendait nécessaire une phase de développement de la bourgeoisie. Cette base économique expliquait l'alliance politique, et Staline écrira à ce sujet :

La politique bolchévik du bloc révolutionnaire avec les socialistes-révolutionnaires de gauche en Octobre et après Octobre, jusqu'au printemps de 1918 était-elle juste ? Je crois que personne ne s'est décidé jusqu'ici à nier que ce bloc était juste. Comment ce bloc a-t-il fini ? Par l'insurrection des socialistes-

révolutionnaires de gauche contre le pouvoir soviétique. Peut-on affirmer, à ce titre que la politique du bloc avec les socialistes-révolutionnaires n'était pas juste ? Il est clair que non^[350].

Ainsi, si d'autres partis acceptent de s'associer à la politique du parti du prolétariat dans une phase où le développement de la bourgeoisie est nécessaire, l'alliance est possible avec ces partis. Mais le parti du prolétariat doit rester vigilant et comme le parti bolchévik, il ne doit pas hésiter à liquider ces partis dès qu'ils s'opposent à la politique du parti communiste. De plus, cette alliance ne doit pas engendrer d'illusions sur la possibilité d'une alliance prolongée. Il faut savoir que ces partis, dès que le pays entrera dans sa phase de développement socialiste, n'ont plus de raison d'être pour le prolétariat, ils ne pourront être qu'un obstacle pour le développement du socialisme et à ce titre devront être liquidés. C'est là, la base de la politique des marxistes-léninistes et c'est ce qui les oppose d'une part aux trotskystes qui nient la possibilité d'alliance avec les partis bourgeois dans les pays opprimés et d'autre part aux boukhariniens qui prêchent l'intégration pacifique du capitalisme dans le socialisme.

1. LES PROBLÈMES DE LA RÉVOLUTION CHINOISE.

La Chine, pays aux survivances féodales et opprimée par l'impérialisme devait nécessairement, au cours de sa révolution, passer par plusieurs étapes. Staline indique à ce sujet :

Quelles sont les étapes de la révolution chinoise ? A mon avis, elle doivent être au nombre de trois : première étape, la révolution du front national général unifié, la période de Canton, lorsque la révolution dirigeait ses coups principalement contre l'impérialisme étranger, et que la bourgeoisie nationale soutenait le mouvement révolutionnaire ; deuxième étape, la révolution démocratique bourgeoise, après l'apparition des armées nationales sur le fleuve Yang-Tsé, alors que la bourgeoisie nationale s'est retirée de la révolution et que le mouvement agraire s'est développé en une puissante révolution de dizaines de millions de paysans [...] ; troisième étape, la révolution soviétique, qui n'a pas encore eu lieu, mais qui viendra. Quiconque n'a pas compris qu'il n'est point de révolution sans certaines étapes dans son développement, quiconque n'a pas compris que la révolution chinoise comporte trois étapes dans son développement, n'a rien compris ni au marxisme ni à la question chinoise^[351].

L'asservissement de la Chine par l'impérialisme et l'existence du féodalisme justifiaient l'alliance avec la bourgeoisie pendant les deux premières étapes de la révolution chinoise. Mais, Staline insistait sur le fait que seule la direction du prolétariat pouvait liquider définitivement les vestiges du féodalisme (liquidation pendant laquelle une certaine alliance avec la bourgeoisie était encore possible).

Aussi n'y aura-t-il rien d'étonnant si, à la deuxième étape de la révolution chinoise, on ne réussit pas à achever entièrement la révolution agraire et si la deuxième étape de la révolution, après avoir mis en branle les masses innombrables de la paysannerie et les avoir dressées contre les survivances féodales, transmet l'achèvement de cette oeuvre à l'étape suivante de la révolution, à l'étape soviétique^[352].

La révolution soviétique avait donc comme tâche de liquider définitivement les vestiges féodaux, pour cela une alliance avec la bourgeoisie était possible. Dès 1926, Staline avait insisté sur ces particularités de la révolution chinoise qui permettait au prolétariat de prendre la tête d'une lutte anti-impérialiste et de réaliser des réformes démocratiques bourgeoises. Et parlant des particularités de la révolution chinoise, il note :

La première est que la révolution chinoise, tout en étant une révolution bourgeoisie-démocratique, est également une révolution de libération nationale, dont la pointe est dirigée contre la domination de l'impérialisme étranger en Chine [...]. De cette particularité de la révolution chinoise, il en découle une seconde : la grande bourgeoisie indigène est extrêmement faible, incomparablement plus faible que la bourgeoisie russe de la période de 1905. [...] Il s'ensuit que l'initiative et la direction de la révolution chinoise, le rôle de leader de la paysannerie chinoise doivent incomber fatalement au prolétariat chinois, plus organisé et plus entreprenant que la bourgeoisie. Il ne faut pas oublier non plus la troisième particularité de la révolution chinoise qui réside dans le fait qu'à côté de la Chine existe et se développe l'Union Soviétique, dont l'expérience révolutionnaire et l'appui doivent faciliter la lutte du prolétariat chinois contre l'impérialisme et contre les survivances féodales et médiévales^[353].

Nous savons que ces thèses sur la possibilité d'alliance avec la bourgeoisie furent combattues par l'opposition trotskyste au sein du PC(b) en 1927. Pour Trotsky, il fallait choisir entre la bourgeoisie et le prolétariat, il n'y avait pas d'autre issue

Le mouvement agraire, conduit par des conseils paysans et ouvriers, mettra les gens du Kuomintang de gauche devant la nécessité de choisir définitivement entre le camp de Tchang Kai-chek de la bourgeoisie et le camp des ouvriers et des paysans. Poser ouvertement les questions de classes fondamentales, c'est dans les conditions actuelles, le seul moyen d'en finir avec les hésitations des radicaux petitsbourgeois et de les contraindre à suivre la voie qui seule mène à la victoire ^[354].

De même Pierre Rousset écrivant sur le parti communiste vietnamien se situe dans la même problématique

Terriens, bourgeoisie et impérialisme d'un côté, classe ouvrière, paysannerie, petite bourgeoisie urbaine de l'autre. Tels sont les regroupements de forces fondamentaux qui s'expriment à l'heure des choix décisifs ^[355].

Il cite Truong Chinh :

Dans la société vietnamienne, qui renverse les impérialistes et les féodaux ? Ce sont les quatre classes du peuple la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale ^[356].

Pour ironiser aussitôt :

On reconnaît là les formules du bloc des quatre classes chères aux staliniens.

C'est qu'il ne peut arriver à comprendre qu'en Asie, notamment, la bourgeoisie peut avoir un rôle positif dans la lutte de libération nationale et contre le féodalisme. Il présente l'alliance avec la bourgeoisie comme une « découverte » de Staline alors que ce n'est pas Staline, mais Lénine qui a le premier insisté sur le rôle positif que pouvait jouer la bourgeoisie en Asie, contrairement à ce qui se passait dans les pays occidentaux :

Elle est pourrie, la bourgeoisie occidentale, déjà confrontée à son fossoyeur, le prolétariat. En Asie, par contre, il y a encore une bourgeoisie capable de représenter une démocratie conséquente, sincère et militante [...]. De là découle inévitablement la sympathie des démocrates chinois pour le socialisme, leur socialisme subjectif. Ils sont subjectivement socialistes, parce qu'ils sont contre l'assujettissement et l'exploitation des masses. Mais les conditions objectives de la Chine, pays arriéré agricole, semi-féodal, mettent à l'ordre du jour dans la vie d'un demimilliard ou presque d'hommes une forme spécifique, historiquement définie de cet assujettissement et de cette exploitation : le féodalisme ^[357].

Il faut noter que, pour Lénine et Staline, le caractère progressiste qu'avait la bourgeoisie dans les pays dépendants n'impliquait pas que le développement de ces pays passe mécaniquement par une phase capitaliste. Bien au contraire, Lénine soulignait :

[...] qu'avec l'aide du prolétariat des pays avancés, les pays arriérés peuvent parvenir au régime soviétique et, en passant par certains stades de développement, au communisme, en évitant le stade capitaliste ^[358].

L'importance de la Révolution d'Octobre vient précisément de ce fait qu'elle jetait les bases économiques pour éviter que les pays arriérés soient obligés de passer inéluctablement par le stade capitaliste de développement. Avant ce stade était obligatoire pour tous les pays arriérés et Lénine soulignait ce point avec vigueur en tirant l'enseignement du mouvement révolutionnaire de 1905 :

Dans des pays tels que la Russie, la classe ouvrière souffre moins du capitalisme que de l'insuffisance de son développement. La classe ouvrière est donc absolument intéressée au développement le plus large, le plus libre et le plus rapide du capitalisme ^[359].

Le PCC en concevant la révolution dans son pays comme indépendante de la révolution mondiale a contribué à obscurcir cette question. Refusant de comprendre sa révolution comme partie intégrante de la révolution mondiale, le PCC, en effet, passait sous silence la possibilité d'éviter le stade capitaliste de développement. Il contribua même, en se plaçant uniquement dans une optique nationaliste, à permettre la confusion entre libération nationale, révolution bourgeoise et révolution socialiste.

2. LA DÉMOCRATIE DITE NOUVELLE.

a) Une conception trotskyste.

Aux origines de la démocratie nouvelle de Mao et du PCC se trouve la tentative d'ériger la démocratie bourgeoise comme un but en soi. Pour cela, profitant de la situation économique de son pays, Mao va laisser croire qu'une voie nouvelle est ouverte qui permettrait à la bourgeoisie de participer à la construction du socialisme. On voit qu'à la base de cette erreur, chez Mao comme chez Trotsky, existe l'illusion qu'une alliance momentanée avec un parti ou une classe donnée peut devenir définitive et ainsi ouvrir la voie du socialisme :

Dans sa première étape ou première phase, la révolution dans une colonie ou semi-colonie reste essentiellement, par son caractère social, une révolution démocratique bourgeoise, et ses revendications tendent objectivement à frayer la voie au développement du capitalisme ; néanmoins, elle n'est déjà plus une révolution de type ancien, dirigée par la bourgeoisie et se proposant d'établir une société capitaliste et un Etat de dictature bourgeoise, mais une révolution de type nouveau, dirigée par le prolétariat et se proposant d'établir, à cette première étape, une société de démocratie nouvelle et un Etat de dictature conjointe de toutes les classes révolutionnaires. Donc, elle sert en fait à frayer une voie plus large encore au développement du socialisme^[360].

On voit ainsi nettement se dessiner la thèse de Mao, basée sur la confusion soigneusement entretenue par lui entre tactique et stratégie. Puisque tactiquement on peut s'allier avec une fraction de la bourgeoisie pour la liquidation de l'ordre colonial et féodal, pourquoi ne pas poursuivre cette alliance en marchant avec la bourgeoisie jusqu'au communisme ! Nous avons vu que pour Thorez aussi c'était un moyen de justifier son action, se basant sur la possibilité d'alliance tactique avec certaines classes, il en déduisait que le socialisme préserverait ces classes. Et c'est là un des plus grands préjugés que Mao et Thorez ont fait subir à la théorie léniniste, selon laquelle une alliance n'était qu'un compromis momentané, ponctuel, destiné à affermir les positions du prolétariat. Le socialisme nécessite la direction d'une seule classe, le prolétariat qui peut seul être au pouvoir par l'intermédiaire de son parti. Mais, Thorez et Mao obscurciront cette question simple en substituant à la notion d'alliance de Lénine, une notion nouvelle impliquant, sous prétexte d'alliances tactiques, la compromission du prolétariat avec d'autres couches sociales. On voit encore, actuellement, des groupes se réclamant du marxisme-léninisme reprendre cette falsification, en laissant notamment subsister l'idée que l'avènement d'un régime fasciste faciliterait la tâche du prolétariat en élargissant le front pour le socialisme. Ils « oublient » de mentionner que le but du Front uni antifasciste est le maintien des formes démocratiques de la dictature de la bourgeoisie, formes qui doivent être détruites sous le socialisme. Comme Mao, ils confondent tactique et stratégie, et pensent que puisque l'alliance avec certaines fractions de la bourgeoisie est possible contre le fascisme, ils peuvent construire le socialisme avec ces mêmes fractions de la bourgeoisie. Nous avons dit que la notion d'alliance telle que la définissait Mao n'était en fait qu'une compromission avec les autres couches sociales. En effet, il reconnaîtra le droit à l'existence de la bourgeoisie et de ses partis jusqu'au communisme. C'est ainsi qu'il définira le contrôle mutuel entre les partis :

Quant à savoir si les partis démocratiques pourront exister durant une longue période, cela n'est pas simplement déterminé par le seul désir du Parti communiste, cela est aussi fonction du comportement des partis démocratiques et partant de la confiance qu'ils se voient accorder par le peuple. [...] Le contrôle mutuel n'est naturellement pas unilatéral : le Parti communiste peut contrôler les partis démocratiques, et ceux-ci peuvent aussi contrôler le Parti communiste^[361].

On ne voit pas ce qui différencie la démocratie dite nouvelle de la démocratie bourgeoise puisque les partis de la bourgeoisie peuvent s'exprimer au même titre que le parti du prolétariat. Même si dans les faits cela peut se produire autrement, l'illusion est entretenue aussi bien dans la bourgeoisie que dans le prolétariat et cela amène ce dernier à relâcher sa vigilance. La démocratie nouvelle, pas plus que la démocratie bourgeoise, ne permet au prolétariat de s'ériger en classe dominante, et la question essentielle de toute révolution, à savoir qui détient le pouvoir politique se trouve ainsi éludée. Ce que recouvre, en fait, le concept de démocratie nouvelle, c'est la justification de la nécessité d'une étape démocratique, préalable au socialisme. Voilà théorisée la démocratie en soi, conception défendue par Trotsky, selon laquelle, la démocratie est une étape politique inéluctable dans la marche au socialisme.

On ne peut arriver au socialisme qu'en passant par l'étape de la démocratie, c'est une loi du marxisme^[362].

Ce n'est d'ailleurs pas la seule thèse que le PCC reprendra à l'arsenal trotskyste. Ainsi, sur les syndicats, le PCC développera des positions très similaires à celles défendues par Trotsky, et l'on peut lire à l'article 7 des Statuts du Parti en 1973 :

Les organismes d'Etat, l'Armée populaire de Libération et la milice populaire, les syndicats ouvriers, les associations des paysans pauvres et moyens-pauvres, les fédérations des femmes, la Ligue de la Jeunesse communiste, la Garde rouge, les Petits Gardes rouges et les autres organisations révolutionnaires de masse doivent se soumettre sans exception à la direction unique du Parti ^[363].

On peut se demander ce que signifie le fait de séparer l'armée des organismes d'Etat car pour tout marxiste-léniniste, l'armée est le principal organisme d'Etat. Mais outre ce fait, on voit que la direction du parti sur les organisations de masse est fixée juridiquement de la même façon que la direction du Parti sur les organismes d'Etat. N'est-ce pas là, la reprise de la plate-forme de Trotsky-Boukharine... qui demandait :

[...] que les syndicats doivent se muer en appareils de l'Etat ouvrier ^[364].

On sait que la plate-forme des Dix, signée notamment par Lénine et Staline, s'oppose à l'étatisation rapide des syndicats, car dans cette plate-forme, tout en reconnaissant que le parti devait diriger les syndicats, il n'était nullement question d'imposer administrativement aux masses la direction du parti :

Les organisations centrales et locales du Parti communiste russe dirigent fermement l'aspect idéologique du travail syndical. Les fractions communistes des syndicats obéissent fidèlement aux organisations du Parti selon la décision spéciale adoptée par le X^e Congrès du PCR. Inversement, le X^e Congrès du PCR avertit catégoriquement les organes du Parti et tous les camarades de se garder de toute tutelle intempestive ou de toute intervention dans le travail courant des syndicats. Il est bien évident que le choix du personnel dirigeant du mouvement syndical doit s'effectuer sous le contrôle du Parti. Mais les organes du Parti doivent prêter une attention spéciale aux méthodes normales de la démocratie prolétarienne dans les syndicats où le choix des dirigeants doit être effectué par les masses organisées elles-mêmes ^[365].

Ainsi pour Lénine et Staline, la direction du parti ne devait pas être formellement inscrite dans les textes, elle devait résulter du travail des communistes parmi les masses ouvrières. Pour Trotsky au contraire, du moment que les syndicats devaient être rapidement convertis en organismes d'Etat, la direction s'imposait aux masses. On voit que cette conception bureaucratique fut reprise par le PCC et ce n'est pas un hasard, car de conceptions erronées de la démocratie prolétarienne découlent inéluctablement des conceptions bureaucratiques sur la direction du parti. Ceux qui ont sans cesse à la bouche le mot démocratie se révèlent souvent en pratique de parfaits bureaucrates, incapables de montrer aux masses, derrière lesquelles ils se réfugient au nom de la démocratie, la justesse de leur ligne (et pour cause !) ; il ne leur reste qu'à imposer cette ligne et c'est ce qu'ils appelleront la direction du parti.

b) Une conception boukharinienne.

A cette conception de la démocratie, Mao allia une conception boukharinienne du socialisme, en prônant l'intégration pacifique du capitalisme dans le socialisme. Il reprendra d'ailleurs exactement les thèses de Boukharine de 1919, qui s'opposait à ce que le PC(b) prenne pour base de la socialisation le capitalisme monopoliste, et qui prônait l'alliance avec la bourgeoisie petite et moyenne pour s'opposer à la grande. Nous avons vu que la conception de Lénine était toute différente : pour lui il fallait s'appuyer sur le développement de la bourgeoisie monopoliste, encourager ce développement pour créer les bases matérielles permettant l'accession au socialisme. Car, pour Lénine

[...] le socialisme n'est autre chose que le monopole capitaliste d'Etat mis au service du peuple entier et qui, pour autant, a cessé d'être un monopole capitaliste ^[366].

Or Mao défendra des thèses strictement boukhariniennes ; il prêchera l'alliance avec la bourgeoisie petite et moyenne contre la grande, contre la bourgeoisie monopoliste. Sa conception de la démocratie nouvelle repose précisément sur cette notion :

Ce que la révolution de démocratie nouvelle vise à éliminer, c'est seulement le féodalisme et le capitalisme monopoliste, c'est seulement la classe des propriétaires fonciers et la bourgeoisie bureaucratique (la grande bourgeoisie), et non le capitalisme en général, non la couche supérieure de la petite bourgeoisie ni la moyenne bourgeoisie ^[367].

On voit que Mao reprend à son compte l'idée de la lutte contre le capitalisme monopoliste qualifié pour paraître plus haïssable de « bourgeoisie bureaucratique ». Mais ce qu'élude Mao c'est la nécessité économique de parvenir au développement du capitalisme monopoliste, seule base économique réelle pour le socialisme. Et la

démocratie nouvelle ainsi définie ne sera que l'idéalisation du système bourgeois de la libre concurrence. Sur la base d'un tel système on pouvait effectivement concevoir que la bourgeoisie consentirait à s'intégrer pacifiquement au socialisme. Cette déduction logique de ce système, Mao la développera, comme Boukharine (et ce n'est pas un hasard, car ayant la même conception économique du socialisme, il était tout naturel qu'ils développent des thèses similaires quant à la conduite politique à adopter face à la bourgeoisie).

Ainsi, dans « De la juste solution des contradictions au sein du peuple » il ira jusqu'à recommander la rééducation idéologique des capitalistes pour faciliter leur intégration dans le socialisme, en préconisant des stages en entreprises pour ces représentants des classes exploiteuses, car il pense que

[...] beaucoup découvrent qu'ils trouvent plus facilement un langage commun avec les ouvriers et les représentants de la participation d'Etat, ce qui est tout au bénéfice du travail commun. [...] L'idée qu'il n'est plus nécessaire d'étudier et de se rééduquer ne représente donc nullement le point de vue de la majorité des industriels et des commerçants, seuls pensent ainsi un petit nombre d'entre eux ^[368].

On sait que Lénine s'est toujours opposé à de pareilles thèses, pour lui il n'était question d'utiliser la bourgeoisie que lorsque cela était nécessaire, la dictature du prolétariat ayant pour but précisément de détruire la bourgeoisie :

Il n'est pas question d'enseigner le communisme aux capitalistes. Nous sommes d'excellents communistes, mais ce n'est pas par le biais des concessions que nous implanterons le régime communiste. Une concession est un contrat passé avec une puissance bourgeoise ^[369].

Il ne faudrait pas se contenter d'opposer la politique pratiquée par Lénine et Staline à celle de Mao et du PCC vis-à-vis de la bourgeoisie sans voir les bases économiques qui soutiennent une telle politique. Pour ce faire, il nous faut nous référer au Rapport du VIII^e Congrès du PCC (septembre 1956) présenté par Liou Chao-Chi et qui montre, justement, quelles sont les bases économiques de cette politique de rééducation. Car sur la question de la rééducation, il n'y a aucune différence de conception, comme nous allons le voir, de 1956 à 1959 entre les principaux dirigeants du PCC. Ainsi, Liou Chao-Chi écrivait :

Si nous avons adopté, à l'égard de la bourgeoisie nationale, la politique d'union et de lutte, de la lutte pour l'union, c'est principalement dans le but de l'éduquer ^[370].

Et Liou Chao-Chi va développer la thèse boukharinienne bien connue, consistant à considérer le socialisme comme la lutte entre le capitalisme d'Etat nationalisé et le capitalisme privé

En vue de parvenir au but du socialisme, en passant par la transition pacifique que représente le capitalisme d'Etat, nous avons adopté une politique de rachat graduel, pour la nationalisation des moyens de production privés de la bourgeoisie ^[371].

C'est à ce même Congrès qu'il développera sa conception sur :

[...] la politique de « tenir compte à la fois des intérêts de l'Etat et des particuliers, des intérêts des travailleurs et du patronat », plaçant d'une façon générale l'économie privée « sur le pied d'égalité », en ce qui concerne la répartition des matières premières et les autres problèmes ^[372].

Et c'est ainsi que, comme pour Boukharine, la lutte des classes sous le socialisme va être considérée comme la lutte opposant le secteur du capitalisme nationalisé au secteur du capitalisme privé. Et il écrit

La limitation [imposée par l'Etat à l'industrie et au commerce capitalistes] et la contre-limitation constituent donc, au cours de ces dernières années, la principale forme de la lutte de classes dans notre pays, et traduisent la principale contradiction des classes à l'intérieur de notre pays, la contradiction entre la classe ouvrière et la bourgeoisie ^[373].

De même, Chou En-Lai pourra considérer en 1959 que la socialisation est pour l'essentiel effectuée, alors que les capitalistes continuent à recevoir un intérêt fixe :

Dans le domaine de l'industrie et du commerce, nous avons pratiquement substitué la propriété du peuple entier des moyens de production à la propriété bourgeoise des moyens de production, en même temps nous payons des intérêts à un taux fixe aux capitalistes, ayant ainsi résolu dans l'essentiel la

contradiction économique entre le peuple travailleur et les industriels et commerçants de la bourgeoisie^[374].

La conception fondamentale qui guide les dirigeants du PCC est, comme le dit Liou Chao-Chi, que :

Les éléments de la bourgeoisie nationale sont en train de passer par un processus qui de l'état d'exploiteur les mènera à celui de travailleur^[375].

ou comme le dit Mao :

D'une part, les éléments bourgeois sont déjà devenus des membres du personnel administratif des entreprises mixtes et sont en train d'être transformés d'exploiteurs en travailleurs vivant de leur propre travail ; d'autre part, ils reçoivent encore de ces entreprises un intérêt fixe, cela signifie qu'ils n'ont pas encore rompu avec l'exploitation^[376].

Cette thèse était si ancrée dans le PCC que même après la Révolution culturelle, lors du IX^e Congrès, on peut lire dans le Rapport présenté par Lin Piao :

Régler ces contradictions entre l'ennemi et nous à la manière des contradictions au sein du peuple favorise le renforcement du prolétariat et la désagrégation de l'ennemi^[377].

De telles conceptions, tirées de l'héritage boukharinien, expliquent que le PCC n'a jamais pu différencier clairement la démocratie nouvelle ou la dictature démocratique populaire du socialisme et de la dictature du prolétariat. Ainsi Liou Chao-Chi affirmait lors du VIII^e Congrès du PCC :

[...] la dictature démocratique populaire est devenue, de par sa nature même, une forme de dictature du prolétariat, ce qui permet à notre révolution démocratique bourgeoise de se transformer directement, par la voie pacifique, en une révolution socialiste prolétarienne^[378].

De même Chou En-Lai écrivait :

Après avoir remporté des victoires décisives sur les différents fronts de la révolution socialiste, la dictature démocratique populaire et l'unité au sein de notre peuple sont plus solides que jamais^[379].

On comprend dès lors pourquoi le PCC considérait que l'immense majorité du peuple pourrait accéder au socialisme, et pourquoi il ne centrera pas sa lutte contre la bourgeoisie en tant que classe mais contre les droitiers de la bourgeoisie :

Sur les fronts idéologique et politique, nous avons mené la lutte contre les droitiers de la bourgeoisie, brisé leur attaque contre le Parti communiste, le peuple et le socialisme, élevé la conscience socialiste des masses populaires de toutes les couches sociales et isolé complètement les droitiers des masses populaires^[380].

Il faut noter que même contre les « droitiers de la bourgeoisie » la répression exercée par le PCC ne sera guère féroce :

A l'égard des droitiers de la bourgeoisie, nous avons adopté une politique de clémence visant à les aider à se rééduquer, en ne les privant pas de leurs droits civiques et en prenant des dispositions appropriées quant à leur travail et leur vie, afin de transformer graduellement, dans toute la mesure du possible, tous ceux qui peuvent être transformés en hommes nouveaux^[381].

Cette conception explique la politique de coexistence à long terme et de contrôle mutuel entre le PCC et les partis démocratiques. Comme la bourgeoisie est partie prenante dans la construction du socialisme, il n'y a aucune raison de ne pas compter sur les partis bourgeois pour avancer dans la voie socialiste :

Dorénavant, nous considérons que nous devons suivre le principe de « coexistence à long terme et contrôle mutuel » entre le Parti communiste et les partis et groupements démocratiques. Le fondement social des partis et groupements démocratiques Chinois est la bourgeoisie nationale, la couche supérieure de la petite bourgeoisie et leurs intellectuels. [...] Comme les vestiges de l'idéologie bourgeoise vont persister encore pendant très longtemps chez cette partie des travailleurs, les partis et

groupements démocratiques devront encore, pendant un temps très long, se mettre en rapport avec elle, la représenter et l'aider à se rééduquer ^[382].

Ainsi les partis bourgeois se voient confier la dure tâche d'être à la fois les représentants de la bourgeoisie et les agents de la rééducation de cette bourgeoisie. Le fait même de confier à des partis bourgeois le rôle spécifique de rallier la bourgeoisie montre l'emprise des conceptions boukhariniennes qui imprégnaient le PCC. Développant cette conception, Teng Siao-Ping confiera aux partis démocratiques une tâche tout à fait spécifique, celle de la lutte contre le bureaucratisme. Parlant des rapports entre le Parti Communiste et les partis démocratiques dans son rapport au VIII^e Congrès du PCC, il déclare :

Il va de soi qu'il y a eu des luttes entre nous au cours de cette collaboration. C'est d'ailleurs inévitable. Mais là n'est pas la question. L'important, c'est que ces démocrates sont en position d'exercer à notre égard un contrôle que les membres du parti eux-même ont plus de difficulté à effectuer. Ils sont à même de découvrir dans notre travail des fautes et des erreurs qui nous auraient échappé et de nous apporter une aide utile pour le travail. Maintenant qu'après la victoire décisive de la transformation socialiste, leur position s'est beaucoup rapprochée de la nôtre, l'aide qu'ils sont en mesure de nous apporter sera de plus en plus considérable. Notre tâche consiste par conséquent à étendre notre collaboration avec les milieux non communistes de façon qu'ils puissent jouer un plus grand rôle dans la lutte contre le bureaucratisme et dans les diverses affaires de l'Etat ^[383]

Pour le PCC, l'extinction de l'Etat ne résultera pas de la dictature du prolétariat et de la disparition des classes, elle résultera de l'influence grandissante « des milieux noncommunistes » dans « les diverses affaires de l'Etat » et de leur ingérence toujours plus grande au sein du PCC au nom de la ligne de masse et de la lutte anti-bureaucratique. On comprend qu'avec de telles conceptions, le PCC ait toujours encouragé la critique du parti bolchévique. Les critiques portées contre Staline sur son soi-disant bureaucratisme ne sont que le reflet de ces thèses libéralistes bourgeoises qui consistent à exalter le rôle des démocrates dans la construction d'un soi-disant socialisme. Et le PCC ne se départira jamais de cette position ; même après le grand bond en avant il continuera à accorder sa confiance aux partis bourgeois :

Au cours du mouvement de rectification, les partis et groupements démocratiques ont effectué un travail de révision dans leurs organisations. Ils continuent à jouer un rôle positif dans le ralliement des différentes forces sociales pour servir le socialisme . ^[384]

Un autre trait distinctif de la reprise des thèses boukhariniennes est le fait que pour le PCC, au stade du socialisme, la loi de la valeur doit s'exercer pleinement. Cela suffirait à prouver qu'en fait, sous le terme de socialisme, le PCC n'a fait qu'idéaliser sa conception du capitalisme d'Etat. Ainsi Chou En-Lai affirmait :

La résolution de la sixième session plénière du Comité central issu du VIII^e Congrès national du Parti communiste a permis aux larges masses des cadres et du peuple de comprendre clairement la nature de la propriété collective socialiste dans les communes populaires au stade actuel et la nécessité pour les communes populaires de pratiquer les principes de « à chacun selon son travail » et de l'échange à partir de valeurs égales [...] ^[385]

L'échange à partir de valeurs égales n'a rien qui permette de comprendre clairement la nature socialiste d'un système, chacun sait, en effet, comme nous l'avons déjà montré, que la loi de la valeur n'exerce son rôle régulateur que dans le cadre d'un système capitaliste. La reconnaissance de la loi de la valeur, comme régulateur du système ne pouvait qu'amener le PCC comme Boukharine à une politique économique pragmatique, incapable d'élaborer et de faire respecter une planification socialiste donnant toute la priorité à l'industrie lourde. C'est là l'origine de la politique de « marcher sur ses deux jambes ainsi définie par Chou En-Lai :

[...] il est établi sur la base du corps de principes politiques dit politique de « marcher avec les deux jambes », à savoir la politique de développer simultanément l'industrie et l'agriculture sur la base de la priorité donnée à l'industrie lourde et légère, la politique de développer simultanément les industries relevant de l'autorité centrale et celles relevant des autorités locales, la politique de développer simultanément les grandes entreprises et les moyennes et petites entreprises, et la politique d'employer dans la production en même temps les méthodes modernes et les méthodes artisanales ^[386].

Comme on le voit, derrière cette politique de « marcher sur ses deux jambes » se dissimule en fait le refus de prendre comme base de développement l'industrie lourde. D'ailleurs, dans ce même rapport où Chou En-Lai

affirmait que la priorité devait être donnée à l'industrie lourde, il préconisait quelques pages plus loin des mesures tendant à affaiblir cette dernière au profit de l'agriculture :

Pour assurer la main-d'œuvre nécessaire dans les campagnes, les entreprises industrielles et minières dans les régions urbaines devront, pendant une certaine période, cesser de recruter des travailleurs dans les campagnes, et renvoyer les travailleurs journaliers qu'ils ont en trop dans les régions rurales d'où ils viennent. La construction des entreprises industrielles et minières et autres constructions de base par les districts et les communes populaires doit, en général, être entreprise en tenant compte de la saison agricole [...]^[387].

Et Mao développera la même idée, en allant peut-être un peu plus loin, car pour lui, le développement de l'industrie lourde dépendait du développement de l'industrie légère et de l'agriculture :

Ce développement de l'agriculture et de l'industrie légère assurera des débouchés et des fonds pour l'industrie lourde et en accélèrera l'expansion. Aussi, ce qui, à première vue, peut sembler un ralentissement du rythme de l'industrialisation ne l'est pas en fait et pourrait même se traduire en définitive par une accélération^[388].

On voit que Mao prend clairement le parti de développer l'industrie légère et l'agriculture au nom d'un éventuel développement de l'industrie lourde. Mais en fait, il n'ose pas affirmer que le développement de l'industrie lourde résultera de cette politique. C'est là une des constantes du PCC, un pragmatisme à court terme se traduisant par la mise en avant de mots d'ordre dont il est incapable d'expliquer la justesse réelle. La justification des mots d'ordre ne se fait qu'à partir des résultats hypothétiques que l'on suppose qu'ils obtiendront. Ainsi au X^e Congrès, Chou En-Lai stipule :

Il faut continuer à mettre en oeuvre le principe « prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dominant » ainsi que toute la série de mesures politiques appelant à marcher sur les deux jambes [...]^[389]

Et c'est tout naturellement que le PCC remettra à la mode la monnaie agricole si chère à Boukharine :

Pour activer la construction socialiste, il est absolument nécessaire d'échanger des produits agricoles contre les matériaux dont notre pays a besoin...^[390]

3. LA QUESTION AGRAIRE.

L'esprit de conciliation qui anime toute la conception de la démocratie nouvelle, l'idée de l'intégration de la bourgeoisie au processus socialiste, tout ceci sera nécessairement matérialisé dans les mesures économiques, notamment dans la question agraire. Il est important, pour comprendre et apprécier le programme agraire chinois, de se référer à l'expérience russe et aux thèses défendues par Lénine et par Staline. Ce qui caractérisait l'agriculture russe était l'existence de communes rurales, encore appelées propriétés collectives primitives, et d'artels. Dans son programme le PC(b) ne considéra pas que l'agriculture russe devait suivre le chemin occidental classique du développement capitaliste : la parcellisation de la terre donnée en propriété privée. Bien au contraire, l'une des premières mesures de l'Etat soviétique fut la nationalisation. Ainsi Lénine signalait dans sa brochure, « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky » :

Ensuite, en même temps qu'est prononcée la dissolution de l'Assemblée Constituante (5 janvier 1918), le III^e Congrès des Soviets adopte une « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité », maintenant incluse dans la Loi fondamentale de la République des Soviets. L'article II, paragraphe I de cette Déclaration porte que « la propriété privée de la terre est abolie » et que « les domaines et entreprises agricoles modèles sont déclarés propriété nationale »^[391].

La nationalisation du sol ainsi effectuée, l'Etat soviétique parcellisa la terre et la donna en jouissance aux paysans. Mais loin de supprimer les formes anciennes de travail collectif, il insistera pour qu'elles servent de base à la socialisation de l'agriculture. Ainsi, se fondant sur l'analyse de Marx et d'Engels, Lénine et Staline utilisèrent ces formes de propriété et de travaux collectifs pour avancer plus vite dans le processus de la socialisation agricole. En effet, Marx, dans une lettre à Véra Zassoulitch, définissait ainsi les possibilités d'évolution de l'agriculture russe :

Abstraction faite de toutes les misères qui accablent à présent la « commune rurale » russe et ne considérant que sa forme constitutive et son milieu historique, il est de prime abord évident qu'un de ses caractères fondamentaux, la propriété commune du sol, forme la base naturelle de la production et de l'appropriation collective. De plus la familiarité du paysan russe avec le contrat d'artel lui faciliterait la transition du travail parcellaire au travail collectif, qu'il pratique déjà à un certain degré dans les prairies indivises, dans les dessèchements et autres entreprises d'un intérêt général ^[392].

Engels ajoutait :

Il est donc clair que la propriété communautaire en Russie a dépassé de longue date la période de son épanouissement et qu'elle s'achemine selon toute apparence vers sa décomposition. On ne peut nier toutefois qu'il soit possible de changer cette forme sociale en une forme supérieure, si seulement elle se maintient jusqu'à ce que les circonstances propices à cette transformation aient mûri et si elle se révèle capable de se développer de façon à ce que les paysans travaillent la terre en commun et non séparément ; cette transition vers une forme supérieure devra, du reste, s'effectuer sans que les paysans russes passent par le degré intermédiaire de la propriété parcellaire bourgeoise ^[393].

Nous avons vu qu'une des premières mesures, préconisée depuis longtemps par Lénine, avait été la nationalisation de la terre qui permettait le passage de l'agriculture à une forme socialiste. Staline poursuivant l'œuvre de Lénine permettra aux paysans pauvres et moyens de comprendre l'importance des kolkhoz en s'appuyant précisément sur ce qu'avaient noté Marx et Engels, la survivance des artels :

Ainsi, on va à l'encontre du conseil bien connu de Lénine, d'après lequel les kolkhoz ne peuvent être viables et forts que s'ils naissent sur la base de l'adhésion volontaire. C'est ainsi qu'est lésée la résolution de la XVI^e conférence de notre parti sur l'inadmissibilité de l'emploi des mesures de contrainte lors de la création des kolkhoz. C'est ainsi qu'est lésé le statut de l'artel agricole, confirmé par le Conseil des commissaires du peuple et par le Comité exécutif central de l'Union soviétique, dans lequel il est précisé que les travailleurs agricoles, les paysans pauvres et moyens de tel ou tel village « se groupent volontairement en artel agricole » ^[394].

Ce mode de production agricole décrit par Marx n'était pas particulier à la Russie mais commun à de nombreux pays d'Asie et caractérisait ce que Marx appelait le « mode de production asiatique »

C'est un préjugé ridicule, répandu ces derniers temps, de croire que la propriété collective primitive est une forme de propriété spécifiquement slave, voire exclusivement russe [...]. Une étude rigoureuse des formes de la propriété collective en Asie, et spécialement aux Indes, montrerait qu'en se dissolvant, les différentes formes de la propriété collective primitive ont donné naissance à différentes formes de propriété ^[395].

Dans les conditions de la Chine, la nationalisation de la terre était non seulement possible mais, elle avait déjà été préconisée par Sun Yat-Sen. A ce sujet Lénine écrivait :

En fait, qu'est-ce que la « révolution économique » dont parle si pompeusement et avec tant d'obscurité Sun Yat-Sen au début de son article ? C'est la remise de la rente à l'Etat, c'est-à-dire la nationalisation de la terre au moyen d'un impôt unique à la Henri George. Il n'y a rien d'autre de vraiment réel dans « la révolution économique » proposée et prônée par Sun Yat-Sen ^[396].

et il ajoutait :

Quelle est la nécessité économique qui a provoqué dans un des pays agricoles les plus arriérés de l'Asie le développement des programmes bourgeois démocratiques les plus progressistes en ce qui concerne la terre ? C'est celle de détruire le féodalisme dans tous ses aspects et toutes ses manifestations ^[397].

Pour le centenaire de la naissance de Sun Yat-Sen, en 1967, le PCC fait paraître une brochure dans laquelle il y avait plusieurs discours, notamment un de Chou En-Lai dans lequel celui-ci, citant Mao Tsétoung, déclarait :

Honorons sa mémoire pour le grand mérite qu'il s'est acquis en développant les anciens Trois Principes du peuple, pour en faire les nouveaux Trois Principes du peuple, dans la période de la première coopération entre le Kuomintang et le Parti communiste. Il nous a légué nombre de choses utiles dans le domaine de la pensée politique ^[398]

et Chou En-Lai concluait son discours en déclarant :

La grande lutte menée par le peuple chinois sous la direction du président Mao et ses grandes victoires ont dépassé de loin l'idéal du Dr Sun Yat-Sen ^[399].

Les déclarations de Chou En-Lai, bien que fracassantes, ne semblent pas justifiées si l'on regarde d'un peu plus près quelle fut l'attitude du PCC face à la nationalisation de la terre, mesure, qui comme nous l'avons vu, était considérée par Lénine comme l'essence même du programme révolutionnaire de Sun Yat-Sen. Il est significatif à cet égard que Mao n'exalte chez Sun Yat-Sen que son programme politique et les Trois principes révolutionnaires du peuple, programme qui comme le notait Lénine n'était en fait qu'un programme populiste, et qu'il n'ait pas repris à son compte le programme économique mis en avant par Sun Yat-Sen. En particulier, la mesure fondamentale de ce programme économique, la nationalisation du sol ne fut jamais réalisée comme nous allons le voir dans différents textes émanant du PCC dans la période allant de 1947 à 1975. Tout d'abord dans la « Loi agraire chinoise » adoptée le 13 septembre 1947, nous relevons, à l'article 11 :

Le Gouvernement délivrera des titres de possession pour les terres réparties entre les paysans, le droit de libre exploitation, d'achat et de vente étant reconnu, ainsi que, dans des conditions particulières, le droit de fermage ^[400].

Cependant, malgré la modestie de cette réforme, Mao déclarait que dans les régions libérées « le problème de la terre n'est pas résolu ». Il ajoutait :

A l'heure actuelle, le gouvernement peut aider les paysans pauvres à surmonter leurs difficultés, en leur accordant des crédits qui remédieront à la situation désavantageuse dans laquelle ils se trouvent par suite du manque de terre. Aussi, un changement doit-il se produire dans notre politique à l'égard des paysans riches ; il faut passer de la politique de confiscation des excédents de terre et des biens des paysans riches à une politique de préservation de cette forme d'économie afin de contribuer à un rapide redressement de la production dans les régions agricoles ; ce changement servira également à isoler les gros propriétaires fonciers et à consolider la situation des paysans moyens et des petits fermiers sans terre ^[401].

On remarque une fois de plus dans ce texte la reprise de concepts boukhariniens consistant à penser qu'il suffit que l'Etat aide les petits paysans pour que les différences entre eux et les paysans riches disparaissent. Mais, outre ceci, il est intéressant de noter que dès 1950 certaines des propositions de la réforme agraire de 1947, notamment la redistribution de l'excédent de terre des paysans riches était abolie. Cette mesure ouvrait la voie à la Constitution de 1954. Dans cette dernière, bien qu'il fût question de transformation socialiste de l'agriculture, le rapport de Liou ChaoChi devait éclairer le caractère tout particulier de cette soi-disant socialisation :

Dans la transformation socialiste de l'agriculture et de l'artisanat, la principale forme de transition, c'est la coopération fondée sur la propriété collective partielle des masses laborieuses, comme par exemple dans les coopératives agricoles de production qui se sont développées ces dernières années à la campagne. Leur caractère particulier est que la terre y est apportée à titre de quote-part et que l'exploitation y est menée en commun ^[402].

Un tel mouvement de coopération fondé sur la quote-part c'est-à-dire en fait sur l'apport personnel de capital de chaque coopérateur, n'a rien de socialiste, une telle forme de coopération se pratique dans un certain nombre de pays même capitalistes. Si en 1954, la nationalisation de la terre n'est pas effectuée, elle ne le sera pas davantage en 1975 : l'alinéa de l'article 6 de la Constitution de 1975 que nous citons, se trouvait mot pour mot déjà dans celle de 1954 :

Les ressources minières, les eaux, ainsi que les forêts, les terres incultes et autres ressources que l'État possède, sont propriété du peuple entier ^[403].

Comme on le voit, la nationalisation de la terre n'est toujours pas constitutionnelle en 1975. S'il nous a paru important d'insister sur le problème paysan en Chine, c'est que nous savons que dans certains pays asiatiques où la paysannerie représentait la majorité de la population, des illusions à consonance nationaliste très nette vont se développer. Ce n'est pas là un phénomène propre à la Chine et par exemple, Lê Châu parlant de la révolution au Vietnam écrira :

Ainsi soutenue, la RDVN à fait passer le Nord Viet Nam de la semi-féodalité au socialisme, sans passer préalablement par une étape de développement capitaliste. Il était en effet difficile au Nord Viet Nam de suivre la voie capitaliste sans capital national [...]. La participation de la masse paysanne, qui est le groupe de producteurs le plus important, peut permettre d'obtenir les conditions nécessaires à la construction d'une infrastructure de production dans une économie socialiste ^[404].

Croire que les paysans puissent d'eux-mêmes créer une infrastructure nécessaire au socialisme est une illusion antimarxistes qui a fortement imprégné les pseudo-marxistes-léninistes français, toujours soucieux de nouer des liens avec la paysannerie avant même d'avoir acquis une quelconque influence dans la classe ouvrière. Lénine avait, pourtant, clairement mis en garde les communistes contre de telles déformations au II^e Congrès de l'IC :

Il n'y a pas le moindre doute que tout mouvement national ne puisse être que démocratique bourgeois, car la grande masse de la population des pays arriérés est composée de paysans, qui représentent les rapports bourgeois et capitalistes ^[405].

Ce caractère des paysans, Mao essaiera de le nier. Au lieu d'examiner scientifiquement la Chine comme un pays arriéré composé principalement de paysans, il se félicitera de cet état de choses, et essaiera de masquer le caractère de classe de la paysannerie en présentant la Chine comme une page blanche :

Parmi les caractéristiques de la Chine et de ses 600 millions d'habitants, une des plus frappantes est la pauvreté et le dénuement. Chose mauvaise en apparence, bonne en réalité. La pauvreté pousse au changement, à l'action, à la révolution. Une feuille blanche offre toutes les possibilités ; on peut y écrire ou y dessiner ce qu'il y a de plus nouveau et de plus beau ^[406].

Derrière la dialectique primitive de Mao qui se félicite de l'état arriéré de son pays, on retrouve l'idéologie petite-bourgeoise et populiste que Lénine dénonçait déjà chez Sun Yat-Sen :

Car c'est un rêve parfaitement réactionnaire que de vouloir « prévenir » le capitalisme en Chine, que de croire qu'une « révolution sociale » serait plus facile en Chine du fait de son retard, etc. ^[407]

4. QUELQUES CARACTÉRISTIQUES PROPRES A LA PENSÉE DE MAO TSETOUNG.

Nous avons vu que les bases générales de la pensée de Mao Tsétoung n'étaient en fait que la reprise des thèses développées par les opportunistes du PC(b) de l'URSS, notamment Trotsky et Boukharine. Mais Mao apportera quelques traits distinctifs, enrichissant ainsi le patrimoine des thèses opportunistes.

a) Dans la question de l'artisanat.

Au VIII^e Congrès du PCC, Liou Chao-Chi définissait ainsi la « transformation socialiste de l'artisanat et des autres économies industrielles » :

En dehors d'un cadre extrêmement restreint, dans lequel les larges masses de travailleurs individuels artisanaux de notre pays arrivent à effectuer en toute indépendance la production et l'écoulement de leurs produits, ils sont tous tributaires du commerce d'Etat, des coopératives d'approvisionnement et de vente et des entreprises capitalistes pour se procurer des matières premières, pour écouler les produits finis, et pour obtenir des crédits ^[408].

On voit que Liou Chao-Chi qui se place du point de vue du producteur individuel est soucieux de la dépendance de ces derniers vis-à-vis des formes économiques plus développées. Et c'est au nom du producteur individuel, pour sa protection qu'il préconisera la coopérative. Ainsi définie, la coopérative des artisans n'a rien d'une mesure socialiste, c'est en fait la tentative du producteur individuel pour préserver ses avantages face à l'évolution inéluctable de l'économie. C'est ce qui transparaît clairement dans la suite du discours de Liou Chao-Chi :

Leurs techniques de production sont en majorité arriérées, et ils risquent de se voir éliminés par la production assurée par des machines modernes. Tout cela constitue la raison pour laquelle ils aspirent à se grouper, en vue de surmonter ces difficultés, sous la conduite de l'économie d'Etat ^[409].

La même idée sera reprise par Mao à la même époque :

Après s'être organisés, les artisans seront en mesure de perfectionner leur technique et de mieux servir les paysans ^[410].

La directive de Mao sur les artisans trahit la conception qu'il a du socialisme, car après avoir préconisé une politique de soutien à l'artisanat, il ajoute :

Quand les coopératives disposeront d'une base plus solide, l'Etat percevra sur elles un impôt plus élevé et augmentera également le prix des matières premières. A ce moment-là, elles relèveront, de par leur forme, de la propriété collective, mais en fait, de la propriété du peuple entier ^[411].

Concevoir la propriété collective simplement en fonction du prix auquel l'Etat vend les matières premières et sur les impôts qu'il peut prélever n'est nullement un point de vue prolétarien. Ce n'est, en effet, que le point de vue bourgeois consistant à ne considérer l'importance du développement économique qu'en fonction du profit que l'Etat peut en tirer. Si Mao attache aussi peu d'importance à la nature réelle de la propriété (est-elle propriété collective ou propriété du peuple entier ?), c'est parce qu'il se place du point de vue du capitalisme d'Etat. Et Chou En-Lai parachèvera cette conception en 1959, en préconisant tout d'abord le développement de l'artisanat et de la petite industrie :

Le mouvement de masse dans le domaine de l'industrie en vue de la création de petites entreprises et l'emploi de méthodes de production artisanales doit être développé et sans cesse amélioré ^[412].

Et pour lui aussi, ce n'est que progressivement que l'artisanat se trouvera transformé en mode de production moderne par l'amélioration graduelle des techniques de production :

Par l'adoption graduelle de certaines techniques modernes, cette production artisanale dans les petites entreprises se transformera en production moderne ^[413].

b) La question des minorités nationales.

Une des caractéristiques du PCC face aux minorités nationales sera d'essayer de rallier chaque minorité dans son entier. Une telle politique est foncièrement différente de celle qui avait été pratiquée par le PC(b). Nous savons que celui-ci se basant sur les intérêts de la majorité des peuples qui avaient encore une économie retardataire introduisit progressivement des méthodes de production modernes en accélérant la différenciation en classes, et l'élimination des classes réactionnaires de ces minorités. En Chine, au contraire, le PCC s'appuiera essentiellement sur les personnalités dominantes, c'est-à-dire les plus réactionnaires pour s'assurer le soutien de toutes les minorités. Ainsi, Mao écrit en 1952 :

Le groupe dominant du Tibet ne voit pas suffisamment de raisons pour appliquer totalement l'Accord et réorganiser l'armée tibétaine à l'heure actuelle. Dans quelques années, la situation sera différente, il se verra peut être obligé de consentir à l'application intégrale de l'Accord et à la réorganisation de l'armée tibétaine ^[414].

Au VIII^e Congrès du PCC, Liou Chao-Chi continuera à développer la même politique :

Nous devons continuer à nous unir à la couche supérieure des minorités nationales, aux personnalités religieuses patriotes, et à tous autres patriotes qui ont différentes influences sociales ^[415].

Le résultat de cette politique sera particulièrement sensible au Tibet, où le système féodal et esclavagiste sera perpétué jusqu'en 1959, comme l'avoue Chou En-Lai dans son rapport

Dans les régions habitées par des minorités nationales, à l'exception du Tibet et d'un très petit nombre d'autres territoires, les réformes démocratiques sont achevées et la transformation socialiste est accomplie pour l'essentiel [...] ^[416].

Nous savons que le résultat de la politique suivie par le PCC au Tibet, loin de rallier les personnalités dominantes, devait conduire à la révolte armée menée notamment par le Dalai Lama. Ceci n'empêchera pas Chou En-Lai de continuer la politique suivie par son parti et il lancera des appels pour le retour au pays du Dalai Lama.

Bien que le Dalai Lama ait été enlevé et emmené en Inde, nous espérons toujours qu'il pourra se libérer de l'étreinte des rebelles et revenir au sein de la patrie ^[417].

Cet appel au Dalai Lama n'avait rien de fortuit car le PCC à cette époque continuait sa politique d'appui sur les milieux dirigeants tibétains :

Quant aux futures réformes sociales au Tibet, le gouvernement central conduira d'amples consultations avec les personnalités patriotes des couches supérieures et moyennes du Tibet ainsi qu'avec les masses populaires de tous les milieux pour décider du moment et des dispositions à prendre en vue de leur réalisation ^[418].

On comprend que les serfs tibétains eurent quelques difficultés à se rallier à un système qui se disait socialiste et qui dans leur région laissait subsister le servage pour ne pas heurter les milieux dirigeants.

c) La politique des « cent fleurs ».

Cette politique fut ainsi définie par Mao :

« Que cent fleurs s'épanouissent » est un moyen pour développer l'art, et « Que cent écoles rivalisent » un moyen pour faire avancer la science. La politique : « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent » n'est pas seulement une bonne méthode pour développer la science et l'art, mais aussi, si l'on en généralise l'application, une bonne méthode pour notre travail dans tous les domaines ^[419].

Cette politique reprend de fait la politique trotskyste consistant à donner un statut privilégié aux intellectuels sous prétexte qu'il n'y aurait pas de culture spécifiquement prolétarienne. Mao, lui, n'ira pas jusqu'à nier l'existence de la culture prolétarienne mais il la liquidera en laissant aux masses le soin de décider. Il définira d'ailleurs un statut spécial pour les intellectuels en les considérant comme des « ... travailleurs qui fournissent un effort mental. » ^[420] Sous-tendant la politique des « cent fleurs », on voit clairement la conception idéaliste de Mao pour qui, de fait, la vérité n'est pas un phénomène objectif mais un phénomène essentiellement subjectif :

C'est par la confrontation des opinions que la vérité fait son chemin ^[421].

Pour lui, le critère de vérité ne résulte pas de la description plus ou moins exacte qui est faite de la réalité objective : la vérité résulte du « choc des idées ». Cette conception idéaliste ouvrait la voie à toutes les déviations spontanistes, car le critère fondamental de la vérité ayant été écarté, c'est dans le consensus populaire que les intellectuels trouvaient la justification de leurs thèses. Nous savons, qu'en France, cette conception raffermira le courant anti-stalinien en développant le libéralisme et le spontanisme. Mais cela n'a rien de surprenant, car c'est en fait une conception directement anti-stalinienne que celle qui prône le développement des différentes écoles artistiques.

Comme le notait Staline :

La superstructure, ce sont les vues politiques, juridiques, religieuses, artistiques, philosophiques de la société et les institutions politiques, juridiques et autres qui leur correspondent ^[422].

Il est parfaitement juste de considérer l'art et la philosophie comme étant du domaine de la superstructure. Le prolétariat liquidant la dictature de la bourgeoisie et pour s'instaurer en classe dominante doit précisément liquider la superstructure héritée de l'ancienne société, notamment dans l'art et dans la philosophie. Dans ces disciplines, il n'est pas question de permettre la « liberté » des intellectuels. Le prolétariat ne doit soutenir que les artistes qui servent sa politique, c'est-à-dire ceux qui se placent du point de vue du réalisme socialiste. Prôner la liberté des différentes écoles artistiques revient à liquider le caractère impérieux de la domination de l'art prolétarien. Toute différente est la situation dans le domaine des sciences que Staline se garde bien d'identifier à la superstructure. Car si le développement de la science dans telle ou telle direction est déterminé par la classe au pouvoir, les résultats auxquels parviennent les scientifiques, dans la mesure où ils correspondent à la réalité ne sont pas du domaine de la superstructure. C'est-à-dire que le prolétariat peut et doit se servir du développement auquel est arrivé la science au moment où il prend le pouvoir. Par exemple, il était juste en URSS de développer l'école Mitchourine et Lyssenko qui permettait de diminuer la différence entre intellectuels et manuels, les biologistes de l'école lyssenkiste se penchant sur les problèmes rencontrés par les paysans des sovkhoz et des kolkhoz. Mais dans la mesure où l'on ne pouvait pas encore, à l'aide des concepts définis par Mitchourine et Lyssenko, expliquer les lois de la génétique classique, dans la mesure où ces lois étaient vérifiées

expérimentalement, on ne pouvait pas rejeter l'importance de cette génétique. Ainsi, bien que le prolétariat doive favoriser le développement de la science dans la direction qui lui est la plus favorable, il ne peut pas imposer une école scientifique. Dans la mesure où la science rend compte de la réalité du monde objectif, le prolétariat doit intégrer les résultats généraux auxquels la science est parvenue dans sa conception du monde^[423]. Le soi-disant apport théorique de Mao consistera uniquement à obscurcir ces questions. En traitant de la même façon la science et l'art, cela lui permettait de faire « oublier » que ce dernier appartenait au domaine de la superstructure. Avec de telles théories le prolétariat se trouvait dans l'impossibilité de liquider la superstructure bourgeoise et d'imposer sa propre superstructure. Et ce n'est pas le fait d'envoyer des intellectuels à la campagne qui permettait d'avancer dans la liquidation des différences existant entre intellectuels et manuels. Penser que l'on peut supprimer la différence entre intellectuels et manuels par des mesures semblables, n'est que le reflet d'une démarche empiriste étroite. Car supprimer cette différence, seule la dictature du prolétariat peut le permettre et pour ce faire, le prolétariat doit imposer sa propre superstructure. Mettre en avant la rééducation des intellectuels tout en niant la nécessité de la mise en place d'une superstructure prolétarienne, voilà le propre de la démarche dualiste de Mao qui essaie de trouver des solutions au niveau d'une pratique étroite, tout en liquidant les bases théoriques qui auraient pu permettre une réelle solution.

5. DE LA DÉMOCRATIE POPULAIRE A LA RÉVOLUTION CULTURELLE.

Lors du VIII^e Congrès du PCC, Liou Chao-Chi déclarait :

Alors qu'aujourd'hui, la période des orages révolutionnaires est passée, de nouveaux rapports de production sont établis, les objectifs de la lutte n'ont plus le même aspect. Il s'agit maintenant de protéger le bon développement des forces productives de la société.^[424]

Ceci n'était en fait que la reprise de la thèse trotskyste selon laquelle une fois que le pouvoir d'Etat est conquis, le seul objectif devient le développement économique de la société. Une telle analyse sous-tend la thèse économique suivante, à savoir que le développement des moyens de production engendre mécaniquement de nouveaux rapports de production. Cette thèse sera combattue en ces termes au IX^e Congrès dans le Rapport présenté par Lin Piao :

« Faire la révolution et promouvoir la production » est un principe tout à fait juste, qui établit correctement le rapport entre révolution et production, esprit et matière, superstructure et infrastructure économique, rapports de production et forces productives^[425].

On voit qu'en fait la critique de Liou Chao-Chi ne pouvait être menée à bien par le PCC imprégné par la pensée dualiste de Mao. Mettre en effet le rapport entre la révolution et la production sur le même pied que l'esprit et la matière revient à pérenniser les rapports de production existants. En effet, sous quelque régime que ce soit et même après l'accession au communisme, l'esprit reste et restera le reflet de la matière, alors que par la transformation révolutionnaire des rapports de production, après la période de dictature du prolétariat les classes disparaîtront, la production, quant à elle, continuera naturellement à être assurée. Prétendre que la révolution et la production sont dans le même rapport que l'esprit et la matière revient donc à dire que les classes subsisteront éternellement et continueront à s'opposer sans cesse. On voit ici combien la conception dialecticienne primitive de Mao, empêchait le PCC de comprendre le phénomène du bond, et le passage à un stade qualitativement différent. Nous avons, dans la partie philosophique, critiqué la conception de Mao selon laquelle l'esprit se transformerait en matière et la matière en esprit. Cette conception idéaliste devait rendre le PCC incapable de saisir quel était le facteur déterminant à chaque étape historique. Ainsi Chou En-Lai déclarait en 1959 :

Dans notre pays, la construction socialiste et la révolution socialiste sont entreprises simultanément et se font avancer mutuellement^[426].

De telles conceptions ne sont pas différentes des thèses sur le passage pacifique au socialisme puisque la révolution se réalise progressivement, en développant les moyens de production qui eux-mêmes engendrent, mécaniquement, une progression de la révolution. Incapable d'expliquer correctement le rapport existant entre la pensée et la matière, le PCC va être totalement incapable de fixer une orientation correcte susceptible d'aboutir à la dictature du prolétariat, et au développement des moyens de production. Il oscillera toujours entre les thèses économiques, comme celle de Liou Chao-Chi, qui donnait le primat à la production, et, des thèses spontanistes qui donneront le primat à l'élan révolutionnaire des masses, qualifié pour la circonstance de révolution. L'exemple de la révolution culturelle illustre de façon frappante cet esprit volontariste et spontaniste qui était le pendant de l'esprit économique développé pendant les quinze premières années de la démocratie nouvelle. Notre propos n'est pas ici d'analyser ce que fut la révolution culturelle, ni les forces qu'elle mettait en présence.

Cependant il nous faut soulever quelques questions à propos de cette soi-disant grande révolution. Pourquoi Liou Chao-Chi, qui comme nous l'avons vu, défendait des thèses très proches de celles de Boukharine et qui étaient partagées par l'ensemble de la direction du parti, fut-il traité de Khrouchtchev chinois et chargé comme bouc-émissaire de tous les péchés du PCC ? Pourquoi le PCC, qui se prétendait démocratique, ne publia-t-il jamais le débat qui avait opposé Liou Chao-Chi à ses détracteurs, rompant ainsi avec la tradition du PC(b) de l'URSS qui, sous la direction de Staline, n'avait pas hésité à rendre public le débat qui avait opposé la majorité du parti au bloc trotskyste-zinoviéviste ? Pour terminer, il nous faut cependant relever ce fait, que la révolution culturelle, n'a jamais été, et, ne pourra jamais être un exemple à suivre pour progresser vers la révolution socialiste, car cette soi-disant révolution ne s'est jamais inscrite dans le cadre du développement d'un Etat socialiste. Il suffit pour s'en convaincre d'examiner un extrait de la décision du PCC sur la GRCP. Dans ce texte, le CC du PCC définissant les groupes, comités, congrès de la révolution culturelle, soulignait :

Ils sont des organes du pouvoir de la révolution culturelle prolétarienne ^[427].

On peut se demander quel est ce nouveau pouvoir dans un pays où l'Etat est placé soi-disant sous la direction du Parti Communiste. Comment un nouveau pouvoir pourrait-il surgir en dehors du parti et de l'Etat et s'opposant plus ou moins à eux ? Quels sont les pouvoirs des organes de la révolution culturelle face aux organes d'Etat ? A cette question troublante, le PCC ne répondit jamais. Mais cependant, ces organes lui semblaient fort importants puisqu'il note :

Par conséquent, les groupes, comités et congrès de la révolution culturelle ne doivent pas être des organisations temporaires, mais des organisations de masse permanentes appelées à fonctionner longtemps. Ils conviennent non seulement aux établissements d'enseignement et organismes d'Etat, mais aussi, pour l'essentiel, aux usines, mines et entreprises, aux quartiers de villes et aux villages. Il est nécessaire d'appliquer un système d'élection générale semblable à celui de la Commune de Paris, pour élire les membres des groupes et des comités de la révolution culturelle et les représentants au congrès de la révolution culturelle ^[428].

Ainsi, dans cette circulaire, le PCC indique clairement que les organes de la révolution culturelle devront exercer leur pouvoir y compris au niveau de l'Etat. On voit ainsi apparaître deux pouvoirs : le pouvoir d'Etat et le pouvoir de la révolution culturelle. Une question que l'on peut également se poser est de savoir pourquoi ces organes de la révolution culturelle sont appropriés dans les villes et les villages, et pourquoi on ne mentionne pas leur existence à la campagne. Dans ce contexte, la référence à la Commune de Paris est troublante, une des erreurs majeures de cette dernière ayant été précisément de considérer que la prise du pouvoir était possible au niveau d'une ville et non pas au niveau du pays. Nous avons vu que les Yougoslaves se référaient à la Commune de Paris pour justifier leurs thèses autogestionnaires. Pour le PCC, la référence à la Commune de Paris est encore plus obscure, puisque la Commune représentait elle-même un embryon de pouvoir d'Etat. Le PCC, préconisant de prendre exemple sur la Commune de Paris tout en maintenant les structures antérieures, ou bien fait une référence formelle démagogique, ou bien définit de cette façon un nouveau type d'Etat dans l'Etat. Dans ce cadre, il ne nous semble pas inutile de se rappeler quelles leçons Lénine tirait de la Commune. Après avoir noté que « *La réunion de ces deux objectifs contradictoires - patriotisme et socialisme - constitua l'erreur fatale des socialistes français* » ^[429], il ajoute :

Mais deux fautes anéantirent les fruits d'une brillante victoire. Le prolétariat s'arrêta à mi-chemin : au lieu de procéder à l'« expropriation des expropriateurs », il se laissa entraîner par des rêves sur l'établissement d'une justice suprême dans le pays, unie par une tâche nationale commune ; des institutions comme les banques, par exemple, ne furent point saisies, la théorie proudhonnienne du « juste échange », etc., régnait encore parmi les socialistes. La deuxième faute fut la trop grande magnanimité du prolétariat ; au lieu d'exterminer ses ennemis, il chercha à exercer une influence morale sur eux [...] ^[430].

Au lieu de faire resurgir sans cesse les vieux démons de l'Histoire, il eût mieux valu que le PCC et ceux qui s'en réclamaient dans notre pays, essaient de tirer le bilan des échecs des révolutions afin d'en éviter la répétition. Mais pour ce faire, il aurait tout d'abord fallu que le PCC représentât les intérêts du prolétariat. Or tout semble montrer que ce n'est pas cette classe qui fut représentée par ses principaux dirigeants tel Mao Tsétoung. Celui-ci déclarait déjà, dans « *La Révolution chinoise et le Parti Communiste chinois* », en parlant des ennemis principaux de la révolution chinoise que :

Ce sont l'impérialisme et le féodalisme, c'est-à-dire la bourgeoisie des Etats impérialistes et la classe des propriétaires fonciers de notre pays ^[431].

Réduire le féodalisme aux propriétaires fonciers revient à se placer du point de vue du petit et moyen paysan ; c'est encore cette position que l'on retrouve dans la « Démocratie Nouvelle » :

Ainsi, de toute façon, le prolétariat, la paysannerie, les intellectuels et les autres fractions de la petite bourgeoisie constituent les forces fondamentales qui décident du destin de la Chine ^[432].

Faire dépendre le destin de la Chine aussi bien du prolétariat que de la petite bourgeoisie, voilà qui est révélateur et l'on peut se poser la question de savoir si, dans la Révolution culturelle ainsi que dans le mouvement de 1956-57 qui l'a précédée, Mao n'a pas été le porte-parole de la révolte de la petite bourgeoisie entraînant l'ensemble de la population dans sa lutte contre la bourgeoisie. Ceci expliquerait pourquoi il n'a jamais pu se débarrasser des représentants de la bourgeoisie au sein du parti. En effet, soutenant dans le domaine économique la petite bourgeoisie (le refus de nationaliser la terre en est un exemple frappant), il ne pouvait que s'opposer aux manifestations les plus saillantes qu'offraient le développement et la domination de la bourgeoisie, mais il était dans l'incapacité de détruire les fondements de sa domination. Car la petite propriété qu'il a défendue pour la paysannerie ne pouvait qu'engendrer la grande. Le dédain qu'avait Mao pour les questions économiques ne traduit-il pas son impuissance à concevoir les bases permettant la liquidation des rapports bourgeois de production ? Et les mouvements de masse n'étaient-ils pas essentiellement destructeurs, et incapables, car non dirigés dans une voie correcte, de construire une société nouvelle ? Si cela était le cas, alors effectivement Mao aurait bien représenté les intérêts de la petite bourgeoisie, ceci expliquerait pourquoi il était obligé de partager le pouvoir avec la bourgeoisie, qui, elle avait un programme de développement cohérent (bien que moins avancé que Sun Yat-Sen), cela expliquerait également pourquoi il a pu dire qu'il faudrait d'autres révolutions culturelles. La domination de la bourgeoisie engendre inéluctablement le mécontentement de la petite bourgeoisie et du prolétariat, et la petite bourgeoisie ne voit comme solution aux contradictions qui l'opposent à la grande que le recours aux mouvements populaires pour s'opposer à cette classe. Car la petite bourgeoisie ne peut pas remettre en cause les bases économiques qui ont permis le développement de la grande bourgeoisie, ce sont elles qu'elle idéalise, elle ne peut que vouloir détruire mais ne peut proposer aucune solution constructive. Ainsi voit-on que l'opposition entre Mao Tsétoung et Liou Chao-chi, quoique apparente sur la question des mouvements de masse, ne peut masquer le fait qu'ils préconisaient tous les deux le même processus de développement économique pour la Chine en remettant à l'honneur les vieilles thèses de Boukharine. La petite bourgeoisie, en effet, ne s'oppose pas à la production marchande régie par la loi de la valeur sur laquelle est fondée son existence en tant que classe, face à la grande bourgeoisie, et elle ne peut exiger qu'une répartition « plus juste ». Cette tendance égalisatrice de la petite bourgeoisie ne pouvant aller jusqu'à remettre en cause le mode de production, est donc contradictoire, car sur les bases qu'elle préconise, inéluctablement apparaît l'inégal développement propre à ce mode de production. La proposition de Mao de procéder périodiquement à des « révolutions culturelles » correspond à l'aspiration de la petite bourgeoisie et montre aussi ses limites théoriques.

CONCLUSION

L'émergence de la pensée Mao Tsétoung, comme « marxisme-léninisme de notre époque », n'a fait que raviver, en leur donnant une forme nouvelle, les vieilles idées révisionnistes dont s'était déjà largement inspiré le PCF, en particulier les idées jaressistes et guesdistes. Ainsi nous avons vu que dans sa conception de la démocratie populaire, Mao faisait de larges emprunts à Boukharine qui défendit le premier, au sein de la III^e Internationale, l'idée que le capitalisme sous sa forme de capitalisme d'Etat pourrait éviter les crises. Nous avons vu que Thorez prônait des thèses similaires. Tous ceux, qui, en France, défendent la théorie de la lutte exclusive contre les monopoles et qui pensent qu'il faudrait instaurer un régime de démocratie populaire dans notre pays, ne font que suivre le chemin ouvert par Thorez. Il est intéressant de noter que le précurseur français de ces thèses sur le capitalisme monopoliste d'Etat comme pouvant résoudre les conflits engendrés par le capitalisme, fut Jaurès qui défendait, lui aussi, une certaine conception de la lutte de classes :

Ainsi bourgeoisie et prolétariat se sont en quelque façon haussés l'un l'autre par leur combat. Comme l'éclair à la rencontre de deux nuées, de la lutte des deux classes, capables de se comprendre en se combattant, jaillit la lueur de l'idée. Les deux classes antagonistes ont un intérêt réciproque à ce que chacune d'elles ait la force intellectuelle et morale la plus haute. Toutes deux sont intéressées à ce que la communauté nationale où elles se meuvent ait la plus grande activité possible de travail et d'esprit, pour que le conflit qui les divise et qui les exalte se résolve enfin en une solidarité supérieure où les vertus sont devenues le bien commun ^[433].

On voit ici la philosophie idéaliste et métaphysicienne de Jaurès qui se traduit par la reconnaissance d'une morale au-dessus des classes, la résolution de la lutte entre bourgeoisie et prolétariat sans disparition de l'un des antagonistes. Cette conception philosophique sera la source de son exaltation du capitalisme monopoliste. Ce qui transparaît également clairement dans ce texte, c'est que la base sur laquelle Jaurès fonde sa soi-disant morale, la base sur laquelle il espère pouvoir réconcilier le prolétariat avec la bourgeoisie n'est autre que la « communauté nationale ». Et ce n'est pas un hasard si Jaurès dénonçait l'impérialisme anglais et allemand sans dénoncer l'impérialisme français. Ce n'est que la conséquence des conceptions qui l'amènent, tout en se réclamant parfois du marxisme, à exalter l'union nationale. Le chauvinisme substitué à l'internationalisme prolétarien conduit nécessairement à des déviations de cet ordre. Au lieu de défendre les intérêts du prolétariat mondial, on défend d'abord les soi-disant intérêts de sa propre nation. Dans un pays impérialiste tel que le nôtre, une telle politique est le fait de l'aristocratie ouvrière qui a son sort lié à celui de la bourgeoisie. Mais plus généralement, il faut comprendre que l'intérêt de classe du prolétariat mondial ne peut jamais être transgressé au nom des intérêts nationaux et la floraison à l'heure actuelle, de types si diversifiés de « socialismes nationaux » doit conduire à une critique radicale de l'idéologie nationaliste que la pensée de Mao Tsétoung a si vigoureusement encouragée. La théorie du socialisme national a été clairement synthétisé par R. Bahro dans son livre *L'alternative* :

L'essence et le caractère d'une révolution ne sont déterminés que par le programme et l'héroïsme de l'avant-garde qui en est la première étape. Les Soviétiques de 1905 à 1917 ont poursuivi la Commune de Paris, mais après eux cesse la continuité. S'en tenir aujourd'hui à l'espoir d'un bouleversement socialiste classique à l'Ouest ne conduirait qu'à un pessimisme qui serait à peine fondé. Les révolutions qui ont eu lieu en Chine, dans les Balkans et à Cuba, ont vraisemblablement plus contribué au progrès général que ne l'auraient fait les révolutions prolétariennes tant souhaitées à l'Ouest. Le marxisme a donc émigré à travers la Russie vers l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine en suivant une ligne qui porte les noms de Lénine, Mao Tsétoung, N'Krumah et Castro. Il représente aujourd'hui incomparablement plus, et il est bien plus varié qu'à l'époque de Marx, et même dans les significations qu'il a pour l'Europe ^[434].

Cet extrait est important car il montre comment s'articule l'opportunisme de gauche et l'opportunisme de droite. Prétendant d'abord que « l'essence et le caractère d'une révolution ne sont déterminés que par le programme et l'héroïsme de l'avant-garde », il liquide ainsi la théorie matérialiste, qui nous apprend que l'essence d'une révolution est déterminée par la classe qui la dirige, au nom d'un subjectivisme étroit. Pour Bahro, « l'essence et le caractère de la révolution » sont confondus avec l'idée que « l'avant-garde » a d'elle-même et de la révolution qu'elle accomplit. Il suffit de se prétendre socialiste subjectivement pour l'être réellement. Avec cette définition Bahro va pouvoir effectivement prétendre que le marxisme a « émigré » à travers la Russie vers l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine d'autant plus qu'il s'interdit de porter un jugement sur les révolutions qui ont lieu dans ces régions, car, ajoute-t-il : « le matérialisme historique lui-même interdit que l'on mesure la situation en Union soviétique, en Chine populaire, etc., au fait qu'elle réalise ou non le « marxisme authentique »... : ce n'est pas la lettre de la théorie qui est authentique, mais le processus historique ».

Avec une telle conception du matérialisme historique on ne peut effectivement porter aucun jugement sur les révolutions et les mouvements sociaux qui ont lieu dans les différents pays puisque le critère n'est plus de savoir quelles sont les classes en mouvement dans chaque processus et quelle classe dirige, mais le processus historique qui, ininterprétable, devient le seul critère de vérité. C'est du fatalisme historique, la réalité des processus historiques devenant le critère de vérité et amenant à rejeter les interprétations scientifiques qui peuvent être faites de ce processus. Grâce à cette falsification subjectiviste et fataliste du matérialisme historique Bahro peut se réjouir du fait que les révolutions socialistes ne se soient pas produites à « l'Ouest ». On voit que son analyse rejoint celle du PCC et de Lin Piao qui préconisait l'encerclement des villes par les campagnes à l'échelle mondiale, et qui insistait sur la « zone des tempêtes » comme représentant le phénomène marquant de l'époque. La théorie de Bahro amène inéluctablement à considérer effectivement Mao, Castro et N'Krumah comme les authentiques marxistes de notre époque. Il essaye pour se justifier de faire même penser que le léninisme, lui aussi, serait un nouveau marxisme rompant ainsi le lien indissoluble qui lie l'oeuvre de Lénine et de Staline à celle de Marx et d'Engels. Car ce qui est important pour lui c'est que le socialisme est « bien plus varié qu'à l'époque de Marx ». Cette exaltation de la diversité n'est que le résultat d'un opportunisme de droite qui ne peut que se réjouir qu'actuellement la révolution soit identifiable à des Castro ou des N'Krumah, qui, ne représentant pas les intérêts du prolétariat de leur pays, sont amenés inéluctablement à lier leur sort à celui de l'impérialisme. Nous avons vu dans ce livre que tel avait été aussi le cas pour Mao. Et dans notre pays, il n'est pas étonnant que ceux qui mettent en avant la pensée de Mao Tsétoung comme « marxisme-léninisme de notre époque », s'en prennent féroce à l'Albanie socialiste et notamment à la politique d'industrialisation du PTA qualifiée à juste titre par nos « marxistes » de « stalinienne ». Car la ligne suivie par Lénine et Staline et continuée par le PTA et Enver Hoxha, d'accorder la priorité à l'industrie lourde permet aux pays socialistes de se libérer de l'étreinte impérialiste. Mais nos maoïstes ne l'entendent pas de cette oreille. Représentant les intérêts de l'aristocratie

ouvrière, ils luttent farouchement contre la consolidation économique des (ou du) pays socialistes, au nom de la « lutte idéologique », de l'importance du « mouvement de masse ». C'est pourquoi, particulièrement dans un pays impérialiste, il est nécessaire que les communistes s'attachent à liquider les séquelles héritées des conceptions maoïstes pour s'attacher à retrouver la théorie marxiste-léniniste authentique, qui, seule, permet de se placer réellement sur les positions du prolétariat. C'est la condition nécessaire pour que le prolétariat retrouve sa bannière internationale, qui fut celle, au nom de laquelle luttèrent Marx, Engels, Lénine et Staline.

NOTES

- ^[1] « Le Parti communiste du Brésil reste fidèle aux principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien », cité par l'Agence Télégraphique albanaise, Bulletin d'information, N° 343, 9 décembre 1978.
- ^[2] Parti Ouvrier Français.
- ^[3] « Interview du camarade Kabussa-Balenga, deuxième secrétaire du Parti Révolutionnaire Marxiste du Congo-Kinshasa », PARTI REVOLUTIONNAIRE MARXISTE DU CONGO KINSHASA, avril 1974.
- ^[4] NGUYEN KHAC VIEN, « Confucianisme et marxisme au Vietnam », in Expériences vietnamiennes, Paris, 1970, Ed. Sociales, p. 221-222 et p. 215
- ^[5] Idem, p. 226 et sqq.
- ^[6] HEGEL (G.W.), Leçons sur l'histoire de la philosophie, Paris, 1970, Ed. Gallimard, collection Idées, T. 2, p. 81-82.
- ^[7] ENGELS (Fr.), Anti-Dühring, Paris, 1977, Ed. Sociales, p. 171.
- ^[8] MAO TSETOUNG, Textes choisis, Pékin, 1972, ELE, p. 133
- ^[9] HEGEL (G.W.), op. cit. p. 84-85.
- ^[10] MAO TSETOUNG, De la contradiction, in Textes choisis, op. cit. p. 103.
- ^[11] MAO TSETOUNG, De la pratique, in Textes choisis, op. cit., p. 70-71.
- ^[12] MARX (K.), Salaire, prix et profit, in Oeuvres choisies, Moscou, 1976, Ed. du Progrès, t. II, p. 53.
- ^[13] PLEKHANOV, La conception moniste de l'histoire, in Oeuvres philosophiques, Moscou, s.d., ELE, t. I, p. 488.
- ^[14] MAO TSETOUNG, Oeuvres choisies, Pékin, 1966-1968, ELE, t. II, p. 27.
- ^[15] Le dixième Congrès du Parti communiste chinois (Documents), Pékin, 1973, ELE, p. 50.
- ^[16] KIM IL SUNG, Oeuvres choisies, Pyongyang, 1976, ELE, t. 4, p. 6.
- ^[17] CONFUCIUS, Entretiens avec ses disciples, Paris, 1975, Ed. Denoël-Gonthier, p. 83.
- ^[18] MAO TSETOUNG, Oeuvres choisies, op. cit., t. III, p. 282. 19 HO CHI MINH. cité par Nguyen Khac Vien, op. cit., p. 230. 20 ROCHET (Waldeck), L'avenir du Parti communiste français, Paris, 1969, Ed. Grasset, p. 180.
- ^[19] HO CHI MINH. cité par Nguyen Khac Vien, op. cit., p. 230.
- ^[20] ROCHET (Waldeck), L'avenir du Parti communiste français, Paris, 1969, Ed. Grasset, p. 180.
- ^[21] THOREZ (M.), (Oeuvres, Paris, 1950-1965, Ed. Sociales, t. 18, p. 109.
- ^[22] CONFUCIUS, op. cit., p. 26.
- ^[23] NGUYEN TRAI, cité par Nguyen Khac Vien, op. cit., p. 217.
- ^[24] MAO TSETOUNG, Oeuvres choisies, op. cit., t. II, p. 214.
- ^[25] HO CHI MINH, cité par Nguyen Khac Vien, op. cit., p. 228-229.
- ^[26] Lexique de philosophie, Paris, 1977, NBE, p. 23.
- ^[27] MARX (K.), Le Capital, Paris, 1975, Ed. Sociales, Livre I, t. I, p. 28
- ^[28] ENGELS (Fr.), op. cit., p. 55.
- ^[29] Lexique de philosophie, op. cit., p. 23.
- ^[30] MAO TSETOUNG, in La voie de l'intégration aux ouvriers, paysans et soldats, Pékin, 1971, ELE, p. 2-3.
- ^[31] Idem, p. 43.
- ^[32] Idem, p. 2.
- ^[33] LENINE, Que faire ?, Oeuvres, Paris-Moscou, 1965, Ed. Sociales, et Ed. du Progrès, t. 5.
- ^[34] LIOU CHAO-CHI, « Directives au Comité permanent de l'Association du commerce et de l'industrie », in Citations du président Liou Chao-Chi, Paris, 1969, Ed. Belfond, p. 67.
- ^[35] HSIN YEN-TSE, in La voie de l'intégration..., op. cit., p. 50-51.
- ^[36] LIOU CHAO-CHI, cité par Hélène Carrère d'Encausse et Stuart Schram, in Le marxisme et l'Asie 1853-1964, Paris, 1970, Ed. Armand Colin, p. 131.
- ^[37] STRONG (A.L.), The Thought of Mao Tsetung, Americasia, juin 1947, N° 6, p. 161, cité par Stuart Schram, in Mao Tsé-toung, Paris, 1972, Ed. Armand Colin, p. 131.
- ^[38] FENG YOU-LAN, « Mao Tsé-toung et la philosophie chinoise », in La Pensée, mai-juin 1954, N° 55, p. 79.
- ^[39] Idem, p. 87.
- ^[40] Critique contre Lin Piao et Confucius, Pékin, 1975, ELE, t. 1, p. 92.
- ^[41] MAO TSETOUNG, De la pratique, in Textes choisis, op. cit., p. 85.
- ^[42] MARX (K.), Contribution à la critique de l'économie politique, Paris, 1977, Ed. Sociales, p. 2-3.
- ^[43] LENINE, Matérialisme et empiriocriticisme, Oeuvres, op. cit., t. 14, p. 69.
- ^[44] MAO TSETOUNG, De la pratique, op. cit., p. 69. 45
- ^[45] LENINE, op. cit., t. 14, p. 111.
- ^[46] MAO TSETOUNG, De la pratique, op. cit., p. 84.
- ^[47] Ibidem.
- ^[48] LENINE, op. cit., t. 14, p. 139.

- ¹⁴⁹ MAO TSETOUNG, De la pratique, op. cit., p. 78.
- ¹⁵⁰ LENINE, op. cit., t. 14, p. 128-129.
- ¹⁵¹ MAO TSETOUNG, De la pratique, op. cit., p. 69.
- ¹⁵² LENINE, op. cit., t. 14, p. 143.
- ¹⁵³ Idem, p. 146.
- ¹⁵⁴ KARDELJ (E.), Les contradictions de la propriété sociale dans le système socialiste, Paris, 1976, Ed. Anthropos, p. 63.
- ¹⁵⁵ MAO TSETOUNG, De la pratique, op. cit., p. 71.
- ¹⁵⁶ LENINE, Oeuvres, op. cit., t. 38, p. 162.
- ¹⁵⁷ Idem, p. 160.
- ¹⁵⁸ MAO TSETOUNG, De la pratique, op. cit., p. 81.
- ¹⁵⁹ SOLLERS (Ph.), in *Tel quel*, 1972, n° 48-49, p. 126-127.
- ¹⁶⁰ ENGELS (Fr.), Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande, in *MARX-ENGELS, Oeuvres choisies*, Moscou, 1978, p. 363.
- ¹⁶¹ CARDONNEL (J.), « La Chine et nous », in *Frères du Monde*, N° 82, p. 20.
- ¹⁶² MAO TSETOUNG, De la contradiction, in *Textes choisis*, op. cit., p. 123.
- ¹⁶³ ENGELS (Fr.), in *MARX-ENGELS*, op. cit., t. III, p. 509.
- ¹⁶⁴ MAO TSETOUNG, *Textes choisis*, op. cit., p. 113-114.
- ¹⁶⁵ MARX (K.), « Lettres à J. Weydemeyer » (5 mars 1852) in *MARX-ENGELS, Oeuvres choisies*, Moscou, 1976, ELE, t. I, p. 364.
- ¹⁶⁶ ENGELS (Fr.), in *MARX-ENGELS*, op. cit., t. III, p. 364.
- ¹⁶⁷ PLEKHANOV (G.), op. cit., p. 488.
- ¹⁶⁸ JDANOV (A.), Sur la littérature, la philosophie et la musique, Paris, 1972, Ed. Norman Béthune, p. 41-42 et p. 44-45.
- ¹⁶⁹ MAO TSETOUNG, *Oeuvres choisies*, op. cit., t. II, p. 225.
- ¹⁷⁰ GARAUDY (R.), *Le communisme et la renaissance de la culture française*, Paris, 1945, Ed. Sociales, p. 61.
- ¹⁷¹ GARAUDY (R.), *Les sources françaises du socialisme scientifique*, Paris, 1948, Ed. Hier et Aujourd'hui, p. 8.
- ¹⁷² POLITZER (G.), *Principes élémentaires de philosophie*, Paris, 1977, Ed. Sociales, p. 19-20.
- ¹⁷³ MARX (K.), in *MARX-ENGELS*, op. cit., t. I, p. 9. 74 75
- ¹⁷⁴ POLITZER, op. cit., p. 246.
- ¹⁷⁵ Idem, p. 241
- ¹⁷⁶ THOREZ (M.), *Oeuvres*, op. cit., t. 11, p. 250.
- ¹⁷⁷ Idem, t. 12, p. 32.
- ¹⁷⁸ Idem, t. 11, p. 240.
- ¹⁷⁹ KAUTSKY (K.), *La révolution sociale*, Paris, 1912, Ed. Marcel Rivière, p. 221.
- ¹⁸⁰ GARAUDY (R.), *Les sources françaises du socialisme scientifique*, op. cit., p. 14.
- ¹⁸¹ POLITZER (G.), op. cit., p. 98. 82 Idem, p. 98-99.
- ¹⁸² Idem, p. 98-99.
- ¹⁸³ THOREZ (M.), « Le 350e anniversaire de Descartes », *Oeuvres choisies*, Paris, 1966, Ed. Sociales, t. 2, p. 421.
- ¹⁸⁴ THOREZ (M.), *Oeuvres*, op. cit., t. 12, p. 118.
- ¹⁸⁵ THOREZ (M.), *Oeuvres choisies*, op. cit., t. 2, p. 424.
- ¹⁸⁶ Idem, p. 426.
- ¹⁸⁷ *Petit dictionnaire philosophique*, Moscou, 1955, ELE, p. 130-131. Réédité en fac-similé, Paris, 1977, Ed. Eugène Varlin.
- ¹⁸⁸ STALINE (J.V.), *Anarchisme et socialisme*, in *Oeuvres*, Paris, 1975, NBE, t. I, p. 244.
- ¹⁸⁹ MARX (K.), *La Sainte Famille*, Paris, 1972, Ed. Sociales, p. 153.
- ¹⁹⁰ *Petit dictionnaire philosophique*, op. cit., p. 221.
- ¹⁹¹ Idem, p. 222.
- ¹⁹² Idem, p. 221.
- ¹⁹³ THOREZ (M.), *Oeuvres choisies*, op. cit., t. 2, p. 225.
- ¹⁹⁴ FREVILLE (J.), *Avec Maurice Thorez*, Paris, 1950, Ed. Sociales, p. 10.
- ¹⁹⁵ MAO TSETOUNG, *Oeuvres choisies*, op. cit., t. 2, p. 225.
- ¹⁹⁶ ALTHUSSER (L.), « Matérialisme historique et matérialisme dialectique », in *Cahiers marxistes-léninistes*, avril 1966, N° 11, p. 102.
- ¹⁹⁷ Idem, p. 104-105, Erratum.97
- ¹⁹⁸ COMTE (A.), *Cours de philosophie positive*, Paris, 1975, Ed. Hermann.
- ¹⁹⁹ ALTHUSSER (L.), op. cit., p. 104-105, Erratum.
- ¹¹⁰⁰ STALINE (J.V.), *Des principes du léninisme*, Pékin, ELE, 1977, p. 21.
- ¹¹⁰¹ *La Forge*, janvier 1978, N° 24, p. 9.
- ¹¹⁰² ENGELS (Fr.), *L'Anti-Dühring*, op. cit., p. 50.
- ¹¹⁰³ Idem, p. 121.
- ¹¹⁰⁴ *La Forge*, op. cit., p. 9.
- ¹¹⁰⁵ *La Forge est l'organe du PCOF (Parti communiste des ouvriers de France) issu de PCMLF.*
- ¹¹⁰⁶ STALINE (J.V.), *Le marxisme et les problèmes de linguistique*, Ed. de Pékin, ELE, 1975, p.1.
- ¹¹⁰⁷ BERMAN, « Infrastructures, superstructures et lutte idéologique » in *La Nouvelle Critique*, mars 1951, N° 24, p. 40.
- ¹¹⁰⁸ « Propositions concernant la ligne générale du Mouvement Communiste International » (juin 1963), in *Débat sur la ligne générale du Mouvement Communiste International*, Paris, 1977, Ed. Eugène Varlin, p. 7 (Réédition de l'édition de Pékin, 1965, ELE).
- ¹¹⁰⁹ ENGELS (Fr.), *Anti-Dühring*, Paris, 1973, Ed. Sociales, p. 125. 3 LENINE, « L'impérialisme stade suprême du capitalisme » *Oeuvres*, op. cit., t. 22, p. 290.

- ^[110] LENINE, « L'impérialisme stade suprême du capitalisme » Oeuvres, op. cit., t. 22, p. 290.
- ^[111] MAO TSETOUNG, « Entretien avec Anna-Louise Strong », Oeuvres choisies, Pékin, 1969, ELE, t. IV, p. 99.
- ^[112] THOREZ (M.), Fils du peuple, in Oeuvres choisies, Paris, 1965, Ed. Sociales, t. 3, p. 504.
- ^[113] « Propositions... », op. cit., p. 5.
- ^[114] Cf. entre de très nombreux textes le discours de Thorez à la Conférence Fédérale de Paris du PCF (31 mai 1959) /.../ dans une France qui, certes ne serait pas encore socialiste, mais où les pétroles et les autres ressources énergétiques seraient aux mains de la nation, comme le prévoit notre programme, nous aurions intérêt à traiter avec un peuple algérien lui-même maître de ses ressources pétrolifères et échappant, pourquoi ne pas le dire, à la mainmise allemande ou américaine. » (In Patrick Kessel, Le mouvement « maoïste » en France, Paris, 1972, Ed. 10/18, t. I, p. 44.
- ^[115] In Déclarations de Mao Tsétoung, Pékin, 1964, ELE, p. 6.
- ^[116] THOREZ (M.), Oeuvres choisies, op. cit., t. 2, p. 111-112.
- ^[117] « Propositions... », op. cit., p. 11.
- ^[118] LOU JOUEI-KING, Pour l'anniversaire de la victoire sur le fascisme allemand ! Pour la lutte jusqu'au bout contre l'impérialisme américain !, Pékin, 1965, ELE, p. 12.
- ^[119] THOREZ (M.), Oeuvres choisies, op. cit., t. 3, p. 237.
- ^[120] « Propositions... », op. cit., p. 11-12.
- ^[121] LOU JOUEI-KING, op. cit. p. 13.
- ^[122] Ibidem.
- ^[123] « N. Khroutchtchev a déployé ouvertement l'étendard de la scission et de la trahison », (4 octobre 1963), in Opposons-nous au révisionnisme moderne pour la défense du marxisme-léninisme et de l'unité du mouvement communiste international, Tirana, 1964, p. 436.
- ^[124] « A propos des thèses concernant le X^e Congrès du Parti Communiste italien » (novembre 1962), in Opposons-nous..., op. cit., p. 111.
- ^[125] Idem, p. 110.
- ^[126] « Des défenseurs du néo-colonialisme » (octobre 1963), in Débat sur la ligne générale..., op. cit., p. 223.9
- ^[127] THOREZ (M.), « Commentaires sur un programme », in Oeuvres, Paris, 1965, Ed. Sociales, t. 23, p. 33-34.
- ^[128] Idem, p. 33.
- ^[129] THOREZ (M.), « Pour la cause du Front populaire » (14 mai 1936), in Oeuvres, Paris, 1953, Ed. Sociales, t. 11, p. 235.
- ^[130] Op. cit., t. 11, p. 213.
- ^[131] FAN SIEOU-TCHOU, De l'attitude envers l'impérialisme américain deux lignes politiques s'affrontent, Pékin, 1965, ELE, p. 21.
- ^[132] Idem, p. 27.
- ^[133] « Propositions... », op. cit., p. 13.
- ^[134] THOREZ (M.), Oeuvres choisies, op. cit., t. 3, p. 183.
- ^[135] « Propositions... », op. cit., p. 13.
- ^[136] Ibidem.
- ^[137] MAO TSETOUNG, « Rôle du Parti communiste chinois », Oeuvres choisies, op. cit., t. II, p. 216.
- ^[138] « Propositions... », op. cit., p. 15
- ^[139] Idem, p. 16.
- ^[140] THOREZ (M.), Oeuvres choisies, op. cit., t. 3, p. 155.
- ^[141] Idem, p. 184 et 187.
- ^[142] « Propositions... », op. cit., p. 14-15.
- ^[143] Idem, p. 14.
- ^[144] On retrouve cette pensée sous différentes formes. Dans une lettre de Marx à Kugelman du 28 mars 1870, on peut ainsi lire : « Le peuple qui subjugué un autre peuple se forge ses propres chaînes » (Lettres de Marx à Kugelman), Paris, 1971, Ed. Sociales, p. 158.
- ^[145] LIN-PIAO. Vive la victorieuse guerre du peuple !, Pékin, 1966, ELE, p. 51-52.
- ^[146] La Correspondance Internationale, 1928, N° 109, p. 1173.
- ^[147] Idem, N° 112, p. 1210.
- ^[148] Idem, N° 75, p. 48.
- ^[149] MAO TSETOUNG, Oeuvres choisies, Pékin, 1969, ELE, t. IV, p. 456.
- ^[150] STALINE (J.V.), Les problèmes économiques du socialisme en URSS, 1952, Ed. Sociales, p. 35-36.
- ^[151] Idem, p. 36.
- ^[152] Idem, p. 37.
- ^[153] MAO TSETOUNG, op. cit., t. IV, p. 99.
- ^[154] STALINE, op. cit., p. 24.
- ^[155] MAO TSETOUNG, op. cit., t. IV, p. 394.
- ^[156] MAO TSETOUNG, Oeuvres choisies, Pékin, 1967, ELE, t. II, p. 367.
- ^[157] STALINE (J.V.), Le marxisme et la question nationale et coloniale, Paris, 1949, Ed. Sociales, p. 181.
- ^[158] MAO TSETOUNG, Oeuvres choisies, Pékin, 1977, ELE, t. V, p. 453.
- ^[159] In La Russie vers le socialisme, Paris, 1926, Librairie de l'Humanité, p. 77.
- ^[160] STALINE (J.V.), op. cit., p. 224.
- ^[161] « Les dirigeants du PCUS - Les plus grands scissionnistes de notre temps » (4 février 1964), in Débat sur la ligne générale..., op. cit., p. 351.
- ^[162] HOXHA (Enver), Rapport d'activité du Comité central du Parti du Travail d'Albanie présenté au V^e Congrès du PTA (11 novembre 1966), Tirana, 1967, ELE, p. 251. Cf. Enver Hoxha, Entretien avec Chou En-Lai (mars 1965), Tirana, 1977
- ^[163] STALINE (J.V.), op. cit., p. 223.

- [164] KESSEL (P.), Le mouvement « maoïste » en France, op. cit., t. I, p. 119.
- [165] In L'Humanité rouge, du 21 janvier 1977.
- [166] LENINE (J.V.), « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (juillet 1916), Oeuvres, t. 22, p. 384-385.
- [167] KESSEL (P.), op. cit., t. I, p. 96.
- [168] Cité dans En arrière toutes, brochure de Combat Communiste/ Marxiste-Léniniste, ronéotypé.
- [169] « Citation » mise en avant dans Pékin Information lors de la Révolution culturelle.
- [170] KESSEL (P.), op. cit., t. I, p. 134-135.
- [171] Idem, p. 205.
- [172] A propos du Front Uni mondial contre les deux superpuissances, L'Éveil, 2 octobre 1974, brochure, p. 2.
- [173] Idem, p. 3.
- [174] Idem, p. 27.
- [175] LENINE, « II^e Congrès de l'Internationale Communiste », Oeuvres, op. cit., t. 38, p. 256.
- [176] « La première phase dans la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est marquée par le mouvement sectaire. Il a sa raison d'être à une époque où le prolétariat n'est pas encore assez développé pour agir comme classe. Des penseurs individuels font la critique des antagonismes sociaux, et en donnent des solutions fantastiques que la masse des ouvriers n'a qu'à accepter, propager, à mettre en pratique. » (MARX, Les prétendues scissions dans l'Internationale, 1872, in ENGELS (Fr.), - MARX (K.), Les utopistes, Paris, 1967, Ed. Maspero, p. 97.
- [177] Comme l'écrit Marx : Ces sectes, levier du mouvement à leur origine lui font obstacle dès qu'il les dépasse ; alors elles deviennent réactionnaires /.../. ». Ibidem.
- [178] MARX-ENGELS, Manifeste du Parti Communiste, Paris, 1967, Ed. Sociales, p. 46.
- [179] MARX-ENGELS, Oeuvres choisies, Moscou, 1976, Ed. du Progrès, t. II, p. 306.
- [180] Dans la traduction du Manifeste aux Ed. de Pékin (ELE, 1966, p. 49), on trouve, au lieu d'« entraîner » (weiter Treiben), « stimuler ». Dans les deux traductions le mot « immer » (toujours) a été omis.
- [181] MARX-ENGELS, Manifeste..., op. cit., p. 54.
- [182] LENINE, « La liquidation en voie d'être liquidée », Oeuvres, t. 15, p. 484.
- [183] Idem, p. 491.
- [184] LENINE, « Que faire maintenant ? », Oeuvres, t. 21, p. 107.
- [185] Ibidem.
- [186] Idem, p. 108.
- [187] Idem, p. 110-111.
- [188] LENINE, Oeuvres, t. 24, p. 77. « Les tâches du prolétariat dans notre révolution », 10 avril 1917.
- [189] Idem, t. 42, p. 255.
- [190] STALINE (J.V.), Lénine, Tirana, 1970, Ed. Naïm Frasherri, p. 65-66.
- [191] In Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international, Paris, 1977, Ed. Eugène Varlin (réédition en fac-similé), p. 465.
- [192] In MAO TSETOUNG, Textes choisis, Pékin, 1972, ELE, p. 153154.
- [193] CASTRO (F.), Révolution cubaine, Paris, Ed. Maspero, t. I, p. 220.
- [194] Idem, p. 209.
- [195] Idem, p. 239.
- [196] MAO TSETOUNG, Oeuvres choisies, Pékin, 1967, ELE, t. II, p. 368.
- [197] Idem, p. 371.
- [198] La Correspondance Internationale, août 1929, p. 862.
- [199] LENINE, Oeuvres, op. cit., t. 31, p. 151.
- [200] STALINE (J.V.), Oeuvres, Paris, 1978, Ed. NBE, t. IV, p. 157. Novembre 1918.
- [201] KIM IL SUNG, Oeuvres choisies, Pyongyang, 1971, ELE, t. I, p. 103.
- [202] MAO TSETOUNG, Oeuvres choisies, Pékin, 1977, ELE, t. V. p. 402.
- [203] Idem, p. 110.
- [204] Idem, p. 47.
- [205] MAO TSETOUNG, Textes choisis, op. cit., p. 476.
- [206] MAO TSETOUNG, Oeuvres choisies, op. cit., t. V, p. 395.
- [207] Dans sa présentation de la Conférence sur le PCC faite à Pékin en 1966 à des membres du PCMLF par Lin Nan, François Tranchant écrit : « Alors qu'il est dit que le Parti représente une seule classe, le Conférencier reproche à Khrouchtchev d'avoir embourgeoisé le Parti, de lui avoir fait perdre son caractère exclusivement prolétarien (il conservait donc ce caractère dans une certaine mesure). Puis au lieu de pousser la critique du révisionnisme comme une théorie générale, le Conférencier ne va dépeindre que des traits marquant la dégénérescence ultime du Parti : ainsi le Parti révisionniste est décrit tour à tour comme un parti nationaliste, comme ayant saboté à 100 % le centralisme démocratique. » (Documents IV, supplément au Bulletin International N° 9, de septembre 1978, p. 4).
- [208] In Débat sur la ligne générale..., op. cit., p. 455.
- [209] Circulaire du Comité central du Parti communiste chinois - Un grand document historique, Pékin, 1967, ELE, p. 22.
- [210] STALINE (J.V.), A propos de la déviation social-démocrate dans notre Parti, Paris, 1974, Ed. E 100, p. 61.
- [211] In Débat sur la ligne générale..., op. cit., p. 481.. 434.
- [212] Idem, p. 434.
- [213] In Le XIX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, N° spécial des Cahiers du Communisme, novembre 1952, p. 153-154-155.
- [214] KHROUCHTCHEV (N.), Rapport présenté au XIX^e Congrès du Parti sur les modifications aux Statuts du PC (b) de l'URSS, Moscou, 1952, ELE, p. 18.

- [215] Idem, p. 20.
- [216] Un exemple de cette pratique : les tournées des dirigeants chinois et de leurs épouses dans les communes populaires - il faut d'abord chercher le soutien des paysans - la mise en avant de modèles opposés, etc.
- [217] Citation de Mao Tsétoung dans la Circulaire du CC du PCC (16 mai 1966), op. cit., p. 4.
- [218] In Décision du Comité central du Parti communiste chinois sur la Grande révolution culturelle prolétarienne (8 août 1966), Pékin, 1966, ELE, p. 5.
- [219] Editorial du Hongqi, in Pékin Information, N° 14, 1966.
- [220] Cf. PLEKHANOV (G.), *Le rôle de l'individu dans l'histoire*, Paris, 1976, Ed. NBE ; cf. également la lettre d'Engels à Starkenburg (25 janvier 1894, in MARX-ENGELS, *Lettres sur le « Capital »*, Paris, 1964, Ed. Sociales, p. 410-412.
- [221] CASTRO (F.), op. cit., p. 242.
- [222] HOXHA (Enver), *L'« Autogestion » yougoslave, théorie et pratique capitalistes*, Tirana, 1978, Ed. « 8 Nëntori », p. 69.
- [223] LUXEMBURG (Rosa), *La Révolution russe*, in *Oeuvres*, Paris, 1969, Ed. Maspero, t. II, p. 89. (Traduction légèrement différente, extrait cité par Paul LOUIS, *Cent cinquante ans de pensée socialiste*, Paris, 1953, Ed. Rivière, p. 91-92.
- [224] In *La Bande à Baader*, Paris, 1972, Ed. Champ Libre, p. 169. 50 51 CASTRO (F.), op. cit., p. 222.
- [225] MAO TSETOUNG, *Oeuvres choisies*, op. cit., t. V, p. 181.
- [226] CASTRO (F.), op. cit., p. 222.
- [227] LENINE, *Oeuvres*, op. cit., t. 4, p. 216-217.
- [228] THOREZ (M.), *Oeuvres*, Paris, 1950-1965, Ed. Sociales, t. 12, p. 145.
- [229] Déclaration du Comité central du Parti communiste français, 6 août 1936, in M. Thorez, *Pour l'Union - Le Front français*, Paris, 1944, Ed. Sociales, p. 10. Cf. version légèrement différente dans les *Oeuvres* de M. Thorez, t. 12, p. 142-143.
- [230] THOREZ (M.), *Oeuvres*, op. cit., t. 14, p. 312.
- [231] ENGELS (Fr.), Paul et Laura LAFARGUE, *Correspondance*, Paris, 1959, Ed. Sociales, t. III, p. 293.
- [232] Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question du chauvinisme en France, en particulier dans les partis ouvriers.
- [233] Cf. notamment notre revue *Etudes et Documents Marxistes-Léninistes - Pour la lutte théorique*, N° 1, décembre 1979. 58 *L'Ecole élémentaire du Parti communiste français - Troisième leçon : Le Parti*, Paris, 1936, Ed. la Section nationale d'éducation du Parti communiste français, p. 6.
- [234] Idem, p. 3.
- [235] Idem, p. 12.
- [236] Annexe à la brochure de la « Collection du IX^e Congrès du PCF », M. GITTON, *La grande famille communiste*, Paris, 1936, Ed. du Comité populaire de propagande, p. 43-44.
- [237] MARX-ENGELS, *Manifeste...*, op. cit., p. 94 ; *L'Ecole élémentaire...*, op. cit., p. 9.
- [238] ENGELS (Fr.), *La révolution italienne à venir et les partis socialistes*, in MARX-ENGELS, *Oeuvres choisies*, op. cit., t. III, p. 475.
- [239] Idem, t. III, p. 487. In *La question paysanne en France et en Allemagne*.
- [240] THOREZ (M.), *Oeuvres*, op. cit., t. 2, p. 99.. 67
- [241] *L'Ecole élémentaire...*, op. cit., p. 11-12
- [242] Idem, p. 12.
- [243] Idem, p. 14.
- [244] Idem, p. 15.
- [245] Discours de clôture de M. Thorez à la session du CC du PCF (3-4 octobre 1958), in *Supplément aux Cahiers du Communisme*, N° 11, novembre 1958, p. 30-31.
- [246] THOREZ (M.), *Oeuvres*, op. cit., t. 11, p. 215.
- [247] In GITTON, op. cit., p. 52.
- [248] *Connaissance de base du Parti communiste chinois*, Paris, 1976, Ed. NBE, p. 89.
- [249] LENINE, *Oeuvres*, op. cit., t. 15, p. 420.
- [250] Cf. François Tranchant, op. cit., p. 9-10.
- [251] *L'Ecole élémentaire...*, op. cit., p. 30.
- [252] Idem, p. 6 : « La formation d'une avant-garde au cours des luttes est un phénomène spontané, c'est pourquoi on peut parler de sélection naturelle. » ; et p. 19: « Le Parti communiste est l'avant-garde du peuple. Il résulte d'une sélection naturelle au cours de la lutte. Mais, au sein de l'avant-garde même se produit une sélection naturelle. Ce qui caractérise le Parti communiste, c'est qu'il forme ses cadres avec les meilleurs éléments de l'avant-garde du peuple. »
- [253] *Connaissance de base...*, op. cit., p. 57-58.
- [254] BOUKHARINE (N.), *Économique de la période de transition*, Paris, 1976, EDI, p. 50.
- [255] BOUKHARINE (N.), *L'impérialisme et l'accumulation du capital*, Paris, 1977, EDI, p. 163.
- [256] Idem, p. 164.
- [257] Idem, p. 153.
- [258] Ibidem.
- [259] Idem, p. 155.
- [260] Ibidem.
- [261] BOUKHARINE (N.), *Le socialisme dans un seul pays*, Paris, 1974,10/18, p. 137-138.
- [262] BOUKHARINE (N.), « Au début d'une nouvelle année économique », in *La question paysanne en URSS*, Paris, 1973, Ed. Maspero, p. 229.
- [263] Idem, p. 237.
- [264] LENINE, « Les tâches des social-démocrates russes », *Oeuvres*, op. cit., Paris-Moscou, t. 2, p. 340.
- [265] Idem, p. 341.
- [266] LENINE, « Sur l'infantilisme de « gauche », *Oeuvres*, op. cit., t. 27, p. 356.
- [267] Idem, p. 349.

- [268] Idem, p. 351.
- [269] Idem, p. 366.
- [270] Idem, p. 357.
- [271] Idem, p. 354-355.
- [272] LENINE, « III^e Congrès de l'Internationale Communiste », Oeuvres, op. cit., t. 32, p. 515.
- [273] STALINE (J.V.), « Du danger de droite dans le PC(b) de l'URSS », in Les Questions du léninisme, Moscou, 1947, ELE, p. 221.
- [274] Ibidem.
- [275] LENINE, « III^e Congrès de l'Internationale Communiste », Oeuvres, op. cit., t. 32, p. 523.
- [276] STALINE (J.V.), « De la déviation de droite dans le PC (b) de l'URSS, in Les questions du léninisme, op. cit., p. 243.
- [277] Idem, p. 246.
- [278] Idem, p. 252.
- [279] STALINE (J.V.), Les problèmes économiques du socialisme en URSS, Paris, Ed. Sociales, p. 102.
- [280] Idem, p. 100.
- [281] ENGELS (Fr.), L'Anti-Dühring, Paris, 1973, Ed. Sociales, p. 347. 29 MARX (K.), Le Capital, Paris, 1967, Ed. Sociales, Livre III, t. 3, p. 228.
- [282] MARX (K.), Le Capital, Paris, 1967, Ed. Sociales, Livre III, t. 3, p. 228.
- [283] STALINE (J.V.), Les problèmes économiques du socialisme en URSS, op. cit, p. 25-26.
- [284] Idem, p. 23.
- [285] Idem, p. 25.
- [286] TROTSKY (L.), L'année 1917, Paris, 1976, Ed. Maspero, p. 52.
- [287] Idem, p. 115.
- [288] TROTSKY (L.), L'avènement du bolchévisme, Paris, 1977, Ed. Maspero, p. 49.
- [289] LENINE, « III^e Congrès des Soviets», Oeuvres, op. cit., t. 26, p. 499-500.
- [290] TROTSKY (L.), L'avènement du bolchévisme, op. cit., p. 95.
- [291] LENINE, « Les leçons de la révolution russe », Oeuvres, op. cit., t. 25, p. 262.
- [292] TROTSKY (L.), Programme de transition, Paris, 1973, Ed. Maspero, p. 53.
- [293] STALINE (J.V.), La révolution d'Octobre, Paris, 1934, ESI, p. 100-101.
- [294] LUXEMBURG (R.), « Discours au congrès de fondation du PCA », Oeuvres II, (Ecrits politiques, 1917-1918), Paris, 1969, Ed. Maspero, p. 103.
- [295] ENGELS (Fr.), « Histoire de la Ligue des communistes », in MARX-ENGELS, Oeuvres choisies, Moscou, 1976, Ed. du Progrès, t. 3, p. 196.
- [296] MARX (K.) et ENGELS (Fr.), « Préface à l'édition allemande de 1872 », in MARX-ENGELS, Oeuvres choisies, op. cit., t. I, p. 101.
- [297] LUXEMBURG (R.), op. cit., p. 126-127.
- [298] Idem, p. 127.
- [299] PRUDHOMMEAUX (E. et D.), Spartacus et la commune de Berlin, Paris, 1972, Ed. Spartacus, p. 31.
- [300] Idem, p. 85.
- [301] Idem, p. 91.
- [302] BELA KUN, « De révolution en révolution », in Document VII, supplément au Bulletin International, N° 19-20, juillet-août 1979, p. 27.
- [303] RAKOSI (M.), « Rapport au 2^e Congrès de l'Internationale Communiste », in Document VII, op. cit., p. 11-12.
- [304] BELA KUN, La République hongroise des conseils, Budapest, 1962, Ed. Corvina, p. 379.
- [305] VARGA (E.), « Démocratie d'un type nouveau », in Démocratie Nouvelle, N° 9, septembre 1947, p. 463.
- [306] Idem, p. 466.
- [307] Idem, p. 467.
- [308] LEONTIEV (A.), « La lutte entre le nouveau et le vieux », Démocratie Nouvelle, N° 12, décembre 1947, p. 635.
- [309] Idem, p. 631.
- [310] DIMITROV, in Les communistes albanais contre le révisionnisme, Paris, 1974, 10/18, p.17.
- [311] TITO (J.B.), « Les bases d'une démocratie de type nouveau », in Démocratie Nouvelle, N° 3, mars 1947, p. 127-128.
- [312] KARDELJ (E.), De la démocratie populaire en Yougoslavie, Paris, 1949, le Livre yougoslave, p. 81.
- [313] Idem, p. 115.
- [314] KARDELJ (E.), Les contradictions de la propriété sociale dans le système socialiste, Paris, 1976, Ed. Anthropos, p. 33.
- [315] VESELY (J.), Prague 1948, Paris, 1958, Ed. Sociales, p. 252.
- [316] STRONG (A.L.), La Pologne que j'ai vue, Paris, 1946, Ed. Hier et Aujourd'hui, p. 48-49.
- [317] THOREZ (M.), Oeuvres, Paris 1965, Ed. Sociales, t. 23, p. 132.
- [318] THOREZ (M.), Oeuvres choisies, Paris, 1965, Ed. Sociales, t. 3, p. 192.
- [319] Ibidem.
- [320] THOREZ (M.), Oeuvres, Paris, 1964, Ed. Sociales, t. 22, p. 135.
- [321] Ibidem.
- [322] THOREZ (M.), Oeuvres, op. cit., t. 23, p. 25.
- [323] Idem, p. 120.
- [324] Idem, p. 121.
- [325] THOREZ (M.), Oeuvres, Paris, 1963, Ed. Sociales, t. 21, p. 166.
- [326] THOREZ (M.), Oeuvres, op. cit., t. 23, p. 103.
- [327] Idem, p. 131-132.
- [328] Idem, p. 20.

- [329] LENINE, Oeuvres, op. cit., t. 28, p. 251.
- [330] Idem, p. 244.
- [331] THOREZ (M.), Oeuvres, op. cit., t. 23, p. 92.
- [332] Idem, p. 20.
- [333] Idem, p. 15.
- [334] DUCLOS (J.), Faire l'unité (IX^e Congrès du Parti communiste français 1937), Ed. du Comité populaire de propagande, p. 23.
- [335] THOREZ (M.), Oeuvres, op. cit., t. 23, p. 133.
- [336] LENINE, « La maladie infantile du communisme « le gauchisme », Oeuvres, op. cit., t. 31, p. 55.
- [337] THOREZ (M.), Oeuvres, op. cit., t. 23, p. 18. 85
- [338] Idem, p. 121.
- [339] Idem, p. 21-22.
- [340] ENGELS (Fr.), L'Anti-Dühring, op. cit., p. 180.
- [341] THOREZ (M.), Oeuvres, op. cit., t. 23, p. 23.
- [342] THOREZ (M.), Oeuvres, Paris, 1954, Ed. Sociales, t. 13, p. 102.
- [343] Idem, p. 93 et 96.
- [344] ENGELS (Fr.), La question paysanne en France et en Allemagne, in MARX-ENGELS, Oeuvres choisies, op. cit., t. III, p. 486.
- [345] Cf. Études et Documents, n° 4, septembre 1980.
- [346] THOREZ (M.), Oeuvres, op. cit., t. 23, p. 28-29.
- [347] Idem, p. 134.
- [348] THOREZ (M.), Oeuvres, Paris, 1953, Ed. Sociales, t. 11, p. 100.
- [349] STALINE (J.V.), Le marxisme et la question nationale et coloniale, Paris, 1950, Ed. Sociales, p. 223-224.
- [350] Ibidem.
- [351] Idem, p. 226-227.
- [352] Idem, p. 237.
- [353] STALINE (J.V.), « Les perspectives de la révolution en Chine », in La question chinoise dans l'internationale communiste, Paris, 1976, EDI, p. 52.
- [354] TROTSKY (L.), « La voie sûre », in La question chinoise..., op. cit., p. 343.
- [355] ROUSSET (P.), Le Parti communiste vietnamien, Paris 1975, Ed. Maspero, p. 244.
- [356] Idem, p. 285-286.
- [357] LENINE, « Démocratie et populisme en Chine », Oeuvres, op. cit., t. 18, p. 164-165.
- [358] LENINE, « III^e Congrès de l'Internationale communiste », Oeuvres, op. cit., t. 31, p. 252.
- [359] LENINE « Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique », Oeuvres, op. cit., t. 9, p. 44.
- [360] MAO TSETOUNG, « La Démocratie Nouvelle », Oeuvres choisies, Pékin, 1967, ELE, t. II p. 368.
- [361] MAO TSETOUNG, « De la juste solution des contradictions au sein du peuple », Textes choisis, Pékin, 1972, ELE, p. 509.
- [362] MAO TSETOUNG, « Du gouvernement de coalition ». Oeuvres choisies, Pékin, 1968, ELE, t. III, p. 246.
- [363] Statuts du Parti communiste chinois, in XI^e Congrès du Parti communiste chinois, Pékin, 1973, ELE, p. 77.
- [364] « Plate-forme Trotsky, Boukharine, etc. », in KOLLONTAI (A.), L'opposition ouvrière, Paris, 1974, Ed. du Seuil, p. 130.
- [365] « Plate-forme des dix », in L'opposition ouvrière, op. cit., p. 112.
- [366] LENINE, « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », Oeuvres, op. cit., t. 25, p. 389.
- [367] MAO TSETOUNG, « La situation actuelle et nos tâches », Oeuvres choisies, Pékin, 1967, ELE, t. IV, p. 173.
- [368] MAO TSETOUNG, « De la juste solution », op. cit., p. 495.
- [369] LENINE, « Rapport sur les concessions », Oeuvres, op. cit., t. 32, p. 332.
- [370] LIOU CHAO CHI, Rapport politique du Comité central du Parti communiste chinois au VIII^e Congrès national du PCC, Pékin, 1956, ELE, p. 29.
- [371] Idem, p. 28. 119
- [372] Idem, p. 24-25.
- [373] Idem, p. 25-26.
- [374] CHOU EN LAI, Rapport sur les travaux de gouvernement, Pékin, 1959, ELE, p. 49-50.
- [375] LIOU CHAO CHI, Rapport politique..., op. cit., p. 7.
- [376] MAO TSETOUNG, « De la juste solution... », op. cit., p. 494.
- [377] LIN PIAO, Rapport au IX^e Congrès du Parti communiste chinois, in IX^e Congrès du Parti communiste chinois, Pékin, 1969, ELE, p. 62.
- [378] LIOU CHAO CHI, Rapport politique..., op. cit., p. 11.
- [379] CHOU EN LAI, Rapport sur les travaux..., op. cit., p. 49.
- [380] Idem, p. 50.
- [381] Idem, p. 51.
- [382] LIOU CHAO CHI, Rapport politique..., op. cit., p. 71.
- [383] TEN SIAO PING
- [384] CHOU EN LAI, Rapport sur les travaux..., op. cit., p. 54.
- [385] Idem, p. 34.
- [386] Idem, p. 21.
- [387] Idem, p. 33.
- [388] MAO TSETOUNG, « De la juste solution..., op. cit., p. 517.
- [389] CHOU EN LAI, Rapport au X^e Congrès du Parti communiste chinois, Pékin, 1973, ELE, p. 37.

- ^[390] « Rapport de Chou En Lai sur le plan économique de la Chine pour 1959 (26 août 1959) », cité par Tibor MENDE, in *La Chine et son ombre*, Paris, 1960, Ed. du Seuil, p. 271-272. Note 1.
- ^[391] LENINE, « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky », *Oeuvres*, op. cit., t. 28, p. 318.
- ^[392] MARX (K.), « Lettre à Vera Zassoulitch (1881) », in *Sur les sociétés précapitalistes*, Paris, 1973, CERM, Ed. Sociales, p. 326. 140
- ^[393] ENGELS (Fr.), « Réflexions sur la commune agricole russe », in *Sur les sociétés précapitalistes*, op. cit., p. 356.
- ^[394] STALINE (J.V.), *La collectivisation du village*, Paris, 1930, Bureau d'Éditions p. 121.
- ^[395] MARX (K.), *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, 1969, Ed. Sociales, p. 13. Note 1.
- ^[396] LENINE, « Démocratie et populisme en Chine », *Oeuvres*, op. cit., 1969, t. 18, p. 166-167.
- ^[397] Idem, p. 167.
- ^[398] En commémoration de Sun Yat-Sen grand précurseur de la révolution, Pékin, 1967, ELE, p. 4-5.
- ^[399] Idem, p. 10.
- ^[400] « La loi agraire chinoise » in *Études soviétiques*, février 1949, No 10, p. 20.
- ^[401] « La lutte pour une amélioration radicale de la situation financière et économique de l'État », in *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*, 16 juin 1950, N° 24, p. 2.
- ^[402] LIOU CHAO CHI, *Rapport sur le projet de constitution de la République populaire de Chine*, Pékin, 1954, ELE, p. 35.
- ^[403] « Constitution de la République populaire de Chine », in *Première session de la IV^e Assemblée populaire nationale de la République populaire de Chine*, Pékin, 1975, ELE, p. 14.
- ^[404] LE CHAU, *La révolution paysanne du Sud-Vietnam*, Paris, 1977, Ed. d'Aujourd'hui, p. 55.
- ^[405] LENINE, « II^e Congrès de l'Internationale Communiste », *Oeuvres*, op. cit., t. 31, p. 248-249
- ^[406] MAO TSETOUNG, « Présentation d'une coopérative », *Textes choisis*, op. cit., p. 248-249.
- ^[407] LENINE, « Démocratie et populisme en Chine » *Oeuvres*, op.cit., t. 18, p. 166.
- ^[408] LIOU CHAO CHI, *Rapport du Comité central du Parti communiste chinois au VIII^e Congrès national du Parti communiste chinois*, op. cit., p. 21.
- ^[409] Idem, p. 21-22.
- ^[410] MAO TSETOUNG, « La transformation socialiste de l'artisanat », *Oeuvres choisies*, Pékin, 1977, t. 5, p. 302.
- ^[411] Idem, p. 304.
- ^[412] CHOU EN LAI, *Rapport sur les travaux du gouvernement*, op. cit., p. 301.
- ^[413] Idem, p. 31.
- ^[414] MAO TSETOUNG, « Principes politiques pour notre travail au Tibet », *Oeuvres choisies*, op. cit., t. 5, p. 77.
- ^[415] LIOU CHAO CHI, op. cit., p. 73.
- ^[416] CHOU EN LAI, op. cit., p. 55.
- ^[417] Idem, p. 60.
- ^[418] Ibidem.
- ^[419] MAO TSETOUNG, « Intervention à la conférence sur le travail de propagande », *Textes choisis*, op. cit., p. 536.
- ^[420] Idem, p. 525.
- ^[421] Idem, p. 536.
- ^[422] STALINE (J.V.), *Le marxisme et les problèmes de linguistique*, Pékin, 1975, ELE, p. 1.
- ^[423] Cf. « Défendre Staline c'est préserver le caractère scientifique de la théorie marxiste-léniniste » in VYCHINSKI, *La doctrine de Lénine et de Staline sur la révolution prolétarienne et l'État*, Paris, 1979, Petite Bibliothèque marxiste-léniniste, CC/ML.
- ^[424] LIOU CHAO CHI, op. cit., p. 81.
- ^[425] LIN PIAO, « Rapport au IX^e Congrès du Parti communiste chinois », in *la Grande Révolution culturelle prolétarienne*, Pékin, 1970, ELE, p. 67.
- ^[426] CHOU EN LAI, op. cit., p. 3.
- ^[427] « Décision du Comité central du Parti communiste chinois sur la Grande Révolution culturelle prolétarienne », in *La Grande Révolution...*, op. cit., p. 162.
- ^[428] Idem, p. 162-163.
- ^[429] LENINE, « Les enseignements de la Commune », *Oeuvres*, op. cit., t. 13, p. 499.
- ^[430] Idem, t. 13, p. 500.
- ^[431] MAO TSETOUNG, « La Révolution chinoise et le Parti communiste chinois », *Oeuvres choisies*, op. cit., t. II, p. 336.
- ^[432] MAO TSETOUNG, « La Démocratie Nouvelle », *Oeuvres choisies*, op. cit., t. II, p. 374.
- ^[433] JAURES (J.), *L'Armée nouvelle*, Paris, 1915, Ed. de l'« Humanité », p. 411
- ^[434] BAHRO (R.), *L'Alternative*, Paris, 1979, Stock, p. 51.